

**A bas les postes exécutifs
de l'Etat capitaliste !**

Principes marxistes et tactiques électorales

PAGE 3

**Contre la trahison du POUM
et ses avocats d'hier et d'aujourd'hui**

Trotskyisme contre front-populisme dans la guerre civile espagnole

PAGE 26

Femmes et Révolution



Les ouvrières et les contradictions de la Chine contemporaine

**Pour la défense de la Chine
contre l'impérialisme et la contre-révolution !
Pour la révolution politique prolétarienne !**

PAGE 72

PUBLICATIONS DE LA PROMETHEUS RESEARCH LIBRARY

PROMETHEUS RESEARCH SERIES

No. 1: Guidelines on the Organizational Structure of Communist Parties, on the Methods and Content of Their Work

Nouvelle traduction en anglais des Thèses du Troisième Congrès du Comintern sur l'organisation des partis communistes (1921) à partir du texte original en allemand. (Août 1988) 94 pages 6€ 8\$Cdn US\$6

No. 2: Documents on the "Proletarian Military Policy"

Inclut des documents sur le mouvement trotskyste aux Etats-Unis et en Europe pendant la Deuxième Guerre mondiale. (Février 1989) 102 pages 9€ 12\$Cdn US\$9

No. 3: In Memoriam, Richard S. Fraser:

An Appreciation and Selection of His Work

Richard Fraser (1913-1988) est un pionnier de la conception trotskyste de la question noire aux Etats-Unis. Sélection de ses écrits. (Août 1990) 108 pages 7€ 7\$Cdn US\$7

No. 4: Yugoslavia, East Europe and the Fourth International: The Evolution of Pabloist Liquidationism

Par Jan Norden. La réaction problématique de la Quatrième Internationale à la révolution yougoslave et la rupture de 1948 entre Tito et Staline. (Mars 1993) 70 pages 7€ 9,50\$Cdn US\$7

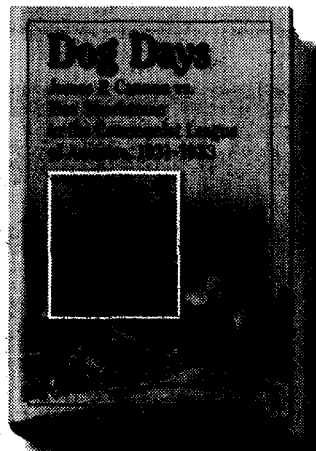
No. 5: Marxist Politics or Unprincipled Combinationism? Internal Problems of the Workers Party

Ce document de Max Shachtman est reproduit d'un bulletin interne du Workers Party américain de 1936. (Septembre 2000) 88 pages 7€ 11\$Cdn US\$7

No. 6: Selected Speeches and Writings in Honor of Three Women Leaders of the International Communist League (Fourth Internationalist): Martha Phillips, Susan Adams, Elizabeth King Robertson

Ecrits et discours choisis en hommage à trois dirigeantes de la LCI. (Mars 2007) 96 pages 6€ 8\$Cdn US\$7

Toutes les brochures PRS sont en anglais
Frais de port inclus



Les Années noires: James P. Cannon contre Max Shachtman dans la Communist League of America, 1931-1933

(en anglais); 752 pages

Relié: ISBN 0-9633828-7-X

Broché: ISBN 0-9633828-8-8

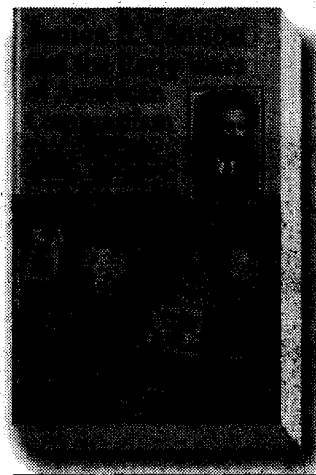
	Relié	Broché
Europe:	31€	20,50€
Canada:	48\$Cdn	28,95\$Cdn
Etats-Unis:	US\$30	US\$19,95

Frais de port

Europe: 4,75€

Canada: 7\$Cdn, 8\$Cdn (2-3 ex.)

Etats-Unis: US\$4, US\$6 (2-4 ex.)



James P. Cannon et les débuts du communisme américain: Articles et discours choisis, 1920-1928

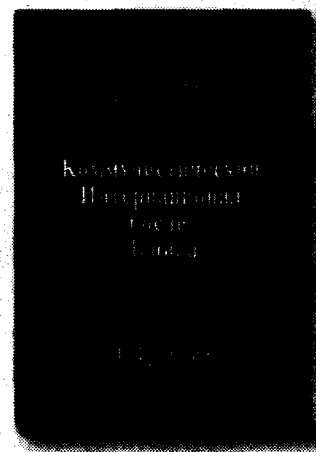
(en anglais); 624 pages

Broché: ISBN 0-9633828-1-0

Europe: 14,80€ (port 4,75€)

Canada: 18,50\$Cdn (port 7\$Cdn)

Etats-Unis: US\$14,50 (port US\$4)



Коммунистический Интернационал после Ленина (L'Internationale communiste après Lénine)

Ouvrage de Léon Trotsky publié en russe pour la première fois (1993). Contient les documents de fondation du trotskysme mondial, dont la « Critique du programme de l'Internationale communiste » (1928).

Relié: ISBN 5-900696-01-4
(309 pages)

12€ 15\$Cdn US\$12 (port inclus)

Europe:

LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France
(Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L)

Canada:

SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada

Etats-Unis:

Spartacist Pub. Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

édition française

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION: Herminio Sanchez (responsable), Blandine Hauser (responsable-adjoint), Bruce André, Xavier Brunoy, Charles Galameau, Elizabeth Gordon, Allison Spencer

COORDINATION: Dominique Arnaud

REALISATION: François Donau (New York), Guillaume José (Paris)

DIFFUSION: Susan Fuller (New York), Marc Guétier (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone: 1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 39



été 2009

A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste!

Principes marxistes et tactiques électorales

L'article suivant est traduit de Spartacist (édition anglaise) n° 61, printemps 2009, mais contient des corrections factuelles mineures.

La Cinquième Conférence de la Ligue communiste internationale (LCI) a adopté en 2007 la position que les marxistes doivent refuser par principe de se présenter aux élections pour les postes exécutifs de l'Etat capitaliste, comme par exemple celui de président de la République, de maire ou de gouverneur d'Etat ou de province. Cette position découle de notre conception que l'Etat capitaliste est le comité exécutif de la classe dirigeante. Cet Etat consiste fondamentalement en des détachements d'hommes armés – l'armée, la police, les tribunaux et les prisons – dont le rôle est de protéger la domination de classe de la bourgeoisie et son système de production.

Les communistes peuvent être députés *seulement en tant qu'oppositionalistes*, agissant comme des tribuns révolutionnaires de la classe ouvrière au Congrès américain, dans les parlements ou autres instances législatives. En revanche, pour assumer des fonctions exécutives ou encore gagner le contrôle d'un parlement bourgeois ou d'un conseil municipal, que ce soit indépendamment ou dans le cadre d'une coalition, il faut prendre la responsabilité d'administrer la machine de l'Etat capitaliste. La LCI avait auparavant la position suivante : en tant que communistes on pouvait se présenter aux élections pour un poste exécutif à condition d'annoncer par avance que l'on n'avait pas l'intention d'accepter le poste. Mais en réexaminant cette question, nous sommes arrivés à la conclusion que le fait d'être candidat à un poste exécutif



Oklebr

V. Kozlinsky



La Commune de Paris, proclamée en mars 1871 (gravure à gauche), fut écrasée par la terreur bourgeoise en mai. La Commune fut la première expression de la dictature du prolétariat. Sur l'affiche soviétique de 1921, on peut lire « Les morts de la Commune de Paris reviennent à la vie sous le drapeau rouge des Soviets ».

implique, qu'on le veuille ou non, que l'on est prêt à accepter de telles responsabilités, quels que soient les démentis que l'on puisse faire par avance. Être candidat à un poste exécutif, quand on se réclame du marxisme, ne peut que conférer une légitimité aux conceptions réformistes les plus répandues sur l'Etat.

Ainsi que nous l'écrivions en 2007 dans le document de notre conférence :

« En adoptant cette position contre présenter des candidats à des postes exécutifs, nous reconnaissons et codifions ce qu'il faut voir comme le corollaire de *l'Etat et la révolution* et de *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* de Lénine, qui sont en fait les documents fondateurs de la Troisième Internationale. Cette conception de l'Etat était déjà dégradée au Deuxième Congrès de l'IC, où la distinction ne fut pas faite, à propos de l'activité électorale, entre un poste exécutif et un poste parlementaire. Ainsi, nous continuons à compléter le travail programmatique et théorique des quatre premiers congrès de l'IC. Il est assez facile de promettre que vous n'allez pas accepter de poste exécutif quand les chances de gagner sont infimes. Mais la question est : que se passe-t-il lorsque vous gagnez ? [...] »

« Notre pratique précédente était conforme à celle du Comintern et de la Quatrième Internationale : Ceci ne signifie pas que nous avons manqué de principes dans le passé : le principe n'avait jamais été reconnu comme tel, que ce soit par nos prédécesseurs ou par nous-mêmes. Le programme évolue au fur et à mesure que de nouvelles questions surgissent, et nous étudions scrupuleusement et de façon critique le travail de nos prédécesseurs révolutionnaires. »

— « A bas les postes exécutifs ! »,

Spartacist édition française n° 38, été 2008

Ce qui est en jeu avec la question de poser sa candidature à un poste exécutif, c'est l'opposition fondamentale entre le marxisme et le réformisme : le prolétariat peut-il utiliser la démocratie bourgeoise et l'Etat bourgeois pour mener à bien une transition pacifique vers le socialisme, ou au contraire le prolétariat doit-il démolir la vieille machine étatique et créer à sa place un nouvel Etat pour imposer son propre pouvoir de classe — la dictature du prolétariat — afin de réprimer et d'exproprier les exploités capitalistes ?

Les sociaux-démocrates et les réformistes de tout bord dénoncent la révolution d'Octobre depuis 1917, à commencer par les menchéviks russes et notamment le social-démocrate et ex-marxiste allemand Karl Kautsky. Ils argumentent que les bolchéviks n'auraient pas dû conduire le prolétariat à la prise du pouvoir. Au lieu de cela, affirment les réformistes, le prolétariat russe aurait dû donner les rênes à la bourgeoisie libérale et la soutenir, le tout au nom de la défense de la « démocratie ». *L'Etat et la révolution*, écrit à la veille de la révolution d'Octobre, ainsi que *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* écrit un an plus tard, tous deux sur la même question, réfutent de façon décisive ces positions. Dans ces ouvrages, Lénine rétablit la vérité sur Marx et Engels en dénonçant les falsifications et les autojustifications des opportunistes. Ces derniers, en effet, citaient sélectivement, déformaient les propos et faisaient même parfois carrément disparaître les positions de Marx et Engels afin de justifier leur propre trajectoire antirévolutionnaire.

Les révisionnistes et les réformistes en font tout autant aujourd'hui. Leur activité politique se définit complètement à l'intérieur du cadre de la société bourgeoise. Cette politique consiste à faire « l'éducation des masses dans l'idée de l'inébranlabilité de l'Etat bourgeois », comme le disait si pertinemment Trotsky (*les Leçons d'Octobre*, 1924). Aujourd'hui, dans un monde défini par la liquidation finale de la révo-

lution d'Octobre et l'acceptation générale de la « mort du communisme », les organisations qui prétendent adhérer au marxisme s'accrochent bien plus encore de la domination de la classe capitaliste.

Après avoir fait cause commune avec l'impérialisme « démocratique » contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est, ces organisations épousent aujourd'hui la démocratie bourgeoise avec encore moins de gêne ; elles ne font dans l'ensemble même plus semblant d'avoir pour but la révolution prolétarienne. En France, les pseudo-trotskyistes de Lutte ouvrière, le groupe lambertiste (qui s'appelle maintenant Parti ouvrier indépendant) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section phare du Secrétariat unifié (SU), présentent régulièrement des candidats à la présidence semi-bonapartiste. Aux élections présidentielles de 2007, le candidat des lambertistes était le maire d'une petite commune et il s'est présenté comme « le candidat des maires » ; de leur côté, LO et la LCR financent en partie leurs activités électorales grâce à des subventions directes et substantielles de l'Etat capitaliste français. Au Brésil, Miguel Rossetto, dirigeant du groupe local du SU, avait carrément accepté un portefeuille ministériel dans le gouvernement bourgeois de front populaire dirigé par le social-démocrate Lula. La LCR s'est transformée en Nouveau Parti anticapitaliste qui rejette toute référence au communisme ou à la révolution. En Grande-Bretagne, le Socialist Party (le noyau central du Comité pour une internationale ouvrière de Peter Taaffe), après avoir passé, dans une précédente incarnation, plusieurs décennies à essayer de réformer de l'intérieur le vieux Parti travailliste, appelle désormais à un « parti ouvrier de masse » défini par un réformisme « travailliste à l'ancienne » comme alternative au nouveau Parti travailliste de Blair et Brown.

Parmi les rares groupes se prétendant marxistes qui continuent encore de temps en temps à utiliser le langage de la révolution d'Octobre, on trouve la Bolshevik Tendency (BT) et l'Internationalist Group (IG). La BT a été constituée par une poignée d'individus qui avaient quitté notre organisation au commencement des années 1980 en réaction au début de la deuxième guerre froide ; elle est dirigée par un sociopathe du nom de Bill Logan, que nous avons exclu en 1979 pour crimes contre la moralité communiste et la décence humaine élémentaire. Les cadres fondateurs de l'IG ont déserté notre parti en 1996 à la suite de la contre-révolution en Europe de l'Est et en Union soviétique pour poursuivre une orientation opportuniste envers divers milieux petits-bourgeois « radicaux ». Ces deux groupes, qui en quelque sorte encadrent la période de la guerre froide chacun à une extrémité, se sont retrouvés pour dénoncer notre refus de présenter des candidats à des postes exécutifs.

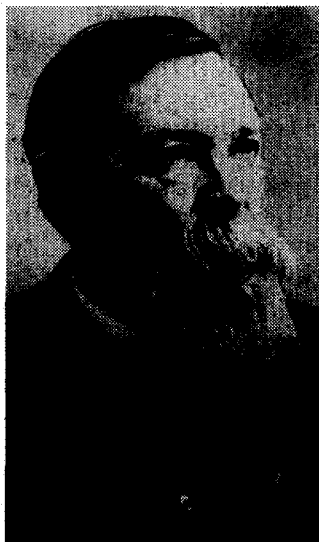
L'IG prétend que notre position est en rupture avec « la continuité du trotskysme authentique » (« France : la droite dure au gouvernail », supplément à *l'Internationaliste*, mai 2007) ; ils font ici allusion à la campagne électorale de 1985 pour la mairie de New York, où nous avions présenté Marjorie Stamberg (qui aujourd'hui soutient l'IG). Nous suivions alors les pratiques de nos prédécesseurs révolutionnaires, et notre position n'enfreignait pas subjectivement les principes communistes. Mais il serait maintenant contraire à ces principes de continuer à défendre de telles campagnes électorales comme le fait l'IG, qui affirme que les communistes peuvent se présenter « à n'importe quel poste », y compris celui de

commandant en chef impérialiste. L'IG déclare: «Si – cas extraordinaire – un candidat révolutionnaire avait eu suffisamment d'influence pour pouvoir être élu, c'est que le parti trotskyste aurait déjà commencé la construction de conseils ouvriers et d'autres organes de caractère soviétique. Et il insisterait que, s'ils étaient élus élus [sic], ses candidats se baseraient sur ces organes de pouvoir ouvrier et non sur des institutions de l'Etat bourgeois.» Et la BT de citer ce passage avec approbation en reprenant la caractérisation de «nouveau» faite par l'IG concernant notre position; la BT y rajoute sa propre touche parlementariste: «Les camarades de la LCI finiront peut-être par conclure que se présenter aux élections législatives est aussi "un obstacle" parce que le parti majoritaire se retrouve à exercer le pouvoir exécutif» («La LCI rejette les "postes exécutifs": des présidents et des principes», 1917, 2008).

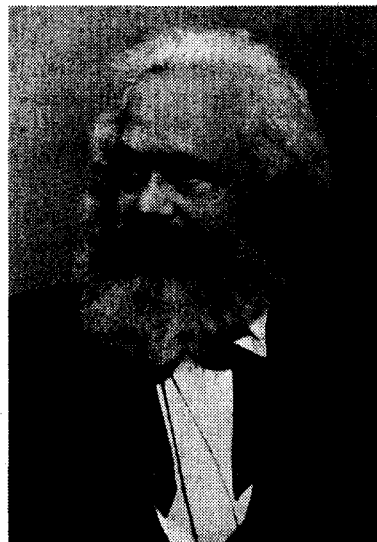
L'IG ne s'oppose pas à ce que les communistes se présentent pour des postes exécutifs, et laisse ouverte la possibilité qu'ils assument ces fonctions «s'ils étaient élus», du moins dans une situation révolutionnaire; en tout cas l'IG ne rejette pas une telle possibilité. La BT, pour sa part, efface toute distinction entre le ministérialisme, c'est-à-dire être ministre dans un gouvernement bourgeois, et le fait de se présenter comme député ouvrier révolutionnaire dans un parlement bourgeois. Derrière les lamentations de la BT perçue l'hypothèse implicite (profondément fautive et exprimant des préjugés petits-bourgeois) que les parlements bourgeois sont des assemblées souveraines exprimant «la volonté du peuple». C'est de toute évidence à «la mère de tous les parlements», le Parlement de Sa Majesté la reine d'Angleterre, que pense la BT. Elle proclame ensuite: «Bien sûr, le seul moyen d'"abolir" les institutions de l'Etat bourgeois, c'est par la révolution socialiste» (*ibid.*), mais ce n'est là qu'un sermon du dimanche pour esprits crédules.

L'IG et la BT font opportunément tomber du ciel une «situation révolutionnaire» pour camoufler leur position opportuniste. Si les bolchéviks avaient suivi l'exemple des menchéviks, et qu'ils étaient entrés dans le Gouvernement provisoire bourgeois en 1917, au beau milieu d'une situation révolutionnaire, leur appel à «Tout le pouvoir aux soviets» ne serait plus resté qu'une coquille vide et ils seraient devenus l'aile gauche de la démocratie bourgeoise. Quoiqu'en disent l'IG et la BT, l'histoire est jonchée de «cas exceptionnels» où de soi-disant socialistes et communistes ont invoqué les circonstances particulières pour justifier de mettre la main sur les leviers du pouvoir d'Etat bourgeois. De plus, l'IG et la BT oublient à dessein qu'historiquement, il est tout à fait courant que les partis ouvriers réformistes se fassent la main à l'administration de l'Etat bourgeois en gagnant la mairie lorsqu'ils remportent la majorité dans les conseils municipaux, souvent sans qu'il y ait la moindre situation révolutionnaire en vue. Ce municipalisme, ou «socialisme municipal», sert non pas à faire avancer la cause de la révolution prolétarienne, mais à *la faire dérailler*.

La question des candidatures aux postes exécutifs remonte directement à la bataille inachevée contre le ministérialisme lancée à l'aube du XX^e siècle par l'aile gauche de la Deuxième Internationale, et notamment par Rosa Luxemburg. Les arguments avec lesquels l'IG et la BT défendent



Dietz Verlag



John Mayall

Friedrich Engels et Karl Marx. La signification révolutionnaire de leurs écrits sur la question de l'Etat a été occultée par la direction du SPD allemand.

leur ligne sur les postes exécutifs les placent à *droite* par rapport à l'aile gauche de la social-démocratie d'avant la Première Guerre mondiale.

Dans cette période postsoviétique, le prolétariat se trouve dans le creux de la vague. Il est d'autant plus important dans ces circonstances que les révolutionnaires défendent les conquêtes programmatiques vitales du passé et qu'ils approfondissent et étendent leur compréhension du programme marxiste, par l'examen critique, la discussion et la mise en pratique. Pour ce faire, il faut se tourner vers l'expression la plus élevée des luttes et de la conscience politique du prolétariat, comme les leçons des révolutions de 1848, celles de la Commune de Paris en 1871 et celles de la plus grande conquête du prolétariat à ce jour, la Révolution d'octobre 1917, qui a démontré de manière définitive qu'il y a incompatibilité totale entre assumer des fonctions exécutives dans un gouvernement capitaliste et lutter pour le pouvoir d'Etat prolétarien.

Marx et Engels sur l'Etat

Dans le *Manifeste communiste*, rédigé juste avant les soulèvements révolutionnaires de 1848, Marx et Engels expliquent clairement que «la première étape dans la révolution ouvrière» c'est que la classe ouvrière érige son propre Etat (*Manifeste du Parti communiste*, décembre 1847-janvier 1848). «Le prolétariat», continuent-ils, «se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.» Comme le fait remarquer Lénine dans *l'Etat et la révolution*, le *Manifeste* ne dit pas *comment* l'Etat bourgeois doit être remplacé par l'Etat prolétarien; il ne parle a fortiori pas non plus d'une voie parlementaire au socialisme: le suffrage universel existait à peine.

Début 1852, Marx était arrivé à la conclusion que «La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. Toutes les révolutions politiques n'ont

fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser» (*le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852). Mais c'est surtout l'expérience de la Commune de Paris en 1871 qui fit conclure à Marx et Engels que «la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte» (*la Guerre civile en France*, 1871). Dans cet ouvrage, Marx remarquait : «Au fur et à mesure que le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait, intensifiait l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, le pouvoir d'Etat prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social, d'un appareil de la domination de classe.» Le premier décret de la Commune fut par conséquent de supprimer l'armée permanente et de la remplacer par le peuple en armes. La Commune, qui remplaçait le pouvoir d'Etat bourgeois, «devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois» (*ibid.*).

Dans le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), de soi-disant partisans de Marx et Engels essayèrent à plusieurs reprises d'éteindre ou de détourner cette perspective révolutionnaire internationaliste, principalement sur la question de l'Etat. En 1875, lorsque le SPD unifié avança dans son programme de fondation la revendication d'un «Etat libre», Marx la critiqua très durement. Saisissant bien au passage l'essence de l'Allemagne du Kaiser au XIX^e siècle, Marx fustigea le programme de Gotha qui recourait à la supercherie de :

«réclamer des choses qui n'ont de sens que dans une République démocratique, à un Etat qui n'est qu'un despotisme militaire, à armature bureaucratique et à blindage policier, avec un enjolivement de formes parlementaires, avec des mélanges d'éléments féodaux et des influences bourgeoises et, par-dessus le marché, à assurer bien haut cet Etat, que l'on croit pouvoir lui imposer pareilles choses "par des moyens légaux". «La démocratie vulgaire elle-même, qui, dans la République démocratique, voit l'avènement du millénaire et qui ne soupçonne nullement que c'est précisément sous cette dernière forme étatique de la société bourgeoise que se livrera la suprême bataille-entre les classes, la démocratie elle-même est encore à cent coudées au-dessus d'un démocratisme de cette sorte, confiné dans les limites de ce qui est autorisé par la police et prohibé par la logique.»

– Critique du programme de Gotha, 1875

Engels fut contraint de revenir sur ce sujet (et en même temps de dénoncer le ministérielisme) dans sa critique du programme d'Erfurt de 1891 :

«Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française. N'est-il pas, en effet, inconcevable que nos meilleurs hommes doivent devenir ministres sous un empereur, comme par exemple Miquel ?

«Or, il semble légalement impossible de poser directement dans le programme la revendication de la République, – et pourtant cela a pu se faire même sous Louis-Philippe, en France, aussi bien qu'en Italie aujourd'hui. Mais le fait qu'il n'est pas même permis d'établir en Allemagne un programme de parti ouvertement républicain, prouve combien formidable est l'illusion qu'on pourra, par une voie bonnement pacifique, y organiser la République, et pas seulement la République, mais encore la société communiste.»

– Critique du projet de programme social-démocrate de 1891, juin 1891

Johannes Miquel fit partie de la Ligue des communistes jusqu'en 1852; ensuite il passa à la bourgeoisie et finit par diriger le Parti national-libéral et être ministre pendant de nombreuses années.

Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, le SPD allemand s'était énormément développé, en taille et en influence, malgré la loi contre les socialistes promulguée par Bismarck en 1878, et cette croissance s'était encore accélérée après l'abolition de la loi en 1890. Un énorme secteur municipal et parlementaire s'était créé à la suite d'une série de succès électoraux. Le parti disposait désormais d'importantes ressources, financières et autres, et la machine du parti ainsi que son appareil syndical s'étaient alourdis. Tous ces éléments se combinaient pour exercer une influence conservatrice et constituer la base matérielle d'une tendance opportuniste puissante et plus prononcée que jamais. Dans le manuscrit de son introduction de 1891 au principal ouvrage de Marx sur la Commune de Paris, Engels écrivait :

«Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat.»

– Introduction à *la Guerre civile en France* de Marx, mars 1891

Les éditeurs du SPD, lorsqu'ils publièrent le livre, remplacèrent «philistin social-démocrate» par «philistin allemand» !

Dans les années qui suivirent la mort d'Engels en 1895, Eduard Bernstein, un des dirigeants du SPD, donna une expression théorique à cette tendance opportuniste grandissante en rejetant ouvertement le marxisme révolutionnaire en faveur d'un «socialisme évolutionnaire» fondé sur la réforme graduelle de la société bourgeoise. Bernstein annonça que pour lui le «mouvement» était tout et le but final, le socialisme, n'était rien. Les impulsions réformistes de la social-démocratie allemande officielle étaient déjà devenues si fortes en 1895 que lorsque Engels remit son introduction aux *Luttes de classes en France, 1848-1850* de Marx, l'exécutif du SPD la trouva trop révolutionnaire et demanda à Engels de la modérer. Il tenta à contrecœur de répondre à leur demande.

L'exécutif du SPD ne publia pas l'intégralité de cette deuxième version. Il en supprima certains passages – derrière le dos d'Engels – pour donner l'impression que ce dernier avait abandonné ses conceptions révolutionnaires. Pour ne prendre que l'exemple le plus fameux, l'exécutif laissa la formule «La rébellion d'ancien style, le combat sur les barricades, qui, jusqu'à 1848, avait partout été décisif, était considérablement dépassé» (introduction du 6 mars 1895 aux *Luttes de classes en France, 1848-1850*), mais supprima cette affirmation catégorique : «Cela veut-il dire qu'à l'avenir le combat de rues ne jouera plus aucun rôle? Pas du tout. Cela veut dire seulement que les conditions depuis 1848 sont devenues beaucoup moins favorables pour les combattants civils et beaucoup plus favorables pour les troupes. Un combat de rues ne peut donc à l'avenir être victorieux que si cette infériorité de situation est compensée par d'autres facteurs» (*ibid.*). Parmi lesquels, explique Engels plus haut dans son introduction, il y a la nécessité pour les insurgés «d'amollir les troupes en les influençant moralement [...]. Si cela réussit, la troupe refuse de marcher, ou les chefs perdent la tête, et l'insurrection est victorieuse» (*ibid.*).

Ce que dit Engels, ce n'est pas, quoi qu'en aient dit par la suite les réformistes, que la révolution est dépassée, mais que les forces du prolétariat doivent scissionner l'armée bourgeoise. Dès 1856 Marx, très conscient que l'armée prussienne était essentiellement constituée d'une large base de



New York Public Library

L'insurrection chartiste au Pays de Galles en 1839.

paysans, disait sans détour: « Tout dépendra en Allemagne de la possibilité de couvrir la révolution prolétarienne par une sorte de seconde édition de la guerre des paysans. Alors, tout ira pour le mieux » (lettre à Engels, 16 avril 1856).

Marx sur la question d'une voie « pacifique »

Les réformistes sociaux-démocrates se sont aussi emparés de passages isolés de Marx et Engels qui laissent ouverte la possibilité que, dans certains pays, il y ait une transition pacifique au socialisme. Dans un discours prononcé à Amsterdam, rapporté dans le journal *la Liberté*, Marx disait :

« Nous savons la part qu'il faut faire aux institutions, aux mœurs et aux traditions des différentes contrées, et nous ne nions pas qu'il existe des pays comme l'Amérique, l'Angleterre, et, si je connaissais mieux vos institutions, j'ajouterais la Hollande, où les travailleurs peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques. Si cela est vrai, nous devons reconnaître aussi que, dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions ; c'est à la force qu'il faudra en appeler pour un temps afin d'établir le règne du travail. »

— Marx, « Sur le Congrès de la Haye », 8 septembre 1872

Marx se basait pour cet argument sur le fait que, selon lui, ces Etats particuliers ne disposaient pas d'une clique militariste ou d'un important appareil bureaucratique. Mais cette supposition était erronée : la Grande-Bretagne et la Hollande possédaient toutes deux de vastes empires coloniaux et elles avaient besoin d'une importante bureaucratie et par conséquent d'un appareil militaire pour soumettre les masses. Sous la reine Victoria (1837-1901), outre la guerre de Crimée de 1853 à 1856, la Grande-Bretagne se lança pour étendre et maintenir son empire dans une série quasi ininterrompue d'opérations militaires et de guerres de plus ou moins grande importance, dont la

deuxième guerre des Boers [1899-1902] fut le couronnement.

Les Etats-Unis étaient à cette époque dans leur période la plus démocratique, celle de la Reconstruction après la Guerre civile américaine [la guerre de Sécession]. Mais cette guerre [1861-1865] avait provoqué un gigantesque essor du capital nordiste, si bien que lorsque Grant devint président [1868], tous les éléments étaient en place pour que les Etats-Unis deviennent un impérialisme qui allait s'épanouir complètement au fil des décennies suivantes. C'est à cette époque que le capital américain entreprit pour de bon l'asservissement économique du Mexique (dont le territoire avait déjà été sérieusement amputé à la suite de la guerre américano-mexicaine de 1846-1848), s'emparant de terres agricoles de choix, de concessions minières et de chemins de fer. L'écrasement de la grande grève des cheminots en 1877 et le démantèlement de la Reconstruction la même année furent incontestablement des jalons de ce processus.

Au moment de la Révolution de 1848, l'appréciation de Marx concernant la possibilité d'une transition pacifique vers le socialisme en Angleterre était différente. Commentant la défaite de la classe ouvrière française face à la bourgeoisie cette année-là, il souligna qu'il fallait un soulèvement victorieux contre la bourgeoisie anglaise :

« La libération de l'Europe, que ce soit le soulèvement des nationalités opprimées pour leur libération, ou la chute de l'absolutisme féodal, dépend donc du soulèvement victorieux de la classe ouvrière française. Mais chaque bouleversement social français échoue nécessairement contre la bourgeoisie anglaise, la domination industrielle et commerciale mondiale de la Grande-Bretagne. Toute réforme sociale partielle en France et sur le continent européen en général, dans la mesure où elle doit être définitive, est et reste un vœu pieux sans consistance. Et la vieille Angleterre ne sera renversée que par une *guerre mondiale* qui seule peut offrir au parti chartiste, au parti ouvrier anglais organisé, les conditions d'un soulèvement victorieux contre ses oppresseurs gigantesques. »

— « Le mouvement révolutionnaire »,

31 décembre 1848

Après l'échec des révolutions de 1848, le capitalisme connut une croissance phénoménale sur le continent. Mais même en tenant compte du fait que les rapports entre puissances économiques avaient quelque peu évolué, les observations de Marx sur la Grande-Bretagne conservaient l'essentiel de leur validité, au moins jusqu'à la Commune et au-delà.

Mais aujourd'hui les spéculations de Marx en 1872 importent peu, car nous sommes dans une période fondamentalement différente de l'histoire mondiale : l'époque impérialiste, marquée par la domination du capital financier monopoliste où une poignée de grandes puissances capitalistes se font concurrence pour la domination du monde. Dans de telles circonstances, l'idée d'une transition pacifique et parlementaire vers le socialisme est pire qu'une chimère ; c'est un programme réformiste qui enchaîne le prolétariat à son ennemi de classe.

La très mal-nommée Bolshevik Tendency, comme pour illustrer cet argument, cite une lettre d'Engels datant de 1893 pour polémique contre notre refus d'être candidats à des postes exécutifs. Engels répondait à un socialiste émigré (F. Wiesen, de Baird au Texas) pour qui le fait de présenter des candidats à l'élection présidentielle américaine constituait un déni des principes révolutionnaires. Wiesen voulait qu'on adopte une position de principe, ce qu'Engels rejeta comme « académique » en faisant observer que l'objectif d'une révolution ouvrière aux Etats-Unis « est très lointain » et qu'il était prématuré de faire de la candidature à des

élections sénatoriales ou présidentielles une question de principe. Il argumentait :

« Je ne vois pas en quoi le fait de présenter des candidats pour un poste politique élu, ou de voter pour ces candidats, implique forcément une violation des principes sociaux-démocrates, même si nous visons à l'abolition de ces postes-là.

« On peut être d'avis que le meilleur moyen d'abolir la présidence et le Sénat en Amérique est d'élire à ces postes des hommes qui se seront engagés à les abolir ; on agira aussi alors en conséquence. D'autres peuvent penser que cette méthode est inappropriée ; c'est une affaire qu'on peut discuter. Il peut y avoir des circonstances dans lesquelles le premier mode d'action entraînerait la violation des principes révolutionnaires ; je ne vois pas pourquoi il devrait en être ainsi toujours et partout. »

– Lettre d'Engels à F. Wiesen, 14 mars 1893
[traduit par nos soins]

La préoccupation principale d'Engels était d'encourager le Socialist Labor Party (Parti ouvrier socialiste, SLP), essentiellement constitué d'émigrés, à s'investir dans la mise en place d'un mouvement ouvrier politique. Dans cette optique Engels avait quelques années auparavant souligné l'importance de la candidature en 1886 pour la mairie de New York de Henry George, qui était pour l'impôt foncier comme seul impôt, et se présentait sur la liste de l'United Labor Party. Pour Engels c'était une première étape vers un parti ouvrier indépendant sur le modèle des partis sociaux-démocrates européens. En 1893 il ne savait pas quels seraient les principes qui seraient applicables dans l'arène parlementaire, quand sonnerait l'heure de la bataille. Comment aurait-il pu à cette époque avoir une idée de quel genre de parti les travailleurs ont besoin pour prendre le pouvoir ? Ou une idée des principes du parlementarisme bolchévique, ou de la dynamique du soutien critique aux traîtres réformistes ? Mais il en savait tout de même assez pour montrer la voie de la guerre civile.

On ne peut en dire autant de la BT, qui ne cite Engels que pour défendre subrepticement le ministérialisme. En 1920,

Trotsky écrivait dans une polémique contre Kautsky :

« L'Etat démocratique bourgeois ne se borne pas à accorder aux travailleurs de meilleures conditions de développement politique par rapport à celles de l'absolutisme ; il limite ce même développement par sa légalité, il accumule et renforce avec art, parmi de petites aristocraties prolétariennes, les mœurs opportunistes et les préjugés légalistes. Au moment où la catastrophe – la guerre – devint imminente, l'école de la démocratie se révéla tout à fait incapable de conduire le prolétariat à la révolution. Il y fallut l'école barbare de la guerre, des ambitions social-impérialistes, des plus grands succès militaires et d'une défaite sans exemple. Après ces événements, qui ont apporté quelques modifications dans le monde et même dans le programme d'Erfurt, resservir les anciens lieux communs sur la signification du parlementarisme pour l'éducation du prolétariat, c'est retomber politiquement en enfance. »

– Trotsky, *Terrorisme et communisme* (1920)

Peut-être la BT va-t-elle changer le nom de son journal de 1917 (cela fait-il référence à Février ?) à 1893 !

1900 : La lutte contre le millerandisme

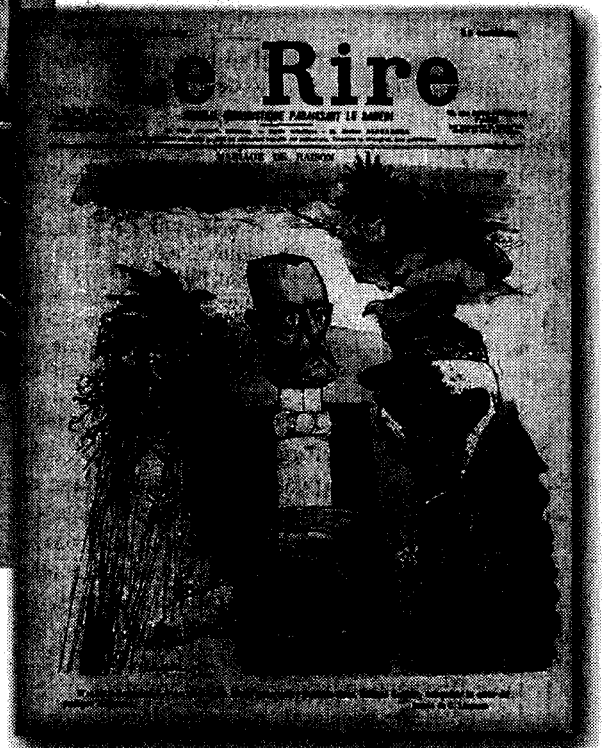
Que voulait dire occuper un poste exécutif dans l'Etat bourgeois ? Cette question se posa à brûle-pourpoint en juin 1899, lorsque Alexandre Millerand devint le premier dirigeant socialiste à accepter un portefeuille dans un gouvernement bourgeois. Dans une lettre de 1894, que l'article de la BT *ne cite pas*, Engels avait précisément mis en garde contre une telle possibilité au cas où les républicains italiens parviendraient au pouvoir à la tête d'un mouvement révolutionnaire soutenu par les socialistes. Engels écrivait au dirigeant socialiste italien Filippo Turati :

« Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au nouveau gouvernement, mais toujours en minorité. CECI EST LE PLUS GRAND DANGER. Après février 1848, les démocrates socialistes français (de la *Réforme*, Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'occuper des sièges pareils. Minorité au gouvernement, ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies & trahisons vis-à-vis des ouvriers, commises par la majorité des



Bettmann

Alfred Dreyfus dénonçant ses accusateurs lors de son second procès à Rennes en 1899. A droite : Magazine satirique montrant le Premier ministre Waldeck-Rousseau célébrant l'union du socialiste Alexandre Millerand et du général Galliffet, le boucher de la Commune de Paris, dans le gouvernement de « défense républicaine » de 1899.



républicains purs ; tandis que la présence de ces messieurs au gouvernement paralysait complètement l'action révolutionnaire de la classe ouvrière qu'ils prétendaient représenter. »

- « Engels à Filippo Turati », 26 janvier 1894, reproduite par Jacques Texier dans *Révolution et démocratie chez Marx et Engels* (Paris, Presses universitaires de France, 1998)

Cinq ans plus tard, Millerand, pour justifier son portefeuille de ministre du Commerce dans le cabinet du président du Conseil René Waldeck-Rousseau, prétendit que, s'il n'entrait pas dans le gouvernement, une alliance réactionnaire d'aristocrates et de monarchistes, de même avec le corps des officiers et l'Eglise catholique, risquait de renverser la République française. Au côté de Millerand dans ce cabinet de « défense républicaine » siégeait le général Galliffet, le boucher de la Commune de Paris.

Tout ceci se déroulait dans le contexte de l'affaire Dreyfus, un scandale qui avait jeté la France dans une profonde crise politique. Alfred Dreyfus, officier d'état-major et Juif, fut en 1894, déclaré coupable, par une cour martiale secrète, d'avoir vendu des secrets militaires à une puissance étrangère. Il fut condamné au bagne à perpétuité. Il s'avéra rapidement qu'il avait été victime d'un coup monté des échelons supérieurs de l'armée pour dissimuler la culpabilité d'un autre officier, un aristocrate. Après des années de captivité sur l'île du Diable, en Guyane, il fut rejugé et à nouveau condamné en septembre 1899, avant de bénéficier finalement d'une grâce présidentielle le même mois. Millerand avait été incorporé au gouvernement pour tenter de désamorcer la crise que cela avait provoquée.

La décision de Millerand créa un profond clivage dans le mouvement socialiste français, qui était déjà divisé par l'affaire Dreyfus. Une partie soutenait Millerand, notamment Jean Jaurès, qui était devenu en 1898 l'un des plus ardents et éloquents défenseurs de Dreyfus – quoique dans les strictes limites du libéralisme bourgeois. De l'autre côté le Parti ouvrier français (POF) dirigé par Jules Guesde et Paul Lafargue avait refusé de défendre Dreyfus et s'opposait à l'entrée de Millerand dans le gouvernement.

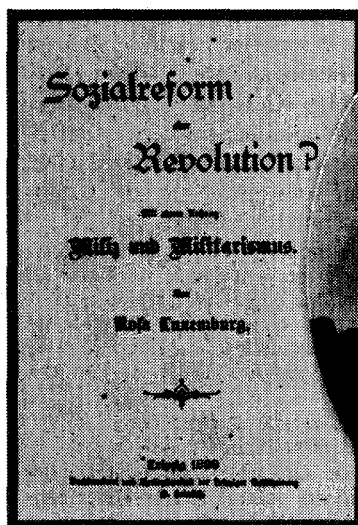
Rosa Luxemburg, qui figurait parmi les fondateurs de la social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie, et qui était devenue un membre important de l'aile gauche du SPD, notamment dans la lutte contre Bernstein, prit part au débat sur le millerandisme. Elle observa dans son éloquente réfutation du réformisme bernsteinien :

« Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. »

- *Réforme sociale ou révolution ?* (1898-1899)

Luxemburg disait, avec raison, que les socialistes devaient défendre Dreyfus et qu'ils devaient utiliser cette affaire pour mettre en accusation le capitalisme et le militarisme français, et pour faire avancer la lutte de classes. Mais elle s'opposait à l'entrée de Millerand dans le gouvernement, expliquant :

« Le caractère d'un gouvernement bourgeois n'est pas déterminé par le caractère personnel de ses membres, mais par sa fonction organique dans la société bourgeoise. Le gouvernement de l'Etat moderne est essentiellement une organisation de domination de classe dont la fonction régulière est une des conditions d'existence pour l'Etat de classe. Avec l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement, la domination de classe continuant à exister, le gouvernement bourgeois ne se trans-



Militärverlag DDR

Rosa Luxemburg, dans *Réforme sociale ou révolution* (1899), attaque le révisionnisme d'Eduard Bernstein.

forme pas en un gouvernement socialiste, mais un socialiste se transforme en un ministre bourgeois. »

- Luxemburg, « Affaire Dreyfus et cas Millerand : réponse à une consultation internationale », *Cahiers de la Quinzaine* n°11, 1899

Une fois Millerand au gouvernement, la logique du millerandisme devint parfaitement claire : c'était de préserver à tout prix le cabinet Waldeck-Rousseau. Rosa Luxemburg commenta avec ironie : « Hier, ils préconisaient le soutien du gouvernement pour le salut de la République, et aujourd'hui [ils préconisent] le salut du gouvernement par l'abandon de la défense républicaine » (« La crise socialiste en France », 1900-1901). Après la démission de Waldeck-Rousseau, le groupe de Jaurès soutint le gouvernement radical d'Emile Combes et vota pour le budget ministériel, y compris pour le financement de l'armée de terre et de la marine.

Lénine ne manqua pas de souligner le lien évident qu'il y avait entre le révisionnisme de Bernstein et le millerandisme :

« Millerand a fourni un brillant exemple de ce bernsteinisme pratique ; aussi, avec quel zèle Bernstein et Vollmar se sont-ils empressés de défendre et de louer Millerand ! En effet, si la social-démocratie n'est au fond que le parti des réformes et doit avoir le courage de le reconnaître ouvertement, le socialiste non seulement a le droit d'entrer dans un ministère bourgeois, mais il doit même y aspirer toujours. Si la démocratie signifie, dans le fond, la suppression de la domination de classe, pourquoi un ministre socialiste ne séduirait-il pas le monde bourgeois par des discours sur la collaboration des classes ? Pourquoi ne conserverait-il pas son portefeuille, même après que des meurtres d'ouvriers par les gendarmes ont montré pour la centième et la millième fois le véritable caractère de la collaboration démocratique des classes ? »

- *Que Faire ?* (1902)

La discussion sur le ministérialisme domina le Cinquième Congrès de la Deuxième Internationale qui se tint à Paris en 1900 ; Rosa Luxemburg, Georgi Plekhanov, le pionnier du marxisme russe, Daniel De Leon, dirigeant du SLP américain et d'autres membres de l'aile gauche se dressèrent contre la droite, représentée par Bernstein et Georg von Vollmar, du SPD, qui soutenaient Jaurès et Millerand. Karl Kautsky, le théoricien du SPD encore largement considéré comme le « pape du marxisme » dans l'Internationale, se tenait politiquement au centre, position qu'il occupait de plus en plus dans le parti allemand. Selon l'historien G.D.H. Cole,

«c'est à Kautsky que revenait la tâche de trouver les formulations satisfaisant le centre et désarmant l'extrême gauche sans chasser la droite de l'Internationale, et sans mettre Jaurès dans une situation impossible» (Cole, *The Second International 1889-1914* [Londres, Macmillan & Co Ltd, 1960]).

La résolution de compromis concoctée par Kautsky est très instructive : elle montre à quel point le réformisme social-démocrate imprégnait la Deuxième Internationale.

«Dans un Etat démocratique moderne, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique, de la régénération physique et morale de la classe ouvrière et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives.

«Mais, dans les pays où le pouvoir gouvernemental est centralisé, il ne peut être conquis fragmentairement.

«L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel.

«Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et, non de principe : le congrès international n'a pas à se prononcer sur ce point ; mais, en tous cas, l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ne permet d'espérer de bons résultats pour le prolétariat militant que si le Parti socialiste, dans sa grande majorité, approuve pareil acte et si le ministre socialiste reste le mandataire de son parti.»

— *Congrès socialiste international, Paris, 23-27 septembre 1900. Compte rendu analytique officiel, Genève, Minkoff Reprint, 1980*

L'avertissement gratuit contre le putschisme [«coup de main»], de même que les arguments en faveur de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives, étaient conçus pour apaiser les révisionnistes — et c'est bien ainsi que ces derniers le comprirent. Millerand et Jaurès acceptèrent également bien volontiers la clause de sauvegarde («l'expédient exceptionnel»), parce qu'ils brandissaient sans vergogne cet argument pour défendre leur propre ministérialisme. En réalité, c'était la bourgeoisie qui avait coopté ce ministre socialiste, ce qui était pour elle un «expédient exceptionnel» visant à liquider la crise politique engendrée par l'affaire Dreyfus.

La résolution minoritaire présentée par Guesde et l'Italien Enrico Ferri réaffirme que «par conquête des pouvoirs publics, il faut entendre l'expropriation politique de la classe capitaliste, que cette expropriation ait lieu pacifiquement ou violemment». Elle continue ainsi :

«Elle ne laisse place par suite, en régime bourgeois, qu'à l'occupation des positions électives dont le Parti peut s'emparer au moyen de ses propres forces, c'est-à-dire des travailleurs organisés en parti de classe, et interdit nécessairement toute participation socialiste aux gouvernements bourgeois, contre lesquels les socialistes doivent rester à l'état d'opposition irréductible.»

— *ibid.*

La résolution minoritaire se réservait ainsi la possibilité de prendre, au sein du régime bourgeois, les positions «dont le Parti peut s'emparer au moyen de ses propres forces». Plekhanov, allant plus loin, acceptait que la participation à un cabinet bourgeois puisse être une tactique valable dans certaines circonstances exceptionnelles. C'est pourquoi il donna d'abord son soutien à la résolution de Kautsky tout en essayant de l'amender pour y inclure au moins une critique implicite de Millerand : si un socialiste se trouvait contraint de rejoindre un cabinet bourgeois dans

une situation extrême, il devait le quitter si celui-ci se révélait partial dans la lutte entre le capital et le travail. Comme le reconnut Plekhanov lui-même, sur le plan théorique, son amendement «ne résiste pas à la critique : *quel genre de gouvernement bourgeois pourrait bien être impartial dans la lutte entre le travail et le capital?*» («Quelques mots sur le dernier congrès socialiste mondial de Paris», avril 1901). Jaurès amenda alors habilement l'amendement de Plekhanov pour dire qu'un socialiste doit quitter le cabinet si un parti socialiste unifié juge le gouvernement partial dans la lutte entre le travail et le capital — mais il n'y avait pas de parti unifié en France ! Piégé, Plekhanov finit par voter avec la minorité tout en se lamentant que, dans la motion de Guesde, l'opposition à l'entrée dans un cabinet bourgeois soit trop catégorique.

Guesde présenta également une résolution contre la participation des socialistes à des coalitions de collaboration de classes avec des partis bourgeois. Tout en affirmant que «la lutte de classes interdit toute espèce d'alliance avec une fraction quelconque de la classe capitaliste», la résolution reconnaissait que «des circonstances exceptionnelles rendent nécessaires par endroits des coalitions» (*Congrès socialiste international*). La brèche était assez grande pour que même les opportunistes endurcis puissent voter pour cette résolution, et celle-ci fut adoptée à l'unanimité.

Amsterdam 1904 : retour sur le millerandisme

La Deuxième Internationale revint sur la question du millerandisme lors de son congrès de 1904 à Amsterdam. L'année précédente, au congrès du SPD à Dresde, Kautsky s'était joint aux autres et avait soutenu une résolution condamnant le révisionnisme et, implicitement, le millerandisme. Le dirigeant du SLP américain Daniel De Leon, présent à ce congrès, avait alors fait remarquer d'un ton caustique : «Au congrès de Paris l'anti-millerandisme n'était pas de bon ton et Kautsky "détalait avec les lièvres"», tandis qu'à Dresde Kautsky «se mettait à nouveau en avant, et cette fois il "aboyait avec la meute"» («Le congrès de Dresde», *Daily People*, 3 janvier 1904).

Les guesdistes proposèrent ensuite à Amsterdam de ratifier la résolution du SPD. Telle qu'adoptée en 1904, la résolution «condamne de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes, tendant à changer notre tactique éprouvée et victorieuse basée sur la lutte des classes et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi» (*Congrès socialiste international d'Amsterdam, Minkoff Reprint, 1978*). Elle se proclamait franchement opposée à «un parti se contentant de réformer la société bourgeoise», et déclarait même que «la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise, et ce, conformément à l'ordre du jour [la résolution] Kautsky voté au congrès international de Paris en 1900». La référence positive à la résolution Kautsky de 1900 était une façon typique d'amadouer l'aile droite. La critique à l'encontre des révisionnistes n'entraîna aucune scission car tous les courants du SPD avaient la même conception du «parti de toute la classe», c'est-à-dire un parti unique et unifié de la classe ouvrière, embrassant toutes les tendances allant du marxisme au réformisme. Néanmoins, pour les délégués d'Amsterdam, de la droite comme de la gauche, la résolu-



Roger Viollet

Délégués au congrès d'Amsterdam en 1904: au centre, premier rang, Georgi Plekhanov; au dernier rang, on peut reconnaître Rosa Luxemburg et Karl Kautsky (troisième à partir de la droite).

tion de Dresde en 1903 représentait un coup d'arrêt sévère à la conciliation du millerandisme en 1900.

De Leon avait voté contre la résolution Kautsky au congrès de Paris en 1900. En 1904, De Leon refusa à nouveau de ratifier la position de Kautsky en 1900 et il soumit la résolution suivante :

« Considérant qu'au dernier congrès international, tenu à Paris en 1900, a été adoptée une résolution généralement connue comme la résolution Kautsky, dont les clauses finales envisagent une situation d'urgence où la classe ouvrière accepterait des positions offertes par des gouvernements capitalistes, et qui en particulier PRESUPPOSE AUSSI QUE DES GOUVERNEMENTS DE LA BOURGEOISIE POURRAIENT ETRE IMPARTIAUX DANS LES CONFLITS ENTRE LA CLASSE CAPITALISTE ET LA CLASSE OUVRIERE; [...]

« Premièrement, que ladite résolution Kautsky soit présentement et entièrement annulée comme principe général de tactique socialiste;

« Deuxièmement, que dans les pays capitalistes pleinement développés comme l'Amérique, la classe ouvrière ne peut sans trahir la cause du prolétariat remplir d'autres positions politiques que celles qu'elle aura conquises pour et par elle-même. »

— De Leon, « Le millerandisme répudié »,

Daily People, 28 août 1904

Sa résolution n'obtenant aucun soutien, De Leon vota pour la résolution principale.

En laissant ouverte la possibilité que la classe ouvrière remplisse des positions politiques conquises « pour et par elle-même », la résolution De Leon élude une fois de plus la question clé : la nécessité de briser la machine de l'Etat bourgeois et de la remplacer par la dictature du prolétariat. De Leon, qui avait une position de principe contre le ministérialisme bourgeois, était aussi un fervent électoraliste. James P. Cannon, fondateur du communisme puis du trotskysme américain, a rendu hommage au rôle de pionnier joué par De Leon dans la période où se formait le mouvement socialiste américain. En même temps, il faisait remarquer, avec raison, qu'« il était sectaire dans ses tactiques, avait une conception formaliste rigide de l'action politique, qui plus est rendue stérile par un fétichisme légaliste » (Cannon, *The First Ten Years of American Communism* [Les dix premières années du communisme américain], New York, Pathfinder Press, 1962).

De Leon pensait qu'il était envisageable que le proléta-

riat, au moins aux Etats-Unis, pût prendre le pouvoir pacifiquement, par les élections; après quoi le nouveau gouvernement socialiste se dissoudrait de lui-même pour faire place à une administration de « syndicats industriels socialistes »; il explique ceci clairement dans un discours de 1905 initialement publié comme le « Préambule de l'IWW » (« La reconstruction socialiste de la société », De Leon, *Socialist Landmarks* [Points de repère socialistes], New York, New York Labor News Company, 1952). Pour De Leon, ces syndicats, créés sous le capitalisme, se développeraient naturellement en s'emparant progressivement du pouvoir économique et en utilisant celui-ci contre les capitalistes. Tous les quatre ans à

partir des années 1890, le SLP de De Leon présentait inmanquablement son candidat à la présidence américaine. Après la mort de De Leon en 1914, le SLP allait rejeter les leçons de la révolution d'Octobre, les jugeant inapplicables sur le terrain américain; fossilisé, le SLP n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été.

Mais au niveau de l'électoralisme, il n'y avait pas grande différence entre le SLP, même sous De Leon, et le Parti socialiste d'Eugene V. Debs. A partir de 1900, Debs se présenta cinq fois à la présidence des Etats-Unis. Debs répétait: « Il faut apprendre aux ouvriers à s'unifier et à voter *en tant que classe* pour le Parti socialiste, le parti qui les représente en tant que classe, et lorsqu'ils le feront le gouvernement leur tombera dans les mains et le capitalisme succombera pour ne plus se relever » (« La croissance du socialisme », 1906, reproduit dans *Writings and Speeches of Eugene V. Debs* [Ecrits et discours d'Eugene V. Debs], New York, Heritage Press, 1948). Debs fit campagne pour la dernière fois en 1920, depuis sa cellule d'Atlanta, en Géorgie, où il purgeait une peine de dix ans (plus la privation à vie de ses droits civiques) pour son opposition à la Première Guerre mondiale; il obtint plus de 900 000 voix. Les campagnes présidentielles de Debs ainsi que son immense autorité établirent une tradition de candidatures socialistes au poste de commandant en chef de l'impérialisme américain; cette tradition était largement acceptée par tous, à l'exception des anti-parlementaires qui s'opposaient à toute activité électorale quelle qu'elle fût. Mais Debs prônait le renversement du capitalisme, alors que beaucoup de dirigeants socialistes, comme Morris Hillquit, étaient des réformistes farouchement antiléninistes. L'un d'eux, Victor Berger, fut même surnommé, fort à propos, « socialiste des égouts » pour son programme de réformes municipales quasiment identique à celui colporté par le mouvement Progressiste bourgeois.

Le municipalisme et la Deuxième Internationale

Le municipalisme n'était pas l'exclusivité des réformistes déclarés. Les profondes divergences entre l'aile réformiste et l'aile révolutionnaire de la Deuxième Internationale sur la

question d'assumer la responsabilité d'un poste ministériel dans un gouvernement bourgeois ne s'étendaient pas au domaine municipal. D'ailleurs, le congrès de Paris de 1900 approuva à l'unanimité une résolution sur le municipalisme qui affirmait :

« Considérant que la commune peut devenir un excellent laboratoire de vie économique décentralisée et en même temps une formidable forteresse politique à l'usage des majorités socialistes locales contre la majorité bourgeoise du pouvoir central, une fois qu'une autonomie sérieuse sera réalisée ;

« Le congrès international de 1900 déclare :

« Que tous les socialistes ont pour devoir, sans méconnaître l'importance de la politique générale, de faire comprendre et apprécier l'activité municipale, d'accorder aux réformes communales l'importance que leur donne leur rôle "d'embryon de la société collectiviste" et de s'appliquer à faire des services communaux : *transports urbains, éclairage, eaux, distribution de la force motrice, bains, lavoirs, magasins communaux, boulangeries municipales, service alimentaire, enseignement, service médical, hôpitaux, chauffage, logements ouvriers, vêtements, police, travaux communaux*, etc., des institutions modèles tant au point de vue des intérêts du public que de la situation des citoyens qui les desservent. »

- Congrès socialiste international

C'est là peut-être l'exemple le plus clair du dilemme auquel devaient faire face les partis de la Deuxième Internationale : un vrai programme de réformes minimales et un programme maximum de socialisme que l'on ne ressortait trop souvent que pour le sermon politique du dimanche, mais rien de plus. Même ceux qui s'opposaient le plus ouvertement et le plus systématiquement au bernsteinisme et au millerandisme pensaient que les socialistes pouvaient participer à la gestion municipale. Rosa Luxemburg écrivait par exemple :

« Tout autrement se pose la question de la participation au conseil municipal. Il est vrai que le conseil municipal comme le maire assument aussi entre autres des fonctions administratives qui leur ont été confiées par le pouvoir central, ainsi que l'exécution des lois bourgeoises. Cependant, historiquement, leur rôle est tout autre que celui du gouvernement. [...] « Cette analyse dicte aux socialistes des attitudes pratiques entièrement différentes dans les deux cas : le gouvernement central de l'Etat actuel est l'incarnation de la domination de classe bourgeoise ; la victoire socialiste ne sera remportée qu'au prix de son indispensable renversement, tandis que

l'autogestion municipale est l'élément de l'avenir vers lequel la révolution socialiste doit tendre de façon positive.

« Certes les partis bourgeois cherchent aussi à imposer leur contenu de classe aux fonctions économiques et culturelles de la municipalité. Mais ici les socialistes ne sont jamais amenés à renier leur ligne politique propre. Tant qu'ils sont en minorité au sein des organismes municipaux élus, ils font de l'opposition leur ligne de conduite, exactement comme au parlement. Mais s'ils conquirent la majorité, ils transforment la municipalité elle-même en une arme de lutte contre le pouvoir central bourgeois. »

- « La crise socialiste en France », 1900-1901, reproduit dans *le Socialisme en France (1898-1912)*, Paris, Pierre Belfond, 1971

C'était là en partie une survivance de la période ascendante de la bourgeoisie révolutionnaire, lorsque la commune était l'arme des classes urbaines contre l'Etat monarchique féodal. A la fin du Moyen Age, les communes françaises et italiennes étaient des bastions de la bourgeoisie mercantile où se développaient les racines du capitalisme au sein de la société féodale, *contre* l'absolutisme centralisé. Mais une fois la bourgeoisie au pouvoir, elle écarta les communes autonomes en faveur d'un Etat centralisé et fort, afin de défendre ses intérêts de classe au niveau national. L'adhésion de la Deuxième Internationale au municipalisme ne reflétait pas seulement de la confusion théorique, elle reflétait aussi le fait que les réformes arrachées par la lutte des classes dans les dernières décennies du XIX^e siècle avaient été souvent dispensées par des municipalités contrôlées par des socialistes.

En fait Marx et Engels avaient tenté à plusieurs reprises de dissiper les illusions municipalistes. Après les révolutions de 1848, ils firent cette mise en garde : les prolétaires « ne doivent pas se laisser induire en erreur par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, de l'autonomie administrative, etc. » (« Adresse du comité central à la Ligue des communistes », mars 1850). Et dans son ouvrage sur la Commune de Paris, Marx avertissait qu'il ne fallait pas confondre les fonctions de la commune médiévale et les tâches du socialisme prolétarien :

« C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique des formes

SPARTACIST CANADA
No. 127
Union Tops Surrender Hard-Won Gains
Bosses Wage War on Auto Workers

For an International Planned Socialist Economy!

Publications de la Ligue trotskyste
Trotskyist League of Canada

Spartacist Canada
Journal en anglais de la Ligue trotskyste
Abonnez-vous!
3 \$Cdn pour 4 numéros (plus Spartacist)
Hors Canada: 8 \$Cdn ou 6€

Commande
Spartacist Canada Publishing Association
C.P. 6867, succursale A
Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

France:
LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L

Brochure de la Ligue trotskyste 1.00 \$

Québec: Question nationale et lutte des classes

Brochure sur la question nationale au Québec
1 \$Cdn ou 1€ (32 pages)

Pour contacter la Ligue trotskyste/Trotskyist League

Toronto: C.P. 7198, succursale A, Toronto, ON M5W 1X8 (416) 593-4138
Vancouver: C.P. 2717, Main P.O., Vancouver, BC V6B 3X2 (604) 687-0353
Courriel: spartcan@on.aibn.com

plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Ainsi, dans cette nouvelle Commune, qui brise le pouvoir d'Etat moderne, on a voulu voir un rappel à la vie des communes médiévales, qui d'abord précéderent ce pouvoir d'Etat, et ensuite en devinrent le fondement. [...] L'antagonisme de la Commune et du pouvoir d'Etat a été pris à tort pour une forme excessive de la vieille lutte contre la surcentralisation. [...] L'existence même de la Commune impliquait, comme quelque chose d'évident, la liberté municipale; mais elle n'était plus dorénavant un obstacle au pouvoir d'Etat, désormais aboli.»

– *la Guerre civile en France*

Dans le même ordre d'idées, à la suite de la révolution russe de 1905, Lénine dénonça l'«opportunisme petit-bourgeois» des projets de «socialisme municipal» élaborés par les menchéviks :

«On oublie que, tant que la bourgeoisie domine comme classe, elle ne peut permettre de toucher, fût-ce du point de vue "municipal", aux *fondements* de sa domination; que si la bourgeoisie permet, tolère le "socialisme municipal", c'est parce qu'il ne touche pas aux *fondements* de sa domination, n'atteint pas les sources *importantes* de sa richesse, ne s'étend qu'au domaine local, étroit des dépenses que la bourgeoisie elle-même met à la disposition de la "population". Il suffit de connaître tant soit peu le "socialisme municipal" en Occident pour savoir que toute tentative faite par les municipalités *socialistes* pour dépasser si peu que ce soit le mode de gestion habituel, c'est-à-dire menu, mesquin et qui n'apporte pas d'allègement *sérieux* à l'ouvrier, toute tentative de toucher un peu au *capital* provoque toujours et absolument le veto énergique du pouvoir central de l'Etat bourgeois.»

– *Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907, novembre-décembre 1907*

De nombreux sociaux-démocrates révolutionnaires étaient en faveur de la prise des mairies par les socialistes, une position en soi contradictoire: ainsi, Rosa Luxemburg rejetait catégoriquement des arguments parallèles, avancés par les amis politiques de Vollmar pour justifier le vote en faveur du budget régional du Land de Bade en mai 1900. Ces derniers affirmaient que «le budget d'un Land allemand, au contraire de celui du Reich, concerne essentiellement des dépenses culturelles, et non militaires». Luxemburg répliquait :

«Que le budget comporte plus ou moins de dépenses militaires ou de dépenses culturelles, ce sont des considérations quantitatives qui importent peu – sauf si nous nous placions généralement sur le terrain de l'Etat actuel et si nous ne nous battons que contre ses excroissances, comme par exemple l'Etat militaire. [...] En réalité nous refusons de voter le financement du Reich allemand par les contribuables non seulement parce que c'est un Etat militaire, mais *surtout* parce que c'est un *Etat de classe bourgeois*. Cette caractéristique s'applique tout autant aux Etats fédérés allemands.»

– Luxemburg, «Le vote du budget de Bade»
[traduit par nos soins]

En faisant cette fausse distinction entre gouvernement national ou régional d'une part et municipalités d'autre part, les adversaires du ministérialisme prêtaient le flanc aux attaques des partisans de Millerand. C'est ainsi que Jaurès se saisit du fait que les guesdistes du POF occupaient eux-mêmes de nombreux postes exécutifs au niveau municipal pour accuser les guesdistes d'être contradictoires et hypocrites dans leur opposition au ministérialisme. Lors d'un débat le 26 novembre 1900 à Lille, dont le maire était du POF, Jaurès argumenta :

«On parle de responsabilités qu'assume un ministre socialiste dans un ministère bourgeois; mais est-ce que vos élus municipaux n'assument pas des responsabilités? Est-ce qu'ils ne sont pas une partie de l'Etat bourgeois? [...] comme je pour-

rais vous dire que le maire socialiste, tout socialiste qu'il est, peut être suspendu par le pouvoir central, et pour un an n'être pas rééligible; comme je pourrais vous dire qu'il accepte forcément, parce qu'il est maire, d'appliquer, d'administrer un grand nombre de lois bourgeoises, comme je pourrais vous dire que, s'il se produit des conflits violents dans vos rues, il est obligé, lui aussi, sous peine de laisser dire que le socialisme c'est le pillage et le meurtre, de faire appel à la force publique.»

– Reproduit dans *le Socialisme en débat*, supplément à *l'Humanité Hebdo*, 19-20 novembre 2005

Même si elles étaient au service du millerandisme, les raileries de Jaurès contre le municipalisme des guesdistes faisaient mouche et montraient qu'il y avait une faille dans les conceptions de la Deuxième Internationale, faille qu'on allait retrouver dans la Troisième.

Le tournant décisif de la Première Guerre mondiale

Le réformisme, qui était profondément enraciné dans la Deuxième Internationale, se manifestait dans l'incapacité de celle-ci à régler les questions du parlementarisme, du ministérialisme et du coalitionnisme. La Deuxième Internationale n'avait pas assimilé les leçons de la Commune de Paris sur la nécessité de détruire l'Etat bourgeois et d'ériger à sa place un Etat prolétarien sur le modèle de la Commune de Paris. En fait, la direction du SPD, qui se prétendait l'héritière de Marx et Engels, joua un grand rôle pour ensevelir ou obscurcir les leçons que Marx et Engels avaient tirées de cet événement historique.

La Première Guerre interimpérialiste mondiale porta à leur paroxysme tous les problèmes qui s'étaient accumulés dans la Deuxième Internationale. Lorsque éclata la guerre, en août 1914, l'Internationale sombra de manière spectaculaire dans le social-chauvinisme. Dans les pays belligérants, les bolchéviks et certains menchéviks russes, ainsi que les partis serbe et bulgare, furent les seuls qui votèrent contre les crédits de guerre pour leur propre gouvernement. Les sociaux-patriotes se rallièrent à leur propre bourgeoisie au nom de la «défense de la patrie», invoquant trompeusement le précédent des guerres nationales dans l'Europe du XIX^e siècle où la victoire pour l'un ou l'autre côté représentait un progrès social contre la réaction féodale. La Première Guerre mondiale montra que le capitalisme était entré dans l'ère impérialiste: les deux côtés étaient dominés par des grandes puissances qui se battaient pour se repartager le monde. Aussi les marxistes s'opposèrent-ils aux deux côtés dans la guerre, prônant le défaitisme révolutionnaire.

La Première Guerre mondiale fut un tournant décisif. Elle provoqua un profond réaligement des forces politiques dans le mouvement ouvrier révolutionnaire international. Lénine et ses bolchéviks prirent la tête d'un mouvement international revendiquant le drapeau du marxisme révolutionnaire; ils avaient été préparés à cela par des années de lutte contre les opportunistes russes (les menchéviks) et par une scission décisive avec eux. D'abord dans ses premiers écrits de septembre 1914 sur la guerre, puis dans les interventions des bolchéviks dans les conférences des socialistes antiguerre à Zimmerwald en 1915 et à Kienthal en 1916, Lénine revint sans cesse sur ces deux thèmes étroitement imbriqués: il fallait rompre irrévocablement avec les sociaux-traîtres de la Deuxième Internationale et avec leurs défenseurs centristes et lutter pour une nouvelle internationale, la Troisième, et il fallait appeler à transformer la guerre impérialiste en guerre



OGIZ

Organes de pouvoir prolétarien mis en place à la suite de la révolution de Février en 1917: milice soviétique à Kiev (ci-dessus), première session du Soviet de Moscou.

International Publishers



civile contre le système capitaliste. (Ce combat de Lénine pour une nouvelle internationale est rapporté et documenté dans *The Bolsheviks and the World War* [Les bolchéviks et la guerre mondiale] de Olga Hess Gankin et H. H. Fisher.) Le massacre interimpérialiste provoqua une vague révolutionnaire qui brisa la chaîne impérialiste à son maillon le plus faible, la Russie tsariste, et la possibilité de transformer ce mot d'ordre bolchévique en réalité se présenta lorsque l'autocratie s'effondra à la suite des soulèvements révolutionnaires de Février 1917. Ce qui fut décisif pour armer politiquement le Parti bolchévique et qui lui permit de diriger la

lutte pour le pouvoir d'Etat prolétarien, c'est *l'Etat et la révolution* de Lénine, écrit pendant l'été de 1917, dans lequel il exhume les écrits de Marx et d'Engels sur l'Etat et les leçons de la Commune de Paris.

L'appel à transformer la guerre impérialiste en guerre civile ne laissait aucune marge de manœuvre pour des coalitions électorales ou parlementaires avec des partis bourgeois. Et pourtant il fallut que Lénine, rejoint quelque temps après par Trotsky, mène des batailles acharnées pour maintenir le Parti bolchévique sur la voie de la révolution et conduire les travailleurs et les paysans de Russie à la victoire en Octobre 1917; et à chaque tournant la question posée était quelle classe allait être au pouvoir. Les illusions électoralistes et parlementaristes, provenant d'une incapacité à reconnaître qu'il fallait balayer l'ancien pouvoir d'Etat, menaçaient à chaque instant de faire dérailler la révolution. C'est dans le feu de cette grande révolution que le ministérialisme et le municipalisme subirent leur test décisif.

La Révolution bolchévique et l'Internationale communiste (IC) des premières années établirent clairement l'opposition de principe au coalitionnisme, et les trotskystes allaient maintenir cette ligne contre le Comintern stalinisé, qui allait faire volte-face là-dessus (voir par exemple la brochure de James Burnham parue en 1937, *The People's Front: The New Betrayal* [Le front populaire: la nouvelle trahison]). Mais la question des postes exécutifs n'avait pas été clairement résolue, même par l'IC révolutionnaire des débuts.

Les leçons de la Révolution bolchévique

La révolution de Février, comme le notait Trotsky, présentait un paradoxe. (Toutes les dates que nous utilisons concernant la Russie de 1917 sont celles du vieux calendrier julien, qui était en retard de 13 jours sur le calendrier moderne.) La bourgeoisie russe et ses partis libéraux redoutaient la révolution et s'efforçaient de l'empêcher. Les masses firent la révolution, avec beaucoup d'audace et force détermination, créant comme en 1905 des soviets (conseils) qui se rendirent très vite maîtres de la situation. Mais ces soviets furent initialement dominés par les socialistes-révolutionnaires (SR) petits-bourgeois et les menchéviks, qui étaient totalement persuadés que la révolution en Russie devait être une révolution bourgeoise: ils cherchèrent donc à remettre à tout prix le pouvoir à un impuissant gouvernement provisoire bourgeois. Trotsky écrivit de ces conciliateurs:

«Une révolution est précisément une lutte directe pour la prise du pouvoir. Or, nos "socialistes" se soucient non d'arracher le pouvoir à l'ennemi de classe (disent-ils) qui, pourtant, ne le détient pas et ne saurait le prendre par ses propres forces, mais de lui livrer à tout prix ce pouvoir. N'est-ce pas un paradoxe? Il semble d'autant plus frappant que l'expérience de la Révolution allemande de 1918 n'existait pas encore et que l'humanité n'avait pas encore été témoin de la prodigieuse opération du même genre, beaucoup mieux réussie, qu'accomplit le "nouveau Tiers-Etat" qui dirige la social-démocratie allemande.»

— Trotsky, *Histoire de la Révolution russe* (1930)

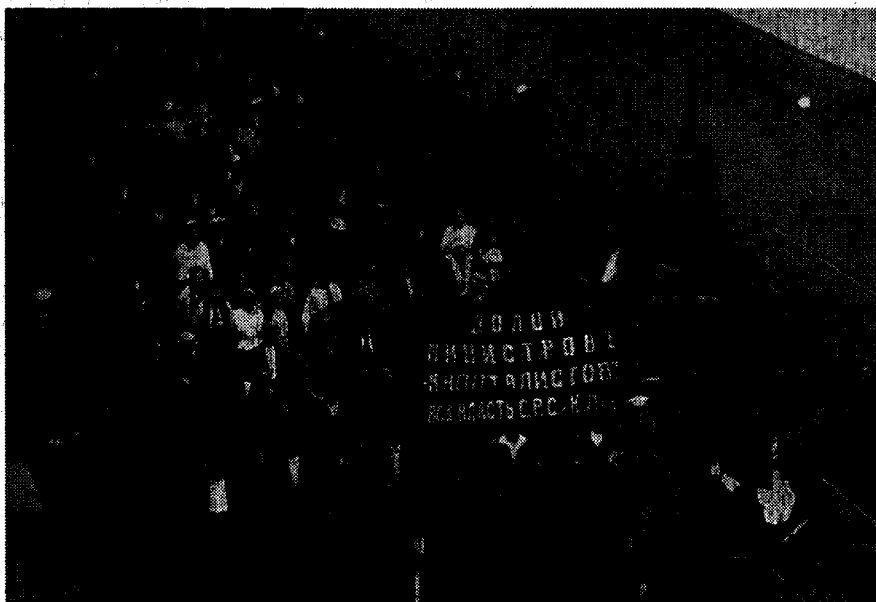
Trotsky expliquait à propos de cette situation de double pouvoir que «la Révolution de Février avait amené un gouvernement bourgeois, dans lequel le pouvoir des classes possédantes était limité par un pouvoir des soviets d'ouvriers et de paysans non réalisé jusqu'au bout» (*ibid.*). (En 1918 en Allemagne, les conseils d'ouvriers et de soldats restèrent dominés par les sociaux-démocrates; ils furent bientôt subordonnés au gouvernement bourgeois et finalement liquidés.)

Dans les premières semaines qui suivirent la révolution de Février, le Parti bolchévique perdit sa voix révolutionnaire : en mars, après avoir évincé de la rédaction de la *Pravda* les bolchéviks plus à gauche qu'eux, Staline et Kamenév y déclarèrent que les bolchéviks soutiendraient le gouvernement « dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution » ; ils ajoutaient : « Notre mot d'ordre est d'exercer une pression sur le gouvernement provisoire pour le contraindre [...] à faire une tentative dans le but de disposer tous les pays belligérants à ouvrir immédiatement des pourparlers [...]. Mais, jusque-là, chacun reste à son poste de combat ! » (*ibid.*) Ces déclarations provoquèrent une colère considérable dans les rangs du Parti bolchévique. Certaines organisations locales du parti exigèrent que la nouvelle rédaction de la *Pravda* fût exclue du parti. Mais les conciliateurs – les « bolchéviks de mars » – n'en démordaient pas pour autant. Staline, par exemple, disait que les ouvriers et les paysans avaient mené à bien la révolution et que la tâche du gouvernement provisoire était de fortifier ces conquêtes !

Quand Lénine revint en Russie le 3 avril 1917, il se lança immédiatement dans un combat acharné contre les bolchéviks de mars et les partis capitulateurs qui avaient la majorité dans les soviets. Lénine voulait que les bolchéviks aient pour perspective de convaincre les ouvriers et les paysans de former, sur la base des soviets, un gouvernement du type de la Commune de Paris. Ce faisant, il abandonnait explicitement la conception qu'il avait eue jusque-là, selon laquelle la Révolution russe prendrait la forme d'une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Les conclusions de Lénine rejoignaient dans la pratique la conception de la révolution permanente de Trotsky, à savoir que le prolétariat russe pouvait prendre le pouvoir avant le prolétariat occidental et qu'il serait contraint de transcender les tâches démocratiques-bourgeoises de la révolution et de prendre des mesures socialistes. Cette convergence se concrétisa quelques mois plus tard avec la fusion que Trotsky arrangea entre les bolchéviks et l'organisation inter-rayons (*mejraïontsy*) au sein duquel il jouait un rôle influent.

Lénine avait eu une formule analytique erronée. S'il put néanmoins l'emporter, c'est fondamentalement parce que ses conceptions entraient en résonance avec l'état d'esprit révolutionnaire du prolétariat et parce que, tout au long de son existence, le bolchévisme avait toujours fait résolument preuve d'indépendance de classe et s'était opposé irréconciliablement tant au régime tsariste qu'à la bourgeoisie russe. C'est l'exemple le plus clair du rôle crucial que joue la direction d'un parti dans une situation révolutionnaire. Si les bolchéviks en étaient restés à critiquer de la gauche les conciliateurs, le parti aurait bien pu laisser passer l'occasion révolutionnaire, qui ne se serait pas représentée avant très longtemps.

C'est de ce point de vue que l'expérience de la Révolution russe de 1917 est fondamentale pour évaluer le rôle du par-



4 juillet 1917 – Sur la banderole bolchévique : « A bas les ministres capitalistes ! Tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ! »

lementarisme, du ministérialisme et du municipalisme, et qu'elle met en évidence la question de briguer des postes exécutifs. Le Gouvernement provisoire était issu de l'ancienne Douma tsariste, un parlement croupion. Le grand ministérialiste de 1917, c'est bien sûr Alexandre Kérensky, président adjoint du Comité exécutif provisoire du Soviet de Petrograd, qui, le 2 mars 1917, accepta avec empressement et sans le feu vert de personne le portefeuille de la Justice dans le tout nouveau Gouvernement provisoire. Dans un premier temps aucun des collègues de Kérensky dans le Comité exécutif n'était pressé de le suivre. Mais finalement, le 1^{er} mai, la majorité du Comité exécutif se décida à former un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie (seuls les bolchéviks et les menchéviks-internationalistes de Julius Martov s'y opposèrent). Ils espéraient ce faisant réussir à dissoudre graduellement les soviets en les remplaçant au niveau local par de nouvelles institutions municipales (des doumas locales), et au niveau national par une assemblée constituante ; le gouvernement de coalition devait donc servir de transition vers une république parlementaire bourgeoise. Mais les soviets se maintinrent.

À cette coalition qui représentait une trahison de classe, les bolchéviks opposèrent le mot d'ordre « A bas les dix ministres capitalistes ! », avec lequel les masses pétersbourgeoises dirigées par le Parti exigeaient, comme l'explique Trotsky, « que les mencheviks et les narodniks occupassent les places de ces derniers. « Débarquez les cadets, prenez le pouvoir, Messieurs les démocrates bourgeois ; mettez au gouvernement douze Piéchekhanov [un ministre 'socialiste'], et nous vous promettons de vous déloger le plus 'pacifiquement' possible de vos postes quand l'heure sonnera. Or, elle ne doit pas tarder à sonner » » (*Les Leçons d'Octobre*, 1924). La tactique des bolchéviks n'avait pas pour but de conquérir le Gouvernement provisoire mais de démasquer les réformistes qui refusaient de prendre le pouvoir au nom de la majorité soviétique. Les bolchéviks cherchaient à montrer aux ouvriers qu'il fallait jeter ce gouvernement bourgeois à

la poubelle de l'histoire et le remplacer par un gouvernement ouvrier reposant sur les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. C'était, pour ainsi dire, une application concrète du mot d'ordre «à bas les postes exécutifs»!

Une vive controverse sur quelle orientation devaient prendre les bolchéviques dans les élections aux doumas locales joua un rôle important dans le réarmement du Parti bolchévique par Lénine en avril 1917. Le fait que l'aile révolutionnaire de la Deuxième Internationale avait été incapable de résoudre la question du municipalisme fut mis en évidence lorsque L. M. Mikhaïlov, président du Comité bolchévique de Petrograd, invoqua l'autorité du congrès de Paris pour justifier un programme social-démocrate classique de réformes municipales :

«Les socialistes de toutes tendances et nuances considèrent depuis toujours la municipalité – l'administration publique urbaine – comme "l'embryon de la société collectiviste".

«Et tout en gardant en mémoire et comprenant bien que la victoire d'une "société collectiviste" ne peut se faire sans une reconstruction fondamentale de l'Etat de classe moderne tout entier, les socialistes n'en ont pas moins unanimement déclaré à l'occasion de leur congrès international de Paris (1900) que leurs partisans ont le devoir de lutter pour le contrôle de l'auto-administration publique locale, car c'était là pour eux "un excellent laboratoire de vie économique décentralisée et en même temps une formidable forteresse politique".»

– *Sedmaïa (aprel'skaïa) vserossiiskaïa konferentsia RSDRP (Bolchevnikov), Petrogradskaïa obchtchegorodskaïa konferentsia RSDRP (Bolchevnikov), Protokoly (Septième Conférence de Russie du POSD[b]R [conférence d'Avril], Conférence de Petrograd-ville du POSD[b]R, rapport sténographique) (Moscou, Gozpolitizdat, 1958)*

C'est en se basant là-dessus que Mikhaïlov argumenta en faveur de blocs électoraux avec les menchéviques et les SR, alors que ces partis venaient juste d'accepter docilement que le Gouvernement provisoire promette aux alliés impérialistes de la Russie que celle-ci allait continuer la guerre au côté de l'Entente. A cela Lénine répondit que toute idée d'un bloc électoral avec la bourgeoisie ou avec les défenseurs était une trahison du socialisme. Tout en reconnaissant qu'il y avait des problèmes immédiats comme l'approvisionnement alimentaire, etc., Lénine expliqua que dans la campagne électorale pour la douma municipale il fallait principalement expliquer aux ouvriers quelles étaient les divergences des bolchéviques avec la bourgeoisie et les conciliateurs menchéviques et SR sur «toutes les questions fondamentales de la politique actuelle, notamment en ce qui concerne la guerre et les tâches du prolétariat à l'égard du pouvoir central» (Lénine, «Résolution sur la question municipale», Conférence de Petrograd-ville du POSD[b]R, 14-22 avril 1917).

Les commentaires de Mikhaïlov montrent bien que le conflit sur l'attitude à adopter vis-à-vis des conseils municipaux ne faisait que s'inscrire dans le cadre d'un conflit plus fondamental au sein du parti : les bolchéviques allaient-ils se contenter d'être l'aile gauche de la démocratie, ou bien allaient-ils lutter pour le pouvoir prolétarien ? Dans les nouvelles doumas municipales de Petrograd et Moscou, élues au suffrage le plus large, les bolchéviques constituaient une petite minorité, mais ils progressaient. Les menchéviques et les SR, qui avaient la majorité dans les doumas et dans les soviets, considéraient que les doumas devaient supplanter les soviets. Cependant, ainsi que l'explique Trotsky :

«Les municipalités, de même qu'en général toutes autres institutions de la démocratie, ne peuvent agir que sur la base de

rapports sociaux parfaitement stables, c'est-à-dire d'un système déterminé de propriété. Or, la révolution consiste essentiellement en ceci qu'elle met en question cette base des bases et que la réponse ne peut être donnée que par une ouverte vérification révolutionnaire des rapports entre les forces de classes. [...]

«Dans la marche quotidienne de la révolution, les municipalités traînaient encore une existence à demi fictive. Mais dans les tournants décisifs, lorsque l'intervention des masses déterminait la direction ultérieure des événements, les municipalités sautaient, leurs éléments constitutifs se retrouvaient situés sur les côtés opposés de la barricade. Il suffisait de confronter les rôles parallèles des soviets et des municipalités dans le courant de mai à octobre pour prévoir longtemps d'avance le sort de l'Assemblée constituante.»

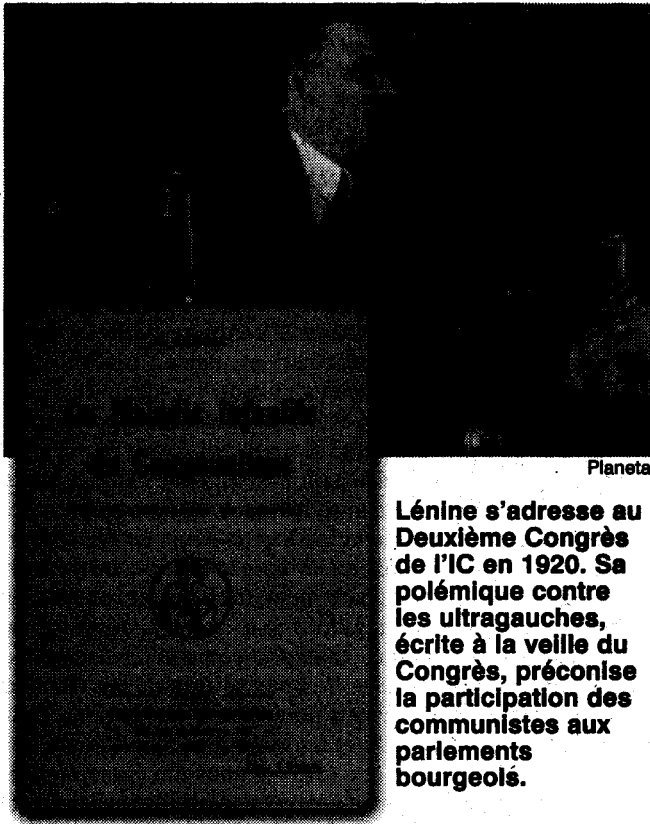
– *Histoire de la Révolution russe*

En août, le général Kornilov fit une tentative manquée de coup d'Etat contre-révolutionnaire. Il fut mis en déroute par la contre-offensive dirigée par les bolchéviques, qui se retrouvèrent du coup majoritaires aux soviets de Petrograd et de Moscou. Constatant cet élan décisif vers les bolchéviques et l'agitation sociale qui s'intensifiait notamment dans la paysannerie, Lénine écrivit plusieurs textes disant qu'il fallait préparer l'insurrection. De son côté, le bloc Kérénsky-SR-menchéviques tentait d'élever toute une série d'obstacles «démocratiques» à la révolution ouvrière imminente, comme la Conférence démocratique du 14 au 22 septembre et son rejeton, le Préparlement, qui tint sa première session le 7 octobre 1917.

Au sein du Parti bolchévique, ceux-là mêmes qui, en avril, s'étaient opposés à Lénine et à sa perspective de prise du pouvoir par le prolétariat, s'opposaient maintenant à la mise en œuvre de cette perspective. Le 3 septembre, alors que Trotsky était en prison et que Lénine était contraint de se cacher, le Comité central bolchévique décida d'accepter des sièges dans l'administration de la douma de Petrograd, nommant même le chef de la fraction parlementaire bolchévique, Anatoli Lounatcharski, à l'un des trois postes d'adjoint au maire ! Non seulement la fraction bolchévique supervisait ainsi l'administration de la ville conjointement avec les SR et les menchéviques, partenaires de Kérénsky dans le Gouvernement provisoire, mais elle siégeait au côté d'un bourgeois adjoint au maire, le Cadet F. M. Knipovitch ! Et tout cela en dépit des grandes déclarations des bolchéviques qui dans leur discours inaugural renonçaient à «toute forme de collaboration avec les ennemis manifestes de la révolution [c'est-à-dire les Cadets] dans les organes exécutifs du gouvernement municipal» (cité dans *The Bolsheviks and the October Revolution, Minutes of the Central Committee of the Russian Social-Democratic Labour Party [Bolsheviks], August 1917-February 1918* [Londres, Pluto Press, 1974]).

Les conciliateurs bolchéviques contribuèrent aussi à légitimer les conférences et autres conciliabules «démocratiques» du Gouvernement provisoire. Lénine, encore dans la clandestinité, condamna rétrospectivement la participation des bolchéviques à la Conférence démocratique et félicita Trotsky d'avoir préconisé le boycott du Préparlement dont «l'essence même [...] est une fraude bonapartiste». Il lança aussi cet avertissement : «Il n'est pas possible de douter que dans les "milieux dirigeants" de notre parti, on remarque des hésitations qui peuvent devenir funestes» à la réussite de la révolution (Lénine, «Notes d'un publiciste», 22-24 septembre 1917).

Le 11 octobre, Lounatcharski se solidarisa publiquement avec Zinoviev et Kamenev qui, tels des briseurs de grève,



Planeta

Lénine s'adresse au Deuxième Congrès de l'IC en 1920. Sa polémique contre les ultragauches, écrite à la veille du Congrès, préconise la participation des communistes aux parlements bourgeois.

s'étaient opposés au plan d'insurrection et avaient déclaré que «l'Assemblée constituante et les Soviets, voilà le type combiné des institutions étatiques vers lequel nous marchons» (*Histoire de la Révolution russe*). Lénine et Trotsky l'emportèrent contre ceux qui vacillaient, et ils menèrent la révolution d'Octobre à la victoire. Mais même après l'insurrection, ceux qui avaient reculé devant la tâche continuèrent à mener des actions d'arrière-garde. Le 4 novembre, Lounatcharski, Zinoviev et Kamenev démissionnèrent de toutes leurs responsabilités quand Lénine et Trotsky s'opposèrent à leur demande de céder le pouvoir à un gouvernement de tous les «socialistes» incluant les menchéviks et les SR – un gouvernement qui de surcroît aurait exclu Lénine et Trotsky. Lénine appela alors à les exclure du parti s'ils persistaient dans cette voie, comme il l'avait déjà fait lorsqu'ils avaient dénoncé l'insurrection. Les capitulateurs, ne trouvant aucun soutien dans le parti et aucun menchévik intéressé par un gouvernement de coalition, abandonnèrent bientôt leur position et Lénine conseilla leur réintégration à des postes de responsabilité.

Soutien critique contre ministérialisme

Les traits fondamentaux de la révolution d'Octobre n'étaient pas propres à la seule Russie. Son impact dépassait aussi les frontières. Une sélection s'opéra dans le mouvement ouvrier mondial: les internationalistes révolutionnaires prirent parti pour la révolution d'Octobre et se battirent pour forger, à partir de ses enseignements, de nouveaux partis révolutionnaires. Encouragés par leur victoire, les bolchéviks entreprirent de forger la nouvelle Internationale communiste à laquelle Lénine appelait depuis l'effondrement de la Deuxième Internationale devenue social-patriote.

Lors de son Premier Congrès en 1919, le Comintern sou-

leva bien haut le drapeau de la dictature du prolétariat, en s'appuyant sur *l'Etat et la révolution*. L'année suivante, le Deuxième Congrès discuta, entre autres, du parlementarisme et des tactiques électorales révolutionnaires. Afin d'éliminer les poseurs réformistes et les éléments centristes qui se retrouvaient fortuitement dans l'orbite du Comintern, un ensemble de conditions furent imposées à tous les partis désirant s'affilier. Sur le front parlementaire, la onzième condition stipulait:

«Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.»

– «Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste», *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*

Des ouvrages polémiques comme *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* de Lénine, *Terrorisme et communisme* de Trotsky, entre autres, avaient pour but d'établir clairement la distinction avec le programme de la social-démocratie et notamment avec celui du centre kautskyste. Lénine cherchait aussi en même temps à gagner des anarcho-syndicalistes et des ultragauchistes qui rejetaient le parlementarisme social-démocrate et du coup renonçaient à toute activité électorale ou parlementaire, considérée comme réformiste. A la veille du Deuxième Congrès, en avril-mai 1920, Lénine avait écrit *la Maladie infantile du communisme* (le «gauchisme»), son manuel de tactique communiste. Il y pressait les communistes d'adopter une attitude de soutien critique, par exemple, en Grande-Bretagne, envers le Parti travailliste dans les élections qui approchaient. Lénine expliquait:

«Que les Henderson, les Clynes, les MacDonald, les Snowden soient irrémédiablement réactionnaires, cela est exact. Il n'est pas moins exact qu'ils veulent prendre le pouvoir (préférant d'ailleurs la coalition avec la bourgeoisie); qu'ils veulent "administrer" selon les vieilles règles bourgeoises et se conduiront forcément, une fois au pouvoir, comme les Scheidemann et les Noske. Tout cela est exact. Mais il ne suit point de là que les soutenir, c'est trahir la révolution; il s'ensuit que les révolutionnaires de la classe ouvrière doivent, dans l'intérêt de la révolution, accorder à ces messieurs un certain soutien parlementaire. [...]

«De ce que la majorité des ouvriers d'Angleterre suit encore les Kérenski ou les Scheidemann anglais; de ce qu'elle n'a pas encore fait l'expérience du gouvernement de ces hommes, expérience qui a été nécessaire à la Russie et à l'Allemagne pour amener le passage en masse des ouvriers au communisme, il résulte au contraire, avec certitude, que les communistes anglais *doivent* participer à l'action parlementaire, *doivent de l'intérieur* du parlement aider la masse ouvrière à juger le gouvernement Henderson-Snowden d'après ses actes, doivent aider les Henderson et les Snowden à vaincre Lloyd George et Churchill réunis. Agir autrement, c'est entraver l'œuvre de la révolution, car si un changement n'intervient pas dans la manière de voir de la majorité de la classe ouvrière, la révolution est impossible; or ce changement, c'est l'expérience politique des masses qui l'amène, et jamais la seule propagande.»

– *la Maladie infantile du communisme*

Lénine est catégorique: les communistes britanniques devaient garder «*la plus entière liberté* de propagande, d'agitation, d'action politique. Sans cette dernière condition, impossible de faire bloc, évidemment, car ce serait une

trahison : les communistes anglais doivent exiger et s'assurer absolument la plus entière liberté de dénoncer les Henderson et les Snowden comme l'ont fait (*quinze ans durant*, de 1903 à 1917) les bolchéviks russes à l'égard des Henderson et des Snowden russes, c'est-à-dire des menchéviks» (*ibid.*).

L'objet de la tactique avancée par Lénine n'était évidemment *pas* de chercher à remplacer la majorité travailliste par une majorité communiste – au contraire, souligne Lénine, «ce qui nous importe, ce n'est pas du tout le nombre des sièges au parlement» (*ibid.*). Non, ces tactiques avaient plutôt pour but de mettre en évidence les obstacles réformistes à la révolution : «mon intention, en faisant voter pour Henderson, est de le soutenir exactement comme la corde soutient le pendu ; et que le rapprochement des Henderson vers un gouvernement formé par eux prouvera que j'ai raison, mettra les masses de mon côté, hâtera la mort politique des Henderson et des Snowden». Nulle part dans *la Maladie infantile* Lénine ne caresse l'idée de s'emparer d'un poste exécutif dans un gouvernement bourgeois, ou de gagner la majorité au parlement, ce qui revient au même. Et il le dit clairement dans une déclaration antérieure :

«Seuls des misérables ou des benêts peuvent croire que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité en participant aux élections organisées *sous le joug de la bourgeoisie*, sous le *joug de l'esclavage salarié*, et après seulement conquérir le pouvoir. C'est le comble de la stupidité ou de l'hypocrisie, c'est substituer à la lutte de classes et à la révolution des votes sous l'ancien régime, sous l'ancien pouvoir.»

– Lénine, «Salut aux communistes italiens, français, allemands», 10 octobre 1919

Les tactiques électorales proposées par Lénine concordent tout à fait avec le refus de présenter des candidats à des postes exécutifs. Dans un document écrit à la veille du Deuxième Congrès de l'IC, Lénine établit clairement que tout ce que le parlementarisme révolutionnaire signifie c'est avoir un «groupe de membres du parti députés au sein des institutions représentatives bourgeoises (d'abord Parlement, ensuite, également, institutions locales, municipales, etc.)» («Thèses sur les tâches fondamentales du II^e Congrès de l'Internationale communiste», 4 juillet 1920). Il ne mentionne que des députés ouvriers dans des instances législatives : Lénine n'a

jamais dit que les administrateurs, maires, gouverneurs ou présidents d'une branche de l'exécutif pouvaient représenter une conquête des ouvriers dans le camp ennemi.

Le Deuxième Congrès, le municipalisme et les communistes bulgares

Le projet de thèses sur «le Parti communiste et le parlementarisme» (14 juin 1920) soumis pour discussion au Congrès par le Comité exécutif de l'IC (CEIC) était tout à fait dans la ligne des documents de Lénine. Il ne parlait pas non plus d'accepter des postes exécutifs, même au niveau municipal, il argumentait même le contraire. Mais les thèses présentées par la commission parlementaire à la séance plénière du Congrès, et adoptées ensuite par celui-ci, furent modifiées sur plusieurs aspects essentiels par rapport au projet initial. Trotsky, qui, avec Boukharine, avait été désigné pour faire partie de la délégation russe dans cette commission, écrivit une nouvelle introduction historique qui remplaçait la première thèse du projet. La troisième partie, d'abord rédigée séparément par Zinoviev sous la forme d'instructions à l'usage des députés au parlement, fut revue et corrigée par le bureau politique du parti russe avant soumission au Congrès ; elle fut adoptée sans changement substantiel. La seconde partie en revanche, rédigée à l'origine par Boukharine, fit l'objet d'un certain nombre d'amendements anti-marxistes qui en atténuaient les intentions révolutionnaires. Ainsi les paragraphes 4 et 6 (dans la nouvelle numérotation) ne rejetaient plus catégoriquement la possibilité que les communistes s'emparent de parlements bourgeois ; ils en donnaient au contraire la possibilité tant que c'était temporaire (les amendements sont indiqués par nous en gras) :

«4. Les Parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois, **en général**. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des Républiques ou celles des monarchies constitutionnelles ;

«5. Il en est de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bour-

Süddeutscher Verlag



OGIZ

1915: La fraction bolchévique de la Douma, en exil en Sibérie pour s'être opposée à la Première Guerre mondiale (ci-dessus). A droite: Karl Liebknecht (deuxième à partir de la gauche), enrôlé dans l'armée allemande, fut lui aussi emprisonné pour son opposition à la guerre impérialiste.



geoisie: elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les Soviets de députés ouvriers; «6. Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée».

– «Le Parti Communiste et le parlementarisme»,
Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923

La Commission ajouta une nouvelle thèse n° 13 qui contredisait en pratique la thèse n° 5, ce qui en dit long :

«13. Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent: a) former une opposition révolutionnaire à l'égard du pouvoir central de la bourgeoisie; b) s'efforcer par tous les moyens de rendre service à la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, création ou tentative de création d'une milice ouvrière armée, etc...); c) révéler en toute occasion les obstacles suscités par l'Etat bourgeois contre toute réforme radicale; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois; e) remplacer, dans certaines circonstances, les municipalités par des Soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de désagrégation du système capitaliste».

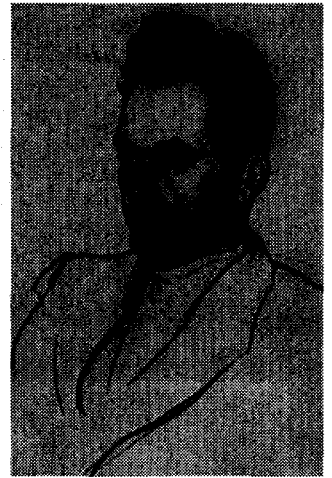
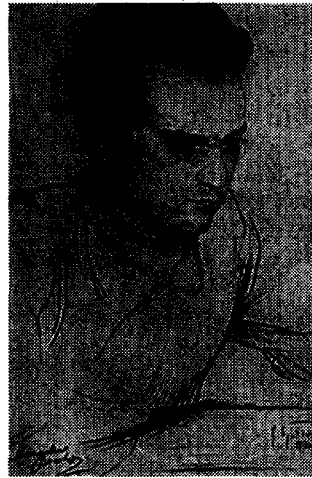
– *ibid.*

C'est à l'exact opposé des arguments de Lénine contre le municipalisme, par exemple en 1907, comme nous l'avons cité plus haut.

Les rapports sténographiques du Deuxième Congrès et de ses commissions sont notoirement incomplets, et nous n'avons pas trouvé ceux de la Commission parlementaire. Les éléments disponibles permettent tout de même de comprendre l'importance politique des amendements en question, à savoir une concession aux pratiques municipales répandues dans certains partis. Il est à cet égard remarquable que la Commission amenda également la thèse n° 11, en ajoutant le Parti communiste de Bulgarie (PCB) aux exemples de Karl Liebknecht en Allemagne et des bolchéviks, comme modèles de travail révolutionnaire au parlement. Quelques mois avant le congrès, le PCB, dont la fraction parlementaire était déjà conséquente, avait remporté une victoire impressionnante aux élections municipales dans toute la Bulgarie. Le Parti socialiste français, qui à cette époque avait fait acte de candidature à l'IC, contrôlait également quelque 1 500 à 1 800 municipalités; le Parti socialiste italien gérait de même un nombre important de municipalités.

Boukharine, qui donna le rapport principal sur le parlementarisme à la session plénière, ne mentionna pas du tout les amendements de la Commission. Ils furent présentés aux délégués dans un court rapport complémentaire par la déléguée allemande Wolfstein (Rosi Frölich), sans le moindre commentaire. La discussion qui suivit fut dominée par un débat avec Amadeo Bordiga, l'ultragauche italien, qui présenta un rapport minoritaire s'opposant à toute activité parlementaire, accompagné d'un ensemble de thèses au nom de la Fraction communiste-abstentionniste du Parti socialiste italien. La discussion n'autorisait que trois orateurs pour la résolution majoritaire et trois contre; Lénine consacra ses remarques aux arguments de Bordiga.

Un seul orateur de la majorité, le Bulgare Nikolaï Cha-



I. I. Brodsky

Portraits de l'italien Amadeo Bordiga (à gauche) et du Bulgare Nikolaï Chabline. Tous deux délégués au Deuxième Congrès de l'IC, ils participèrent au débat sur le parlementarisme.

bline (Ivan Nedelkov), aborda la question du municipalisme. Il se vanta que :

«Lors des élections municipales en décembre 1919 et des élections de district en janvier 1920, le parti a obtenu 140 000 suffrages, remportant la majorité dans les conseils de pratiquement toutes les villes importantes et dans une centaine de villages. Dans de nombreux autres conseils de village et de ville, le parti dispose d'une large minorité. Dans les assemblées municipales et de district, le parti a un programme pour organiser des soviets d'ouvriers et de paysans dans les villes et villages; ces soviets locaux remplaceront, en temps de révolution, les assemblées représentatives locales et provinciales et assumeront leurs fonctions. [...]

«Nous menons des campagnes dans les municipalités communistes pour expliquer aux masses qu'elles seules, à travers leurs organisations, peuvent contraindre le gouvernement central à respecter les décisions des conseils municipaux communistes en ce qui concerne la nourriture, le logement, l'inflation et tous les autres besoins immédiats de la population travailleuse.»

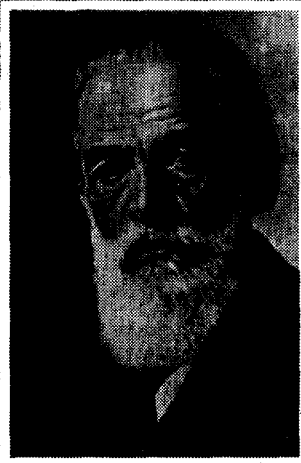
– «Le parlementarisme», Proceedings and Documents of the Second Congress [Rapport sténographique et documents du Deuxième Congrès]

Seul le délégué suisse Jakob Herzog répondit à Chabline; il était d'avis que le travail parlementaire du PCB n'était pas aussi reluisant que Chabline ne le prétendait :

«En commission, nous avons eu une longue discussion sur la manière dont les représentants communistes doivent se conduire au sein des conseils municipaux, sur ce qu'ils doivent faire quand ils sont en majorité. Le camarade Boukharine a dit: "quand ils sont majoritaires ils doivent essayer d'améliorer la condition des travailleurs afin d'exacerber la contradiction entre le conseil municipal communiste et l'Etat". C'est exactement ce que les opportunistes nous disent aussi lorsqu'ils vont au parlement.»

– *ibid.*

Mais Herzog s'opposait à toute forme d'activité parlementaire et ne faisait aucune distinction entre avoir la majorité dans un conseil municipal, ce qui voulait dire administrer un organe local de l'appareil d'Etat bourgeois, et être un communiste *oppositionnel* dans une instance législative bourgeoise. Cette distinction est pourtant d'une importance décisive. Trotsky, dans son introduction à ces Thèses, déclare que les députés communistes doivent agir «dans les institutions



Dimitar Blagoev, dirigeant des tesniaki (Parti ouvrier social-démocrate «étroit» bulgare). L'affiche électorale des tesniaki montre Blagoev brandissant une banderole sur laquelle est écrit: «Liberté, fraternité, égalité».

New York Public Library

parlementaires de la bourgeoisie [comme] des éclaireurs» au nom de la classe ouvrière révolutionnaire. De plus, la thèse n°8, dans la troisième partie de la résolution, affirme que:

«Tout député communiste au Parlement est tenu de se rappeler qu'il n'est pas un «législateur» cherchant un langage commun avec d'autres législateurs, mais un agitateur du Parti envoyé chez l'ennemi pour appliquer les décisions du Parti.»

– «Le Parti Communiste et le parlementarisme»

Une majorité communiste dans une assemblée législative nationale ou locale a un tout autre rôle, au fond identique à celui d'un poste exécutif: elle décide du budget et de la façon de gouverner. Il aurait fallu d'abord examiner la question de savoir si l'on peut prendre le contrôle d'un parlement, et on aurait dû s'y opposer explicitement.

Dans ses remarques au congrès, Chabline lui-même fit allusion au problème qu'il y avait à ce que des communistes gèrent des municipalités. Il affirma que le PCB avait pour programme de remplacer ces organes par des soviets «en temps de révolution». Mais en attendant, les communistes bulgares se retrouvaient à administrer ces organes locaux et à prendre la responsabilité, dans le cadre du pouvoir de classe capitaliste, du maintien de l'ordre et du rationnement des maigres ressources. De plus, Chabline ne disait pas la vérité sur les pratiques réelles du PCB: le parti bulgare n'était pas en train de mettre en place des soviets pour remplacer les municipalités bourgeoises; il avait en fait en tête de *transformer* organiquement ces municipalités en soviets, lorsque serait venu le temps de la révolution. Dimitar Blagoev, le fondateur du PCB, le disait clairement en 1919:

«Remporter les municipalités peut être le début du système de pouvoir soviétique. [...] La lutte pour s'emparer du pouvoir municipal, et notamment la lutte que notre parti devra mener pour renforcer le pouvoir du prolétariat et des classes pauvres

partout où nous dirigeons la municipalité, cette lutte sera fondamentalement une lutte pour l'extension du pouvoir soviétique (PC), une lutte pour le système soviétique dans son ensemble.»

– cité par G. Tsonev et A. Vladimirov, *Sentiabrskoïe vosstanie v Bolgarii 1923 goda* [Le soulèvement de septembre 1923 en Bulgarie], Moscou, Gosizdat, 1934

Les communistes bulgares n'étaient pas des socialistes municipaux à la manière de l'américain Victor Berger. Le PCB était un parti révolutionnaire qui s'était retrouvé brutalement aspiré par le vide créé par l'effondrement de la Bulgarie à la fin de la Première Guerre mondiale et porté à ces postes par une vague de soutien populaire à la Révolution russe. Le précurseur du PCB, le Parti ouvrier social-démocrate «étroit» bulgare, les *tesniaki* de Blagoev, avait enduré de vives persécutions parce qu'il s'était opposé aux guerres des Balkans en 1912-1913 et qu'il avait voté au parlement contre les crédits de guerre. Le PCB prit la direction des municipalités non pour trahir le socialisme, mais pour tenter de le réaliser dans la meilleure tradition de la social-démocratie d'autrefois, et des rudiments de bolchévisme qu'il avait assimilés. La contradiction entre les intentions du PCB et le fait qu'il administrait l'appareil d'Etat bourgeois au niveau local ne pouvait pas durer et elle ne dura pas.

Même s'il s'identifiait au bolchévisme, le PCB avait hérité un important bagage social-démocrate de l'aile gauche de la Deuxième Internationale. La politique abstentionniste du parti en septembre 1918 vis-à-vis de la rébellion de Radomir, une mutinerie à grande échelle des paysans enrôlés dans l'armée bulgare, avait alors beaucoup préoccupé Lénine. A la veille de cette rébellion, les soldats, directement inspirés par la révolution bolchévique, avaient déjà commencé à former des soviets. Des militants *tesniaki* de base s'étaient joints aux quelque 15 000 soldats rebelles déterminés à renverser le tsar Ferdinand, dans une bataille rangée qui dura trois jours. Mais le parti s'était opposé à toute intervention organisée dans le soulèvement, ce qui contribua par la suite à catapulter au pouvoir Alexandre Stamboliski, le dirigeant de l'Union paysanne. Le PCB ne tint pas compte des critiques de Lénine. Plus tard Blagoev défendit le fait que le Parti n'avait pas cherché à orienter le soulèvement vers la révolution prolétarienne. Ce refus d'intervenir dans la rébellion de Radomir reflétait en grande partie une vieille hostilité du PCB envers la paysannerie.

Pendant la guerre, puis au fil des soulèvements qui eurent lieu après-guerre, le parti avait connu une croissance rapide, mais cela voulait dire qu'il y avait eu un afflux de militants de fraîche date, qui en majorité n'étaient pas des ouvriers d'industrie. Le PCB mettait alors aussi en place un important réseau de maisons d'édition, de coopératives et autres entreprises; en même temps un énorme appareil parlementaire et gouvernemental se développait. En 1922 plus de 3 600 communistes siégeaient dans les conseils municipaux, 115 dans les conseils provinciaux et près de 1 500 dans les conseils d'administration des écoles; tout cela représentait une proportion importante des 38 000 membres du PCB.

L'expérience bulgare démontrait une fois de plus qu'être à la tête des municipalités bourgeoises est incompatible avec la lutte pour le pouvoir des soviets. Quand la bourgeoisie parvint enfin à «restabiliser» le pays en juin 1923, avec le coup d'Etat sanglant de Tsankov contre le gouvernement à base paysanne de Stamboliski, le PCB se fit chas-

ser de ses «communes municipales». Les communistes auraient dû préparer des actions de front unique avec les forces de l'Union paysanne contre le coup d'Etat qui se préparait, des fronts uniques basés sur la mobilisation indépendante des ouvriers et des paysans. Au lieu de cela le PCB tergiversa; il mendia secrètement des armes au régime dans les journées précédant le coup d'Etat, puis il refusa de s'y opposer lorsqu'il se produisit.

Après cela, le PCB s'embarqua dans une série d'actions militaires aventuristes, dont une tentative d'insurrection en septembre 1923, ce qui ne fit qu'intensifier la répression bourgeoise. Le parti qu'on tenait jusque-là pour modèle fut annihilé physiquement par la terreur blanche des années 1923-1925. Chabline lui-même ainsi qu'au moins 5000 communistes payèrent de leur vie les erreurs politiques du PCB. L'IC, zigzaguant sous la direction de Zinoviev, avait encouragé le cours aventuriste du parti bulgare alors même qu'elle établissait le Krestintern, l'Internationale paysanne rouge, et qu'elle soutenait la formation de «partis ouvriers et paysans», des partis bourgeois, à travers le monde. L'IC n'était plus alors le parti révolutionnaire international qu'elle avait été lors de ses quatre premiers congrès; à partir de 1923-1924 le parti soviétique, et avec lui l'IC, passa par un processus de dégénérescence bureaucratique qualitative qui fut codifié politiquement fin 1924 lorsque Staline promulgua le dogme anti-internationaliste du «socialisme dans un seul pays».

L'IC et le municipalisme: un héritage problématique

Le Deuxième Congrès était parti de perspectives correctes sur le municipalisme, mais il conclut la question avec des amendements qui en faisaient un salmigondis contradictoire autorisant en germe le ministérialisme. Pour comprendre pourquoi le Comintern n'a pas poursuivi cette question, il faut garder à l'esprit que le Deuxième Congrès était en réalité le premier véritable congrès de travail de l'IC, et en tant que tel il avait à aborder beaucoup d'autres questions, notamment les conditions d'admission au Comintern, les questions nationale et coloniale, la question syndicale, etc. De plus, le Congrès se déroulait au plus fort de la guerre avec la Pologne et de la contre-offensive de l'Armée rouge contre Pilsudski et ses protecteurs impérialistes français. Si les forces soviétiques avaient réussi à prendre Varsovie, elles auraient ouvert une tête de pont donnant accès au puissant prolétariat allemand; une victoire de l'Armée rouge à Varsovie aurait fait voler en éclats l'Europe de Versailles et les incendies révolutionnaires de 1920 se seraient peut-être propagés dans un embrasement général de toute l'Europe. La question de la participation à la gestion municipale se serait alors posée directement dans le contexte de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, tout comme en 1917.

Mais si le Deuxième Congrès ne fit que toucher implicitement à la question des postes exécutifs, celle-ci se posa explicitement dans le mouvement communiste américain car, à la différence des systèmes parlementaires européens, le système présidentiel américain fait une distinction nette entre les postes législatifs et exécutifs. Cette distinction était complètement absente de la discussion plénière sur le parlementarisme lors du Deuxième Congrès, malgré la désignation à la Commission parlementaire d'Alexander Stoklitsky, membre du Parti communiste d'Amérique (PCA), et d'origine russe. En 1919, lors de sa conférence de fondation, le

PCA avait adopté une position correcte en refusant de présenter des candidats aux élections pour des postes exécutifs. Lorsqu'une fraction de ce parti s'en sépara en mai 1920 pour fusionner avec le Parti ouvrier communiste (Communist Labor Party), créant le Parti communiste unifié (United Communist Party, UCP), cette position, défendue par C.E. Ruthenberg, fut reprise par le nouveau parti. A sa conférence de fondation l'UCP déclara que «les candidatures aux fonctions officielles et la participation aux élections sont limitées aux instances législatives, comme le Congrès, les instances législatives d'Etat et les conseils municipaux» (Programme de l'UCP, reproduit dans *Revolutionary Radicalism*, Rapport de la commission Lusk au Sénat de l'Etat de New York, déposé le 24 avril 1920).

Cette position fut contestée lors de la conférence de l'UCP: il y avait une tendance qui la soutenait, une seconde qui s'opposait à toute activité électorale tandis qu'une troisième était en faveur de se présenter à toutes les sortes d'élections. Selon un compte rendu de l'époque, «ceux qui s'opposent à la candidature aux postes exécutifs ont argumenté qu'élire des communistes gouverneur, maire et shérif les corrompra et se fera au détriment du mouvement, et que nous n'avons pas le droit d'assumer nous-mêmes la responsabilité de l'Etat bourgeois» (*The Communist*, 1^{er} septembre 1920). Toutefois ces arguments, pour corrects qu'ils soient, allaient de pair avec une position ultragauche dans le programme de l'UCP insistant que les représentants

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

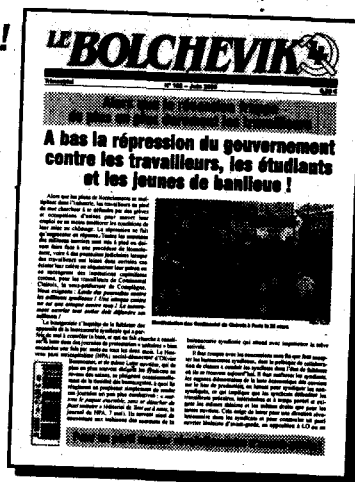
Abonnez-vous!

4 numéros
(plus *Spartacist*)

France: 3€
Europe: 4,50€
Hors Europe: 6€
Canada: 5\$Cdn

France:
LB, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Chèques à l'ordre de:
Société d'édition 3L

Canada:
SCPA, C.P. 6867
succursale A
Toronto ON M5W 1X6



Pour contacter la
Ligue trotskyste de France

Paris: Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen: LTF, Centre 316
82 rue Jeanne D'Arc
76000 Rouen
Tél: 02 35 73 74 47

Courriel: ltfparis@hotmail.fr

communistes dans les assemblées législatives «ne doivent ni introduire ni soutenir de mesures de réformes». Après la bataille contre l'ultra-gauchisme au Deuxième Congrès, le mouvement communiste américain abandonna la distinction entre se présenter à des fonctions exécutives et se présenter à des fonctions législatives. En 1921, le communiste Ben Gitlow se présenta à la mairie de New York. L'année suivante, un document de l'IC pour la convention communiste américaine d'août 1922 insista: «les communistes doivent participer en tant que révolutionnaires à toutes les campagnes électorales générales, de la municipalité au Congrès en passant par l'Etat, ainsi que la présidence» («Les prochaines tâches du Parti communiste en Amérique», publié dans *Reds in America*, New York City, Beckwith Press, 1924). En 1924 le parti américain présenta William Z. Foster à l'élection présidentielle.

Le manque de clarté sur la question des postes exécutifs et celle des municipalités, deux questions liées, allait constamment créer des problèmes dans le Comintern et ses partis, comme on peut le voir jusque dans les écrits de Trotsky. Dans la résolution sur la France qu'il écrivit pour le Quatrième Congrès, et qui fut adoptée le 2 décembre 1922, il faisait l'amalgame entre «les parlementaires, conseillers municipaux et généraux, et maires communistes» et déclarait que ces derniers pouvaient, comme les autres, devenir «un des instruments de la lutte révolutionnaire des masses» («Résolution sur la question française», *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*). Dans son introduction de mai 1924 à *The First Five Years of the Communist International* [Les cinq premières années de l'Internationale communiste] (New York, Monad Press, 1972), il écrivait: «Le fait que notre parti a reçu approximativement 900 000 voix représente un sérieux succès, particulièrement si nous prenons en compte la croissance rapide de notre influence en banlieue parisienne.» Trotsky faisait probable-

ment référence aux élections législatives qui avaient eu lieu le même mois, mais «l'influence» du PCF en banlieue parisienne se manifestait aussi dans le fait qu'il administrait plusieurs municipalités.

Il faut noter aussi que Trotsky n'a jamais changé d'avis sur cette question. Dans un article de 1939 (non publié à l'époque), il écrivait:

«La participation des syndicats à l'administration de l'industrie nationalisée peut être comparée à celle des socialistes aux *gouvernements municipaux*, dans lesquels les socialistes remportent parfois la majorité et sont amenés à diriger une économie municipale importante, tandis que la bourgeoisie continue à dominer l'Etat et que les lois bourgeoises de propriété continuent. Dans les municipalités, les réformistes s'adaptent passivement au régime bourgeois. Les révolutionnaires, dans ce domaine, font tout ce qu'ils peuvent dans l'intérêt des ouvriers et en même temps enseignent à chaque pas aux ouvriers que la politique municipale est impuissante sans la prise du pouvoir d'Etat.

«La différence est bien entendu que, dans la sphère du gouvernement municipal, les ouvriers s'emparent de certaines positions au moyen d'élections démocratiques, tandis que, dans le domaine de l'industrie nationalisée, c'est le gouvernement lui-même qui les invite à occuper certains postes. Mais cette différence est purement formelle. Dans l'un et l'autre cas, la bourgeoisie est contrainte de céder aux ouvriers certaines sphères d'activité. Les ouvriers les utilisent à *leurs propres fins*.»

- «Industrie nationalisée et administration ouvrière», 12 mai 1939

Que Trotsky puisse, en 1924, parler du PCF et de ses mairies et dire que ce dernier était «libre de toute sorte d'obligations politiques envers le régime bourgeois», et en 1939 suggérer une formule similaire sur les municipalités, ne veut pas dire qu'il était un réformiste municipal, mais il faut reconnaître que nous avons hérité d'un problème de stratégie communiste qui n'avait pas été résolu.

Relatant dans *Spartacist* la discussion sur les postes exécutifs de la Cinquième Conférence de la LCI en 2007, nous observons:

«La position que les communistes ne doivent, en aucune circonstance, se présenter à des postes exécutifs de l'Etat bourgeois, approfondit la critique que nous faisons depuis longtemps de l'entrée du Parti communiste allemand (KPD) dans les gouvernements régionaux de Saxe et de Thuringe en octobre 1923, avec l'appui du Comintern. Le soutien du KPD à ces gouvernements bourgeois dirigés par des sociaux-démocrates «de gauche» - d'abord de l'extérieur du gouvernement, puis de l'intérieur - a aidé à faire dérailler une situation révolutionnaire (voir «Le Comintern et l'Allemagne en 1923: Critique trotskyste», *Spartacist* édition française n°34, automne 2001).»

- *Spartacist* édition française n° 38, été 2008

L'entrée du KPD dans ces gouvernements avait été préparée par la résolution confuse et défectueuse sur les «gouvernements ouvriers» adoptée par le Quatrième Congrès de l'IC moins d'un an plus tôt. Cette résolution confondait l'appel à un gouvernement ouvrier - qui pour les révolutionnaires n'est qu'une autre manière de désigner la dictature du prolétariat - avec toutes sortes de gouvernements sociaux-démocrates administrant l'appareil d'Etat bourgeois; elle ouvrait la porte à la participation des communistes dans des gouvernements de cette sorte, en coalition avec les sociaux-démocrates. Trotsky se battit pour une perspective révolutionnaire en Allemagne en 1923 et il insista, tout comme Lénine en septembre-octobre 1917, que le KPD devait faire des préparatifs concrets pour l'insurrection et en fixer la date. Mais le KPD avait pour politique d'entrer dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe et Trotsky, à tort, soutenait cette politique, argumentant que cette participation

LE BOLCHEVIK

دافعوا عن الشعب الفلسطيني | لتفرض إسرائيل من الأراضي المحتلة |
حمام الدم الصهيوني في غزة
 من أجل اتحاد فدرالي اشتراكي للشرق الأوسط |

إننا نرحب بمتطوعيكم من أجل القضية الفلسطينية في فرنسا (بموجب) ...
 في حين أننا نرحب بكم، في الضفة الغربية، لكم إعلانكم ...
 في حين أننا نرحب بكم، في الضفة الغربية، لكم إعلانكم ...
 في حين أننا نرحب بكم، في الضفة الغربية، لكم إعلانكم ...

Défense du peuple palestinien !
Israël, hors des territoires occupés !
Bain de sang sioniste à Gaza
Pour une fédération socialiste
du Proche-Orient !

En français et arabe dans *le Bolchévik* n° 187, mars 2009

0,80€ 0,50 \$Cdn.

France: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
 Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L
 Canada: SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6

gouvernementale fournirait un « champ d'exercices » pour la révolution. Or, si ces gouvernements étaient vraiment des « gouvernements ouvriers », comme on le disait aux masses, il en découlait alors qu'il était complètement superflu de mener une lutte révolutionnaire extraparlimentaire et de former des conseils ouvriers et des milices ouvrières. En fin de compte, le KPD et la direction de l'IC sous Zinoviev laissèrent passer cette occasion révolutionnaire. Il s'ensuivit une profonde démoralisation du prolétariat soviétique. Ceci fut l'un des facteurs déterminants qui permirent à la bureaucratie stalinienne d'usurper le pouvoir politique.

Suite à la débâcle allemande de 1923, Trotsky entreprit d'évaluer les causes politiques de cet échec. Dans *les Leçons d'Octobre* (1924), une autocritique implicite, Trotsky souligne le contraste entre la bataille victorieuse que mena Lénine en 1917 pour surmonter la résistance des Kamenev, Zinoviev et Staline – qui avaient reculé devant la tâche au moment où la question du pouvoir s'était posée – et la politique capitulante qui avait eu cours en Allemagne en octobre 1923. Trotsky fit remarquer plus tard qu'il fallait faire une critique plus systématique et plus approfondie de l'intervention de l'IC et du KPD dans les événements allemands de 1923. Pourtant, il ne critiqua jamais explicitement l'entrée du KPD dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe, ni la résolution défectueuse du Quatrième Congrès sur les gouvernements ouvriers.

Conséquence logique du fait qu'il approuvait que les communistes gèrent des municipalités, Trotsky acceptait aussi que les communistes se présentent aux élections à des postes exécutifs. En plus de ses nombreuses campagnes pour des postes de maire, le PC français présenta un candidat à la présidence en 1924. En Allemagne, le KPD présenta Ernst Thälmann à la présidence en 1925, et à nouveau en 1932. Trotsky se battit pour que le KPD forme des fronts uniques avec les sociaux-démocrates et qu'il mobilise des milices ouvrières pour écraser les nazis et engager les ouvriers, sous la direction des communistes, dans la voie de la lutte directe pour le pouvoir. C'était là la tâche urgente à l'ordre du jour; mais la campagne électorale du KPD de 1932 ne fut qu'une façon tapageuse de dissimuler son refus de s'atteler à cette tâche: le KPD, dans le style outrancier typique de la « troisième période », y qualifiait en effet les sociaux-démocrates de « social-fascistes ». Trotsky frappa à coups redoublés contre la caractérisation de « social-fasciste » faite par les staliens, dont la ligne menait à la débâcle, mais il ne mentionna la campagne électorale du KPD qu'en passant et ne critiqua pas le fait qu'il présentait un candidat à la présidence.

En 1940, Trotsky suggéra explicitement au Socialist Workers Party américain de présenter un candidat à la présidence contre le démocrate Franklin D. Roosevelt (« Discussions avec les visiteurs américains du SWP », 12-15 juin 1940). Lorsque les dirigeants du SWP repoussèrent cette idée pour des raisons purement logistiques, Trotsky souleva

la possibilité de se battre pour que le mouvement ouvrier présente un candidat indépendant contre Roosevelt. Il envisagea aussi que l'on donne un soutien critique à Earl Browder, le candidat du PC, qui se présentait alors en opposition à Roosevelt et à la guerre impérialiste. Au cours de ces discussions, Trotsky fit clairement savoir qu'il craignait une certaine adaptation du SWP à la bureaucratie syndicale « progressiste » pro-Roosevelt. Il ressort aussi de ces discussions que ni Trotsky ni les dirigeants du SWP ne voyaient au niveau des principes matière à controverse dans le fait de se présenter à la présidence. A partir de 1948, le SWP se présenta régulièrement aux élections présidentielles. La première fois, ce fut contre Henry Wallace, ancien vice-président de Roosevelt et candidat du Parti progressiste, un parti bourgeois soutenu par les staliens.

La proposition de Trotsky concernant la candidature Browder était tout à fait appropriée. Après le pacte Hitler-Staline d'août 1939, les staliens américains avaient temporairement pris un virage à gauche, se posant en combattants contre l'impérialisme américain... après avoir été les plus fervents partisans du « New Deal » de Roosevelt. Ils allaient retourner dans le giron de ce dernier au nom de la « lutte contre le fascisme » après l'invasion de l'URSS par Hitler en juin 1940. En argumentant pour un soutien critique à Browder, Trotsky cherchait à tirer parti de la position anti-impérialiste que prenait temporairement le PC, afin de démasquer ce parti devant sa base ouvrière.

Nous refusons de nous présenter à des postes exécutifs, mais nous n'excluons pas la possibilité de donner un soutien critique à une autre organisation ouvrière, si les circonstances s'y prêtent – c'est-à-dire si cette candidature trace une ligne de classe rudimentaire. Lorsque, en tant qu'organisation léniniste, nous accordons un soutien critique à un de nos opposants dans les élections, ce n'est évidemment pas parce que nous pensons qu'il appliquera les mêmes principes que nous. Sinon nous ne pourrions jamais donner de soutien critique à un parti réformiste de masse, puisque si celui-ci gagne

L'élaboration et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky

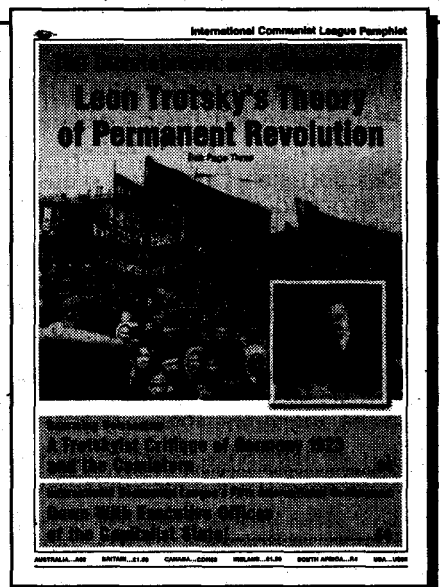
Brochure en anglais de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Contient également « Réarmer le bolchévisme – Le Comintern et l'Allemagne en 1923: Critique trotskyste » paru dans *Spartacist* (édition française) n°34, automne 2001, et l'article « A bas les postes exécutifs », paru dans *Spartacist* (édition française) n°38, été 2008. Ces articles sont une introduction au programme et aux principes du trotskysme (c'est-à-dire du marxisme authentique).

56 pages 1,50 € 2 \$Cdn

Pour toute commande:

France: LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10 (Chèques à: Société d'édition 3L)
Canada: SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto ON M5W 1X6



les élections il cherchera inévitablement à former un gouvernement, c'est-à-dire à gérer le capitalisme. Cet argument même est en fait un aspect polémique essentiel de notre soutien critique. Ce dont il s'agit précisément avec le soutien critique, c'est de démontrer que les partis réformistes, en dépit de toutes leurs assurances qu'ils représentent les intérêts des travailleurs, ne font dans la pratique que trahir ces intérêts.

Leur héritage et le nôtre

Il est indispensable, si nous voulons maintenir notre continuité révolutionnaire, d'assimiler de façon critique les leçons des luttes passées du mouvement ouvrier international. Nous nous battons pour reforcer la Quatrième Internationale trotskyste, fondée en 1938 sur les cadavres politiques de la Deuxième Internationale et du Comintern stalinisé. Nous nous réclamons des quatre premiers congrès de l'IC, ce qui ne signifie pas que nous ne faisons aucune critique du Comintern des premières années. Dès le début de notre tendance, nous avons exprimé des réserves concernant les résolutions sur le « front unique anti-impérialiste » et sur le « gouvernement ouvrier » adoptées au Quatrième Congrès.

Nos opposants politiques, par contre, rejettent ou vident de leur sens les principes de la révolution d'Octobre et les bases programmatiques de l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky; ils n'en conservent que les « traditions » bien choisies susceptibles de donner un vernis de légitimité historique à leurs activités opportunistes. C'est le cas de l'Internationalist Group et de la Bolshevik Tendency, dont les raisonnements avocassiers en faveur de la participation aux élections à des postes exécutifs de l'Etat bourgeois ont beaucoup plus à voir avec l'aile kautskyste de la Deuxième Internationale qu'avec le bolchévisme de Lénine. Quant aux grands frères réformistes de l'IG et de la BT, en dépit de leurs références occasionnelles au trotskysme, leur tradition est celle des Millerand et des MacDonald.

Documents et articles sur l'IG

- « Mémoire sur les perspectives et les tâches » de la LCI, janvier 1996
- « Pablisme de la deuxième génération – Une défection inavouée du trotskysme », juillet 1996
- « Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice – L'IG couvre des trahisons au Brésil: mains sales, mensonges cyniques », juillet 1997
- « Mexique: pour la révolution ouvrière! – La "gauche" sème des illusions dans le PRD nationaliste-bourgeois », août 1997
- « La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique », *le Bolchévik* n° 145, printemps 1998
- « IG: les mensonges débiles de menteurs débiles », *le Bolchévik* n° 161, automne 2002
- « L'IG et les postes exécutifs: le centrisme des égouts », *le Bolchévik* n° 181, septembre 2007

3€ 2\$Cdn

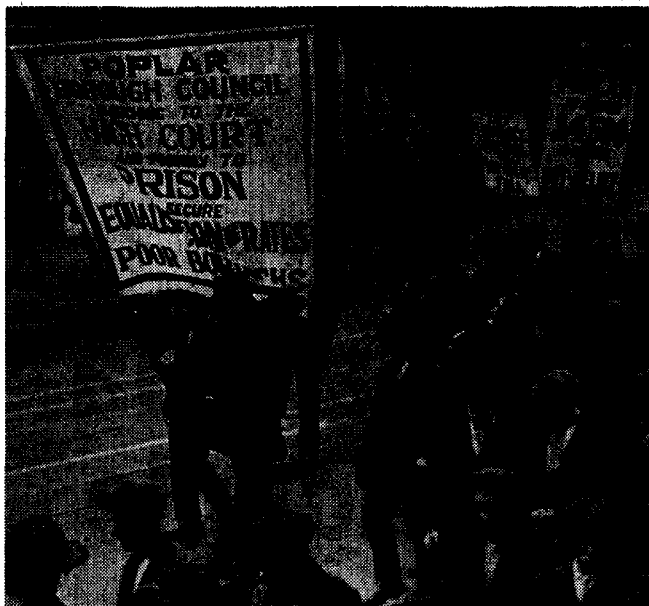
France: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
(Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L)

Canada: SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6

La préoccupation feinte de l'IG et de la BT sur le dilemme qui se poserait si des communistes étaient élus à un poste exécutif ou gagnaient la majorité au parlement, révèle une impulsion totalement opportuniste de leur part. L'historienne Noreen Branson pose au fond la même question dans son histoire très flatteuse du conseil d'arrondissement de Poplar [à Londres], géré par des travaillistes de gauche dans la Grande-Bretagne des années 1920; elle demande: « Que faire lorsque vous remportez une majorité? Jusqu'où le cadre légal et administratif existant vous permet-il de mettre en œuvre les changements pour lesquels vous vous déclarez? » (Branson, *Poplarism, 1919-1925*, Londres, Lawrence and Wishart, 1979). Pour répondre à la question de Branson, le groupe britannique Workers Power (WP, qui était alors centriste et qui a depuis scissionné en deux branches réformistes concurrentes) renvoyait, dans un article de 1982 sur le municipalisme, à la thèse n° 13 du Deuxième Congrès de l'IC (« La lutte à Poplar en 1919-1921: communisme contre municipalisme », *Workers Power*, mai 1982)!

Dans son article, WP fait un éloge dithyrambique de la combativité de ce conseil travailliste (qui comprenait deux communistes, Edgar et Minnie Lansbury) dans l'East End, un quartier ouvrier pauvre de Londres, pour faire valoir ce qu'il appelle « l'attitude révolutionnaire dans la lutte municipale ». L'IC n'ayant pas réussi, pendant et après le Deuxième Congrès, à gagner les militants du mouvement révolutionnaire britannique qui penchaient vers l'anarcho-syndicalisme, le communisme britannique était resté mort-né. Les communistes se retrouvèrent donc sous l'autorité de dirigeants qui étaient plus qu'à l'aise dans le marais parlementaire travailliste (voir « L'avortement du communisme britannique », *Spartacist* édition anglaise n° 36-37, hiver 1985-1986). Dans la pratique, les deux conseillers communistes étaient quasi indiscernables politiquement du reste de la majorité travailliste du conseil emmenée par le pacifiste chrétien George Lansbury (le père d'Edgar). Et cela alors même que la Grande-Bretagne traversait une période d'intense agitation sociale; au plus haut de l'activité du conseil de Poplar, en 1920, le pays était secoué par des grèves et des manifestations protestant contre les livraisons d'armements britanniques à la Pologne de Pilsudski, avec des mots d'ordre comme « Bas les pattes devant la Russie! » Les comités d'action qui surgirent lors de cette campagne indiquaient la perspective à avoir: la formation d'organes de double pouvoir.

Quand la tâche à l'ordre du jour est l'expropriation et la réorganisation des moyens de production sous la direction du prolétariat, les réformistes, eux, font simplement quelques retouches au système de distribution. Les conseillers de Poplar étaient certes plus combatifs que les politiciens travaillistes ordinaires (ils organisèrent des manifestations de masse pour défendre leur politique et firent de la prison) mais leurs pouvoirs, tout comme leur horizon politique, se limitaient au rationnement des misérables ressources à leur disposition en augmentant pendant un temps les allocations pour les pauvres et les chômeurs et les maigres salaires des employés municipaux. Selon les mots de George Lansbury, « il faut que les ouvriers constatent de manière tangible que l'administration travailliste signifie autre chose que l'administration capitaliste, et en bref cela veut dire redistribuer aux pauvres une partie de la richesse des riches contribuables » (cité par Branson dans *Poplarism*). En fait, contrôler les



Robin Thompson

Les limites du municipalisme: Les travaillistes de gauche du conseil d'arrondissement de Poplar dans l'East End londonien se battaient pour une augmentation minime des subventions pour les pauvres et les chômeurs.

conseils municipaux de districts ouvriers fut pour le Parti travailliste une étape essentielle dans sa transformation en un parti de gouvernement sur le plan national, un pas qu'il franchit pour la première fois en 1924. Lorsque le roi visita l'East End en 1921, les conseillers de Poplar, qui venaient d'être élus, l'accueillirent avec cette pancarte: «Le conseil d'arrondissement de Poplar attend aujourd'hui du Roi qu'il fasse son devoir et qu'il demande du gouvernement de Sa Majesté qu'il trouve du travail pour les chômeurs de la nation ou qu'il subvienne pleinement à leurs besoins» (*ibid.*)!

Soixante ans plus tard, la Militant Tendency, des pseudo-trotskystes dirigés par Ted Grant et Peter Taaffe (qui ont scissionné depuis pour former deux organisations distinctes), prenait le contrôle du conseil municipal travailliste de la ville totalement délabrée de Liverpool. La Militant Tendency n'arrivait pas à la cheville du chrétien pacifiste Lansbury et de sa bande; ces administrateurs «trotskystes» du gouvernement capitaliste local allèrent à un moment jusqu'à menacer de licencier la totalité des plus de 30 000 employés municipaux de la ville, prétendant qu'il s'agissait d'une «tactique» en réponse aux coupes budgétaires imposées par le gouvernement conservateur de Thatcher. Il semble toutefois qu'ils n'aient pas adressé de supplique à la reine Elizabeth II.

Au niveau historique, la gestion des municipalités et instances locales a permis d'intégrer les partis de la classe ouvrière à l'ordre bourgeois, non seulement en Grande-Bretagne mais aussi en France, en Italie et ailleurs. Un échange paru dans la *New York Review of Books* (11 mai 2006) sur «Les communistes italiens et les USA» observait que «le fait que les communistes administraient des régions et des municipalités [...] a contribué de façon importante à renforcer au sein du PCI la tendance au réformisme pragmatique». En briguant ou assumant un poste exécutif à quelque niveau que ce soit, on ne pose pas les jalons de la mobilisation révolutionnaire des masses travailleuses; on ne fait au

contraire que renforcer les illusions que l'Etat capitaliste est réformable et consolider les chaînes qui attachent le prolétariat à son ennemi de classe.

Par contre, ce que ferait un parti ouvrier marxiste, c'est chercher à *gagner* quelques élus dans les assemblées législatives bourgeoises. Les députés du parti profiteraient de leur position pour y présenter des «projets de loi purement démonstratifs conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande, l'agitation et l'organisation» («Le Parti Communiste et le parlementarisme», 1920, *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*). C'est ce que firent les bolchéviks dans la Douma tsariste où ils condamnèrent l'antisémitisme et les pogroms. Un parti marxiste utiliserait ainsi ses positions parlementaires comme «points d'appui secondaires de son action révolutionnaire», par exemple en proposant l'abolition de la peine de mort au Japon ou aux Etats-Unis, et il placerait «le député communiste [...] en tête des masses prolétariennes, au premier rang, bien en vue, dans les manifestations et les actions révolutionnaires» (*ibid.*) et les meetings de soutien aux grèves. C'est une perspective qui ne cadre vraiment pas avec celle de briguer ou assumer des postes exécutifs.

Pour les communistes, se présenter aux élections n'est pas qu'une simple campagne de propagande ou un coup de publicité politique, comme c'est le cas pour l'Internationalist Group et consorts. En période de relative stabilité, et quand les bourgeoisies des «démocraties» impérialistes ne pensent pas que leur domination de classe est menacée, elles peuvent tolérer que des révolutionnaires se présentent aux élections, afin de mieux renforcer l'illusion que le gouvernement représente «la volonté du peuple». Mais l'inverse est possible aussi, comme on l'a vu lors de la «chasse aux rouges» aux Etats-Unis après la Première Guerre mondiale: cinq socialistes dûment élus par leur circonscription à l'Assemblée de l'Etat de New York en novembre 1919 furent empêchés de siéger pour la seule raison qu'ils appartenaient au Parti socialiste. Dans les pays semi-coloniaux, où les institutions démocratiques sont bien plus fragiles et où les masses subissent de plein fouet l'exploitation impérialiste, les campagnes électorales comportent bien souvent leur lot de confrontations mortelles avec les forces de l'Etat bourgeois et des nervis d'extrême droite. Demander à des travailleurs déjà terriblement surexploités et terrorisés de sacrifier leur sueur et leur sang pour un candidat à un poste exécutif alors qu'il promet de renoncer à son siège s'il est élu, c'est vraiment se moquer d'eux.

En fin de compte, tout cela démontre que la question de l'Etat est, pour un parti ouvrier révolutionnaire, une question de vie ou de mort. C'est la question de la révolution. En adoptant cette position de ne pas nous présenter aux élections pour des postes exécutifs de l'Etat bourgeois, et en réexaminant les politiques et pratiques héritées de nos prédécesseurs, nous voulons mettre en évidence le gouffre politique qui sépare la LCI de tous les opportunistes qui se réclament frauduleusement du marxisme et prétendent représenter les intérêts historiques de la classe ouvrière. Notre tâche, c'est tout simplement d'organiser, éduquer et tremper les partis d'avant-garde prolétariens, sections d'une Quatrième Internationale reforgee, l'instrument indispensable à la prise du pouvoir d'Etat et à l'établissement du pouvoir des travailleurs dans le monde entier. ■

**Contre la trahison du POUM et ses avocats
d'hier et d'aujourd'hui**

Trotskyisme contre front-populisme dans la guerre civile espagnole



Hulton-Deutsch

1937: Milices anarcho-syndicalistes de la CNT à Barcelone. Les ouvriers révolutionnaires furent désarmés et vaincus par leurs propres dirigeants qui étaient entrés dans le gouvernement capitaliste de front populaire.

L'article suivant est traduit de Spartacist (édition anglaise) n° 61, printemps 2009, mais contient des corrections factuelles mineures.

Les Journées de mai 1937 à Barcelone ont marqué l'apogée d'une décennie de révolution et de contre-révolution en Espagne, qui avait débuté avec la chute de la dictature militaire de Primo de Rivera en 1930 puis de la monarchie un an après, et qui s'est terminée avec l'écrasement de la république par le général Francisco Franco en 1939. La majeure partie de la bourgeoisie s'était ralliée à la réaction franquiste qui était soutenue par l'Allemagne de Hitler et l'Italie de

Mussolini. Dans le gouvernement bourgeois républicain ne figurait qu'une poignée de politiciens républicains de gauche, l'ombre de la bourgeoisie. Mais, comme le soulignait Trotsky, cette « ombre » joua un rôle décisif pour soumettre les organisations ouvrières à l'ordre capitaliste et faire avorter la révolution prolétarienne.

Parallèlement au conflit militaire entre les forces franquistes et les milices républicaines faisait rage un conflit de classes à l'intérieur même du camp républicain: les forces de l'Etat bourgeois, affaiblies et divisées, cherchaient à freiner et réprimer le prolétariat insurgé et en

armes, ainsi que les organes de pouvoir embryonnaires, les milices, comités d'usine et collectifs agricoles, qui s'étaient créés quand les ouvriers s'étaient soulevés pour repousser la rébellion militaire franquiste le 19 juillet 1936. Barcelone, capitale de la Catalogne, un bastion industriel à l'avant-garde de l'Espagne révolutionnaire, était au centre de ce conflit.

Le lundi 3 mai 1937, les conflits incessants entre la Généralité de Catalogne, un gouvernement de front populaire, et les ouvriers en majorité anarcho-sindicalistes de Barcelone, atteignirent leur point culminant. Sous le commandement du chef de la police-stalinien, trois camions de gardes d'assaut tentèrent de reprendre le principal central téléphonique (la Telefónica), alors aux mains des ouvriers de la Confédération nationale du travail (CNT) qui détenaient le contrôle de ce nœud de communications important. Les ouvriers, dans toute la ville, descendirent alors dans la rue et dressèrent des barricades. Les forces armées bourgeoises furent rapidement mises en déroute; les marins de la base navale fraternisèrent avec les insurgés. Lois Orr, qui était présente, décrit ainsi la scène :

«Le matin suivant (mardi 4 mai), les travailleurs armés contrôlaient la plus grande partie de Barcelone. Les anarchistes tenaient le port tout entier, et avec lui la forteresse de Montjuich, qui domine la ville et le port de ses canons; tous les faubourgs de la ville étaient entre leurs mains. Et les forces gouvernementales, à l'exception de quelques barricades isolées, étaient complètement débordées par le nombre et concentrées au centre de la ville, dans le quartier bourgeois, où elles pouvaient facilement être encerclées de tous côtés comme les rebelles le furent au 19 juillet 1936.»

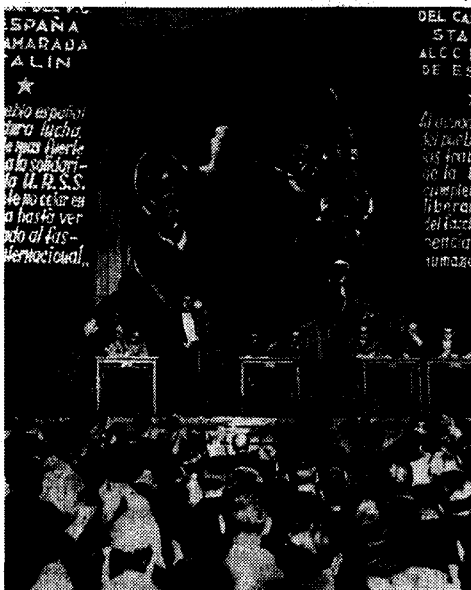
– «Les événements de mai: une révolution trahie», cité par Felix Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1938)* (Paris, Editions La Brèche, 1978)

Pour les ouvriers héroïques de Barcelone le pouvoir était à portée de main. Pourtant, à la fin de la semaine, les ouvriers étaient désarmés et leurs barricades démantelées, et cela non pas à cause d'une défaite militaire, mais à cause du sabotage des dirigeants ouvriers trahisseurs et du défaitisme et de la confusion qu'ils avaient semés. Le gouvernement capitaliste catalan, ainsi que le gouvernement central installé à Valence (et auparavant à Madrid), avaient tous deux pour



La Voz leninista (5 avril 1937), journal trotskyste en Espagne. Les bochéviks-léninistes se sont battus pour le pouvoir de classe du prolétariat contre le gouvernement de front populaire et la réaction franquiste.

épine dorsale les staliniens et les sociaux-démocrates ainsi que les anarcho-sindicalistes de la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et de la CNT (la confédération syndicale qu'ils dirigeaient). En Catalogne, staliniens et sociaux-démocrates avaient fusionné pour constituer le Parti socialiste unifié (PSUC). Le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) centriste, qui avait lui-même brièvement fait partie de la Généralité capitaliste, jouait maintenant de l'extérieur un rôle de couverture de gauche pour le gouvernement de front populaire. Les staliniens avaient été les premiers à entrer dans ce gouvernement, et c'étaient eux qui défendaient le plus bruyamment l'inviolabilité de la propriété privée. Ils constituaient «l'avant-garde combattante de la contre-révolution bourgeoise-républicaine» (Léon Trotsky, «Classe, parti et direction: pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu?», 20 août 1940, *la Révolution espagnole (1930-1940)*, [Paris, Les Editions de Minuit, 1975]). Mais ils ne pouvaient pas démanteler les barricades. Cette tâche, ce furent les dirigeants de la CNT/FAI et du POUM, dont les



Photos Der Spiegel

Madrid en 1936: Portrait géant de Staline au congrès du Parti communiste espagnol (à gauche). Des manifestants arborent le portrait du socialiste Largo Caballero, chef du gouvernement de front populaire. Les staliniens et les socialistes défendaient la domination capitaliste «démocratique» contre la classe ouvrière.



militants étaient sur les barricades, qui s'en chargèrent. La direction de la CNT dit aux ouvriers: «Déposez vos armes» (cité par Felix Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne*). La direction du POUM s'aligna sur la CNT: son journal, *la Batalla* (6 mai 1937), exhorta les insurgés à «quitter la rue», et leur dit «retournez aux usines» (*ibid.*).

«Tout ce que l'on peut dire là-dessus, c'est que les masses, qui ont sans cesse tenté de se frayer un chemin vers la voie juste, ont découvert que la construction, dans le feu même du combat, d'une nouvelle direction, répondant aux nécessités de la révolution, était une entreprise qui dépassait leurs forces», écrivait Trotsky dans «Classe, parti et direction», un article laissé inachevé au moment de son assassinat au Mexique par Ramón Mercader, stalinien espagnol et agent du GPU soviétique. Les ouvriers insurgés étaient furieux de la trahison des dirigeants de la CNT/FAI et du POUM, mais seuls les anarchistes de gauche des «Amis de Durruti» et les trotskystes de la Section bolchévique-léniniste d'Espagne (SBLE) cherchèrent à pousser la révolution en avant. Les Amis de Durruti incitèrent les ouvriers à lutter pour la révolution sociale, mais au bout du compte ils furent incapables de rompre, en termes d'organisation et politiquement, avec la CNT/FAI. La voix du marxisme révolutionnaire ne fut portée que par la toute petite SBLE, qui proclama dans un tract:

«VIVE L'OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE

«Pas de compromis. Désarmement de la Garde Nationale Républicaine et de la Garde d'Assaut réactionnaires. Le moment est décisif. La prochaine fois il sera trop tard. Grève générale dans toutes les industries qui ne travaillent pas pour la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir prolétarien peut assurer la victoire militaire.»

— Tract de la SBLE, 4 mai 1937,
traduit dans *La Lutte Ouvrière*, 3 juin 1937

C'était effectivement le moment décisif. Une victoire à Barcelone aurait pu déboucher sur une Espagne ouvrière et paysanne et allumer un incendie révolutionnaire en Europe à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. La défaite ouvrit la voie à une répression féroce. Le POUM, notamment, fut interdit, ses dirigeants assassinés ou jetés en prison. Ayant ainsi désarmé le prolétariat, le front populaire ouvrit les portes aux forces franquistes et au règne sanglant de la réaction d'extrême droite.

Le front populaire: la question des questions

Soixante-dix ans plus tard il est toujours aussi important d'étudier cette défaite et d'en assimiler les leçons pour reforge une Quatrième Internationale trotskyste. Pour cela, il est essentiel de partir des écrits de Trotsky, dont beaucoup sont cités dans cet article. En anglais, ils ont été publiés sous le titre *The Spanish Revolution*. En français, il existe un recueil plus complet des écrits de Trotsky publié par Pierre Broué sous le titre *La Révolution espagnole (1930-1940)* (sauf indication du contraire, les citations de Trotsky sont empruntées ici à ce recueil). *Révolution et contre-révolution en Espagne*, écrit par Felix Morrow en pleine guerre civile, est également un récit très précieux. Le livre de Morrow, qui dépeint de façon saisissante l'héroïsme des ouvriers et la trahison de leurs dirigeants, repose sur une analyse et un programme marxistes. Plusieurs mois après les journées de Mai à Barcelone, Trotsky résumait ainsi le conflit:

«Ainsi, sur le territoire de l'Espagne [républicaine], se sont affrontés deux programmes. D'une part, celui de la sauvegarde

à tout prix de la propriété privée contre le prolétariat, et, si possible, de la sauvegarde de la démocratie contre Franco. De l'autre, le programme d'abolition de la propriété privée grâce à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Le premier exprimait le programme du Capital par l'intermédiaire de l'aristocratie ouvrière, des sommets de la petite bourgeoisie et surtout de la bureaucratie soviétique. Le second traduisait, en langage marxiste, les tendances, pas pleinement conscientes, mais puissantes, du mouvement révolutionnaire des masses. Pour le malheur de la révolution, il y avait, entre la poignée de bolchéviks et le prolétariat révolutionnaire, la cloison contre-révolutionnaire du Front populaire.»

— «Leçon d'Espagne: dernier avertissement»,
17 décembre 1937

S'il n'y eut pas de parti révolutionnaire pour conduire les travailleurs à la victoire, c'est avant tout à cause de la capitulation politique d'Andrés Nin et de Juan Andrade, deux anciens dirigeants du Parti communiste espagnol (PCE) qui, au début des années 1930, étaient à la tête de l'Opposition de gauche trotskyste en Espagne. Nin et Andrade dilapidèrent le capital accumulé par le communisme espagnol; ils firent des blocs et des manœuvres sans principes, fusionnant finalement, en 1935, avec les centristes de droite du Bloc ouvrier et paysan (BOC) de Joaquín Maurín pour former le POUM; et de là, ils entrèrent dans le front populaire bourgeois et dans le gouvernement capitaliste catalan en 1936. Au cours des luttes tumultueuses que connut l'Espagne dans les années 1930, Nin et Andrade passèrent de semi-révolutionnaires à non révolutionnaires, puis à contre-révolutionnaires. Du fait de leur défaillance, il revint à une poignée de bolchéviks, sans grande expérience et sans guère de racines ni de ressources, de lutter pour reconstruire dans le feu de la bataille un noyau révolutionnaire d'avant-garde suivant la voie tracée par Trotsky.

Le front populaire, une coalition de partis bourgeois et de partis ouvriers, fut l'instrument qui servit à étrangler la Révolution espagnole. La présence de politiciens républicains de gauche, par ailleurs insignifiants, dans ce front populaire, servait de garantie qu'il s'engageait à préserver le pouvoir de la bourgeoisie, «en tant qu'incarnation du principe de la révolution démocratique, c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété privée» (*ibid.*). Fustigeant ceux qui prenaient la défense du POUM et qui présentaient la question de cette coalition de collaboration de classes comme «un petit accord électoral, passager et technique», Trotsky soulignait: «La question de toutes les questions est maintenant le Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme une manœuvre tactique ou même technique, pour pouvoir à l'ombre du Front populaire mener leurs petites affaires. En réalité le Front populaire est pour cette époque-ci la *question capitale de la stratégie de classe prolétarienne*. Il donne aussi le meilleur critérium pour la différence entre bolchévisme et menchévisme» (lettre de Trotsky à la direction du RŞAP, 16 juillet 1936, *Bulletin intérieur international* n°3, début mai 1938).

Et cela reste vrai. Une quantité innombrable de livres et d'articles ont été écrits sur la guerre civile espagnole; dans leur écrasante majorité, ils visent à justifier la politique de trahison du front populaire, qui a pavé la voie à la défaite. Il y a quelques exceptions, comme le livre *Enseignement de la révolution espagnole*, de l'anarchiste de gauche Vernon Richards (éditions 10-18, 1975), qui au moins décrit avec franchise les trahisons des dirigeants de la CNT/FAI. Divers historiens pseudo-trotskystes ont publié



Staatsbibliothek, Berlin



Ouvriers en armes montant la garde de l'Institut Smolny pendant la Révolution d'octobre 1917. Le premier numéro du journal *L'Internationale communiste*, paru en 1919, appelait les travailleurs de tous les pays à se battre pour la révolution socialiste internationale.

des ouvrages savants qui citent abondamment Trotsky mais qui dédouanent les centristes du POUM contre lesquels Trotsky concentrait ses attaques. Parmi ceux-ci, il faut citer Pierre Broué, qui fut un dirigeant du groupe Lambert en France, responsable de l'édition française des *Œuvres* de Trotsky et auteur de plusieurs livres sur la guerre civile espagnole; il faut également mentionner les travaillistes britanniques de la revue *Revolutionary History*, publication «non partisane» soutenue par un large éventail de personnalités et de groupes pseudo-trotskyistes. *Revolutionary History* a publié deux articles d'Andy Durgan, de la tendance réformiste fondée par Tony Cliff (qui dirigea longtemps le Socialist Workers Party britannique): «Les trotskystes espagnols et la formation du POUM», *Revolutionary History*, vol. 4, n° 1/2, hiver 1991-1992 (reproduit dans les *Cahiers Léon Trotsky* n°50, mai 1993), et «Marxisme, guerre et révolution: Trotsky et le POUM», *Revolutionary History*, vol. 9, n°2, 2006.

Au fond, les réformistes défendent Nin et le POUM parce qu'ils se prosternent avec cynisme devant le fait accompli. Pour eux l'échec de la Révolution espagnole «démontre» que la révolution était impossible en Espagne, ce qui ne fait que refléter leur propre opposition social-démocrate à la lutte du prolétariat pour le pouvoir aujourd'hui, où que ce soit dans le monde. Après avoir acclamé les forces de la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique et dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, ces opportunistes reprennent maintenant à leur compte la rengaine de la «mort du communisme»; pour eux la Révolution russe s'est avérée, au mieux, une expérience ratée. Ils excluent donc la possibilité d'une révolution prolétarienne à l'avenir et réécrivent l'histoire pour nier qu'il y a eu des occasions révolutionnaires dans le passé.

Notre boussole, c'est la Révolution russe d'octobre 1917. La Révolution espagnole démontre, par la négative, qu'il est nécessaire de forger des partis ouvriers révolutionnaires de type bolchévique. Lorsque nous réexaminons ce chapitre crucial de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire, notre objectif est d'éduquer et d'armer les futurs cadres de l'avant-garde léniniste qui dirigera le combat pour de nouveaux Octobre, dans le monde entier.

La Révolution russe et le *Trienio bolchevista*

La révolution d'Octobre avait eu un formidable impact sur les ouvriers et les paysans espagnols, notamment parce qu'ils voyaient la Russie tsariste comme un pays similaire au leur. En Russie aussi, la monarchie décadente s'appuyait sur une Eglise d'Etat enfoncée dans un obscurantisme médiéval ainsi que sur un corps des officiers aristocratique hypertrophié. Là-bas aussi, une nombreuse paysannerie était cruellement exploitée par une classe de propriétaires fonciers issue de l'ancienne noblesse féodale. Le prolétariat urbain aussi était jeune, peu expérimenté et combatif, avec des origines paysannes remontant à une ou deux générations à peine. Et l'Espagne, comme la Russie tsariste, était une «prison des peuples»; elle opprimait les peuples basque et catalan à l'intérieur de ses frontières et elle maintenait une domination coloniale sur le Maroc espagnol.

Sous la direction des bolchéviks de Lénine, le prolétariat multinational de Russie, ralliant derrière lui les masses paysannes, s'était emparé du pouvoir d'Etat et avait remplacé la dictature de classe des exploités par une dictature du prolétariat organisée sur la base de conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats démocratiquement élus (les soviets). Le nouveau gouvernement dirigé par les bolchéviks avait extrait la Russie du carnage interimpérialiste de la Première

Guerre mondiale et avait appelé les travailleurs de tous les pays à suivre son exemple et à se battre avec lui pour la révolution socialiste internationale et une société égalitaire et sans classes au niveau mondial.

Quand la nouvelle de la victoire bolchévique parvint en Espagne, celle-ci était elle-même en proie à une profonde crise sociale et la nouvelle eut un effet électrisant sur les masses ouvrières et paysannes. «La Révolution, plus que toute autre chose, est ce qui causa ce sentiment d'espoir – vague et pourtant irrésistible – qui imprégna les masses catalanes à cette époque, les persuadant que l'avènement de la société ouvrière d'égalité et de justice n'était plus un rêve mais une possibilité», écrit Gerald H. Meaker dans sa fascinante histoire de cette période, *The Revolutionary Left in Spain, 1914-1923* (La gauche révolutionnaire en Espagne, 1914-1923, Stanford University Press, 1974). La «fièvre russe» s'empara du Sud paysan, en particulier en Andalousie, où il y eut pendant trois ans des soulèvements paysans, surnommés le *Trienio bolchevista*, et où les ouvriers, dans certaines villes, avaient proclamé des républiques «de type bolchévique». Il y avait des meetings et des rassemblements pro-bolchéviks partout. Lors d'une grève d'une semaine à Valence en 1919, des rues et des places furent rebaptisées place «Lénine», «des soviets» et de la «Revolución de Octubre».

Mais en Espagne, il n'y avait pas de parti marxiste révolutionnaire. Le Parti socialiste ouvrier (PSOE) se proclamait marxiste, mais il ressemblait plutôt aux menchéviks russes; il remettait à plus tard la lutte pour le socialisme, une fois l'étape démocratique bourgeoise achevée. Il était contre la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière mais pour le parlementarisme bourgeois et les blocs avec la bourgeoisie «démocratique». Officiellement, pendant la Première Guerre mondiale, l'Espagne était restée neutre, mais la direction du PSOE avait soutenu les impérialistes «démocratiques», la Grande-Bretagne et la France (et leur alliée autocratique, la Russie) contre l'Allemagne qui était, elle, soutenue par la couronne espagnole. L'Union générale des travailleurs (UGT), dirigée par le PSOE, avait été créée avant la CNT anarcho-syndicaliste et elle rassemblait au début de la guerre beaucoup plus d'ouvriers. Cependant, les secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière dans les centres industriels de Catalogne se tournaient non pas vers le marxisme mais vers l'anarchisme.

L'anarchisme espagnol était enraciné dans la paysannerie et les petits artisans de l'économie urbaine, qui se sentaient menacés par l'industrialisation. Au moment de la scission avec Marx au début des années 1870, la section espagnole de la Première Internationale avait majoritairement suivi l'anarchiste Bakounine. Au début du XX^e siècle, la classe ouvrière s'était beaucoup développée dans le Nord de l'Espagne, principalement dans les Asturies, en Biscaye et en Catalogne. Mais surtout en Catalogne, un des centres de l'anarchisme, elle se trouvait principalement dans l'industrie légère et non dans des usines modernes regroupant des milliers d'ouvriers sous un même toit, comme cela avait été le cas en Russie dans le quartier de Vyborg, un des bastions bolchéviques à Saint-Petersbourg. En Espagne c'est à travers le développement d'un mouvement anarcho-syndicaliste que l'anarchisme s'adapta à l'émergence d'un prolétariat industriel. Les anarcho-syndicalistes reconnaissaient la puissance sociale unique du prolétariat dans la



Dietz Verlag

Premier Mai 1919 à Madrid: La Révolution russe eut un énorme impact sur les ouvriers et paysans espagnols.

lutte contre le capitalisme mais, comme les anarchistes, ils détestaient tous les partis et tous les Etats, ainsi que toute forme d'autorité centralisée.

Bien qu'interdite pendant trois ans après sa création en 1911, la CNT s'était développée rapidement dans l'agitation sociale des années de guerre et d'après-guerre, et, en 1919, elle revendiquait 700 000 adhérents. Au fur et à mesure que la CNT grandissait, il s'opérait dans sa direction une division entre d'une part les anarchistes «purs», comme Buenaventura Durruti, qui adhéraient à la vision bakouninienne d'une société de petites communes autonomes et qui fonctionnaient souvent par «groupes d'affinité» guérillistes/terroristes, et d'autre part les syndicalistes «purs» comme Angel Pestaña, qui étaient fondamentalement des réformistes syndicaux, très similaires à Francisco Largo Caballero, le dirigeant du PSOE/UGT.

L'impact de la Révolution bolchévique se fit sentir tant dans le mouvement socialiste que chez les anarcho-syndicalistes. Les éléments pacifistes/neutralistes qui rejetaient la ligne pro-Alliés (*aliadofilismo*) de la majorité du PSOE se regroupèrent sur la base du soutien à la Révolution russe et en opposition à l'étapisme menchévique et aux blocs politiques avec les partis bourgeois libéraux; mais cette aile gauche large ne voulait pas d'une rupture avec la majorité réformiste du PSOE. Ce furent les Jeunes socialistes de Madrid, dirigés par Juan Andrade, qui furent les premiers à scissionner avec les socialistes en 1920. Relativement peu nombreux et inexpérimentés, ils proclamèrent la formation du Parti communiste. L'année suivante, une aile du PSOE basée principalement dans les Asturies et en Biscaye scissionna également en solidarité avec l'Internationale communiste (IC). L'unité organisationnelle entre les deux partis ne fut réalisée qu'en 1922, après beaucoup de pressions du Comintern.

L'effet de la révolution d'Octobre sur les militants de la CNT fut peut-être plus prononcé encore. Au début l'enthousiasme des anarchistes radicaux était en partie dû au fait

qu'ils prenaient les « maximalistes » russes, c'est-à-dire les bolchéviks, pour des anarchistes. Mais, comme le fait remarquer Meaker : « Sous le charme de la Révolution bolchévique, les anarchistes espagnols commencèrent à réfléchir, comme jamais ils ne l'avaient fait auparavant, sur l'usage de l'autorité et les justifications de la violence. L'idée de la dictature du prolétariat commença à connaître une popularité surprenante chez eux, et on acceptait de plus en plus la thèse léniniste que les révolutions devaient être organisées, que tout ne pouvait pas être laissé à la spontanéité » (Meaker, *op. cit.*). *L'Etat et la révolution* de Lénine (1917) réaffirmait, contre la social-démocratie réformiste, la conception marxiste authentique que l'Etat doit être détruit et remplacé par une nouvelle forme d'Etat, un Etat ouvrier. Cet ouvrage eut un impact particulier sur les anarchistes en Espagne et au niveau international.

Pourtant, aucun parti communiste de masse ne devait émerger de ce sol fertile. Les causes principales de cet échec sont à rechercher dans la neutralité de l'Espagne pendant la Première Guerre interimpérialiste mondiale. Ni le PSOE ni la CNT n'avaient connu les profonds clivages que l'on avait vus dans le mouvement ouvrier des pays belligérants. Dans ces pays, les dirigeants sociaux-chauvins se vautraient dans le patriotisme ; appelant à la « défense de la patrie », ils jouaient le rôle de sergents-recruteurs de « leur » gouvernement impérialiste, ce qui provoqua des scissions acrimonieuses de la part des internationalistes qui restaient fidèles à l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière. (Même dans ces conditions, la scission entre l'aile réformiste et l'aile révolutionnaire-internationaliste fut souvent embrouillée, au départ, par le développement d'importantes formations centristes, comme celle de Karl Kautsky en Allemagne.) L'Internationale communiste attira beaucoup d'anarchistes et de syndicalistes révolutionnaires dégoûtés par le parlementarisme bourgeois répugnant de la Deuxième Internationale ; elle attira par exemple, en France, Victor Serge et Alfred Rosmer, ainsi qu'un certain nombre de militants des Industrial Workers of the World (Travailleurs industriels du monde) américains, dont James P. Cannon, membre fondateur du communisme et plus tard du trotskysme aux Etats-Unis. L'Internationale syndicale rouge, ou Profintern, fondée en 1921, cherchait à toucher ces syndicalistes, à travailler avec eux et à les gagner au communisme.

Andrés Nin et Joaquín Maurín étaient des dirigeants de l'aile « communiste-syndicaliste » de la CNT à Barcelone, et ils se battirent pour que la CNT adhère à l'Internationale communiste. Ils allèrent tous deux à Moscou en 1921 pour participer à la conférence de fondation du Profintern, qui se tenait en même temps que le Troisième Congrès de l'IC. Maurín rentra en Espagne, mais il n'adhéra au PCE qu'en 1924. Son groupe de communistes-syndicalistes, essentiellement basé en Catalogne, resta en pratique totalement indépendant du reste du PCE. Quant à Nin, après avoir vainement tenté de rentrer en Espagne, il retourna à Moscou où il devint secrétaire du Profintern.

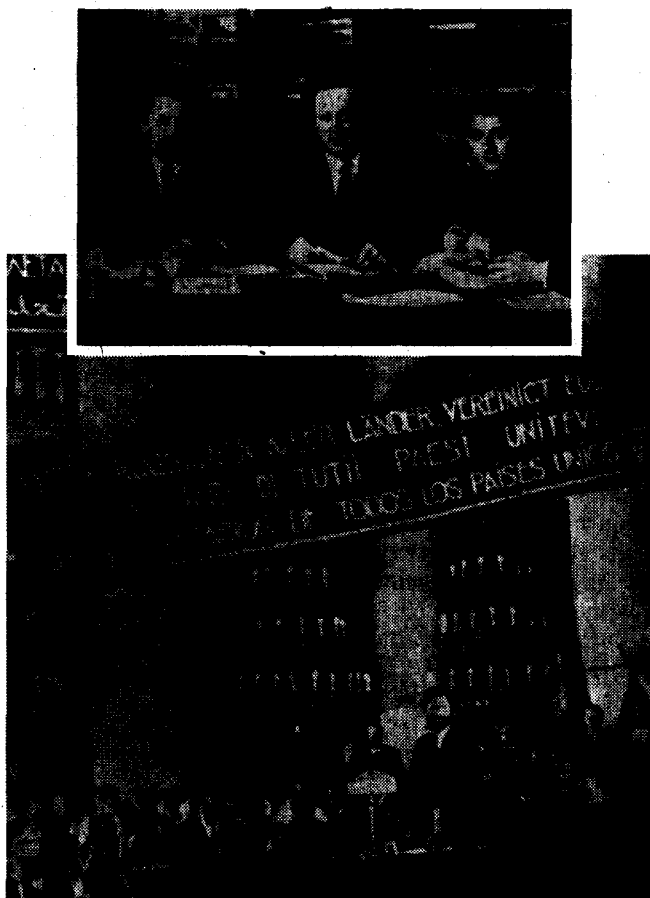
Lorsque la vague révolutionnaire reflua en Espagne, la CNT devint ouvertement anticommuniste et rompit toutes relations avec le Profintern en 1922. Quand il y eut le coup d'Etat militaire de Miguel Primo de Rivera en 1923, ni le PSOE/UGT ni la CNT catalane ne voulurent faire de front unique avec le PCE pour protester. Primo de Rivera, qui déclarait « Je viens pour combattre le communisme », fit

arrêter les dirigeants du PCE et ferma les locaux du parti ; la CNT et le PCE durent tous deux passer dans la clandestinité. Certains dirigeants du PSOE furent arrêtés aussi, mais la dictature tolérait les réformistes, et Largo Caballero, le chef de l'UGT, entra dans son Conseil d'Etat en 1924.

La montée de la bureaucratie stalinienne

L'isolement du jeune Etat ouvrier soviétique vint s'ajouter à la dévastation de l'industrie et des infrastructures causée par la Première Guerre mondiale et la guerre civile qui suivit la Révolution russe ; cela permit l'ascension d'une couche bureaucratique, qui se posa en arbitre de la pénurie. Les bolchéviks savaient que la victoire de la révolution dépendait de son extension aux pays industrialisés plus avancés d'Europe. Mais les occasions révolutionnaires manquées à l'Ouest, en particulier la Révolution allemande avortée de 1923, et la vague de démoralisation qui suivit dans la classe ouvrière soviétique, permirent à la bureaucratie de consolider sa mainmise sur le pouvoir. A partir de 1923-1924, la bureaucratie usurpa le pouvoir politique du prolétariat soviétique.

Une contre-révolution politique commençait. L'Union soviétique reposait toujours sur les formes de propriété collectivisées instaurées par la Révolution bolchévique ; mais à partir de ce moment, les gens qui gouvernaient l'URSS, la



Workers Monthly (en haut), Labor Herald rouge en 1921. En haut : Parmi les membres de son Comité exécutif se trouvaient d'anciens dirigeants anarcho-syndicalistes comme William Z. Foster (au centre) et Andrés Nin (à droite).

manière dont l'URSS était gouvernée et les objectifs en vue desquels l'URSS était gouvernée, tout cela changea. Idéologiquement, cette contre-révolution politique fut codifiée dans le dogme nationaliste antimarxiste du «socialisme dans un seul pays», promulgué par Staline fin 1924, qui en réalité niait la nécessité impérieuse d'étendre la révolution socialiste au niveau international. En 1926, la bureaucratie soviétique, par l'intermédiaire du «Comité d'unité syndicale anglo-russe», fournit une couverture de gauche aux dirigeants du Congrès des syndicats britanniques au moment où ceux-ci trahissaient la grève générale. Pendant la Révolution chinoise de 1925-1927, Staline et Boukharine ordonnèrent au Parti communiste chinois de se liquider dans le Guomindang, un parti nationaliste bourgeois, au nom de la «révolution par étapes». Dans le monde entier, les partis communistes se transformèrent de plus en plus en instruments de la diplomatie soviétique; ils devaient chercher à faire pression sur leur bourgeoisie pour qu'elle accepte la «coexistence pacifique» avec l'URSS.

Le combat de Trotsky contre la bureaucratie montante commença avec l'Opposition russe de 1923. Sa «Critique du projet de programme de l'Internationale communiste» (le texte principal de *l'Internationale communiste après Lénine*), écrite en 1928, analysait le lien entre le dogme du «socialisme dans un seul pays» de Staline et les zigzags capitulars du Comintern, notamment la trahison de la Révolution chinoise. Exclu du Parti communiste soviétique en 1927 puis expulsé d'Union soviétique en 1929, Trotsky organisa ses partisans dans l'Opposition de gauche internationale (OGI), afin de lutter en tant que fraction exclue de l'Internationale communiste pour faire revenir l'IC sur la voie de l'internationalisme révolutionnaire. Nin, qui pendant son séjour à Moscou avait été gagné au combat de Trotsky contre la bureaucratie stalinienne montante, en faisait partie.

Origines de l'Opposition de gauche espagnole

Portée au pouvoir pour imposer l'ordre capitaliste au prolétariat rebelle de l'Espagne arriérée, la dictature de Primo de Rivera fut renversée en janvier 1930 sous l'impact de la crise capitaliste internationale, la «grande dépression», qui avait été déclenchée par le krach boursier de l'automne 1929. Les aspirations réprimées des masses débouchèrent sur une explosion de colère. En mai, des étudiants et des ouvriers brandissant des drapeaux rouges et des drapeaux républicains affrontèrent la police à Madrid les armes à la main. En décembre, des officiers républicains de l'armée de terre se soulevèrent contre la monarchie. La révolte fut réprimée et ses dirigeants exécutés, mais elle sonna le glas de la monarchie. Lors des élections municipales d'avril 1931, les socialistes et les républicains recueillirent une écrasante majorité des suffrages dans les villes. Le roi Alphonse XIII prit la fuite et la République espagnole fut proclamée, avec un gouvernement de coalition incluant le PSOE.

En février 1930, Francisco García Lavid (Lacroix) et d'autres anciens militants du PCE en exil fondèrent en Belgique l'Opposition communiste espagnole. En Espagne, Juan Andrade et plusieurs autres ex-cadres du PCE rejoignirent aussi l'Opposition de gauche. Nin se joignit à eux la même année, après son expulsion d'Union soviétique. Nin était une personnalité prestigieuse du mouvement ouvrier espagnol.

Pourtant, quelques années plus tard, Trotsky devait écrire à son sujet: «Le plus grand malheur de la section espagnole, c'était qu'un homme avec un nom, avec un certain passé et l'aureole d'un martyr du stalinisme, s'est trouvé à sa tête, l'a conduite tout le temps dans la fausse voie et l'a paralysée» (lettre de Trotsky à la direction du RSAP, 16 juillet 1936, *Bulletin intérieur international* n°3, début mai 1938).

Dans une lettre envoyée le 25 mai 1930 au groupe en exil en Belgique, Trotsky écrivait: «La crise que traverse l'Espagne se développe actuellement avec une régularité remarquable, qui laisse à l'avant-garde prolétarienne quelque temps pour se préparer» («Les tâches des communistes en Espagne»). Le Parti communiste officiel n'avait pas de direction faisant autorité, il n'avait que quelques centaines de militants et connaissait de graves problèmes internes. Le PSOE, qui ne s'était auparavant opposé au ministérialisme bourgeois que parce que l'occasion ne se présentait pas sous la monarchie, fit partie de 1931 à 1933 d'un gouvernement capitaliste de plus en plus impopulaire. Les anarcho-syndicalistes de la CNT/FAI rejetaient l'idée même de lutter pour le pouvoir d'Etat prolétarien et oscillaient entre le boycott de toute activité politique et un soutien détourné à la bourgeoisie «démocratique».

Trotsky, qui écrivait de loin, ne ménagea aucun effort pour travailler avec Nin et ses camarades et pour les guider afin qu'ils profitent de cette ouverture exceptionnelle. Des extraits de la correspondance entre Trotsky et Nin pendant la période 1931-1933 furent publiés dans un *Bulletin international* de 1933, et sont reproduits dans *la Révolution espagnole*. Malheureusement, les lettres elles-mêmes ne figurent pas dans les archives Trotsky de Harvard, et il semble qu'elles aient été perdues. Les extraits des lettres de Trotsky qui ont été publiés sont un modèle de clarté programmatique; ces lettres sont pleines de questions pénétrantes et empreintes d'un ton de camaraderie persuasive, tandis que celles de Nin sont remplies de personnalisme et d'impressionnisme et cherchent à noyer le poisson. «La clarté, la précision théorique, et, par conséquent, l'honnêteté politique, c'est cela qui rend invincible une tendance révolutionnaire», insistait Trotsky («Dire ce qui est», 12 avril 1931). Mais Nin tournait le dos à la clarté et à la précision théoriques; il disait: «A ces gens là à qui il faut apprendre les premières notions du communiste, on ne peut pas commencer par leur faire la propagande [de] l'Opposition» (lettre à Trotsky, 12 novembre 1930, *Bulletin international de l'Opposition communiste de gauche* n°2-3, avril 1933). Par contre, Nin se vantait de son prestige personnel et de son influence sur Maurin.

Les nombreux avocats politiques actuels de Nin, faisant une plaidoirie qui n'a pas changé d'un iota au fil des décennies, fustigent le prétendu «sectarisme» de Trotsky, sa soi-disant ignorance de la situation en Espagne et la «dureté» de ses polémiques. Dans les années 1930, c'était le leitmotiv de plusieurs ex-collaborateurs et alliés de Trotsky (comme Serge, Rosmer, Georges Vereecken en Belgique et Henricus Sneevliet en Hollande) qui, sous la pression de l'«anti-fascisme» démocratique, cherchaient des excuses à Nin tout en reconnaissant qu'il avait fait «des erreurs». Dans une lettre à Serge, Trotsky écrivait:

«Vous êtes mécontent de notre comportement à l'égard d'Andrés Nin, comportement que vous trouvez "sectaire". Vous ne connaissez pas et ne pouvez connaître l'histoire politique et personnelle de ces relations.

« Vous pouvez imaginer sans peine combien je me suis réjoui à l'époque de la venue de Nin à l'étranger. Pendant plusieurs années, j'ai correspondu avec lui très régulièrement. Certaines de mes lettres étaient de véritables "traités": c'est qu'il s'agissait de la révolution vivante dans laquelle Nin pouvait et devait jouer un rôle actif. Je pense que mes lettres à Nin pendant deux ou trois ans pourraient constituer un volume de plusieurs centaines de pages: cela suffit à vous montrer quelle importance j'accordais à Nin et à des relations amicales avec lui. Dans ses réponses, Nin affirmait tant et plus son accord théorique, mais évitait absolument les problèmes pratiques. [...]

« Bien entendu, personne n'est obligé d'être un révolutionnaire. Mais Nin était à la tête de l'organisation bolchévique-léniniste en Espagne, et par là même, il avait pris des engagements sérieux auxquels il se dérobait en pratique tout en me jetant par lettre de la poudre aux yeux. »

- « Un rapprochement est-il possible avec Nin ? »,
3 juin 1936

Un parti, encore un parti et toujours un parti

Dans un article de 1931, « La révolution espagnole et les tâches communistes », Trotsky avait énoncé les grandes lignes du programme et de la stratégie qui auraient pu guider les révolutionnaires espagnols vers le pouvoir. Il mettait en avant une série de revendications visant à relier les aspirations démocratiques des masses ouvrières et paysannes au combat du prolétariat pour son pouvoir de classe: confiscation des grands domaines fonciers au profit des paysans pauvres; séparation de l'Eglise et de l'État - ce qui aurait permis de désarmer les bastions de la réaction cléricale et de rendre aux masses les immenses richesses de l'Eglise; création de milices ouvrières et paysannes; nationalisation des chemins de fer, des banques et des ressources minières; contrôle ouvrier de l'industrie; droit à l'autodétermination nationale pour les Catalans et les Basques.

Ce que Trotsky mettait ainsi en application, c'était la théorie et le programme de la révolution permanente, dont la validité avait été confirmée par la Révolution russe de 1917 et, de façon négative, par la défaite de la Révolution chinoise de 1925-1927. Etant donné l'émergence tardive du capitalisme dans ces pays, les tâches historiquement associées aux révolutions démocratiques bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles ne pouvaient être réalisées que si le prolétariat prenait le pouvoir, à la tête des masses paysannes, ce qui mettrait nécessairement et immédiatement à l'ordre du

jour non seulement des tâches démocratiques mais aussi des tâches socialistes.

Trotsky insistait sur l'importance de s'adresser à la base combative de la CNT, afin de l'amener à rompre avec ses préjugés anarcho-syndicalistes; il appelait aussi à une fédération syndicale unifiée. Il argumentait qu'il fallait faire de l'agitation pour la formation de soviets, ou juntes ouvrières, qui seraient les organes de la lutte prolétarienne unie contre la classe capitaliste, « une organisation qui passe par-dessus toutes les divisions politiques, nationales, provinciales et professionnelles ». Il ajoutait:

« La junte prolétarienne deviendra une large arène où chaque parti ou chaque groupe sera soumis à l'épreuve et à l'examen devant les yeux de larges masses. Le mot d'ordre de front unique des ouvriers sera opposé par les communistes à la pratique de la coalition avec la bourgeoisie des socialistes et d'une partie des syndicalistes. Seul le front unique révolutionnaire procurera au prolétariat la confiance indispensable des masses opprimées des campagnes et des villes. La réalisation du front unique n'est possible que sous le drapeau du communisme. La junte a besoin d'un parti dirigeant. Sans direction ferme, elle resterait une forme d'organisation vide et tomberait inévitablement sous la dépendance de la bourgeoisie. »

- « La Révolution espagnole et les tâches communistes », 24 janvier 1931

Avant tout, concluait Trotsky, « La solution victorieuse de toutes ces tâches exige trois conditions: un parti, encore un parti et toujours un parti. »

Mais c'était la question du parti qui, plus que toute autre, séparait Nin de Trotsky. Trotsky conseillait vivement de lancer une publication théorique pour établir le programme d'une avant-garde bolchévique-léniniste sur des bases claires, mais Nin s'y opposa d'abord. Il refusa aussi d'écouter Trotsky quand celui-ci l'enjoignit de prendre au sérieux les batailles politiques internes qui se déroulaient alors dans l'OGI. Or ces batailles étaient indispensables pour faire le tri entre les révolutionnaires authentiques et toutes sortes de dilettantes, amateurs et autres qui s'étaient trouvés par méprise attirés par le combat de Trotsky contre le stalinisme. Ces débats étaient essentiels pour forger une tendance internationale disciplinée et politiquement homogène et pour combattre les pressions nationales déformantes. Mais les dirigeants de l'Opposition espagnole n'intervenaient pas dans ces débats, et ne les relayaient pas dans leur section. Au lieu de cela, ils « se sont laissés guider par des

Déclaration de principes et quelques éléments de programme de la LCI

La Déclaration de principes de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) est une expression concrète de notre raison d'être: bâtir les sections nationales d'une internationale, régie par le centralisme démocratique, qui puisse diriger la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Allemand, anglais, français, japonais: 2€ 2,50\$Cdn 2\$US

Chinois, grec, indonésien, italien, polonais, portugais, russe, tagalog, turc: 1€ 1,25\$Cdn 1\$US

Espagnol: 1,50€ 1,50\$Cdn 1,50\$US

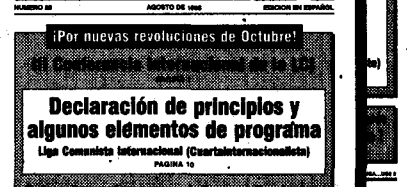
Pour toute commande:

USA: Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116

France: LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

(Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L)

Canada: SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6



rapports personnels de sympathie ou d'antipathie» («Après la rencontre de Copenhague», 16 décembre 1932).

Trotsky avait demandé avec insistance à Nin d'appliquer l'orientation de l'OGI vers l'IC, argumentant qu'«il ne faut pas permettre aux bureaucrates [staliniens] de créer cette impression que l'opposition de gauche voit d'un mauvais œil les ouvriers qui suivent le parti communiste officiel» («Les tâches des communistes en Espagne»). Malgré les atrocités bureaucratiques, les mensonges et les trahisons de Staline et Cie, les partis communistes continuaient à attirer les éléments de la classe ouvrière internationale qui se reconnaissaient dans la Révolution russe et voulaient lutter pour une révolution ouvrière dans leur propre pays. De plus, il aurait été criminel d'abandonner l'étendard de l'Internationale communiste aux staliniens sans combat ni test décisif.

Nin rejetait explicitement la perspective internationale de l'OGI, invoquant l'exceptionnalisme espagnol: «Chez nous le prolétariat organisera son parti en dehors du parti officiel (qui n'existe pas en fait) et malgré lui» (lettre à Trotsky, 3 décembre 1930). Trotsky répondit: «En dépit de sa faiblesse intrinsèque, le parti officiel bénéficie de facteurs historiques extérieurs: l'URSS et tout ce qui s'y rattache. Voilà pourquoi il me semble dangereux de ne tenir compte, dans la pratique, que du seul rapport actuel des forces» (lettre à Nin, 31 janvier 1931). Nin fit la sourde oreille, et en mars 1932 il renomma le groupe espagnol de l'Opposition de gauche pour l'appeler «Izquierda comunista de España» (ICE, Gauche communiste d'Espagne).

Rejetant le combat de l'Opposition de gauche, Nin se tourna vers l'ex-Fédération catalane, dirigée par Joaquín Maurín. Exclue du PCE en juin 1930, la Fédération catalane était une organisation centrée en mouvement vers la droite, dont Trotsky qualifiait la ligne politique de «mélange de préjugés petits-bourgeois, d'ignorance, de "science" provinciale et de coquinerie politique» («Le confusionnisme de Maurín et de la Fédération catalane», 8 juillet 1931). En mars 1931, la Fédération catalane s'associa au Parti communiste catalan (un groupement petit-bourgeois qui n'était pas affilié au PCE) pour fonder une organisation «de masse», le Bloc ouvrier et paysan (BOC). Trotsky qualifia le programme du BOC de Maurín de «pur "kuomintangisme" transporté sur le sol espagnol» (une référence au Guomindang, le parti nationaliste bourgeois de Chiang Kai-shek) et de «nouvelle édition du parti ouvrier et paysan» («Sur la déclaration du Bloc ouvrier et paysan», 12 juin 1931). Cette formule d'un parti de deux classes avait été utilisée pour justifier la liquidation dans le Guomindang et dans d'autres formations bourgeoises populistes comme le «Parti fermier-ouvrier» américain.

Au niveau international, Maurín s'alignait sur l'Opposition de droite rassemblée autour des positions de Nikolai Boukharine, un ancien allié de Staline qui s'opposait à la politique dite de la «troisième période» (Boukharine lui-même finit par capituler devant Staline peu après). La «troisième période», inaugurée par Staline en 1929, était censée être une nouvelle période où la révolution prolétarienne internationale était imminente. Dans le monde entier, les partis communistes se mirent à suivre un cours aventuriste et sectaire, abandonnant les syndicats dirigés par les réformistes pour construire des syndicats «rouges» isolés et s'opposant à toute action commune avec les sociaux-

démocrates, qualifiés de «sociaux-fascistes». L'Opposition de droite internationale s'opposa à ce cours sectaire mais d'un point de vue évoluant vers la collaboration de classes; son principal porte-parole était Heinrich Brandler, qui avait été aux commandes au moment de l'échec de la Révolution allemande de 1923. Par ailleurs, les brandlériens défendaient la politique désastreuse des staliniens en Chine en 1925-1927, ainsi que le dogme nationaliste du «socialisme dans un seul-pays».

Trotsky mena un combat incessant pour qu'on ne mélange pas le drapeau de l'Opposition de gauche avec celui de l'Opposition de droite. En Union soviétique, il s'était opposé avec intransigeance à un bloc avec l'aile boukharinienne de la bureaucratie, dont la politique consistait à apaiser et encourager les forces internes de la restauration capitaliste – la couche des paysans aisés (koulaks) et des petits capitalistes. Au niveau international, l'unité avec l'Opposition de droite signifiait la liquidation du combat pour une avant-garde communiste. Le cours suivi par Nin et Andrade à la remorque de Maurín démontre sans appel la justesse de cette analyse.

«Tournant français» et combinons sans principes

Début 1933, l'arrivée au pouvoir des nazis et la passivité criminelle de ceux qui dirigeaient les puissantes organisations communistes et socialistes du prolétariat allemand provoquèrent une onde de choc dans le prolétariat du monde entier. Quand il s'avéra que la débâcle allemande n'avait pas provoqué la moindre révolte au sein de la Troisième Internationale, Trotsky tira la conclusion que le Comintern stalinisé était mort pour la cause de la révolution prolétarienne, et appela à construire de nouveaux partis communistes pour reprendre le flambeau du léninisme. «La déclaration des quatre sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale» (août 1933), rédigée par Trotsky, appelait à former une nouvelle Internationale, la Quatrième. Elle fut signée par des représentants de l'OGI, par le groupe de Sneevliet et un deuxième groupe hollandais ainsi que par le Parti socialiste ouvrier (SAP) allemand, une scission de gauche de la social-démocratie. En 1934, l'OGI se reconstitua sous le nom de Ligue communiste internationale (LCI).

Les staliniens abandonnèrent vite l'aventurisme sectaire de la «troisième période». Affolé par la victoire nazie, Staline chercha à faire alliance avec les «démocraties» impérialistes – la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis. Ce qui était maintenant à l'ordre du jour, c'était le «front populaire» contre le fascisme; cette politique fut officialisée plus tard, en 1935, lors du Septième Congrès de l'Internationale communiste, et elle fut mise en pratique sous forme de coalitions de front populaire avec des partis de la bourgeoisie «démocratique» en France, en Espagne et ailleurs. Staline étrangla la révolution ouvrière espagnole dans l'espoir de favoriser une alliance avec la Grande-Bretagne et la France: il cherchait ainsi à démontrer aux impérialistes que le Comintern ne représentait plus une menace pour l'ordre bourgeois.

La victoire des nazis en Allemagne coïncida avec un regain de la lutte de classe ailleurs dans le monde; après trois ans de récession économique. La radicalisation d'une partie des travailleurs et de la jeunesse se traduisit par le développement d'une aile gauche dynamique et combative

dans les partis sociaux-démocrates, et aux Etats-Unis par l'essor d'une nouvelle fédération syndicale, le Congress of Industrial Organizations (CIO). En 1934, pour la première fois depuis des années, des militants socialistes se trouvèrent à la tête de révoltes prolétariennes : à Vienne, la capitale autrichienne, et dans la région minière des Asturies en Espagne. Trotsky conseilla vivement à ses partisans d'entrer temporairement dans les partis de la Deuxième Internationale afin de toucher et de gagner des jeunes et des travailleurs favorables à la révolution. Cette tactique, appliquée pour la première fois en France en 1934, fut surnommée le « tournant français » ; elle fut bientôt mise en pratique dans plusieurs autres pays, y compris en 1936-1937 aux Etats-Unis, où les trotskystes recrutèrent un nombre considérable de jeunes et de syndicalistes dans le Parti socialiste.

C'est en Espagne que la situation était probablement la plus favorable à l'application de cette tactique. *Renovación*, le journal madrilène de la Jeunesse socialiste (JS), qui avait à l'époque environ 200 000 adhérents, disait des trotskystes qu'ils étaient les « meilleurs révolutionnaires et meilleurs théoriciens en Espagne, qui sont invités à entrer dans la Jeunesse et dans le Parti socialistes pour en précipiter la Bolchévisation » (cité par Pierre Broué dans son article « Trotsky et la Révolution espagnole », *la Vérité* n° 537, avril-mai 1967). Même un réformiste invétéré comme Largo Caballero se déclarait favorable à la révolution socialiste et à une Quatrième Internationale.

Il est criminel que Nin et Andrade aient ignoré les exhortations de Trotsky ainsi

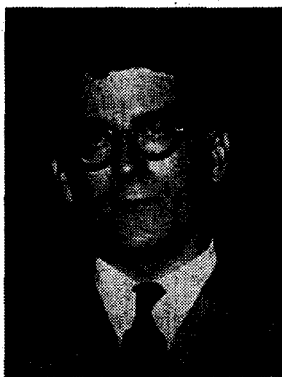
que les supplications de la Jeunesse socialiste et qu'ils aient refusé de faire de l'entrisme dans le PSOE/JS. Une petite poignée de militants de l'ICE, dont Manuel Fernández (Grandizo Munis), le futur dirigeant du groupe trotskyste espagnol, la SBLE, rejetèrent la ligne de Nin/Andrade et entrèrent dans le PSOE, mais sans grand succès. Munis devait écrire plus tard : « Mais ce qui s'avéra impossible pour une petite fraction aurait été relativement facile pour les effectifs plus importants de la *Izquierda Comunista* toute entière. Je ne doute pas un seul instant que son entrée dans les Jeunesses socialistes et dans le Parti socialiste aurait conduit à la création d'un grand parti trotskyste, changeant radicalement le cours de la révolution espagnole » (*Leçons d'une défaite, promesse de victoire* [Espagne 1930-1939], éditions Science Marxiste, 2007). En avril 1936, les staliniens prirent le contrôle de la JS, ce qui donna pour la première fois au PCE une base de masse, tandis qu'en Catalogne le PCE fusionnait avec le PSOE pour former le Parti socialiste unifié de Catalogne.

Nin et Andrade ne furent pas les seuls à refuser obstinément de saisir une occasion extraordinaire de consolider

les forces du marxisme révolutionnaire, mais c'est leur défaillance qui coûta le plus cher au prolétariat. Aux Etats-Unis, une petite minorité autour d'Hugo Oehler, qui était efficace dans le travail ouvrier de masse mais qui était aussi un sectaire impénitent, s'opposa à l'entrée dans le Parti socialiste sur une base sectaire ultragauche et scissionna bientôt de la majorité trotskyste dirigée par James P. Cannon. Au niveau international, Oehler constitua un bloc pourri avec Nin et d'autres adversaires du tournant français ; ils s'opposaient à celui-ci sur leur terrain national et sur la base d'une politique de compromis opportunistes.

L'insurrection des Asturies

La radicalisation dans les rangs du Parti socialiste espagnol était notamment due à la colère provoquée par le rôle criminel qu'avaient joué ses dirigeants dans le premier gouvernement républicain, dont les attaques incessantes contre la classe ouvrière et la paysannerie avaient suscité la haine

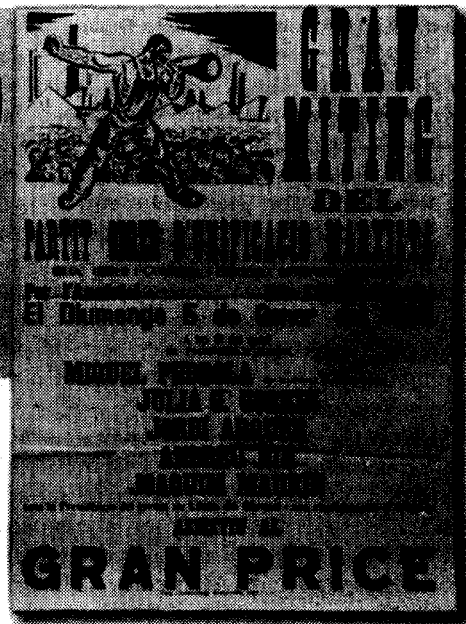


Efe



Fundación Andreu Nin

Andrés Nin (à gauche) rompit avec le trotskysme et fusionna avec l'organisation de Joaquín Maurín (photo de droite) pour fonder le POUM en 1935. Affiche annonçant un meeting du POUM en janvier 1936, le mois même où le POUM signait le « Pacte électoral des gauches » du front populaire.



et le dégoût. C'est lorsque la révolte paysanne d'inspiration anarchiste à Casas Viejas, en janvier 1933, fut durement réprimée, que la rupture se produisit. Il fallut de nouvelles élections. La CNT prôna l'abstention, et les masses punirent le gouvernement républicain-socialiste en boudant résolument les urnes. Les élections furent remportées à une écrasante majorité par les partis de la réaction cléricale et monarchiste.

Quand les cléricaux-fascistes de la CEDA (Confédération espagnole des groupes des droites autonomes) furent invités à entrer dans le gouvernement en octobre 1934, des grèves générales éclatèrent dans toute l'Espagne. Les ouvriers des Asturies, rassemblés autour du puissant syndicat des mineurs dirigé par le PSOE, s'insurgèrent. Les casernes de la police furent prises d'assaut et des mitrailleuses et des fusils (réquisitionnés dans une fabrique d'armes) furent distribués aux ouvriers ; la capitale, Oviedo, et d'autres localités étaient aux mains des insurgés. Manuel Grossi, du BOC, un des principaux dirigeants de l'Alliance ouvrière des Asturies qui était à la tête de la révolte, écrit dans son récit de 1935, *L'insurrection des Asturies* (EDI, Paris, 1972) :

«L'amère expérience des travailleurs allemands est présente à tous les esprits. Cette expérience, les travailleurs espagnols ne la répèteront pas.»

Il y avait là un terreau fertile pour mettre en pratique ce que Trotsky réclamait, la constitution de juntas ouvrières : des conseils pluralistes, à l'autorité reconnue, qui soient démocratiquement élus par la classe ouvrière. Comme il l'expliquait en 1931 : «C'est seulement par des juntas englobant les formations essentielles du prolétariat que les communistes peuvent assurer leur hégémonie sur cette classe et, par conséquent, dominer la révolution. C'est seulement dans la mesure où grandira l'influence des communistes sur la classe ouvrière que les juntas deviendront des organes de lutte pour la conquête du pouvoir» («La révolution espagnole et les dangers qui la menacent», 28 mai 1931). Au lieu de cela, Nin et les communistes de gauche s'engagèrent dans les «alliances ouvrières» mises en place par le BOC. Ces organes n'étaient pas élus et les ouvriers insurgés n'y participaient pas. L'accord du 28 mars 1934 instituant l'Alliance ouvrière des Asturies (qui, outre l'ICE et le BOC, rassemblait le PSOE/UGT, le PCE et la CNT régionale) stipulait : «A partir de la date de signature de ce pacte cesseront toutes les campagnes de propagande qui pourraient gêner ou aggraver les relations entre les diverses parties alliées» (cité dans *l'Insurrection des Asturies*). L'alliance ouvrière était loin d'être un endroit où les partis et les programmes concurrents pourraient être testés. Elle ne pouvait donc pas servir de creuset dans lequel une avant-garde révolutionnaire pourrait se forger avec une perspective de pouvoir prolétarien ; elle n'était qu'un pacte de non-agression politique basé sur le plus petit dénominateur commun faisant consensus entre les directions des différentes organisations.

La révolte des Asturies donnait un avant-goût de la révolution qui allait se produire, ainsi que de sa trahison et de sa défaite. C'est le général Franco qui fut appelé pour écraser les rebelles des Asturies. Pour la première fois, des soldats de la Légion étrangère ainsi que des soldats originaires de la colonie espagnole au Maroc, les «Maures», étaient utilisés contre le prolétariat espagnol. Ces mêmes soldats allaient être utilisés plus tard par Franco pour écraser la Révolution espagnole. L'écrasement de la Commune isolée des Asturies – plus de 5000 ouvriers furent tués, 30000 emprisonnés – vint à nouveau alimenter une aspiration à l'unité des organisations ouvrières du prolétariat espagnol. Cette aspiration allait être canalisée par les réformistes et les centristes et transformée en soutien à une nouvelle coalition de collaboration de classes.

La fondation du POUM

Lors de son plénum national de septembre 1934, l'ICE de Nin et Andrade avait voté une résolution qui affirmait, la main sur le cœur, que l'entrée dans le Parti socialiste reviendrait à «nous fondre dans un conglomerat amorphe» (cité par Broué dans *la Révolution espagnole*). Un an plus tard, en 1935, l'ICE se fondit dans un conglomerat vraiment amorphe en fusionnant avec le BOC de Maurín pour former le POUM et s'affilier au Bureau de Londres, une fédération sans principes d'organisations centristes diverses (principalement le Parti travailliste indépendant [ILP] en Grande-Bretagne et le SAP allemand), qui vacillait entre la Deuxième Internationale et la Troisième. La seule force qui réunissait les diverses

composantes de cette «Internationale», c'était leur opposition à la formation d'une Quatrième Internationale léniniste-trotskyiste. Autrement dit, ils ne voulaient pas des contraintes que le centralisme démocratique aurait imposées à leurs appétits opportunistes respectifs au niveau national et rejetaient donc les principes de l'internationalisme prolétarien.

En apparence le POUM était sectaire mais fondamentalement il était opportuniste. Il s'opposait aux organisations de masse traditionnelles du prolétariat espagnol au niveau organisationnel. Mais cela cachait sa réticence à confronter politiquement les dirigeants traîtres du PSOE, du PCE et de la CNT. Pendant la guerre civile, le POUM créa ses propres milices, isolant ainsi ses militants des milices formées par les organisations dans lesquelles se reconnaissait la masse de la classe ouvrière espagnole. Et pendant tout ce temps, le POUM soutenait le front populaire en signant, pour commencer, le «Pacte électoral des gauches» de janvier 1936, un bloc de collaboration de classes entre les républicains, le PSOE et le PCE.

Trotsky montra l'hypocrisie, le cynisme et l'opportunisme grossier de Nin et Andrade :

«Il n'est pas superflu de rappeler à ce propos que les "communistes de gauche" espagnols, comme l'indique leur nom même, se sont durcis les traits pour apparaître, dans chaque occasion propice, comme des révolutionnaires intransigeants. Ils ont en particulier sévèrement condamné les bolchéviks-léninistes français pour leur entrée dans le parti socialiste : jamais et en aucun cas ! Entrer de façon temporaire dans une organisation politique de masse pour lutter implacablement dans ses rangs contre ses chefs réformistes sous le drapeau de la révolution prolétarienne, c'est de l'opportunisme, mais conclure une alliance politique avec les chefs du parti réformiste sur la base d'un programme que l'on sait malhonnête et qui sert à tromper les masses et à couvrir la bourgeoisie, c'est du courage ! Peut-on ravalier et prostituer davantage le marxisme ?»

– «La trahison du "Parti ouvrier d'unification marxiste" espagnol», 22 janvier 1936

Encore une fois, les avocats actuels de Nin se précipitent pour le défendre. Durgan et Wilebaldo Solano, l'ancien dirigeant de la jeunesse du POUM (auteur d'un récit hagiographique, *le POUM : Révolution dans la guerre d'Espagne*, paru en français aux éditions Syllepse à Paris en 2002) prétendent que Trotsky et le Secrétariat international (SI) de la LCI auraient approuvé la fusion de Nin avec Maurín. Durgan écrit qu'«il faut se rappeler que la réaction initiale du SI tout comme de Trotsky à la fondation du POUM avait été d'un optimisme mesuré» («Trotsky et le POUM»).

Ceci est démenti par tous les écrits de Trotsky sur le BOC et le POUM, qui expriment son hostilité inconciliable à leur politique centriste. Trotsky était loin d'être optimiste au sujet du POUM. La fusion avait été précédée d'un échange acerbe entre le SI et la direction de Nin. Dans une lettre de juillet 1935, le SI avait argumenté que les négociations de l'ICE avaient abouti à son «absorption par le Bloc ouvrier et paysan», sans même comporter un droit de fraction, et que «dans ces circonstances, rien de bon ne peut sortir du nouveau parti. [...] Quel sera le drapeau du nouveau parti ? Le drapeau bien connu du Bureau de Londres-Amsterdam» (reproduit dans *la Révolution espagnole*).

Nin balaya ces arguments d'un revers de main et coupa court à toute autre discussion avec le SI, jurant que Maurín avait accepté «tous nos principes fondamentaux» et se plaignant que le SI faisait preuve d'une «incompréhension fondamentale des affaires espagnoles» (lettre du Comité

national au Secrétariat international, 21 juillet 1935, reproduite dans *la Révolution espagnole*).

Durgan est d'avis que la fusion de Nin avec le BOC était comparable à celle de la Ligue communiste d'Amérique de Cannon avec le Parti ouvrier américain d'A. J. Muste, une organisation centrisme en mouvement vers la gauche. Cette fusion avait donné naissance au Parti ouvrier des États-Unis. Mais contrairement au POUM, qui adhérerait au Bureau de Londres, le Parti ouvrier se prononçait ouvertement pour la fondation de la Quatrième Internationale. Comme l'expliquait le SI dans sa lettre de juillet 1935 : « si le nouveau parti que vous voulez fonder prend une position claire en ce qui concerne la IV^e Internationale (comme en Amérique et en Hollande), il peut jouer *nationalement* un grand rôle en tant que nouveau centre d'attraction. Dans de telles circonstances, il faut souhaiter la fusion. Mais, si le nouveau parti se présente comme un instrument de l'"unification socialiste-communiste" [...] alors notre adhésion à un tel parti constituerait la liquidation de notre tendance. » Durgan minimise l'hostilité du POUM à la Quatrième Internationale, comme si c'était une question de troisième ordre. En fait, c'était une question décisive pour démarquer le marxisme révolutionnaire de toutes les formes de confusion centrisme.

Reprenant à son compte les fausses garanties de Nin, Durgan présente le groupe de Maurín comme s'il était en mouvement vers le trotskysme et fustige Trotsky pour son « apparente ignorance de cette évolution dans la politique du BOC » (« Trotsky et le POUM »). Maurín aussi avait une « apparente ignorance » de cette évolution, comme il l'expliquera plus tard :

« Par sa doctrine et par sa manière d'agir, le BOC correspondait à un parti socialiste de gauche ayant su comprendre ce qu'il y avait de positif et de négatif dans la Révolution russe. Le BOC était idéologiquement influencé par Marx et Engels, par Lénine et Boukharine ; très peu par Trotsky, et absolument en rien par Staline. »

— cité par Georges Garnier dans sa présentation de *l'Insurrection des Asturies*

De fait, la seule « preuve » de l'« optimisme mesuré » de Trotsky au sujet de la fondation du POUM que Durgan ait réussi à produire n'est pas tirée d'un article de Trotsky, mais d'un rapport d'octobre 1935 sur la fusion rédigé par Jean Rous, qui avait été envoyé en Espagne comme délégué du SI. Rous cite la déclaration suivante de Trotsky : « Le nouveau parti est proclamé. Dont acte. Dans la mesure où cela peut dépendre de facteurs internationaux, nous devons tout faire pour aider ce parti à gagner en puissance et en autorité. Ce qui n'est possible que sur la voie du marxisme conséquent et intransigeant » (cité dans *la Révolution espagnole*). Tout ce que cela « démontre », c'est que Trotsky offrait de poursuivre sa collaboration — si le nouveau parti suivait la voie du marxisme conséquent et intransigeant ! Comme tous les opportunistes, Durgan confond souplesse tactique et politique conciliatrice sans principes.

Nin et Andrade avaient rompu avec la LCI ; ils avaient mis Trotsky et le SI devant le fait accompli. La question était de savoir ce qu'on pouvait faire, de loin, pour sauver le trotskysme espagnol. Trotsky concentra son tir sur les questions politiques. Après avoir lu le manifeste de fusion, il insista sur la nécessité d'attaquer sans relâche les contradictions et les faux-fuyants du POUM, et surtout la signification anti-révolutionnaire de son adhésion au Bureau de Londres (« Le

POUM et la IV^e Internationale », 18 octobre 1935). Dans son article de janvier 1936, il mit en garde contre toute confusion au sein de la LCI sur la nature du groupe Nin/Maurín, et il insista sur son opposition implacable à ces renégats et traîtres centrismes :

« L'organisation espagnole des "communistes de gauche", qui a toujours été une organisation confuse, a fini, après bien des oscillations à droite et à gauche, par s'unifier, sur un programme centrisme, avec la fédération catalane de Maurín, au sein du parti d'"unification marxiste" (!). Induites en erreur par ce nom, certaines de nos publications ont écrit de ce nouveau parti qu'il se rapprochait de la IV^e Internationale. Rien n'est plus dangereux que d'exagérer ses propres forces sur la base d'une trop crétule imagination. La réalité ne tarde jamais à apporter une désillusion cruelle. »

— « La trahison du "Parti ouvrier d'unification marxiste" espagnol »

Vacillations centrismes et trahisons front-populistes

Le « Pacte électoral des gauches » de 1936, négocié à l'initiative des républicains, était un pacte en défense de la propriété privée et de l'ordre bourgeois. Il garantissait l'inviolabilité du corps des officiers et de l'Église, rejetait la nationalisation des terres agricoles, de l'industrie ou des banques, et perpétuait l'oppression nationale de la Catalogne et du Pays basque. Il confirmait l'occupation coloniale du Maroc (espagnol), et recommandait que la politique étrangère espagnole se conforme aux « principes » de la Société des Nations, ce nid de brigands impérialistes. Parmi les signataires figuraient le PSOE/UGT, le PCE, le Parti syndicaliste de l'ex-dirigeant de la CNT Angel Pestaña, et Juan Andrade comme représentant du POUM. Bien que non signataire, la CNT encourageait ses militants à voter pour le front populaire. Trotsky écrit :

« La majorité de ces partis s'est trouvée à la tête de la révolution espagnole pendant les années de son ascension, et ils ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour la trahir et l'épuiser. La nouveauté, c'est la signature du parti de Maurín-Nin-Andrade. Les anciens "communistes de gauche" espagnols sont tout simplement devenus la queue de la bourgeoisie "de gauche". Il est difficile de concevoir chute plus humiliante ! [...] »

« Mais revenons au parti espagnol d'"unification marxiste" avec la bourgeoisie ! Les "communistes de gauche" espagnols — Andrés Nin, Juan Andrade, etc. — ont plus d'une fois rejeté notre critique de leur politique conciliatrice en invoquant notre incompréhension des "conditions particulières" de l'Espagne. Argument habituel de tous les opportunistes, car le premier devoir du véritable révolutionnaire prolétarien consiste à traduire les conditions *particulières* de son pays dans le langage international du marxisme, compréhensible aussi à l'intérieur des frontières de son propre pays. »

— *ibid.*

Une fois de plus, Durgan se précipite pour défendre Nin. Tout en réprimandant le POUM parce qu'il avait officiellement signé le pacte électoral, il écrit : « Du fait de la situation politique, le POUM n'avait guère d'autre choix que de soutenir le pacte contre la droite, mais le seul moyen de le faire sans embrouiller la position du parti était de le faire indépendamment et de l'extérieur » (« Les trotskystes espagnols et la formation du POUM »). Une fois de plus, comme dans les années 1930 et depuis lors, le soutien au front populaire est présenté simplement comme une manœuvre tactique et non, selon la formule de Trotsky, comme « le plus grand crime » — payé du sang de la classe ouvrière.

En février 1936 était élu le gouvernement de front popu-



Des ouvriers sur les barricades à Barcelone. Le front populaire ayant refusé de les armer pour se battre contre les troupes de Franco, les ouvriers s'emparèrent en juillet 1936 de stocks de fusils et de munitions de l'armée.

laire, à la tête duquel se trouvait le républicain de gauche Manuel Azaña, qui avait déjà été Premier ministre dans le gouvernement de coalition de 1931-1933; cette élection ouvrit une période d'intense agitation ouvrière et paysanne, avec des occupations de terres agricoles et des centaines de grèves entre février et juillet 1936. Le front populaire ne ménageait pas ses efforts pour réprimer le prolétariat, mais il ne parvenait pas à contenter ses maîtres bourgeois. Le 17 juillet 1936, Franco ordonnait par radio aux garnisons espagnoles de s'emparer des villes. Le gouvernement se démena pour conclure un accord avec les forces franquistes, en s'efforçant d'empêcher toute résistance de la part de la classe ouvrière. Le lendemain, les dirigeants du PSOE et du PCE publiaient une déclaration où ils protestaient de leur loyauté: «Le gouvernement commande et le Front populaire obéit.» Mais les ouvriers n'étaient pas disposés à «obéir» aux efforts du gouvernement pour les endormir avec des mensonges. Le 19 juillet, des ouvriers de la CNT/FAI et du POUM se mirent spontanément à dresser des barricades. Le gouvernement de front populaire ayant refusé de leur donner des armes, les ouvriers s'emparèrent de stocks de fusils et de dynamite et encerclèrent et désarmèrent les garnisons de l'armée de terre. Un soulèvement révolutionnaire avait commencé.

En quelques jours, la totalité de la Catalogne était aux mains du prolétariat. Le 20 juillet, une colonne de 5000 dynamiteurs équipée par les mineurs des Asturies arrivait à Madrid pour monter la garde dans les rues. Des comités d'ouvriers en armes remplaçaient les douaniers aux frontières; la seule chose dont on avait besoin pour entrer dans le pays c'était un livret syndical ou une carte d'adhérent à un parti politique ouvrier. Une partie importante de la bourgeoisie, notamment en Catalogne, prit la fuite ou fut chassée, et alla se réfugier dans les zones contrôlées par l'armée de Franco. Un comité conjoint UGT-CNT prit en charge les transports dans toute l'Espagne. Les ouvriers prenaient le contrôle des usines abandonnées et créaient des collectifs d'usine qui organisaient la production au niveau local. Des collectifs ou des coopératives de ce genre s'organisèrent dans les transports maritimes, les mines, les compagnies

d'électricité, les transports, les réseaux de distribution de gaz et d'eau ainsi que dans de nombreuses autres industries.

Le gouvernement bourgeois continuait à «gouverner», mais dans les faits le pouvoir était entre les mains des ouvriers en armes et de leurs comités. C'était une situation de double pouvoir. Comme l'écrit Trotsky: «La préparation historique d'une insurrection conduit, en période pré-révolutionnaire, à ceci que la classe destinée à réaliser le nouveau système social, sans être encore devenue maîtresse du pays, concentre effectivement dans ses mains une part importante du pouvoir de l'Etat, tandis que l'appareil officiel reste encore dans les mains des anciens possesseurs.» La question était de savoir si cette «dualité de pouvoirs», pour reprendre l'expression de Trotsky, serait résolue en faveur de la révolution ou de la contre-révolution. Dans la période séparant les révolutions de Février et d'Octobre en Russie, explique Trotsky, «la question se posait ainsi»:

«Ou bien la bourgeoisie s'emparera effectivement du vieil appareil d'Etat, l'ayant remis à neuf pour servir ses desseins, et alors les soviets devront s'effacer; ou bien les soviets constitueront la base du nouvel Etat, ayant liquidé non seulement l'ancien appareil, mais aussi la domination des classes qui s'en servaient. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires s'orientaient vers la première solution. Les bolchéviks vers la seconde. [...] Les bolchéviks furent vainqueurs.»

— *Histoire de la Révolution russe*,
Paris, Editions du Seuil, 1950

Mais en Espagne, il n'y avait pas de parti bolchévique. Les staliniens, les socialistes et les anarchistes implorèrent la bourgeoisie de reprendre, au nom de la «révolution démocratique», le pouvoir que les ouvriers avaient arraché aux capitalistes les armes à la main. García Oliver, dirigeant de la CNT, rapporte les propos de Luis Companys, qui était à la tête de l'Esquerra, un parti nationaliste bourgeois catalan, devant une assemblée de dirigeants anarchistes alors que les ouvriers avaient repoussé les troupes de Franco:

«Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir; si vous n'avez pas besoin de moi ou si vous ne désirez pas que je reste Président de la Catalogne, dites-le moi et alors je deviendrai un soldat de plus dans la lutte contre le fascisme. Si au contraire vous croyez qu'à ce poste, que je n'aurai[s] abandonné que mort si les fascistes avaient triomphé, si donc

vous croyez que je peux, avec les hommes de mon parti, mon nom et mon prestige, être de quelque utilité dans cette lutte qui s'est si bien terminée aujourd'hui dans la ville (Barcelone), mais dont nous ne savons pas quand et comment elle se terminera dans le reste de l'Espagne, vous pouvez compter sur moi et sur la fidélité d'un homme et d'un politicien convaincu que tout un passé de honte est mort aujourd'hui et désirant sincèrement que la Catalogne se mette à l'avant-garde des pays les plus avancés en matières sociales.»

— cité par Vernon Richards dans *Enseignement de la révolution espagnole*

C'était tout ce que les dirigeants anarchistes avaient besoin d'entendre. García Oliver conclut son récit par ces mots : «La CNT et la FAI se décidèrent pour la collaboration et la démocratie, renonçant au totalitarisme révolutionnaire qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature anarchiste et confédérale. Elles se fiaient à la parole et à la personne d'un démocrate catalan, maintenaient et soutenaient Companys à la présidence de la Généralité.»

Double pouvoir en l'absence d'une avant-garde bolchévique

Contrairement aux soviets de Russie, en Espagne les milices et comités d'usine divers n'avaient en général pas été élus ; leur composition et leur nature variaient selon les endroits, en fonction du groupe qui les contrôlait. Dans les usines comme dans les casernes, il fallait les transformer en vrais soviets, en élisant des délégués révocables à tout moment, et il fallait les centraliser pour en faire des organes de lutte prolétarienne unitaire contre la classe capitaliste dans tout le pays. «Ce n'est que lorsque le double pouvoir atteint de telles proportions organisationnelles que le choix entre le régime antérieur et le nouvel ordre révolutionnaire dont les conseils deviennent l'instance étatique est mis à l'ordre du jour» (Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne*).

Le Comité central des milices antifascistes (CCMA) chapeautait le réseau de comités ouvriers en Catalogne. Créé le 21 juillet 1936 sous la forme d'un comité de 15 membres, il comprenait non seulement des représentants de la CNT, de l'UGT et d'autres organisations ouvrières mais aussi des représentants de l'Esquerra bourgeoise. L'historien Agustín Guillamón soutient dans son ouvrage très utile sur les Amis de Durruti, des anarchistes de gauche, qu'étant donné la pré-

sence de l'Esquerra «à aucun moment il n'y a eu de situation de double pouvoir. C'est fondamental si l'on veut comprendre la Révolution et la guerre civile espagnoles. Le CCMA était une officine de collaboration de classes» (*The Friends of Durruti Group: 1937-1939* [Le groupe des Amis de Durruti, 1937-1939], San Francisco, AK Press, 1996).

C'est parce qu'ils avaient une politique de collaboration de classes que les dirigeants réformistes et anarchistes avaient décidé d'inclure l'Esquerra dans le CCMA, mais le CCMA n'était pas simplement une extension du gouvernement de front populaire, comme le démontre le fait qu'il allait bientôt être écrasé par ce même gouvernement. C'est ce qu'explique Morrow :

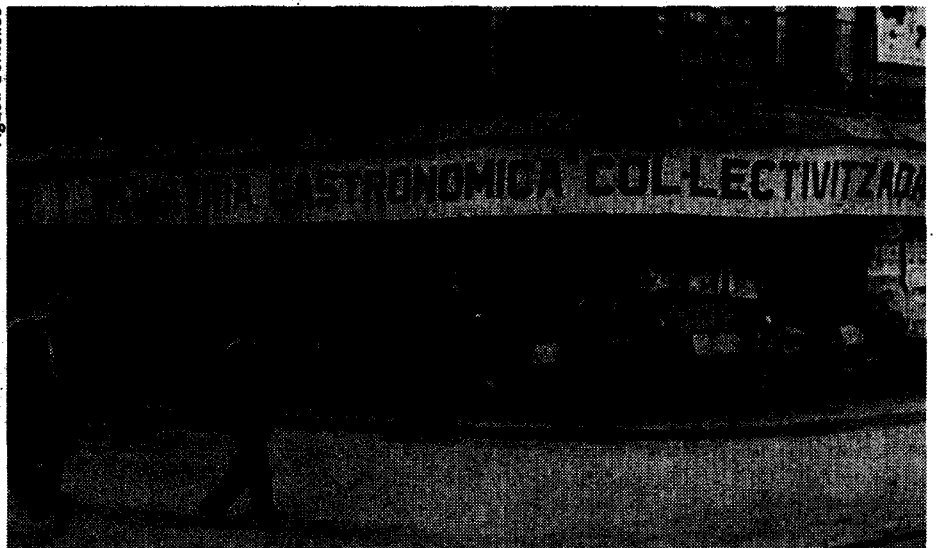
«À l'inverse d'une coalition gouvernementale qui repose en fait sur le vieil appareil d'Etat, le Comité central, dominé par les anarchistes, s'appuyait sur les organisations ouvrières et les milices. L'Esquerra et ceux qui en étaient le plus proche — les staliniens et l'UGT — ne faisaient pour l'instant que suivre. Les décrets du Comité central constituaient la seule loi en Catalogne. Companys obéissait sans question à ses ordres de réquisition ou à ses demandes d'argent. Censé avoir été mis en place comme centre d'organisation des milices, il lui fallut de plus en plus assumer des fonctions gouvernementales. Il organisa bientôt un département de police ouvrière, puis un département chargé de l'approvisionnement dont les décrets avaient force de loi dans les usines et dans les ports. [...]

«Des multitudes de comités d'usines, de villages, d'approvisionnement, de ravitaillement, de police, etc., qui réunissaient les diverses organisations antifascistes et détenaient en réalité une autorité supérieure à celle de leurs composantes se ralliaient au Comité central des milices. Certes, après le premier raz-de-marée révolutionnaire, les comités révélèrent leur faiblesse fondamentale : ils étaient fondés sur l'accord mutuel des organisations dont les membres composaient la base, et les premières semaines passées, l'Esquerra, appuyée par les staliniens, reprit courage et avança son propre programme. Les dirigeants de la CNT commencèrent à faire des concessions au détriment de la révolution. Dans ce cadre, les comités n'auraient pu fonctionner qu'en abandonnant progressivement la méthode de l'accord mutuel et en adoptant celle des décisions majoritaires par le biais de délégués de milices ou d'usines démocratiquement élus.»

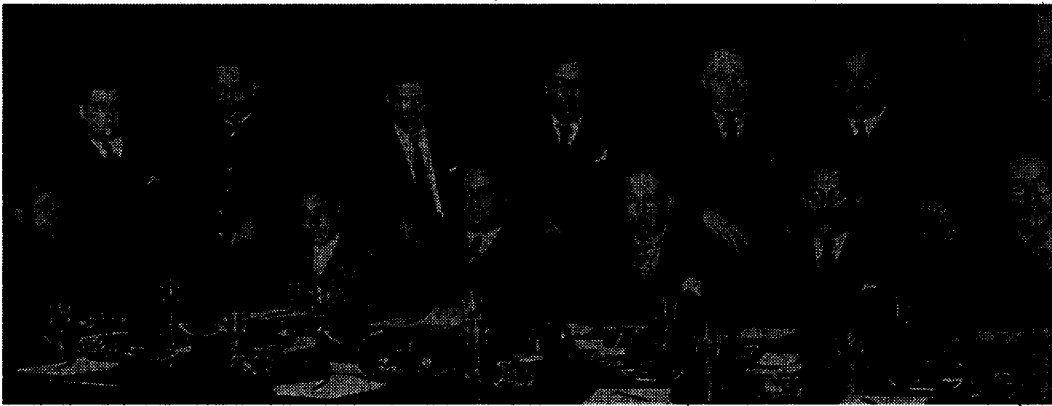
— Morrow, *op. cit.*

Pour combattre la politique de collaboration de classes qui étranglait les luttes révolutionnaires du prolétariat, il aurait fallu par exemple exiger que l'Esquerra soit exclue du CCMA. Cette revendication ne serait pas restée sans

Agustín Centelles



Les ouvriers saisirent les usines et les propriétés abandonnées par la bourgeoisie après la défaite des forces franquistes en Catalogne, et procédèrent à leur collectivisation.



Agusti Centelles

La Généralité, le gouvernement bourgeois de Catalogne, en décembre 1936, juste après l'expulsion du POUM. La participation de la CNT et du POUM à ce gouvernement joua un rôle capital pour désarmer la classe ouvrière.

écho parmi les ouvriers combattifs de Catalogne: l'Esquerra leur avait refusé des armes pour combattre Franco, et pourtant ensuite les ouvriers, après avoir vaincu les forces franquistes, avaient vu les dirigeants anarchistes et réformistes faire volte-face et se jeter dans les bras de ces «démocrates» bourgeois. Exiger que l'Esquerra soit exclue du CCMA aurait tracé une démarcation de classe nette, et dévoilé au grand jour les trahisons des dirigeants ouvriers, ce qui aurait servi de levier pour rallier le prolétariat sous le drapeau du pouvoir ouvrier et de la lutte pour forger un parti révolutionnaire.

Mais exclure les représentants de la bourgeoisie ne réglait pas tous les problèmes. En fait le POUM, dans son bastion de Lérida, avait expulsé les représentants de l'Esquerra du comité ouvrier local. Mais le POUM s'inclinait devant le front populaire et s'opposait à la formation de juntes d'ouvriers, de paysans et de miliciens démocratiquement élus. Même dans les usines et les milices qu'il contrôlait, il s'opposa à l'élection de tels comités.

Nin prétendait qu'il n'y avait pas besoin de soviets en Espagne, avec l'argument complètement ridicule que ces organes de lutte de classe pluralistes qui avaient une autorité reconnue étaient apparus en Russie parce que le prolétariat n'avait pas de tradition de lutte: «Il n'existait pas de traditions démocratiques en Russie. Il n'existait pas de traditions de lutte et d'organisation dans la classe ouvrière. [...] Toutefois, notre prolétariat a ses syndicats, ses partis, ses propres organisations. C'est pour cette raison que des soviets n'ont pas surgi parmi nous» («Le problème fondamental du pouvoir», *la Batalla*, 27 avril 1937, cité par Morrow, *op. cit.*). Cela montrait à quel point Nin avait peu envie de combattre politiquement la CNT et les autres tendances. Néanmoins, le fait que le POUM était capable d'utiliser le langage de la révolution lui donnait une vraie autorité, une autorité qu'il allait utiliser pour désarmer le prolétariat et dissoudre le CCMA et les comités ouvriers locaux.

La contre-révolution se réarme

En septembre 1936, Nin dénonça le gouvernement de front populaire à Madrid et proclama: «A bas les ministres bourgeois!» Mais en même temps, il déclarait que la Catalogne était déjà sous la dictature du prolétariat! Et ce même mois, Nin lui-même devenait ministre de l'Etat bourgeois avec l'entrée du POUM, au côté de la CNT/FAI, dans la Généralité de Catalogne. Nin fut nommé ministre de la Justice, le poste justement qu'occupait Kérensky dans le premier gouvernement provisoire russe! A ce titre, Nin

assuma la responsabilité d'une attaque frontale du gouvernement républicain contre les organes de pouvoir prolétarien qu'avaient commencé à mettre en place les ouvriers révolutionnaires de Catalogne. La pièce maîtresse de cette attaque contre-révolutionnaire fut la «militarisation» des milices: début octobre, un décret de la Généralité ordonna la dissolution du CCMA et la subordination des milices ouvrières à l'Etat bourgeois. Les comités locaux furent également dissous et remplacés par des administrations municipales bourgeoises. *La Batalla*, le journal du POUM, publiait le 8 octobre, sous la signature d'«Indigeta», ce commentaire sans ambages:

«Le Comité central des milices antifascistes a été dissous comme conséquence logique de la constitution du nouveau gouvernement du Conseil de la Généralité. Sur le chemin de la révolution la "dualité du pouvoir" phase classique de la révolution a été entièrement nuisible. [...] Deux mois de guerre civile et de révolution nous ont démontré la malaisance d'un tel dualisme.»

— cité par José Rebull, «Sur la dualité du pouvoir», reproduit par H. Chazé dans *Chronique de la révolution espagnole: Union communiste (1933-1939)*

A cela suivit l'ordre de désarmer tous les ouvriers des villes. Au nom de la «collectivisation de l'industrie», un autre décret visait à éradiquer les collectifs d'usine en les plaçant de plus en plus sous la férule d'un représentant du gouvernement.

Nin accompagna lui-même Luis Companys, le chef de l'Esquerra nationaliste bourgeoise, à Lérida pour y superviser la dissolution du comité local, dominé par le POUM. Enric Adroher (Gironella), un dirigeant du POUM, devait admettre plus tard que la Généralité avait «une seule mission historique [...] liquider les comités», et que le POUM avait été «chargé de convaincre les forces révolutionnaires» de l'accepter, tout cela pour se faire exclure du gouvernement une fois rendu cet «inestimable service» (cité par Durgan, «Trotsky et le POUM»).

Après avoir été chassé de la Généralité en décembre 1936, le POUM fit appel à ce gouvernement bourgeois pour qu'il convoque un congrès des syndicats ouvriers et paysans et des combattants. Comme le fit remarquer Trotsky, c'était simplement pour le POUM un moyen de chercher à réintégrer le gouvernement de front populaire:

«Les chefs du POUM exhortent plaintivement le gouvernement à entrer dans la voie de la révolution socialiste. Les chefs du POUM engagent respectueusement les chefs de la CNT à comprendre, enfin, l'enseignement marxiste sur l'Etat. Les chefs du POUM se considèrent comme des conseillers "révolutionnaires" auprès des chefs du Front populaire. Cette position est stérile, et indigne de révolutionnaires. Il faut

mobiliser ouvertement et hardiment les masses contre le gouvernement de Front populaire. Il faut dévoiler devant les ouvriers syndicalistes et anarchistes la trahison de ces messieurs qui se donnent le nom d'anarchistes, mais s'avèrent en réalité de simples libéraux. Il faut fustiger impitoyablement le stalinisme comme la pire agence de la bourgeoisie. Il faut se sentir les chefs de la masse révolutionnaire et non des conseillers auprès du gouvernement bourgeois. [...]

« Dans *La Batalla* du 4 avril, nous trouvons "treize points pour la victoire". Tous ont un caractère de *conseils* que le Comité central du POUM donne aux autorités. Le POUM réclame "la convocation d'un congrès des délégués des syndicats ouvriers et paysans et des combattants". Dans la forme, il semble qu'il s'agisse d'un congrès des soviets de députés ouvriers, paysans et soldats. Mais le malheur veut que c'est au gouvernement bourgeois-réformiste que le POUM propose respectueusement de convoquer un tel congrès qui, ensuite, devra se substituer "pacifiquement" au gouvernement bourgeois. Le mot d'ordre révolutionnaire est changé en phrase creuse ! »

– « La victoire est-elle possible ? », 23 avril 1937

Le rôle des anarchistes de la CNT/FAI

La militarisation des milices représentait un tournant. La bourgeoisie républicaine, enhardie par la trahison des dirigeants ouvriers, commençait à réaffirmer sa domination. Les ouvriers révolutionnaires se retrouvaient sur la défensive. Franco lança son offensive sur Madrid, obligeant le gouvernement central à s'installer à Valence. La direction de la CNT/FAI accepta la subordination des milices à l'Etat en échange de quatre postes de ministres dans le gouvernement de Valence. Comme le faisait remarquer Trotsky, « Se dressant contre le *but*, la prise du pouvoir, les anarchistes ne pouvaient pas, en fin de compte, ne pas se dresser contre *les moyens*, la révolution » :

« Plus exactement, les ouvriers anarchistes tendaient instinctivement à trouver une issue dans la voie bolchévique (19 juillet 1936, journées de mai 1937), alors que les chefs, au contraire, repoussaient de toutes leurs forces les masses dans le camp du Front populaire, c'est-à-dire du régime bourgeois. »

« Les anarchistes ont fait preuve d'une incompréhension fatale des lois de la révolution et de ses tâches, lorsqu'ils ont tenté de se limiter aux syndicats, c'est-à-dire à des organisations de temps de paix, imprégnées de routine et ignorant ce qui se passait en dehors d'eux, dans la masse, dans les partis politiques et dans l'appareil d'Etat. Si les anarchistes avaient été des révolutionnaires, ils auraient avant tout appelé à la création de soviets, réunissant tous les représentants de la ville et du vil-

lage, y compris ceux des millions d'hommes les plus exploités qui n'étaient jamais entrés dans les syndicats. Dans les soviets, les ouvriers révolutionnaires auraient naturellement occupé une position dominante. Les stalinistes se seraient trouvés en minorité insignifiante. Le prolétariat se serait convaincu de sa force invincible. L'appareil de l'Etat bourgeois n'aurait plus été en prise sur rien. Il n'aurait pas fallu un coup bien fort pour que cet appareil tombât en poussière. [...]

« Au lieu de cela, les anarcho-syndicalistes, qui tentaient de se protéger de la "politique" dans les syndicats, se sont retrouvés, au grand étonnement de tout le monde et d'eux-mêmes, la cinquième roue du carrosse de la démocratie bourgeoise. »

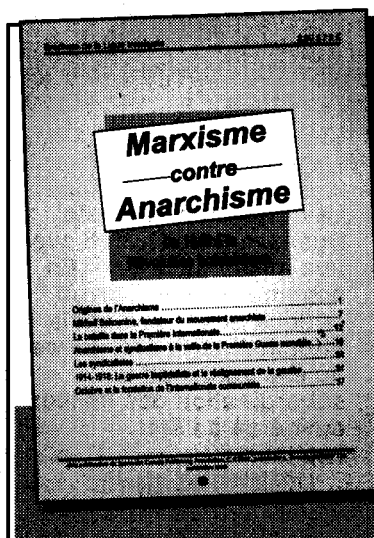
– « Leçon d'Espagne : dernier avertissement »,
17 décembre 1937 (*Euvres*)

Malgré le tableau incisif qu'il dresse du rôle traître joué par la direction de la CNT, Vernon Richards n'arrive à voir dans ces trahisons que l'effet de la « corruption du pouvoir » (*Enseignement de la Révolution espagnole*). La capitulation de la CNT devant Companys et l'Etat bourgeois était le reflet, et non la répudiation, de l'idéalisme radical qui est au cœur de l'anarchisme. L'anarchisme, qui rejette le pouvoir politique, présente au contraire la libération de l'oppression comme un acte de régénération morale qui doit être accompli par toutes les personnes de « bonne volonté ». Comme l'explique Morrow :

« En effet, la collaboration de classe se dissimule au cœur de la philosophie anarchiste. Pendant les périodes de reflux, la haine anarchiste de l'oppression capitaliste la cache. Mais dans une période révolutionnaire de double pouvoir, elle doit remonter en surface. Car alors le capitalisme offre en souriant de participer à la construction du monde nouveau. Et les anarchistes, opposés à "toutes les dictatures", y compris celle du prolétariat, se contenteront de demander au capitaliste de se défaire de son apparence de capitaliste – à quoi il consentira naturellement, pour mieux préparer l'écrasement des travailleurs. »

– Morrow, *op. cit.*

Quand elle avait une base de masse et qu'elle opérait dans les conditions de la légalité bourgeoise, la CNT agissait à peu près comme n'importe quel autre syndicat. Comme l'écrivait Trotsky en 1938 : « En tant qu'organisation des couches supérieures du prolétariat, les syndicats, comme en témoigne toute l'expérience historique, y compris l'expérience toute fraîche des syndicats anarcho-syndicalistes d'Espagne, développent de puissantes tendances à la conciliation avec le régime démocratique bourgeois. Dans les



Analyse historique de l'anarchisme, ses origines et les positions de ses principaux dirigeants, de 1848 et la Commune de Paris jusqu'à la Première Guerre mondiale et la Révolution d'octobre 1917 (brochure, 48 pages)
2 € / 2,50\$Cdn

L'article « Cronstadt 1921: bolchévisme ou contre-révolution », publié dans *Spartacist* édition française n° 37 (été 2006), démolit les mensonges anticommunistes des anarchistes sur la mutinerie de Cronstadt en 1921.

1,50 € / 2\$Cdn



périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser» (*Programme de transition*). Si les syndicats ne se placent pas sous la direction d'un parti révolutionnaire luttant pour le pouvoir d'Etat prolétarien, ils jouent le rôle d'auxiliaires de la démocratie bourgeoise. Les dirigeants de la CNT, malgré leur discours plus radical, montrèrent qu'ils étaient des bureaucrates syndicaux réformistes et rien d'autre que cela.

La colère et le mécontentement montaient à la base de la CNT contre la dissolution des milices; aussi, un groupe d'anarchistes, les Amis de Durruti, lança finalement un appel à des juntes ouvrières. Le nom de ce groupe, constitué en mars 1937, faisait référence à Buenaventura Durruti, militant anarchiste radical de longue date et militant de premier plan de la FAI qui avait été à la tête d'une milice de la CNT sur le front d'Aragon. En novembre 1936, Durruti avait publiquement dénoncé le soutien de la direction de la CNT à la militarisation des milices; il fut tué le même mois dans des circonstances suspectes. Comme le fait remarquer Guillamón dans *The Friends of Durruti Group: 1937-1939*, ce groupe représentait la fusion entre les combattants anarchistes radicaux opposés à la dissolution des milices – comme Pablo Ruiz, un ancien collaborateur de Durruti – et des intellectuels anarchistes opposés à la participation au gouvernement. Parmi ces derniers, on peut citer Jaime Balius, un des principaux rédacteurs du journal de la CNT, *Solidaridad Obrera*. Les Amis de Durruti avaient dans les 4000 militants, voire davantage; ils étaient bien implantés dans la CNT/FAI (voir «Trotskyisme et anarchisme dans la guerre civile espagnole», *Workers Vanguard* n°828 et 829, 11 juin et 9 juillet 2004).

Même si les Amis de Durruti n'ont jamais franchi le pas de l'anarchisme vers le marxisme, leur désir de voir triompher la révolution ouvrière les poussa jusqu'aux limites de l'idéologie anarchiste. Dans sa brochure de 1938, *Hacia una nueva revolución* [Vers une nouvelle révolution], Balius déclarait:

«Nous sommes en train d'introduire une légère variation dans notre programme. L'établissement d'une junte révolutionnaire. «Notre conception, c'est que la révolution a besoin d'organismes pour la diriger et pour réprimer, dans un sens organisé, les secteurs hostiles. Comme l'ont montré les événe-

ments actuels, ces secteurs n'acceptent pas de disparaître à moins d'être écrasés.»

– cité par Guillamón dans *The Friends of Durruti Group: 1937-1939*

Cette «légère variation», qui consistait à reconnaître qu'il fallait un organe de répression contre les «secteurs hostiles», revenait à admettre la nécessité d'un Etat ouvrier, autrement dit la dictature du prolétariat. Comme l'expliquait Lénine, «les ouvriers doivent-ils, en renversant le joug des capitalistes “déposer les armes” ou les utiliser contre les capitalistes afin de briser leur résistance? Or, si une classe fait systématiquement usage de ses armes contre une autre classe, qu'est-ce donc sinon une “forme passagère” de l'Etat?» (*l'Etat et la révolution*, 1917).

Dès le début des événements en Espagne, Trotsky avait insisté qu'il fallait chercher à toucher la CNT, qui «rassemble sans aucun doute les éléments les plus combattifs du prolétariat»:

«La sélection s'est faite ici au cours de pas mal d'années. Consolider cette confédération et la transformer en une véritable organisation de masses est un devoir pour chaque ouvrier avancé et avant tout pour les communistes. [...]

«Mais, en même temps, nous ne pouvons pas nous faire d'illusions quant au sort de l'anarcho-syndicalisme comme doctrine et méthode révolutionnaires. Par l'absence de programme révolutionnaire et l'incompréhension du rôle du parti, l'anarcho-syndicalisme désarme le prolétariat. Les anarchistes “nient” la politique jusqu'au moment où elle les prend au collet: alors ils cèdent la place à la politique de la classe ennemie.»

– «La révolution espagnole et les tâches communistes», 24 janvier 1931

L'ICE tout comme le BOC de Maurín avaient initialement des forces à l'intérieur de la CNT. Mais en 1932-1933, la FAI anarchiste consolida son emprise sur la CNT en chassant la plupart des maurinistes (ainsi que des syndicalistes réformistes autour de Pestaña). L'anarchiste Murray Bookchin, qui se répand en injures contre le soi-disant autoritarisme et la brutalité des bolchéviks de Lénine, proclame avec cynisme au sujet du carcan bureaucratique imposé par la FAI sur la CNT: «Il ne faut pas se faire d'illusions: ce succès a été obtenu sans souci excessif du respect des raffinements démocratiques» (Bookchin, «Essai introductif», *The Anarchist Collectives* [Les collectifs anarchistes], textes rassem-



Solidaridad Obrera

Le dirigeant anarchiste Buenaventura Durruti avec une milice de la CNT. En novembre 1936, Durruti critiqua publiquement la direction de la CNT parce qu'elle soutenait la subordination des milices ouvrières à l'Etat capitaliste.

blés par Sam Dolgoff, New York, Free Life Editions, 1974).

La CNT/FAI, observait Trotsky, avait été aspirée dans le sillage des nationalistes catalans; le groupe de Maurín était quant à lui à la remorque des anarcho-syndicalistes. Et Nin se traînait derrière la CNT/FAI et Maurín. Cette trajectoire politique conciliatrice se réalisa pleinement sous l'impact de la guerre civile et du front populaire. Andrade, la voix «de gauche» de Nin, reconnaissait ouvertement que le POUM faisait confiance aux dirigeants anarcho-syndicalistes, une politique totalement banqueroutière: «L'avenir du cours que suit la révolution espagnole dépend absolument de l'attitude qu'adoptent la CNT et la FAI et de la capacité que montrent leurs dirigeants à orienter les masses qu'elles influencent» (cité par Broué dans *la Révolution espagnole*). Morrow écrit à ce sujet:

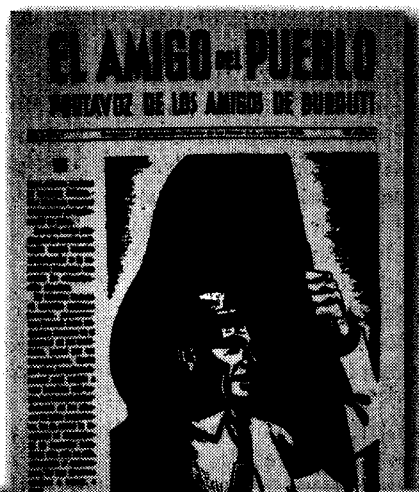
«La direction du POUM s'accrocha à la CNT. Au lieu de disputer audacieusement aux anarcho-réformistes la direction des masses, Nin rechercha une force illusoire en s'identifiant à eux. Le POUM envoya ses militants dans l'UGT catalane, plus petite et hétérogène, au lieu de lutter pour la direction des millions de membres de la CNT. Il organisa ses propres colonnes dans la milice, circonscrivant ainsi son influence, au lieu d'envoyer ses forces dans les énormes colonnes de la CNT, qui rassemblait déjà les sections décisives du prolétariat. *La Batalla* enregistra la tendance des syndicats CNT à considérer la propriété collectivisée comme leur appartenant. Elle n'attaqua jamais les théories anarcho-syndicalistes qui fondaient cette vision des choses. L'année suivante elle ne lança pas une seule attaque de principe contre la direction anarcho-réformiste, même quand les anarchistes acceptèrent l'expulsion du POUM de la Generalidad. Loin de conduire à l'unité d'action avec la CNT, ce cours erroné permit à la direction de la CNT-FAI de tourner le dos au POUM sans dommage.»

— Morrow, *op. cit.*

Le groupe Durruti: des anarchistes de gauche déboussolés

Au début, le POUM ne tarissait pas d'éloges envers les Amis de Durruti et n'avait apparemment rien à leur reprocher. Après coup, Andrade devait minimiser l'importance de ce courant de gauche au sein de l'anarcho-syndicalisme; il écrivait en 1986: «On a tenté depuis de dépeindre les "Amis de Durruti" comme une organisation fortement représentative exprimant la conscience révolutionnaire de la CNT-FAI. En réalité, ils ne représentaient rien en termes d'organisation, et ils étaient un monument de confusion sur le terrain idéologique» (cité par Guillamón, *op. cit.*). Même son de cloche chez Durgan: «On a aussi eu tendance, dans les textes trotskystes sur la Révolution espagnole, à surestimer l'importance des alliés potentiels du POUM en mai 1937, le groupe anarchiste radical des Amis de Durruti» (Durgan, «Trotsky et le POUM»).

Ces arguments visent à disculper le POUM qui refusait de combattre politiquement les anarcho-syndicalistes. Le groupe Durruti était effectivement en proie à une profonde confusion. Mais politiquement il était en mouvement. S'il y avait eu un parti léniniste pour intercepter ce mouvement, les meilleurs de ces anarchistes de gauche auraient pu être libérés de leur bagage idéologique et gagnés au bolchévisme. L'expérience du front populaire et de la trahison des dirigeants de la CNT/FAI avait poussé les militants du groupe Durruti à commencer à rejeter empiriquement certains aspects cruciaux de la doctrine anarchiste, y compris l'«anti-autoritarisme» que les dirigeants de la CNT invo-



CNT. F.A.I.

Agresión "Los amigos de Durruti"

¡TRABAJADORES..!

Una Junta revolucionaria. Fusilamiento de los culpables.
Desarme de todos los Cuerpos armados.
Socialización de la economía.
Disolución de los Partidos políticos que hayan agredido a la clase trabajadora.
No cedamos la calle. La revolución ante todo.
Saludemos a nuestros Camaradas del P.O.U.M. que han confraternizado en la calle con nosotros.

VIVA LA REVOLUCIÓN SOCIAL... ¡ABAJO LA CONTRARREVOLUCIÓN!

Premier numéro du journal des Amis de Durruti, *l'Ami du peuple* (en haut). Un tract diffusé pendant les journées de Mai à Barcelone en 1937 appelle à une «junte révolutionnaire» et se termine par «Vive la révolution sociale! A bas la contre-révolution!»

quaient pour justifier leur capitulation devant Companys. Avant sa dissolution, le secteur de la Colonne Durruti dans la zone de Gelsa, sur le front d'Aragon, avait demandé à la direction de la CNT/FAI qu'elle réorganise les milices sous un commandement central responsable devant des délégués démocratiquement élus. Il avait même pris plusieurs mesures allant dans ce sens. Dans la même veine, Balius écrivait en janvier 1937:

«Tout le monde commence à comprendre que pour que le prolétariat triomphe rapidement dans cette lutte contre le fascisme, il a besoin d'une armée. Mais d'une armée qui soit à lui, engendrée par lui et dirigée par lui; du moins contrôlée par lui. [...] Une armée avec un commandement et une discipline; un commandement ouvrier.»

— cité par Miquel Amorós, *La revolución traicionada: La verdadera historia de Balius y Los Amigos de Durruti* (La révolution trahie: la véritable histoire de Balius et des Amis de Durruti), Barcelone, éditions Virus, 2003.

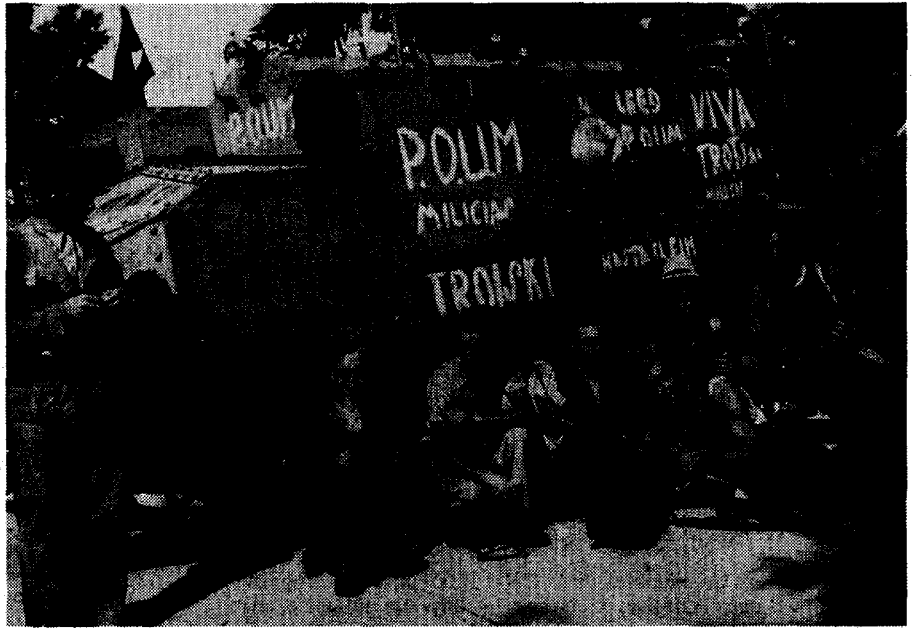
Dans «Le testament de Durruti», l'un des derniers articles de Balius publiés dans *Solidaridad Obrera*, le journal de la CNT (6 décembre 1936), il écrivait: «Durruti déclarait sans détour que nous autres anarchistes exigeons que la révolution soit de nature totalitaire» (cité par Guillamón, *op. cit.*). Balius devait plus tard nier que le groupe eût jamais conçu

la junte comme l'organe d'un nouveau pouvoir de classe (voir Ronald Fraser, *Blood of Spain: An Oral History of the Spanish Civil War* [Sang d'Espagne: une histoire orale de la guerre civile espagnole], New York, Pantheon Books, 1979). Pourtant, sur une affiche d'avril 1937, le groupe appelait à une junte ouvrière pour remplacer le gouvernement capitaliste de la Généralité: « Constitution immédiate d'une junte révolutionnaire composée d'ouvriers des villes et des campagnes et de combattants. [...] Face à la Généralité, la Junte révolutionnaire! » (cité par Guillamón, *op. cit.*).

Cependant, les Amis de Durruti demeurèrent jusqu'au bout fidèles à la CNT/FAI et ne se départirent pas de leur hostilité anarchiste envers les partis politiques. Pour eux, les junte révolutionnaires devaient être composées uniquement de délégués élus des syndicats. Ceci privait de représentation les masses d'ouvriers non organisés, généralement issus des couches les plus opprimées et les plus impétueuses du prolétariat. De plus, les syndicats, qui sont des organisations destinées à mener la lutte défensive de routine en temps de paix, avaient tendance à jouer un rôle de frein à la lutte révolutionnaire. Trotsky écrivait: « Les épigones du syndicalisme pensent que les syndicats se suffisent à eux-mêmes. Théoriquement parlant, cela ne signifie rien. Mais en pratique, cela signifie la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans la masse arriérée qui forme les syndicats » (« Communisme et syndicalisme », 14 octobre 1929).

Le groupe Durruti faisait une fausse distinction entre le contrôle de l'effort militaire par la junte et le contrôle de l'économie par les syndicats; c'était là aussi une expression de ses préjugés antipolitiques. Sa plate-forme de 1938, *Vers une nouvelle révolution*, spécifiait que « La junte ne s'immiscera pas dans les affaires économiques, qui sont du ressort exclusif des syndicats ». Mais on ne peut pas faire de séparation entre les questions politiques, les questions militaires et les questions économiques. La capacité de combat de l'armée prolétarienne dépendait de la production d'armes, de vivres et d'autres produits; la junte révolutionnaire ne pourrait pas mener la guerre indépendamment de ce genre de considérations, et les syndicats ne pourraient pas davantage diriger les affaires économiques sans prendre en considération les nécessités militaires.

Ce problème se posait concrètement pour armer de façon adéquate les ouvriers. Les dirigeants de la CNT justifiaient leur soutien à l'Etat bourgeois avec l'argument qu'il fallait une armée centralisée, avec des armes modernes, pour mener la guerre contre les armées de Franco. *Vers une nouvelle révolution* fit le constat suivant: « Le Nord de l'Espagne aurait pu être sauvé si l'on avait obtenu le matériel de guerre nécessaire pour résister à l'ennemi. Les moyens existaient. La Banque d'Espagne avait suffisamment d'or pour inonder d'armes l'Espagne. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? » La CNT ne pouvait et ne voulait pas saisir



Hoover Institution

Milice de gauche dans la guerre civile espagnole. La subordination des milices à l'Etat bourgeois a pavé la voie à la victoire de Franco.

les banques, parce qu'elle-même faisait partie intégrante de l'Etat bourgeois. L'expropriation et la collectivisation de la finance et de l'industrie étaient des tâches qui revenaient à un Etat ouvrier basé sur le pouvoir d'une junte centralisée. Mais le groupe Durruti ne voulait pas reconnaître que c'était la tâche d'un Etat soviétique centralisé, et il restait sans réponse à la question qu'il avait lui-même posée.

Les Amis de Durruti étaient incapables de rompre complètement avec la CNT/FAI, et cela se voit peut-être encore mieux dans leur ligne sur les questions nationale et coloniale. Comme les anarchistes étaient contre tous les Etats, ils étaient conduits logiquement à s'opposer à la lutte pour l'indépendance du Maroc espagnol. Dans sa brochure de 1938, le groupe Durruti décrivait l'Espagne comme une colonie sans jamais appeler à l'indépendance du Maroc. La critique adressée par Vernon Richards aux dirigeants de la CNT/FAI s'applique tout autant aux Amis de Durruti:

« D'après leur conduite il est clair qu'elles [la CNT et la FAI] n'avaient aucun programme révolutionnaire qui aurait pu faire du Maroc ennemi un allié du mouvement populaire et que jamais leurs chefs ne se souciaient d'écouter quelques militants anarchistes qui, comme Camillo Berneri, soutenaient l'urgence d'envoyer des agitateurs en Afrique du Nord et d'y mener une campagne de propagande sur une vaste échelle parmi les Arabes, en faveur de l'autonomie. »

– Enseignement de la révolution espagnole

La question du Maroc avait joué un grand rôle dans la création de la CNT au lendemain de la grève générale de 1909 contre le rappel des réservistes pour le Maroc. Juste après sa fondation en 1911, la CNT avait appelé à une nouvelle grève générale, en partie contre la guerre au Maroc. Mais fin 1936, les dirigeants de la CNT/FAI étaient ministres de l'Etat bourgeois espagnol qui maintenait l'oppression coloniale du peuple marocain.

Les trotskystes déclaraient: « Le Maroc aux Marocains; au moment où on proclamera publiquement ce mot d'ordre, on fomentera l'insurrection des masses opprimées au Maroc qui entraînera la décomposition de l'armée mercenaire fas-

ciste» («La position des Bolchevicks-Léninistes espagnols», 19 juillet 1937, reproduit dans *les Cahiers du CERMTRI* n°38, septembre 1985). Les troupes de choc de Franco étaient composées principalement de Marocains et de soldats de la Légion étrangère espagnole, ainsi que de quelques contingents fournis par Mussolini et Hitler. De son exil à la Réunion, Abd-el-Krim, qui de 1921 à 1926 avait dirigé la guerre du Rif contre les colonialistes français et espagnols au Maroc, demanda à Largo Caballero, Premier ministre PSOE, d'intercéder auprès du Front populaire de Léon Blum pour obtenir sa libération. Il voulait rentrer au Maroc et lancer une insurrection contre Franco. Mais les impérialistes britanniques et français, vers qui se tournait la République espagnole, n'y auraient jamais consenti. Comme le fit remarquer Morrow: «Caballero ne demanda rien, et Blum n'accepta pas. Réveiller le Maroc espagnol aurait mis en danger la domination impérialiste dans toute l'Afrique» (*Révolution et contre-révolution en Espagne*).

La lutte pour reforcer un noyau trotskyste

En se liquidant dans le POUM en 1935 Nin commit un acte de trahison et de désertion d'ampleur historique et le drapeau de la Quatrième Internationale disparut d'Espagne pendant plus d'un an. Immédiatement après la signature du pacte de front populaire par le POUM, Trotsky écrivit qu'il était nécessaire de «démasker impitoyablement la trahison de Maurín, Nin, Andrade et consorts, et poser les éléments d'une section-espagnole de la IV^e Internationale» («La trahison du "Parti ouvrier d'unification marxiste" espagnol»). Quelques mois plus tard, il écrivait: «L'action des marxistes en Espagne commence par la condamnation de l'ensemble de la politique des Andrés Nin et Andrade, qui était et qui demeure, non seulement erronée, mais criminelle.» Estimant

que «les éléments authentiquement révolutionnaires disposent encore d'un certain délai, vraisemblablement assez bref, pour prendre conscience, pour se rassembler, pour préparer l'avenir», Trotsky affirmait que les tâches des «partis espagnols de la IV^e Internationale [...] sont claires comme le jour»:

«1) Condamner et dénoncer impitoyablement devant les masses la politique de *tous* les dirigeants qui font partie du Front populaire.

«2) Comprendre à fond et placer clairement sous les yeux des ouvriers avancés le rôle pitoyable joué par la direction du "parti ouvrier d'unification marxiste", en particulier celui des anciens "communistes de gauche" comme Andrés Nin, Andrade, etc.

«3) Se rassembler autour du drapeau de la IV^e Internationale sur la base de la "Lettre ouverte" [printemps 1935].

«4) Adhérer au parti socialiste et à la jeunesse unifiée, afin d'y travailler en tant que fraction dans l'esprit du bolchévisme.

«5) Créer des fractions et des cellules dans les syndicats et autres organisations de masses.

«6) Diriger l'essentiel de leur attention vers les mouvements spontanés ou semi-spontanés, étudier leurs traits généraux, c'est-à-dire se préoccuper de la température des masses, et non de celle des cliques parlementaires.

«7) Être présents dans toutes les luttes, afin de leur donner une expression claire.

«8) Insister toujours pour que les masses constituent leurs comités d'action élus *ad hoc* (juntas, soviets), et les élargissent toujours plus.

«9) Opposer le programme de la conquête du pouvoir, de la dictature du prolétariat et de la révolution sociale à tous les programmes hybrides, à la Caballero ou à la Maurín.

«Telle est l'unique voie réelle de la révolution prolétarienne. Il n'en existe pas d'autre.»

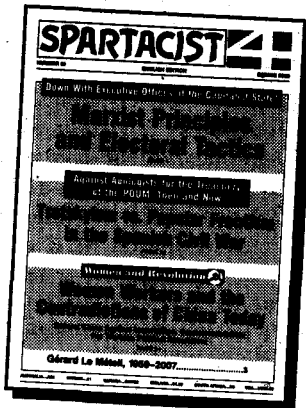
— «Que doivent faire les bolchéviks-léninistes en Espagne?», 12 avril 1936

Cette lettre était destinée à un sympathisant en Espagne, mais on ne sait pas si elle atteignit jamais sa destination, ni

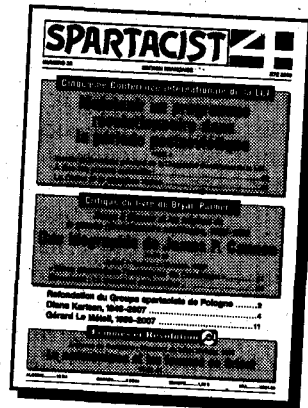
SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

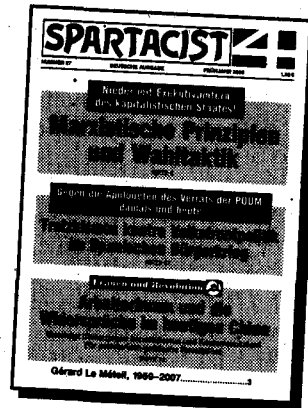
Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol; *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



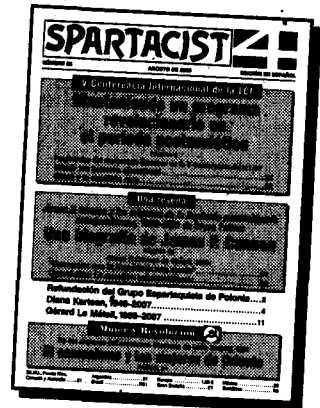
English edition No. 61
(64 pages)
1,50 € / 2\$Cdn / US\$1,50



Edition française n° 38
(64 pages)
1,50 € / 2\$Cdn / US\$1,50



Deutsche Ausgabe Nr. 27
(72 pages)
1,50 € / 2\$Cdn / US\$1,50



Edición en español No. 35
(64 pages)
1,50 € / 1\$Cdn / US\$1

Précédents numéros disponibles. Commande: Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
ou: LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France (Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L)
ou: SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6, Canada

si elle fut diffusée en Espagne. Elle fut toutefois publiée dans la presse trotskyste internationale.

Il fallait reconstruire en Espagne un noyau trotskyste qui se placerait ouvertement sous le drapeau de la Quatrième Internationale et présenterait aux masses un visage indépendant. Il fallait aussi pour cela se battre contre les éléments conciliateurs au sein de la LCI. Beaucoup de vieux cadres européens de l'Opposition de gauche, comme Vereecken et Sneevliet, étaient sous l'emprise du Bureau de Londres centriste et finirent par prendre le côté de Nin contre Trotsky. Fin juillet 1936, la LCI tint à Paris la conférence dont devait sortir le Mouvement pour la Quatrième Internationale. Sneevliet quitta la conférence au bout de quelques heures, après avoir déclaré qu'il avait l'intention de participer à une conférence du Bureau de Londres à l'automne. Le Secrétariat international, basé à Paris, était pour l'essentiel composé de militants relativement jeunes et inexpérimentés. Ils subissaient eux aussi les pressions du front-populisme, qui étaient particulièrement prononcées en France, alors sous le gouvernement du Front populaire de Léon Blum. Jean Rous, l'un des dirigeants de la section française, fut représentant du SI en Espagne en 1936.

Quand éclata la guerre civile espagnole, le centre international du mouvement trotskyste était donc jeune et pas encore consolidé. Mais surtout, il fut pendant cinq mois décisifs privé de l'intervention de Trotsky. Fin août 1936, Moscou annonçait le premier d'une série de procès truqués qui devaient conduire à des purges sanglantes et massives ; au même moment, Trotsky était interné par le gouvernement norvégien à l'instigation de la bureaucratie stalinienne. Trotsky, qui venait de terminer *la Révolution trahie*, analyse magistrale de la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique, dut immédiatement s'atteler à la tâche pour démasquer les calomnies du régime de Staline contre lui-même et les autres vieux bolchéviks. En décembre, Trotsky fut expulsé vers le Mexique, où il arriva le mois suivant. Le fait qu'il ne put intervenir activement en Espagne pendant cette période constitue une perte inestimable.

On peut maintenant trouver beaucoup de documents sur les trotskystes espagnols, ou écrits par eux, ainsi que sur les débats dans la Quatrième Internationale concernant l'Espagne à l'université de Harvard et à la Hoover Institution de l'université de Stanford, entre autres. Mais il reste à en faire l'étude détaillée, de façon à aboutir à une vision synthétique de l'intervention trotskyste. Nous avons étudié une partie des procès-verbaux du SI, de la correspondance et des rapports sur l'Espagne, ainsi que les récits de plusieurs participants et autres documents publiés en anglais dans *Revolutionary History* et ailleurs. Nous avons aussi examiné les documents des trotskystes espagnols rassemblés par Agustín Guillamón dans son livre *Documentación Histórica del Troskismo Español (1936-1948)* (Documents historiques du trotskysme espagnol, Madrid, Ediciones de la Torre, 1996). Mais même les récits les plus intéressants, comme le livre *Leçons d'une défaite, promesse de victoire* de Munis, ne disent pas grand-chose sur les controverses et les discussions internes qui eurent lieu entre le moment où l'ICE fut liquidée en 1935 et l'insurrection de Barcelone en 1937. Nos connaissances sur le travail des trotskystes espagnols sont par conséquent fragmentaires, et nous pouvons seulement faire quelques remarques générales. Beaucoup reste à faire pour aboutir à une évaluation

exhaustive du travail de la Quatrième Internationale en Espagne dans la période 1936-1937.

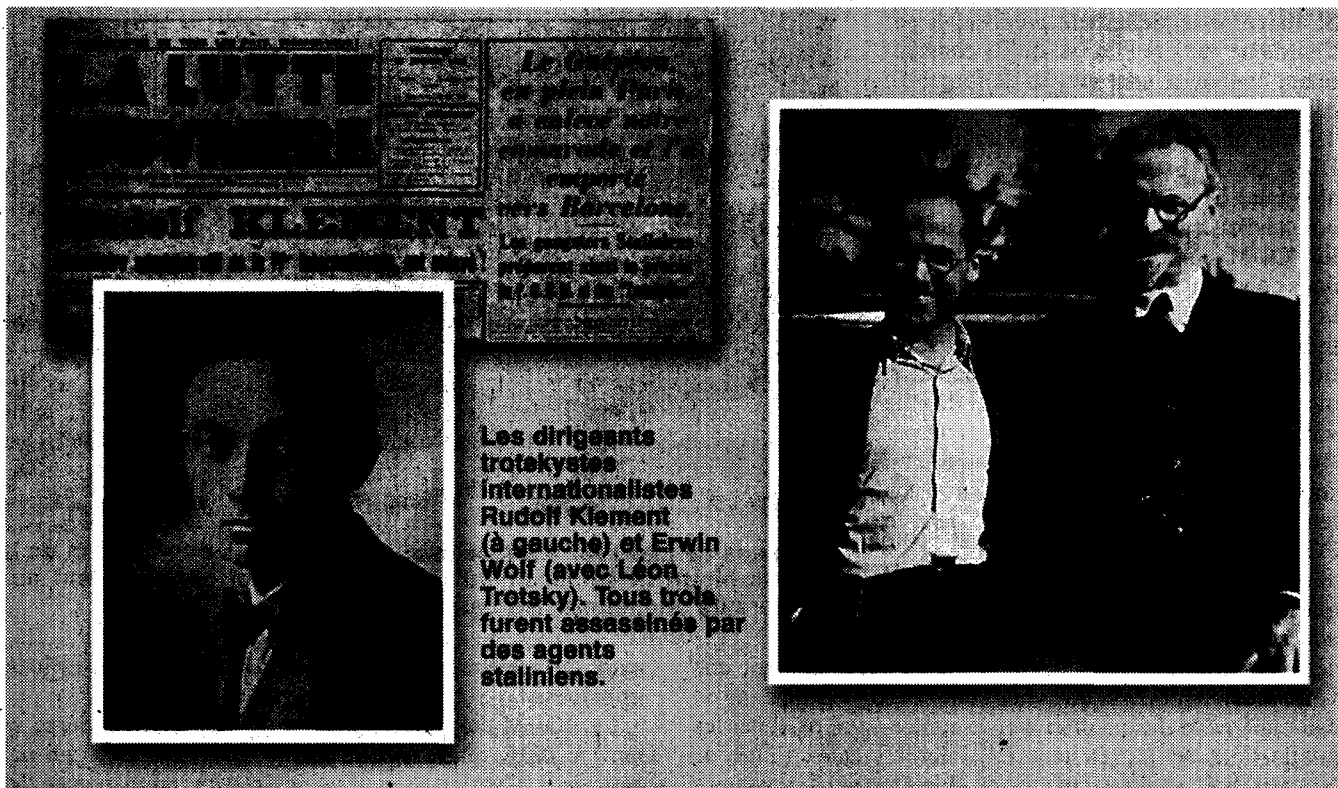
Conciliation avec le POUM

Pendant l'été 1936, après plusieurs tentatives peu fructueuses de renouer des contacts en Espagne, le SI fut contacté par le petit Groupe bolchévique-léniniste (GBL) dirigé par Nicola di Bartolomeo (Fosco). Le GBL était essentiellement constitué d'étrangers, dont beaucoup d'Italiens, comme Fosco, qui avaient été militants de l'Opposition de gauche dans leur pays d'origine et qui étaient venus en Espagne pour se battre dans la guerre civile. La plupart d'entre eux partirent immédiatement pour le front rejoindre les milices du POUM. Les trotskystes espagnols négligent pour l'essentiel ce qui aurait dû être leur tâche principale : publier un journal avec les articles théoriques et polémiques qui leur auraient fourni les armes programmatiques nécessaires à leur travail. Comme Lénine l'avait souligné dans *Que Faire ?* (1902), un ouvrage clé, il est essentiel d'avoir un journal régulier, qui sert en quelque sorte d'échafaudage pour la construction du parti révolutionnaire. Ce n'est qu'en avril 1937 que la SBLE, qui succéda au GBL, commença à publier un journal, *La Voz Leninista* (la Voix léniniste). Elle ne publia que trois numéros avant son interdiction en 1938. Le fait qu'il n'y ait pas eu de presse régulière fut un handicap énorme pour l'intervention des trotskystes.

Au lieu de présenter indépendamment aux masses sa propre ligne politique, le GBL était entraîné dans le sillage du POUM. Fosco, chargé par Nin d'organiser les volontaires étrangers pour la milice du POUM, faisait allégeance au POUM, qu'il considérait comme « le seul parti révolutionnaire ». (*la Batalla*, 4 août 1936, cité par Guillamón, *Documentación*). Quelques années plus tard, Fosco écrivit un rapport où il se plaignait amèrement qu'en août 1936 une délégation du SI conduite par Jean Rous était arrivée en Espagne avec une déclaration de Trotsky « sur le POUM et contre "les traîtres Nin et Andrade", à distribuer aux bolchéviks-léninistes et dans le POUM. Cela seul suffirait à condamner toute la politique du SI » (Guillamón, *Documentación* [traduit de l'espagnol par nos soins]).

Rous décrivait Fosco comme étant « l'agent du POUM dans nos rangs, ce qui a facilité la répression du POUM contre nous » (*Bulletin intérieur international* n° 1, avril 1937). Fosco fut par la suite exclu du GBL et publia plusieurs numéros d'un journal en français, *le Soviet*, en association avec Raymond Molinier, un magouilleur sans principes qui avait été exclu de la section française fin 1935. Mais Fosco n'était pas le seul à critiquer les violentes attaques de Trotsky contre les dirigeants du POUM. C'était aussi le cas de Sneevliet, Serge et Vereecken. En 1936-1937, les jeunes cadres du SI menèrent des batailles acharnées mais souvent indécises contre les positions pro-POUM très marquées de Sneevliet, Vereecken et Serge. Erwin Wolf (Braun), militant de l'Opposition de gauche tchèque qui avait été le secrétaire de Trotsky en Norvège, et Rudolf Klement (Adolphe), qui l'avait précédé à ce poste en Turquie et en France, étaient parmi les éléments les plus solides du SI.

Dans une lettre datée du 20 décembre 1936, Rous écrivait : « Quand Sneevliet est venu à Barcelone il a condamné catégoriquement et publiquement la politique du SI pour



Les dirigeants trotskystes internationalistes Rudolf Klement (à gauche) et Erwin Wolf (avec Léon Trotsky). Tous trois furent assassinés par des agents staliniens.

louer la politique du POUM, en sa qualité de membre du Bureau pour la IV^e» (*ibid.*). Vereecken défendait lui aussi le POUM. Il admettait que le POUM avait commis quelques «erreurs», mais il ne voulait pas les appeler par leur vrai nom : des trahisons. Il réservait ses attaques à Trotsky et à la manière «criminelle» dont celui-ci avait dénoncé ces «erreurs». Quand le journal de Vereecken publia un article du POUM accompagné d'une introduction qui faisait l'éloge de Nin et Cie, Trotsky écrivit une lettre à son comité de rédaction :

«Pendant six ans, Nin n'a fait que des fautes. Il flirtait avec les idées et s'esquivait devant les difficultés, il remplaçait la lutte par de petites combinaisons. Il a entravé la lutte pour un parti révolutionnaire en Espagne. Tous ces chefs qui l'ont suivi partagent la même responsabilité. On a tout fait pendant six ans pour vouer cet énergique prolétariat héroïque de l'Espagne à la plus terrible des défaites [...]. Quelle misère ! Et vous reproduisez cela avec votre approbation au lieu de fustiger les mencheviks traîtres qui se couvrent de formules quasi-bolchéviques.

«Qu'on ne me dise pas que les ouvriers du POUM luttent héroïquement, etc. Je le sais aussi bien que d'autres. Mais c'est précisément leur lutte et leur sacrifice qui nous forcent à dire la vérité et rien que la vérité. A bas la diplomatie, le flirt, et l'équivoque ! Il faut savoir dire les vérités les plus amères quand le sort d'une guerre et d'une révolution en dépend. Nous n'avons rien de commun avec la politique de Nin ni avec tous ceux qui la protègent, la camouflent ou la défendent.»

– «Dire les vérités les plus amères», 23 mars 1937

Vereecken, furieux, répondit à Trotsky : «Nous considérons cet article, ainsi que l'attitude en général de notre Bureau et de la section française envers le POUM comme sectaire et nocive, et si nous étions tentés d'employer des mots plus forts, nous dirions criminelle» (Vereecken, «Pour une politique juste envers la révolution espagnole et le POUM», reproduit dans *Information Bulletin*, juillet 1937 [retraduit par nos soins]). Vereecken reprenait les arguments

étroitement nationaux de Nin pour rejeter les leçons de la Révolution bolchévique : «Un parti n'est pas une marchandise que l'on peut importer et exporter à volonté. La Révolution espagnole sera "espagnole", tout comme la Révolution russe était "russe".» Finalement, il concluait que «ce que nous souhaitons de toutes nos forces faire ressortir, c'est que le POUM est l'organisation révolutionnaire en Espagne» et il regrettait que «toute l'activité du bureau vise à construire un parti révolutionnaire à l'extérieur du POUM» (*ibid.*).

Malheureusement ce n'était pas le cas. Certains membres du SI, handicapés par l'absence de Trotsky et par le fait que les divergences sur le POUM n'avaient pas été totalement clarifiées par des batailles politiques, plièrent initialement sous la pression de défenseurs du POUM comme Sneevliet et Vereecken, et ils n'arrivaient manifestement pas à «comprendre à fond [...] le rôle pitoyable» joué par Nin et Cie. Ceci était aggravé par la faiblesse des trotskystes espagnols sur le terrain. Ils avaient été renforcés en octobre 1936 par le retour de Grandizo Munis, l'un des rares cadres de l'ICE à s'être rangés avec Trotsky contre Nin sur la question de l'entrisme dans le PSOE/JS. Mais même avec ce renfort, les trotskystes présents en Espagne étaient presque tous des étrangers ; ils manquaient de cohésion politique et se retrouvaient, en pleine situation révolutionnaire, face aux organisations de masse de la classe ouvrière.

Mais ce n'était pas une raison pour ne pas lutter pour construire la direction prolétarienne d'avant-garde dont le besoin se faisait si cruellement sentir. Le premier devoir des trotskystes espagnols était de lutter pour faire scissionner les éléments révolutionnaires du POUM, des anarchistes et d'autres partis ouvriers, et les regrouper dans le but de forger un parti d'avant-garde léniniste, instrument décisif pour la victoire. Au lieu de cela, les trotskystes espagnols et le

SI étaient essentiellement préoccupés par l'entrisme dans le POUM, qu'ils considéraient comme le seul moyen de forger un parti bolchévique.

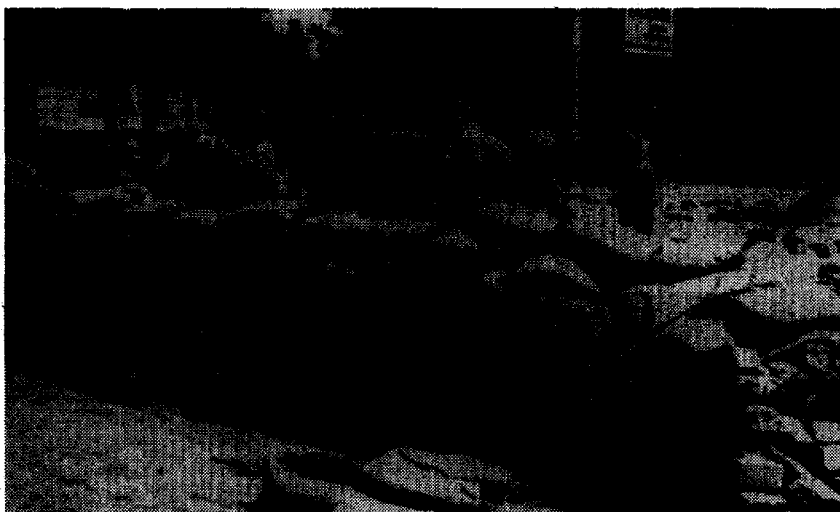
Dans une lettre datée du 24 août 1936, Hans David Freund (Moulin), un exilé allemand devenu l'un des dirigeants des bolchéviks-léninistes espagnols, décrivait le POUM comme «un parti centriste», mais concluait: «Nous devons travailler à la bolchevisation du POUM, sans pouvoir prévoir si celle-ci se fera par la substitution d'une autre à la direction actuelle, ou par une évolution de ses chefs dans la voie du bolchévisme-léninisme» (cité par Broué, *op. cit.*). Avec le soutien du SI et à son instigation, les bolchéviks-léninistes tentèrent de négocier leur entrée dans le POUM avec le droit de fraction.

A leur première supplique Nin répondit que les trotskystes pouvaient seulement adhérer en tant qu'individus, et il posa cette condition: «Vous devez déclarer publiquement que vous vous dissociez et que vous condamnez la campagne de calomnie et de diffamation menée contre notre parti par les publications de la prétendue IV^e Internationale» (lettre de Nin aux bolchéviks-léninistes de Barcelone, 13 novembre 1936, *Information Bulletin*, juillet 1937 [reproduite par Broué, *op. cit.*]). Après cela, la SBLE refit encore une tentative entriste en envoyant au POUM une lettre très polémique en avril 1937 (*Information Bulletin*, juillet 1937 [reproduite par Broué, *op. cit.*]). Ce même numéro de l'*Information Bulletin* publiait un article où Trotsky, après les journées de Mai à Barcelone, faisait cette mise en garde contre la fixation sur le POUM:

«Le POUM demeure encore une organisation catalane. Ses dirigeants ont autrefois empêché son entrée dans le parti socialiste au moment opportun en couvrant d'une intransigeance stérile leur opportunisme foncier. Il faut espérer cependant que les événements de Catalogne vont provoquer des fissures et des scissions dans les rangs du parti socialiste et de l'UGT. Dans ce cas, il serait fatal d'être confinés dans les cadres du POUM qui, d'ailleurs, vont considérablement se réduire dans les semaines qui viennent. Il faut se tourner résolument vers les masses anarchistes en Catalogne, vers les masses socialistes et communistes ailleurs. Il ne s'agit pas de chercher à conserver les anciennes formes extérieures, mais de créer de nouveaux points d'appui pour l'avenir.»

- «Remarques sur l'insurrection de mai»,
12 mai 1937 (*Œuvres*)

Il est clair que les trotskystes auraient dû chercher à s'adresser aux militants du POUM, qui était passé de quelques milliers de membres à environ 30 000 dans les premiers mois de la guerre civile, et dont les «formules générales "gauches"», comme l'expliquait Trotsky, «ont créé l'illusion qu'il existait en Espagne un parti révolutionnaire» («Centrisme et Quatrième Internationale», 10 mars 1939 [*Œuvres*]). Il va sans dire qu'il était beaucoup plus difficile de toucher la base du POUM de l'extérieur. Mais la situation n'était pas du tout similaire à celle à laquelle les trotskystes étaient confrontés à l'époque du «tournant français». Ils étaient à cette époque entrés dans de grands partis en ébullition avec pour but d'exploiter une situation qui ne durerait pas longtemps; et ils pouvaient publier des jour-



Agustí Centelles

Journées de mai 1937 à Barcelone. Les dirigeants du POUM et de la CNT trahirent le soulèvement révolutionnaire et demandèrent aux ouvriers de démanteler les barricades.

naux qui exprimaient ouvertement leurs positions et leurs principes.

Le POUM était passé du côté de l'ennemi de classe en janvier 1936, quand il avait signé le «Pacte électoral des gauches». Comme le soulignait Trotsky, pour gagner des éléments révolutionnaires dans la base du POUM il fallait commencer par «démasquer impitoyablement» cette trahison. Il fallait exiger que le POUM répudie ce pacte. C'était la condition minimum pour ne serait-ce qu'envisager une tactique d'entrisme si l'on voulait rester dans le cadre des principes. La participation de Nin au gouvernement de front populaire catalan, au poste de ministre de la Justice, n'était que l'expression concrète de cette trahison initiale. Nin fut chassé du gouvernement en décembre 1936, mais toute l'orientation du POUM demeura d'obtenir son retour au gouvernement. L'adhésion au POUM, même avec le droit de fraction, aurait soumis les trotskystes à la discipline de ce parti. Dans l'Espagne de 1936-1937, cela aurait été une trahison. Les trotskystes n'avaient pas leur place dans le POUM. C'est ce que Trotsky devait expliquer plus tard dans une polémique contre Sneevliet et Veerecken:

«Que Vereecken réduise la question au simple droit des fractions à l'existence, cela démontre seulement qu'il a complètement effacé la ligne de démarcation entre le centrisme et le marxisme. Voici ce que dirait un véritable marxiste: "On prétend que, dans le POUM, il n'existe pas de démocratie. C'est faux. La démocratie y existe, pour les droitiers, pour les centristes, pour les confusionnistes. Mais non pour les bolchéviks-léninistes." En d'autres termes, l'étendue de la démocratie du POUM est déterminée par le contenu réel de la politique centriste, radicalement hostile au marxisme révolutionnaire.»

- «La vérification des idées et des individus à travers l'expérience de la Révolution espagnole»,
24 août 1937

La tâche à laquelle étaient confrontées les minuscules forces trotskystes était de construire le noyau d'un parti d'avant-garde en regroupant des éléments de gauche venant du POUM et de l'anarcho-syndicalisme, ainsi que du Parti socialiste et du Parti communiste. C'est seulement en construisant ce noyau, un point d'appui pour servir de levier, qu'on pouvait arracher la masse des ouvriers révolution-

naires à leurs dirigeants traîtres. La tactique du front unique aurait été une arme importante pour exploiter les contradictions entre la base ouvrière et la direction des tendances réformistes, centristes et anarcho-syndicalistes. Il fallait combiner l'unité d'action contre les coups de la réaction et la liberté de critique pour démasquer la trahison des autres organisations ouvrières; cela aurait aidé à traduire dans une réalité vivante les prémisses politiques du trotskysme.

La SBLE infléchissait également son programme en direction de celui du POUM quand elle appelait à un «front révolutionnaire du prolétariat», comprenant le POUM et la CNT, pour diriger la lutte contre le front populaire. Un tract diffusé en février 1937 par la SBLE déclarait ainsi :

«Il faut, il faut de toute urgence former un front révolutionnaire du prolétariat qui se dressera contre l'union sacrée que représente le front populaire. [...]

«En tant qu'organisations les plus puissantes à l'extrême gauche, le POUM et la CNT doivent prendre l'initiative du front révolutionnaire. Ses objectifs doivent être clairement établis et toutes les organisations ouvrières qui rejettent la politique désastreuse du front populaire doivent pouvoir y accéder librement.»

– tract de la SBLE, «Ouvriers de la CNT, du POUM, de la FAI, des JLL [Jeunes libertaires] – tous les prolétaires», Guíllamón, *Documentación*

Le mot d'ordre de la SBLE faisait directement écho à l'appel du POUM pour un «front ouvrier révolutionnaire»; pour Nin, il s'agissait de conclure un pacte politique avec les dirigeants de la CNT dans le but de revenir dans le gouvernement catalan. Trotsky argumentait qu'un front révolutionnaire uni du prolétariat n'était possible qu'avec la création de soviets et sous la direction d'un parti révolutionnaire. Contrairement au POUM, la SBLE, elle, appelait bien à des soviets. Mais réclamer un «front prolétarien révolutionnaire» distinct des soviets et sous la direction de la CNT et du POUM ne pouvait que semer des illusions dans les dirigeants traîtres anarchistes et centristes.

Après son arrivée au Mexique en janvier 1937, Trotsky recommença à écrire sur l'Espagne, notamment des polémiques contre les défenseurs du POUM. Dans le SI, Klement et Wolf commencèrent à reconnaître que leurs tentatives passées de s'adresser à la question de l'opportunisme pro-POUM des directions hollandaise et belge présentaient certains problèmes. Lors d'une réunion du SI, en mai 1937, il y eut une bataille très dure avec Vereecken. Le SI, à cette réunion, vota aussi une résolution faisant son autocritique pour avoir accepté, quelque temps auparavant, à la demande de Sneevliet, de ne pas publier des textes le critiquant dans un bulletin intérieur. La résolution affirmait : «Le Secrétariat International regrette d'avoir perdu un temps précieux à tenter vainement de convaincre la direction du RSAP [hollandais] d'accepter elle-même une discussion internationale sur ces divergences.» Wolf, depuis l'Espagne, critiqua un peu plus tard «le mutisme et la vacillation trop prolongés du SI», ajoutant que «Le POUM utilisait adroitement les divergences entre les différentes sections de la IV^e Int. et affaiblit la force d'argumentation des b.l. [bolchéviks-léninistes] espagnols» (Wolf, «Rapport intérieur», 6 juillet 1937). Il reconnaissait aussi que «Dans le passé on s'occupa presque exclusivement du POUM. Les ouvriers révolutionnaires anarchistes furent trop négligés à l'exception des Amigos de Durruti» (*ibid.*). Finalement, dans une résolution du bureau pour la Quatrième Interna-

tionale sur «La situation actuelle en Espagne et les tâches des bolchéviks-léninistes» adoptée le 15 mai 1937, on trouve une déclaration catégorique sur la nécessité de construire un parti indépendant :

«C'est pourquoi la tâche de la construction de la nouvelle direction révolutionnaire de la IV^e Internationale ne saurait consister à se faire les conseillers de la direction du POUM, mais, avant tout, à s'adresser directement aux ouvriers, en leur expliquant ce qui est, sur la base de la politique et du programme du mouvement pour la IV^e Internationale.»

– reproduit dans *la Révolution espagnole*

Wolf, qui s'était porté volontaire pour aller en Espagne à un moment où le SI ne pouvait trouver aucun autre cadre prêt à y aller, fut arrêté et assassiné peu après par des agents du GPU stalinien en Espagne, tout comme Freund (Moulin). L'année d'après, Klement fut lui aussi assassiné par les staliens.

L'insurrection de Barcelone

Le dernier chapitre de la trahison du POUM s'écrit dans les rues de Barcelone en mai 1937. Le 14 avril, la pitoyable commémoration de la proclamation de la République fut éclipsée par de gigantesques émeutes de la faim mobilisant les femmes des quartiers ouvriers de la ville.



Agustí Centelles

Barcelone, 11 mai 1937: Les gardes d'assaut bourgeois défilent dans la ville après la défaite de l'insurrection ouvrière.

Hugo Oehler a fait en 1937 un récit des événements dont il avait été le témoin («Barricades à Barcelone», reproduit dans *Revolutionary History*, vol. 1, n°2, été 1988); il raconte que, le 29 avril, la Généralité avait ordonné à tous les groupes «ne dépendant pas directement du Conseil de la Généralité de se retirer immédiatement de la rue afin de permettre que disparaissent rapidement le trouble et l'alarme dans lequel se trouve actuellement la Catalogne» (*la Batalla*, 30 avril 1937). La CNT, l'UGT, le PSUC et le POUM annulèrent bien sagement les manifestations auxquelles ils avaient appelé pour le Premier Mai. Le 3 mai, les gardes d'assaut sous le commandement des staliens attaquaient la Telefónica occupée par les ouvriers de la

CNT et partout dans Barcelone et ses banlieues s'élevèrent des barricades.

La SBLE se battit pour donner une direction révolutionnaire aux militants de la CNT et du POUM qui tenaient les barricades. Dans un tract du 4 mai 1937, les trotskystes exhortèrent les ouvriers à passer à «l'offensive révolutionnaire» et à former «dans les ateliers, les usines, sur les barricades [des] comités de défense révolutionnaire» (reproduit en espagnol dans *la Lutte Ouvrière*, 10 juin 1937 [voir ci-contre; traduit par nos soins]). Un tract du POUM affirmait au contraire que «la retraite est nécessaire» parce que les ouvriers avaient déjà déjoué la provocation contre-révolutionnaire (*Information Bulletin*, juillet 1937). Le POUM, qui appelait à ce que les forces gouvernementales se retirent des rues et demandait à la classe ouvrière de conserver ses armes, déclarait: «En satisfaisant ces conditions parfaitement acceptables, on peut mettre fin au combat.» La bourgeoisie et ses hommes de main staliniens rejetèrent ces «conditions parfaitement acceptables», et pourtant les dirigeants du POUM déployèrent quand même tous leurs efforts pour «mettre fin au combat».

Malgré la confusion et la démoralisation, les ouvriers continuaient de revenir sur les barricades. Oehler écrit que, le mercredi 5 mai, les travailleurs étaient en colère contre la brutalité de la police et que, «avec une énergie renouvelée, avec furie, le prolétariat attaquait l'ennemi de classe». Une section de la Colonne Durruti et environ 500 soldats du POUM, armés de mitrailleuses, de chars et d'artillerie légère, quittèrent le front d'Aragon pour rejoindre leurs camarades sur les barricades, mais on leur fit rebrousser chemin en leur faisant croire que les combats avaient cessé. Ce même jour, les Amis de Durruti distribuèrent eux aussi un tract sur les barricades [voir page 43]:

«Travailleurs,

«Une junte révolutionnaire. Exécution des coupables. Désarmement de tous les Corps armés. Socialisation de l'économie. Dissolution des partis politiques qui ont agressé la classe travailleuse. Ne cédon pas la rue. La révolution avant tout. Saluons nos camarades du POUM qui ont fraternisé dans la rue avec nous.

«VIVE LA REVOLUTION SOCIALE. A BAS LA CONTRE-REVOLUTION!»

— reproduit dans *les Cahiers du CERMTRI* n° 125, mai 2007

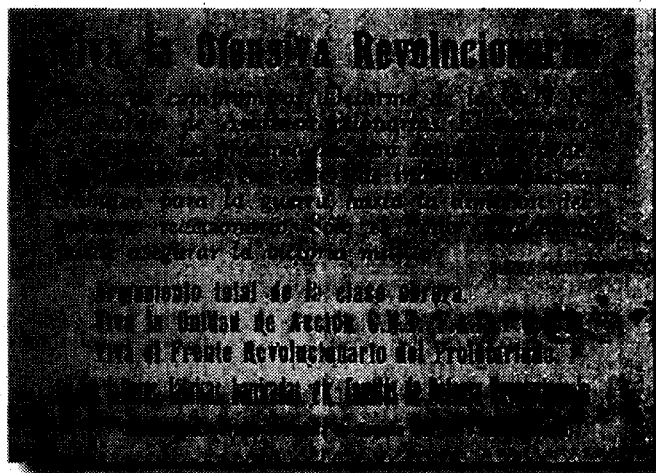
Mais le groupe Durruti se tournait toujours vers la direction de la CNT et il se retrouva lui-même désorienté quand la CNT et le POUM refusèrent de lutter pour le pouvoir. Le 5 mai, des représentants de la SBLE rencontrèrent les Amis de Durruti pour discuter de la possibilité d'une action coordonnée, mais sans résultat.

Le 6 mai, Oehler écrivait:

«Solidaridad Obrera (CNT) a annoncé ce matin que "La CNT et l'UGT ont toutes les deux ordonné de reprendre le travail". Ce même numéro nie toute responsabilité pour le tract des Amis de Durruti. *La Batalla* (POUM) est parue et a fait écho aux grognements des anarcho-sindicalistes: "La provocation contre-révolutionnaire étant mise en échec, il faut se retirer de la lutte. Travailleurs, reprenez le travail" [...]. Quand les ouvriers du POUM sur les barricades, à côté de l'Hôtel Falcón [le siège du POUM] ont vu ce journal, ils se sont mis en colère et ont refusé de quitter leur poste. Ils ont traité leurs dirigeants de traîtres. Le numéro de jeudi de *Soli*, comme on appelait le journal de la CNT, a été brûlé sur les barricades, comme les numéros précédents.»

— Oehler, *op. cit.*

Ce jour-là, les dirigeants du POUM abandonnèrent docilement les locaux de *la Batalla* à la police. Camillo Berneri, anarchiste de gauche respectable, fut retrouvé assassiné en pleine rue; il était l'une des premières victimes d'une nouvelle terreur blanche. Dans les semaines qui suivirent, Andrés Nin fut lui aussi arrêté et assassiné. Il avait conservé ses illusions dans le front populaire jusqu'au bout; un membre de la milice sympathisant l'avait prévenu de son arrestation imminente, mais il avait refusé de tenir compte de cet avertissement. Juan Andrade devait écrire plus tard: «Aucun d'entre nous ne pensait que la situation était tellement grave que nous risquions d'être arrêtés» (cité par Fraser dans *Blood of Spain*).



Tract de la SBLE distribué le 4 mai 1937 à Barcelone. Les trotskystes sont intervenus dans les journées de Mai pour le pouvoir prolétarien, appelant à l'offensive révolutionnaire, l'armement total du prolétariat et la formation de comités de défense révolutionnaire.

Oehler conclut son récit en dénonçant le «liquidationnisme» de Trotsky, attribuant à tort au dirigeant bolchévique la responsabilité des tentatives de la SBLE pour entrer dans le POUM. Mais Oehler ne dit rien de sa propre responsabilité politique, très réelle celle-là, par rapport au POUM. Le bloc pourri qu'Oehler avait constitué en 1934-1935 avec Nin pour s'opposer au tournant français avait permis à Nin de couvrir son flanc gauche au moment où il liquidait les forces du trotskysme espagnol dans le POUM. Et au moment des journées de Mai, Oehler soutenait un groupe d'opposition à l'intérieur du POUM, la Cellule 72 de José Rebull à Barcelone. La Ligue ouvrière révolutionnaire d'Oehler publia «Le sixième anniversaire de la République espagnole à Barcelone», un «témoignage d'Edward H. Oliver» (probablement un pseudonyme d'Oehler), daté du 16 avril 1937. Oliver y vantait les mérites d'une résolution du Comité local barcelonais du POUM appelant le POUM, la CNT et la FAI à «former le front unique révolutionnaire pour tenter de gagner les masses» en tant qu'«organisations dont l'objectif est la révolution prolétarienne». D'après Oliver, cette résolution offrait «la première solution ouvrière claire à la crise de la Généralité» (*ibid.*).

Rebull resta membre du POUM malgré toutes les trahisons de celui-ci. Juste après les journées de Mai, il écrivit une critique pleine de sérieux du mot d'ordre de gouvernement qu'avancait le POUM sans dire un seul mot sur le rôle du POUM dans le démantèlement des barricades et

l'étouffement de l'insurrection! (Voir Rebull, «Du mot d'ordre "Gouvernement UGT-CNT"», mai 1937, reproduit par H. Chazé dans *Chroniques de la révolution espagnole*).

Pierre Broué: le défaitisme déguisé en «objectivité»

Pierre Broué, dans son histoire de la guerre civile espagnole, écrite en collaboration avec Emile Témime, absout le POUM pour son rôle dans les journées de Mai à Barcelone en reprenant à son compte, dans ses grandes lignes, la version des événements présentée par Nin et Andrade:

«Le jeudi 6 mai, l'ordre est presque rétabli. Companys proclame qu'il n'y a "ni vainqueurs, ni vaincus". La masse des ouvriers de Barcelone a écouté les appels au calme et le POUM s'incline: "Le prolétariat, proclame-t-il, a remporté sur la contre-révolution une victoire partielle... Travailleurs, retournez au travail."»

— Pierre Broué et Emile Témime, *la Révolution et la guerre d'Espagne*, Les Editions de Minuit, 1961

Loin de «s'incliner» devant un repli des ouvriers, le POUM lui-même s'était enorgueilli dans *la Batalla* (8 mai 1937) d'avoir été «l'un de ceux qui ont contribué le plus au retour à la normale» (cité par Oehler, «Barricades à Barcelone»). Une avant-garde léniniste aurait au contraire saisi l'occasion pour arracher les ouvriers anarchistes insurgés à leurs dirigeants traîtres et pour prendre la tête de la lutte pour le pouvoir. Mais Nin et Cie étaient une bande de capitulards centristes, qui joignirent leurs voix à celles des traîtres de la CNT/FAI pour ordonner aux ouvriers de «s'incliner».

«Les révolutionnaires espagnols se sentent seuls», écrivent Broué et Témime, justifiant ainsi implicitement l'entrée du POUM dans le front populaire. Après avoir rappelé les purges stalinienne en Union soviétique, le triomphe du fascisme en Allemagne et la soi-disant passivité du prolétariat dans les autres pays, ils affirment qu'«en 1936 le rapport des forces à l'échelle mondiale est loin d'être aussi favorable à la révolution espagnole qu'il l'était en 1917-19 à la révolution russe. L'URSS a cessé d'être l'animateur du mouvement révolutionnaire mondial.» Suit cette docte explication:

«Il est, certes, possible de discuter à perte de vue sur les possibilités qu'ils avaient de compenser cet isolement par une politique révolutionnaire hardie. On peut, avec Trotsky, penser que la révolution espagnole ouvrait la possibilité d'un renversement du rapport des forces à l'échelle mondiale et que sa défaite a précisément ouvert la voie au déchaînement de la deuxième guerre mondiale. Le fait est que le sentiment de leur isolement a été l'un des éléments qui détermina l'attitude des révolutionnaires espagnols dont beaucoup renoncèrent à la poursuite de la révolution.»

— *ibid.*

Broué et Témime reviennent là-dessus dans la conclusion du passage consacré dans leur livre aux journées de Mai:

«Il est certes permis de penser [!] que la réaction spontanée des travailleurs de Barcelone pouvait ouvrir la voie à un nouvel élan révolutionnaire, et qu'elle était l'occasion de renverser la vapeur. L'historien se contentera de constater que les dirigeants anarchistes ne l'ont pas voulu et que ceux du POUM n'ont pas cru le pouvoir.»

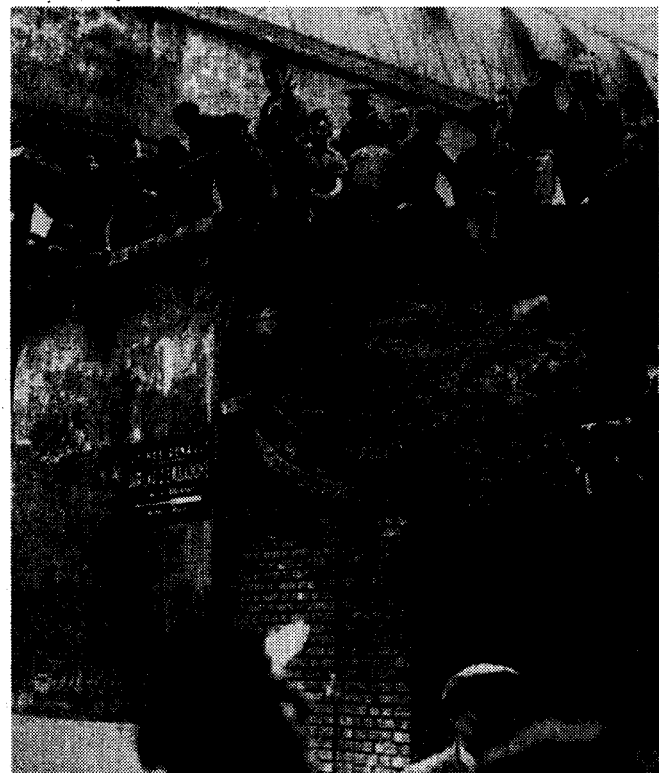
— *ibid.*

Tout comme la Révolution bolchévique de 1917, une victoire du socialisme prolétarien en Espagne aurait inspiré des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière dans le monde entier, contrecarrant ainsi la marche vers la deuxième guerre impérialiste qui se préparait. En 1936, la France traversait

une situation pré-révolutionnaire, il y avait des grèves de masse en Belgique et, dans toute l'Europe, la victoire des nazis en Allemagne avait provoqué un mouvement vers la gauche dans la classe ouvrière. Même aux Etats-Unis, un pays relativement arriéré politiquement, les années 1930 avaient vu une poussée sans précédent de la lutte des classes. En 1934, trois grandes grèves (la grève d'Auto-Lite à Toledo, dirigée par le Parti ouvrier américain, la grève des Teamsters [camionneurs] à Minneapolis, dirigée par les trotskystes, et la grève pendant onze semaines des dockers de San Francisco, dirigée par des sympathisants du Parti communiste) avaient jeté les bases des batailles de classe qui devaient aboutir, dans les années qui suivirent, à la création du Congress of Industrial Organizations (CIO). En Union soviétique, la bureaucratie stalinienne craignait tellement qu'une révolution prolétarienne à l'Ouest ne ranime l'énergie des masses soviétiques qu'elle fit tout pour réprimer le prolétariat révolutionnaire espagnol, et qu'elle noya dans le sang tout ce qui pouvait constituer à ses yeux une menace pour sa mainmise politique sur l'Etat ouvrier soviétique.

Dans un article du 24 août 1937, Trotsky répondit à Vereecken qui affirmait que lutter pour le pouvoir pendant les journées de Mai à Barcelone aurait été «de l'aventurisme» pur et simple. Ce qu'écrivit Trotsky est aussi une réponse à la soi-disant «objectivité» arrogante et au-dessus de la mêlée de Broué:

«Si le prolétariat catalan avait pris le pouvoir en mai 1937 — comme il l'avait réellement pris en juillet 1936 — il aurait rencontré du soutien dans toute l'Espagne. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait même pas trouvé deux régiments pour écraser les ouvriers catalans. Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers; mais les paysans aussi, se seraient tournés vers le prolétariat catalan, auraient isolé



Institut supérieur du travail
Juin 1936, situation pré-révolutionnaire en France: Les ouvriers occupent l'usine de Renault-Billancourt.

l'armée fasciste et provoqué sa désintégration irrésistible. On peut douter que, dans ces conditions un gouvernement étranger se soit risqué à lancer ses régiments sur le sol brûlant de l'Espagne. L'intervention serait devenue matériellement impossible, ou au moins très dangereuse.

« Bien entendu il y a dans toute insurrection un élément d'incertitude et de risque. Mais le cours ultérieur des événements a prouvé que, même dans le cas de la défaite, la situation du prolétariat espagnol aurait été infiniment plus favorable que maintenant, pour ne pas parler du fait que le parti révolutionnaire aurait assuré son avenir. »

— « L'épreuve des idées et des individus à travers l'expérience de la Révolution espagnole »,
24 août 1937 (*Œuvres*)

La lutte pour une direction révolutionnaire

Andy Durgan reproche à Trotsky sa vision politique « presque millénariste et messianique » ; il affirme que le dirigeant bolchévique « semblait confiant que dans une situation révolutionnaire, la ligne politique correcte pouvait transformer même le plus petit des groupes en direction de la classe ouvrière » (Durgan, « Trotsky et le POUM »). Il est certain que tout jouait contre les maigres forces du trotskysme espagnol : elles étaient confrontées aux organisations de masse du prolétariat en plein milieu d'une situation révolutionnaire. Mais contrairement aux grands sages de *Revolutionary History*, Trotsky savait que, quelles que soient les circonstances, il fallait à tout prix lutter pour construire un parti d'avant-garde léniniste. Ne pas le faire aurait signifié accepter par avance la défaite.

Le jugement que l'on porte sur l'histoire du mouvement ouvrier et des luttes révolutionnaires dépend évidemment de

la vision et du programme que l'on défend soi-même. Ceux qui écartent toute possibilité de victoire prolétarienne en Espagne dans les années 1930 le font parce qu'ils ont eux-mêmes abandonné la lutte pour la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat. Ils projettent dans le passé leur propre démoralisation et se complaisent dans la « politique du possible », autrement dit, l'acceptation réformiste de l'ordre capitaliste. L'équipe de *Revolutionary History* nie donc également la possibilité de révolution socialiste dans l'Allemagne de 1923, exonérant à cette occasion de toute responsabilité la direction du Parti communiste allemand autour de Brandler (voir « Réarmer le bolchévisme – Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : critique trotskyste », *Spartacist* édition française n° 34, automne 2001).

Trotsky avait décortiqué et réfuté dans sa brochure *Les Leçons d'Octobre* (1924) les nombreux arguments « objectifs » avancés en 1923 pour expliquer pourquoi une révolution ouvrière était impossible en Allemagne. Trotsky faisait remarquer que des arguments similaires auraient été invoqués si la Révolution russe avait échoué. Il reprit cet argument en août 1940 dans sa polémique pour défendre une perspective révolutionnaire en Espagne contre Victor Serge et les autres « avocats du POUM » : « La falsification historique consiste à attribuer la responsabilité de la défaite espagnole aux masses ouvrières, et non aux partis qui ont paralysé, ou purement et simplement écrasé, le mouvement révolutionnaire des masses » (« Classe, parti et direction »). Le prolétariat espagnol de 1936 était à un niveau plus élevé que le prolétariat russe au début de 1917. Si Lénine n'était pas arrivé en Russie pour mener les batailles nécessaires au

réarmement politique du Parti bolchévique dans la perspective de prendre le pouvoir d'Etat, écrivait Trotsky, « on ne pourrait même pas parler de révolution prolétarienne. Les soviets auraient été écrasés par la contre-révolution, et les petits sages de tous les pays auraient écrit des articles ou des livres dont le leitmotiv aurait été que seuls des visionnaires impénitents, pouvaient rêver en Russie de la dictature d'un prolétariat si faible numériquement et si peu mûr » (*ibid.*).

Les leçons de l'Espagne ont été chèrement payées. Nous avons tenu compte de ces leçons et cherché à éviter de retomber dans les problèmes et les erreurs politiques des trotskystes espagnols quand notre tendance, la Ligue communiste internationale, est intervenue dans la révolution politique naissante en RDA, l'Etat ouvrier déformé est-allemand, en 1989-1990. Bien que de nature très différente – une bataille contre le pouvoir de la bourgeoisie dans un cas, contre la restauration du pouvoir du capital dans l'autre – c'étaient toutes les deux des situations révolutionnaires. Comme la SBLE et le Mouvement pour la Quatrième Internationale, nos forces étaient petites. Nous avions l'avantage d'avoir le téléphone et le fax pour nos



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

« La question française »
Discours inédit (avril 1989)
de James P. Cannon
fondateur du trotskysme américain

Documents de James P. Cannon sur la lutte pour un parti révolutionnaire, publiés pour la première fois en français par la LCI.

- Brochure de la LTF (24 pages) 1,50€ / 2\$Cdn
- *Spartacist* édition française n° 30, printemps 1997 (64 pages) 1,50€ / 2\$Cdn



SPARTACIST

La lutte pour un parti révolutionnaire

Syndicalistes et révolutionnaires

Spartacist édition française n° 38, été 2008 (64 pages) 1,50€ / 2\$Cdn



Une biographie de James P. Cannon

SPARTACIST

France : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
(Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L)

Canada : SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X8



«La falsification historique consiste à attribuer la responsabilité de la défaite espagnole aux masses ouvrières, et non aux partis qui ont paralysé, ou purement et simplement écrasé, le mouvement révolutionnaire des masses.»

«Classe, parti et direction»

Montage de Spartacist. Photo AP

Le journal trotskyste américain *Socialist Appeal* annonce la fondation de la Quatrième Internationale en 1938. Dans un article de 1940, «Classe, parti et direction», Trotsky souligne l'importance décisive d'une direction révolutionnaire et polémique contre les avocats du POUM et autres dirigeants traîtres.

communications internationales, et d'avoir une section en Allemagne de l'Ouest. Toutefois, ce n'était pas une question avant tout de nombre, mais de cohésion et de clarté politiques, et de lutte sans relâche pour le programme du bolchévisme. Nous étions guidés en cela par la conception mise en avant par Trotsky dans ses écrits sur l'Espagne :

«L'avantage d'une situation révolutionnaire consiste précisément en ce qu'un groupe, même peu nombreux, peut, dans un court laps de temps, devenir une grande force à condition de

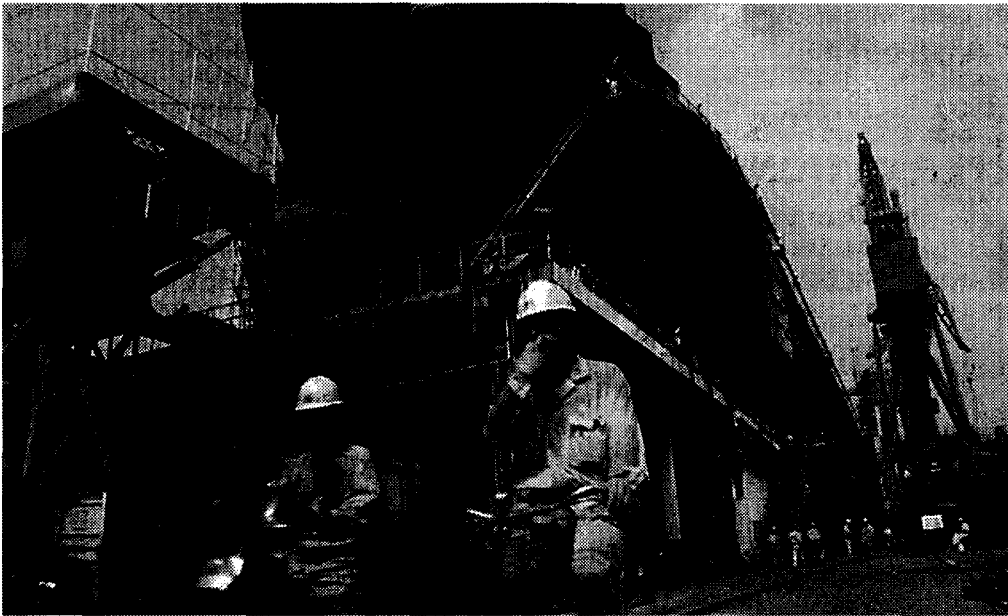
savoir formuler des pronostics exacts et lancer à temps des mots d'ordre justes.»

— «Pour un manifeste de l'Opposition sur la Révolution espagnole», 18 juin 1931

Nous avons créé un journal, *Arbeiterpressekorrespondenz* (Correspondance de presse ouvrière), qui au début paraissait chaque jour puis devint hebdomadaire. Il était diffusé en RDA à des dizaines de milliers d'exemplaires. Nous avons armé nos militants grâce à une propagande théorique et polémique, y compris en publiant un numéro spécial consacré à des polémiques contre les différents prétendants aux trotskysme. Pour la première fois dans un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, nous avons fait circuler des textes de Trotsky, dont *la Révolution trahie*, son analyse tranchante de la bureaucratie stalinienne soviétique et de ses origines.

La manifestation de front unique qui a réuni 250 000 personnes le 3 janvier 1990 dans le parc de Treptow à Berlin-Est a montré l'impact qu'avait notre programme trotskyste. Cette manifestation pour protester contre la profanation par des fascistes d'un monument aux soldats soviétiques morts pour libérer l'Allemagne des nazis était une mobilisation du prolétariat allemand pour défendre les Etats ouvriers de RDA et d'Union soviétique. C'est nous qui avions au départ appelé à ce rassemblement. Notre appel a été repris par le parti stalinien au pouvoir qui, inquiet de l'écho que notre programme rencontrait auprès des ouvriers de Berlin-Est, s'est senti obligé de mobiliser sa base. Nos camarades ont pris la parole depuis la tribune à Treptow. C'était la première fois que des trotskystes s'adressaient à un public de masse dans un Etat ouvrier dégénéré ou déformé depuis que Trotsky avait été chassé d'Union soviétique. Les impérialistes ouest-allemands, avec le feu vert de la bureaucratie soviétique dirigée par Gorbatchev, ont réagi au spectre d'une révolution politique prolétarienne en déclenchant une campagne frénétique pour annexer la RDA. Face à cette offensive, nous ne l'avons pas emporté mais *nous nous sommes battus*. Et ce faisant, nous avons contribué à jeter les bases pour de nouvelles victoires prolétariennes dans l'avenir.

En Espagne, les trotskystes étaient déterminés à lutter pour le pouvoir d'Etat prolétarien. Mais ils furent emportés dans la lame de fond révolutionnaire alors qu'ils avaient peu de forces et une expérience limitée et qu'ils étaient insuffisamment aguerris pour maîtriser, comme le disait Trotsky, «une manière impitoyable de poser les questions fondamentales et une polémique farouche contre les vacillations» qui «ne sont que le reflet idéologique et pédagogique nécessaire du caractère implacable et cruel de la lutte des classes à notre époque» («Centrisme et Quatrième Internationale», 10 mars 1939, *Œuvres*). En même temps que nous honorons la mémoire d'Erwin Wolf, de Rudolf Klement et des autres trotskystes qui ont donné leur vie dans le combat pour la révolution socialiste en Espagne, et dont beaucoup ont été victimes des hommes de main de Staline, nous condamnons et nous dénonçons les opportunistes qui justifient les trahisons du passé et en préparent ainsi de nouvelles. Ceci fait partie intégrante du combat pour reforge une Quatrième Internationale trotskyste qui dirigera de nouveaux Octobre. ■



EPA

Chantier naval étatisé de Hudong, à Shanghai. En Chine, l'essentiel de l'industrie lourde demeure entre les mains de l'Etat.

Chine...

(Suite de la page 72)

privé. Jusqu'à la crise économique mondiale de 2008, le taux de croissance annuel moyen de la Chine a été pendant vingt ans de 10% en moyenne. Environ 40% de sa population vit maintenant dans les villes. Plus de la moitié de la population active travaille dans l'industrie, les transports, la construction et les services publics. Ces statistiques, qui

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n°61, PRINTEMPS 2009

représentent des progrès d'une importance historique inestimable, dépassent largement les indicateurs de croissance des néo-colonies capitalistes d'Asie. L'Inde, par exemple, a acquis son indépendance nationale peu avant la Révolution chinoise, mais a conservé une économie de type capitaliste. Son produit intérieur brut par habitant n'est actuellement que la moitié de celui de la Chine, tandis que son taux de pauvreté est deux fois plus élevé. Le taux de malnutrition infantile en Chine n'est que le quart de ce qu'il est en Inde. Près de 90% des femmes chinoises sont alphabétisées, un taux pratiquement deux fois supérieur à celui de l'Inde.

Comparée à celle des économies en stagnation ou en déclin de l'Occident capitaliste et du Japon, la croissance chinoise est spectaculaire. Mais la Chine n'est certainement pas hermétiquement protégée de l'irrationalité destructrice du marché capitaliste mondial. La récession économique actuelle a déjà des effets négatifs sur l'économie chinoise. En 2008, un grand nombre d'ouvriers travaillant dans des entreprises privées fabriquant des biens de consommation, jouets, vêtements, etc. destinés à l'exportation vers le «premier monde», ont vu leur emploi s'envoler.

En termes plus fondamentaux, la Chine demeure un Etat ouvrier nationalement isolé comptant une vaste population de paysans pauvres. Le capital accumulé par habitant y est encore 30 fois moins élevé qu'aux Etats-Unis et au Japon. La persistance de cette pénurie matérielle constitue un obs-

tacle fondamental à la libération des femmes et des autres travailleurs de Chine. On ne peut construire une société communiste que sur les fondements technologiques les plus avancés et sur la base d'une division internationale du travail, et pour cela il faut une révolution prolétarienne dans au moins plusieurs pays capitalistes avancés. Mais, depuis Mao Zedong jusqu'à Deng Xiaoping et ses successeurs, y compris le régime actuel de Hu Jintao, tous les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) ont toujours prêché qu'on peut construire le socialisme dans un seul pays. C'est une conception profondément antimarxiste. En pratique, ce que le «socialisme dans un seul pays» signifie, c'est essayer de se concilier les faveurs de l'impérialisme mondial et s'opposer à la perspective de révolution prolétarienne internationale.

On ne peut pas construire le socialisme – une société égalitaire sans division de classes – dans un seul pays; le socialisme ne peut s'édifier que sur la base d'un énorme bond en avant de la productivité, dans le cadre d'une économie planifiée au niveau international. Karl Marx notait: «Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond» (*Critique du programme de Gotha*, 1875). Pour émanciper les femmes, il faut remplacer la famille patriarcale oppressive par la collectivisation de l'éducation des enfants et des tâches ménagères. A ce jour, les femmes chinoises dans leur écrasante majorité restent prisonnières de l'institution de la famille, ce qui signifie pour les travailleuses une «deuxième journée de travail» à la maison. En faisant de la famille un élément fondamental de la société socialiste, les staliniens n'ont fait qu'ajouter un autre obstacle, idéologique celui-là, à celui, déjà considérable, de la pénurie.

Ces contradictions sont particulièrement évidentes dans la situation des *dagongmei* («sœurs travailleuses»), ces jeunes paysannes qui par dizaines de millions ont migré vers les villes pour s'y faire embaucher par des entreprises capitalistes, généralement étrangères. L'une des principales «réformes de marché» entreprises par les gouvernements du PCC ces trente dernières années a été de créer des zones économiques spéciales (ZES) et autres zones franches, où les ouvriers se font brutalement exploiter dans des usines

appartenant à des capitalistes chinois de Taiwan et Hong-kong ainsi qu'à des grandes entreprises américaines, japonaises, sud-coréennes ou d'Europe occidentale. Ces entreprises s'appuient en grande partie sur une main-d'œuvre de migrants originaires des campagnes chinoises relativement paupérisées.

En août 2008, le site web Stratfor estimait que ces ouvriers migrants, la « population flottante », étaient au nombre de 150 à 200 millions. Au niveau du pays ce sont en majorité des hommes, mais dans le delta de la rivière des Perles par exemple, à Dongguan, l'une des plus grandes villes industrielles de Chine, les usines d'assemblage attirent des ouvriers plus jeunes et moins qualifiés, et qui seraient à 70% des femmes. Généralement très jeunes, âgées au plus d'une vingtaine d'années, ces femmes non mariées échappent pour la première fois aux conditions étouffantes de la famille paysanne traditionnelle pour se lancer dans la production collective et, dans certains cas, la lutte collective.

Cette nombreuse main-d'œuvre migrante s'ajoute au prolétariat, puissant et d'importance stratégique, de l'industrie lourde chinoise qui est, elle, largement propriété d'Etat. La plupart des médias capitalistes, et la gauche réformiste qui leur fait écho, répandent cette idée fausse que la Chine serait un vaste atelier où règnerait une surexploitation inhumaine pour produire des biens de consommation destinés à l'exportation. La gauche réformiste prétend aussi que la Chine s'est, on ne sait comment, transformée en Etat capitaliste, ce qui n'est pas vrai non plus. Les impérialistes et les capitalistes chinois, de Chine continentale et de l'extérieur, ont certes fait des percées importantes, mais les secteurs

clés de l'économie chinoise ainsi que son système bancaire demeurent la propriété de l'Etat et sont sous son contrôle. Les entreprises d'Etat qui sont directement gérées par les ministères à Pékin comptent pour un tiers de la production nationale. Elles constituent le noyau stratégique central de l'économie industrielle chinoise.

Premier producteur d'acier au monde depuis plus de dix ans, la Chine fournit actuellement plus du tiers de la production mondiale. S'il a été possible de développer massivement l'infrastructure – les chemins de fer, les routes et les transports en commun –, c'est uniquement du fait de l'économie collectivisée. Suite au tremblement de terre de mai 2008 au Sichuan, le régime a lancé un projet pour construire en l'espace de trois mois plus d'un million de maisons préfabriquées; il a aussi entrepris de nourrir cinq millions de personnes qui avaient perdu leur logement ainsi que de reconstruire ou transférer des villes et des villages entiers. Des centaines d'usines étatisées ont été mobilisées pour accomplir ces travaux et les grandes entreprises d'Etat ont reçu l'ordre d'augmenter la production des matériaux nécessaires. Il est inutile de souligner à quel point cela contraste avec le traitement raciste et anti-ouvrier réservé aux victimes, majoritairement noires, de l'ouragan Katrina par le pouvoir capitaliste américain.

Cela dit, si la croissance économique rapide a amélioré le sort de millions de Chinois, le fossé s'est en même temps agrandi entre les riches et les pauvres, et entre la ville et la campagne. Il y a désormais plus de ressources pour satisfaire les besoins de base de la population, mais la bureaucratie au pouvoir coupe les subventions au secteur de

Brochures SPARTACIST en chinois

n°1

n°5

n°2

n°6

n°3

n°7

n°4

n°8

1€ / 1,25\$Cdn l'exemplaire. 4€ / 5\$Cdn la collection de 8 numéros.

France: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10 (Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L)
 Canada: SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6



Corbis



Fukada/NY Times

Mai 2008: Des soldats arrivent dans la province du Sichuan dévastée par le tremblement de terre pour participer aux opérations de secours. A droite: Les parents d'enfants morts sous les décombres d'écoles mal construites s'en prennent à un administrateur local de Mianzhu.

la santé et à celui de l'enseignement primaire. L'accentuation des inégalités et la dégradation des services publics provoquent de très nombreuses manifestations. Les luttes ouvrières sont nombreuses: contre les fermetures d'usine, contre le non-paiement des salaires, des retraites et des avantages sociaux dans les entreprises d'Etat, et contre l'exploitation brutale dans le secteur privé. Les campagnes sont sans cesse le théâtre de manifestations paysannes dénonçant les expropriations illicites effectuées par les administrations locales, la corruption, la pollution et autres abus. Après le tremblement de terre du Sichuan, lors duquel des écoles mal construites s'étaient effondrées, causant la mort de milliers d'enfants, parents et grands-parents éplorés se sont mobilisés contre la corruption.

Il faut en Chine une révolution politique prolétarienne dirigée par un parti révolutionnaire marxiste (donc léniniste-trotskyiste) pour chasser du pouvoir la bureaucratie stalinienne, une caste dirigeante parasitaire. Le pouvoir bureaucratique doit être remplacé par le pouvoir de comités élus d'ouvriers et de paysans déterminés à lutter pour la révolution socialiste mondiale. Les formidables luttes défensives du prolétariat chinois montrent quelle sera la force motrice de cette révolution politique. En 2000 par exemple, à Yangjiazhangzi, une ville industrielle du Nord-Est, 20 000 mineurs et leurs familles se sont révoltés. Ils ont dressé des barricades et incendié des voitures pour protester contre la vente de leur mine, une mine de molybdène étatisée, à des accointances de la direction. L'un des mineurs faisait observer avec amertume: « Nous les mineurs, nous travaillons ici pour la Chine et pour le Parti communiste depuis la révolution. Et là, d'un seul coup, on privatise ma part de la mine » (*Washington Post*, 5 avril 2000). Ces ouvriers comprennent bien que la propriété d'Etat appartient aux travailleurs. Alors qui a donné à la direction le droit de la vendre ?

Les travailleurs migrants, hommes et femmes, qui travaillent dans les entreprises capitalistes privées, peuvent, en prenant leur place au côté des gros bataillons du prolétariat industriel du secteur étatisé, jouer un rôle important dans la

lutte pour la défense et l'extension des acquis de la Révolution de 1949.

Il n'existe qu'une seule voie pour la modernisation sociale et économique de la Chine et la libération complète des femmes qui en découlera: la révolution prolétarienne internationale. Ce n'est qu'en renversant la domination de la classe capitaliste dans les bastions économiquement avancés de l'impérialisme mondial que l'on pourra jeter les bases matérielles permettant d'éradiquer la pénurie et d'améliorer qualitativement le niveau de vie de tous, en établissant une économie planifiée au niveau mondial, où l'on cessera de produire pour le profit privé. En Chine, un gouvernement ouvrier et paysan se battra pour l'égalité socio-économique des femmes dans tous les domaines, sans perdre de vue que la libération complète des femmes, comme celle de l'humanité dans son ensemble, dépend de la lutte pour renverser la domination de la bourgeoisie au niveau mondial, et du gigantesque bond dans le niveau de la production qui s'ensuivrait.

L'objectif des impérialistes: la contre-révolution en Chine

L'impérialisme américain n'a eu de cesse, depuis la Révolution de 1949 et la guerre de Corée de 1950-1953, qu'il ne détruise l'Etat ouvrier déformé chinois pour pouvoir à nouveau exploiter la Chine continentale sans entraves. Et cela continue aujourd'hui avec les livraisons d'armes à Taïwan. Depuis la destruction de l'Union soviétique par la contre-révolution capitaliste en 1991-1992, les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes font de la Chine leur cible stratégique. Les bases US en Asie centrale font partie de la stratégie américaine d'encercllement militaire de la Chine. Le Pentagone poursuit activement son programme de « défense » antimissile pour enlever toute possibilité à la Chine de riposter à une première frappe nucléaire américaine. En 2005, les Etats-Unis ont conclu un pacte avec le Japon pour défendre Taïwan, un bastion de la bourgeoisie chinoise de l'extérieur.

Nous sommes pour que la Chine et la Corée du Nord se

dotent d'un arsenal nucléaire: c'est une force dissuasive nécessaire contre le chantage nucléaire des impérialistes. Dans une déclaration commune intitulée «Non à l'alliance contre-révolutionnaire Etats-Unis/Japon!», les sections américaine et japonaise de la Ligue communiste internationale écrivaient: «Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine et de la Corée du Nord, ainsi que des autres Etats ouvriers restants, le Vietnam et Cuba, contre toute attaque impérialiste et la contre-révolution capitaliste interne [...]. Nous sommes contre les plans de réunification de la Chine continentale avec Taïwan préconisés par les staliniens, selon la formule "un pays, deux systèmes". Ce que nous avançons c'est un programme pour la réunification révolutionnaire de la Chine, qui requiert une révolution politique ouvrière contre la bureaucratie stalinienne sur le continent, une révolution socialiste à Taïwan pour renverser et exproprier la bourgeoisie, et l'expropriation des capitalistes de Hongkong» («Pour la défense des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen!», *Workers Vanguard* n°844, 18 mars 2005). Contrairement à la gauche réformiste internationale, nous sommes farouchement opposés à la campagne des impérialistes pour un «Tibet libre», de même qu'à celle sur les «droits de l'homme»; elles n'ont pour but que de rallier l'opinion publique anticommuniste contre la République populaire de Chine.

Le régime stalinien bonapartiste de Pékin est un obstacle à la défense et à l'extension des acquis révolutionnaires. Le PCC de Mao qui a dirigé la Révolution de 1949 était ancré non dans la classe ouvrière, mais dans la paysannerie; cette révolution a donc abouti à la création d'un Etat ouvrier déformé. Le PCC stalinien s'est alors transformé en caste bureaucratique privilégiée, reposant, comme un parasite, sur une économie qui a été vite collectivisée. Cette bureaucratie ne joue aucun rôle essentiel dans la production sociale. Elle maintient ses privilèges par la répression ainsi qu'en faisant périodiquement des concessions à certaines couches combattives du prolétariat. Les opposants au régime stalinien ne risquent pas seulement la prison, ils risquent aussi la peine de mort, une forme de terreur d'Etat inscrite dans le code pénal chinois. En tant que marxistes, nous sommes par principe opposés à l'institution de la peine capitale, tant dans les pays capitalistes que dans les Etats ouvriers déformés.

Au début, face à l'intense hostilité de l'impérialisme américain, le régime de Mao adopta une attitude «anti-impérialiste», mais cela prit la forme d'adaptation et de soutien à certains régimes nationalistes bourgeois en Asie et ailleurs. Mao donna ainsi son appui à la politique catastrophique de collaboration de classes du PC indonésien, qui soutenait le gouvernement capitaliste de Sukarno; cela se termina en 1965 avec le massacre par l'armée de plus d'un demi-million de communistes, d'ouvriers et de paysans. C'est aussi au cours de ces mêmes années soixante que le contentieux grandissant entre les régimes bureaucratiques nationalistes de Moscou et de Pékin se termina par une rupture acrimonieuse. Au début des années 1970, Mao concluait une alliance antisoviétique criminelle avec l'impérialisme US, alors même que les bombes américaines pleuvaient sur les ouvriers et paysans héroïques du Vietnam.

A la mort de Mao en 1976, une importante industrie lourde s'était développée, mais la Chine demeurait très largement rurale. Les techniques de production agricole restaient archaïques et une grande partie de la paysan-

nerie vivait dans une pauvreté abjecte. L'introduction de «réformes de marché» par Deng en 1978 est une politique typique des régimes bonapartistes staliniens. Pour qu'une économie planifiée fonctionne bien, il faut qu'elle soit gérée par un gouvernement de conseils ouvriers démocratiquement élus. Mais les régimes staliniens sont hostiles à toute expression de démocratie ouvrière et préfèrent gouverner par décrets administratifs arbitraires. Les régimes staliniens, lorsqu'ils sont confrontés aux déséquilibres inhérents aux économies planifiées bureaucratiquement, ont tendance à remplacer la planification et la gestion centralisées par les mécanismes du marché. Comme il n'y a pas de démocratie soviétique (c'est-à-dire celle des conseils ouvriers) pour fournir une discipline aux directeurs d'usine et aux travailleurs, la bureaucratie, pour pallier son inefficacité économique, cherche de plus en plus à soumettre les acteurs économiques à la discipline du marché (voir notre brochure «*Market Socialism*» in *Eastern Europe* [le «Socialisme de marché» en Europe de l'Est], juillet 1988).

Les bureaucrates du PCC ont, avec leur politique, considérablement augmenté les risques de contre-révolution interne; ils ont créé une nouvelle classe de riches entrepreneurs capitalistes ainsi qu'une couche de technocrates et de gestionnaires jouissant d'un niveau de vie privilégié. La bureaucratie au pouvoir propage le concept nationaliste d'une Grande Chine, qui se superpose en grande partie au chauvinisme han et qui sert à justifier le développement de ces forces de classe hostiles au prolétariat tout en contaminant les masses ouvrières et paysannes avec une idéologie nationaliste bourgeoise. Entremêlé à des références occasionnelles à une société socialiste «harmonieuse», ce nationalisme sert en fait à maintenir la cohésion sociale. Ce véritable poison est commun aux régimes de Mao, de Deng et de Hu: l'autoritarisme bureaucratique de style Mao tout comme la discipline du marché sous Deng et ses successeurs cadrent parfaitement avec le nationalisme stalinien. Tous deux sont opposés et hostiles à la démocratie ouvrière et à la perspective fondamentale d'une révolution socialiste internationale. Le parti ouvrier révolutionnaire qu'il faut pour mener une révolution politique prolétarienne à la victoire ne se construira que sur la base d'une opposition irréductible au nationalisme, pierre angulaire du stalinisme.

La libération des femmes par la révolution internationale

Les marxistes savent que l'institution de la famille n'est ni immuable, ni éternelle; il s'agit au contraire d'un rapport social qui peut changer au cours de l'histoire. Friedrich Engels établit dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, son ouvrage classique de 1884, que c'est dans la division de la société en classes que l'on trouve les origines historiques de la famille et de l'Etat. Le développement de l'agriculture permit de produire plus que ce qui était nécessaire pour subsister. Sur la base de l'appropriation de ce surplus social, une classe dirigeante oisive put se développer, ce qui entraîna la disparition de l'égalitarisme primitif qui régnait dans la société humaine à l'Age de la pierre taillée (le paléolithique). La famille acquit une signification centrale du fait de son rôle dans l'héritage de la propriété privée, ce qui impliquait la monogamie sexuelle des femmes et leur mise sous tutelle dans la société. Dans les 10000 ans qui ont suivi l'apparition des classes sociales,

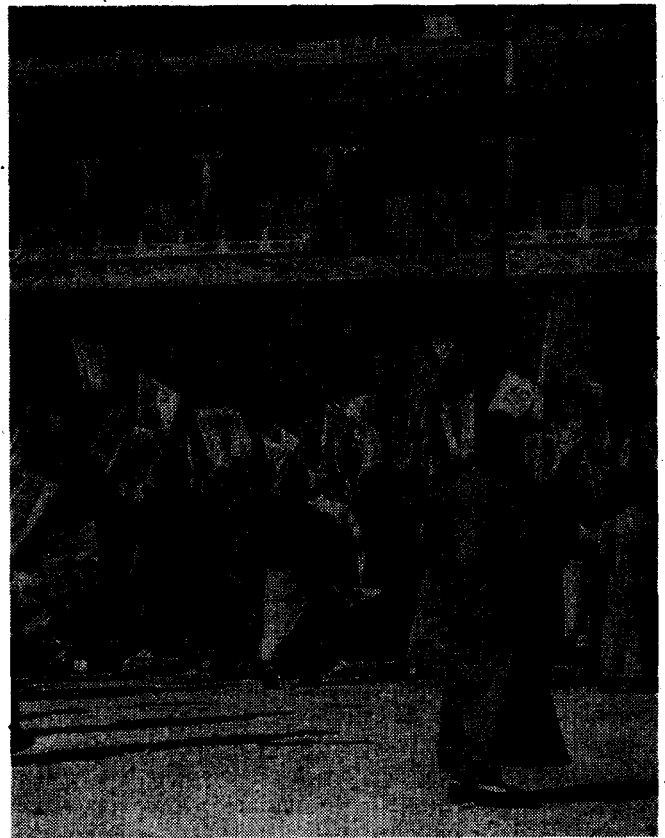
la famille a pris des formes variées: polygame, étendue, nucléaire, etc. correspondant aux différentes économies politiques et à leurs religions respectives. Toutefois, l'oppression des femmes constitue un trait fondamental de toutes les sociétés de classes.

Les mesures que prit le jeune gouvernement soviétique de V. Lénine et Léon Trotsky envers les femmes opprimées de Russie faisaient partie intégrante du programme émancipateur et internationaliste du marxisme. Dans le pays économiquement arriéré où naquit l'Etat soviétique, l'asservissement des femmes avait de profondes racines dans les rapports de production d'une société largement paysanne fondée sur le labour familial. De plus, après sept années de guerre impérialiste, puis de guerre civile, qui avaient ravagé l'économie industrielle de la Russie soviétique, les rangs de la classe ouvrière urbaine qui avait fait la Révolution étaient décimés. Confrontés à cette dure réalité, les bolchéviks firent néanmoins tout ce qui était en leur pouvoir pour mettre en œuvre une amélioration générale de la condition féminine. En même temps, ils se démenaient pour briser l'isolement du jeune Etat ouvrier, notamment en créant l'Internationale communiste (IC, ou Comintern) pour promouvoir et diriger la révolution prolétarienne internationale.

Très tôt la législation soviétique donna aux femmes l'égalité pleine et entière dans tous les domaines, avec entre autres le droit de vote, de divorce et de propriété. On rompit tous les liens de l'Etat avec la toute-puissante Eglise orthodoxe et l'on décréta dès le début que le gouvernement ne s'ingérerait pas dans les affaires sexuelles privées consensuelles. Mais les bolchéviks savaient bien que ces mesures démocratiques étaient insuffisantes. Comme le soulignait Lénine en 1919 lors d'un discours devant un groupe de travailleuses: «Chargée des soins de son ménage, la femme se trouve encore dans une situation gênée. Pour la libérer tout à fait et la rendre réellement l'égale de l'homme, il faut que l'économie soit collective et que la femme participe au travail productif commun. Alors la situation de la femme sera égale à celle de l'homme» («Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets», 23 septembre 1919).

Le nouveau gouvernement soviétique prit des mesures d'une portée considérable pour libérer les femmes de leurs corvées ménagères, y compris en établissant crèches, garderies, cantines et cafétérias collectives. Mais ces mesures se heurtèrent aux obstacles posés par la pauvreté. L'avortement par exemple devint, selon la loi, libre et gratuit en 1920, mais il n'y avait pas suffisamment de médecins, de médicaments et d'hôpitaux pour fournir ce service à toutes celles qui le désiraient, notamment à la campagne. On décida de donner la priorité aux ouvrières, ce qui causa bien des souffrances chez celles qu'on renvoyait.

Les dirigeants bolchéviques savaient que pour arriver au socialisme et libérer les femmes de l'oppression familiale il fallait un énorme bond en avant de la production socialisée, et pour cela ils comptaient sur des révolutions imminentes en Europe centrale et occidentale. Mais la vague de soulèvements ouvriers qui avaient suivi la Révolution bolchévique échoua, notamment en Allemagne en 1923, et la démoralisation s'empara des masses ouvrières. Isolement, pauvreté et défaite propulsèrent l'ascension d'une caste bureaucratique conservatrice autour de Joseph Staline, qui commença dès le début de 1924 à dominer le Parti commu-



Sidney D. Gamble

Mouvement du 4 mai 1919, porte Tiananmen: Des étudiants manifestent contre l'asservissement et la division de la Chine par les Impérialistes.

niste et l'Etat soviétique. Plus tard la même année, la bureaucratie stalinienne avança pour la première fois le dogme nationaliste du «socialisme dans un seul pays». Tout en consolidant sa mainmise sur le pouvoir au cours des années qui suivirent, la bureaucratie abandonna toujours plus la lutte pour la révolution internationale, ce qui allait avoir un impact direct sur l'issue de la Révolution chinoise en 1925-1927. A l'intérieur de l'Union soviétique, les staliniens abolirent de nombreux acquis que les femmes avaient obtenus avec la révolution. En 1936, ils interdirent l'avortement et déclarèrent que la libération des femmes c'était «reconstruire la famille sur une nouvelle base socialiste». (Pour plus de détails, voir «La Révolution russe et l'émancipation des femmes», *Spartacist* édition française n°37, été 2006.)

Dans *la Révolution trahie* (1936), condamnation sans appel de la bureaucratie, Léon Trotsky explique pourquoi les staliniens en sont venus à glorifier l'institution oppressive de la famille. Notant l'arriération matérielle qui existait en Union soviétique, il écrivait: «La famille ne peut pas être abolie: il faut la remplacer. L'émancipation véritable de la femme est impossible sur le terrain de la "misère socialisée".» Il ajoutait:

«Au lieu de dire: "Nous avons été trop pauvres et trop incultes pour établir des relations socialistes entre les hommes, mais nos enfants et arrière-neveux le feront", les chefs du régime font recoller les pots cassés de la famille et imposent, sous la menace des pires rigueurs, le dogme de la famille, fondement sacré du socialisme triomphant. On mesure avec peine la profondeur de cette retraite!»

La polémique de Trotsky s'applique tout autant aux dirigeants staliniens de la Chine, qui au moment de sa révolution en 1949 était encore plus arriérée que la Russie. Le PCC au pouvoir, fidèle au dogme stalinien, célèbre également la famille, la qualifiant d'institution «socialiste». Malgré un flot de belles paroles sur «l'égalité», les femmes n'y jouissent toujours pas d'un salaire égal à travail égal, ni du même accès à la formation et aux emplois les plus qualifiés. Au lieu de cela on inculque aux masses les «valeurs familiales» chinoises. Il y a à la télévision des émissions à la gloire des «enfants dévoués» qui font d'énormes sacrifices pour prendre soin de leurs parents âgés. Et la Fédération chinoise des femmes organise des remises de prix en l'honneur des «dix mères les plus méritantes» et des «cing bonnes familles».

La Chine et la révolution permanente

Dans la Chine ancienne, l'extrême dévalorisation de la femme faisait partie intégrante du code confucianiste qui maintenait la population ployée sous l'arriération des coutumes et des rapports sociaux précapitalistes. La Chine confucianiste traditionnelle, exemple classique de société dans laquelle les institutions de la famille, des classes et de l'Etat ne faisaient qu'un tout, imposait obéissance au père, au propriétaire terrien et à l'empereur. Pour la femme, c'était l'asservissement le plus complet. Elle ne pouvait pas hériter ni posséder de terre. Son éducation visait non seulement à sa soumission, mais à son invisibilité. Dominée par son père, son mari ou son fils, elle pouvait être vendue comme épouse, concubine ou prostituée. La coutume du bandage des pieds, une mutilation qui n'était à l'origine pratiquée que dans la haute société, fut, au XIX^e siècle, «résolument adoptée dans la petite noblesse et imitée dans la paysannerie partout où cela était possible. Au fur et à mesure qu'elle s'instaurait chez les masses paysannes, la norme du pied bandé perdit sa connotation élitiste et s'établit, dans beaucoup d'endroits en Chine, comme critère essentiel pour déterminer si une fille était mariable» (Susan Greenhalgh, «Pieds bandés, vies entravées: les femmes dans la Chine ancienne», *Frontiers: A Journal of Women Studies*, printemps 1977).

Les marxistes considèrent que des conquêtes historiques comme la révolution agraire et les droits démocratiques élémentaires des femmes (le droit de choisir son époux ou de posséder des biens, etc.) sont des tâches qui relèvent des révolutions démocratiques bourgeoises, comme celles qui eurent lieu en Europe à partir du XVII^e siècle. Mais la Chine n'a pas pu suivre cette voie. Sa bourgeoisie était trop faible, corrompue, et dépendante de l'impérialisme, trop liée aux propriétaires terriens et elle craignait trop les masses ouvrières et paysannes pour accomplir des tâches démocratiques bourgeoises comme l'émancipation nationale et le renversement des propriétaires fonciers traditionalistes qui opprimaient et exploitaient la paysannerie.

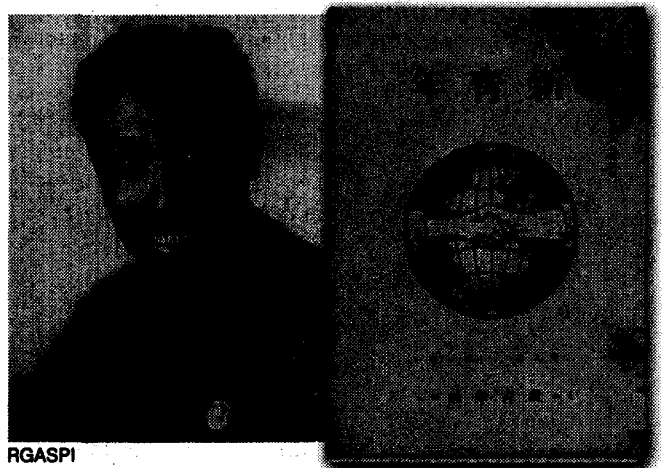
La Première Révolution chinoise, en 1911, vit le renversement de la dynastie Qing (ou mandchoue) par un mouvement républicain nationaliste bourgeois. Comme toute tentative de moderniser la société chinoise devait se heurter directement à la question femme, le Guomindang nationaliste, qui fut fondé en 1912, prit position contre certains aspects de l'horrible condition féminine (il s'opposait par exemple au bandage des pieds). Mais la Révolution de 1911 avait reçu l'aide des puissances impérialistes, et elle

laissa la Chine divisée et dominée par les propriétaires fonciers et ces mêmes impérialistes.

La Première Guerre mondiale stimula l'expansion industrielle de la Chine et donna naissance à un prolétariat de petite taille mais puissant. En 1919, il y avait 1,5 million d'ouvriers, travaillant surtout dans de grandes usines dans les centres urbains, et les femmes en constituaient une proportion significative. La Chine devint donc un exemple typique de développement inégal et combiné: des villes en pleine expansion où dominait une industrie de pointe tandis que dans les campagnes régnaient encore des conditions de vie féodales misérables. Tout cela mettait clairement la question de la révolution permanente à l'ordre du jour. Cette théorie, formulée à l'origine par Trotsky dans le contexte des conditions particulières à la Russie tsariste, postulait que, dans les pays au développement capitaliste retardataire, les tâches de la révolution démocratique sont irréalisables sans la dictature du prolétariat soutenue par les masses paysannes opprimées.

La Chine ne pouvait briser ses chaînes que si le prolétariat prenait le pouvoir, mettant nécessairement à l'ordre du jour les tâches de la construction socialiste et l'extension de la révolution aux pays capitalistes avancés. C'est en 1919 que cette perspective révolutionnaire apparut pour la première fois en Chine, lorsque éclata le Mouvement du 4 mai, un soulèvement constitué en majorité d'étudiants opposés à l'asservissement et à la division du pays par les impérialistes. En 1921, sous l'impact de ces événements, le Parti communiste se constitua sous la direction d'un éminent intellectuel chinois, Chen Duxiu, qui, inspiré par la Révolution russe de 1917, s'était frayé un chemin du libéralisme de gauche au marxisme. Le parti connut une croissance régulière au cours des premières années, puis il vit le nombre de ses militants monter en flèche en 1925 lorsque éclata la Deuxième Révolution chinoise; il gagna alors l'allégeance de centaines de milliers d'ouvriers et de certaines couches de l'intelligentsia urbaine radicalisée.

A ses débuts, le PCC fit des efforts considérables pour gagner les femmes chinoises. Il soulignait, selon la conception matérialiste, que les racines de l'oppression se trouvaient dans l'institution de la famille et que cette oppression



RGASPI

Chen Duxiu, dirigeant du Mouvement du 4 mai, puis du PC chinois. Le journal *Nouvelle Jeunesse*, fondé par Chen, devint l'une des publications du mouvement communiste à ses débuts.

ne pourrait être éradiquée que si l'on parvenait à surmonter l'arriération de la société chinoise dans son ensemble. Avant même le congrès de fondation du PCC, des communistes à Guangzhou publiaient un journal femmes, *Travail et femmes*. En 1922, le PCC établissait un comité responsable du travail parmi les femmes, prenant pour modèle la section femmes du Parti bolchévique. Il fut d'abord basé à Shanghai, où les femmes représentaient plus de la moitié de la classe ouvrière.

Mais, si le PCC cherchait au départ une solution révolutionnaire prolétarienne à l'instar de la Révolution bolchévique, cette impulsion fut bientôt remise en cause. En 1922, un représentant du Comintern ordonna au PCC d'adhérer au Guomindang nationaliste bourgeois. En l'espace de deux ou trois ans, cette politique allait mener à la liquidation pure et simple du jeune parti ouvrier. Pour cela, on exhuma une variante rétrograde de la théorie menchévique de la «révolution par étapes», une thèse dont la Révolution bolchévique en Russie tsariste avait démontré la faillite, et on



Kelley & Walsh

Printemps 1927: Meeting syndical à Shanghai, qui était alors tenue par les ouvriers, quelque temps avant le coup de force contre-révolutionnaire de Chiang Kai-shek. Ci-dessous: Travailleurs emprisonnés par les forces de Chiang; celles-ci massacrèrent des milliers d'ouvriers et de communistes.



Winster

subordonna les intérêts du prolétariat à ceux d'une bourgeoisie «progressiste» imaginaire, qui en réalité était liée aux impérialistes et aux propriétaires terriens. Trotsky se battit à l'intérieur du Comintern contre la liquidation politique du PCC. Une bonne partie de la direction du parti chinois, y compris Chen Duxiu, s'était également opposée au début à cette orientation désastreuse.

En 1927 à Shanghai, le Guomindang de Chiang Kai-shek décapita l'avant-garde prolétarienne chinoise, massacrant des dizaines de milliers d'ouvriers et détruisant les organisations du prolétariat. Cette tuerie signala la défaite sanglante de la Deuxième Révolution chinoise. Les organisations de femmes dirigées par des communistes, qui menaçaient les fondements mêmes de la bourgeoisie chinoise – famille et classe – furent l'objet d'une terreur particulièrement sauvage. Des milliers de militantes communistes furent violées, torturées et assassinées parce qu'elles avaient commis le «crime» d'avoir les cheveux courts ou de porter des «vêtements d'hommes».

C'est à la suite du désastre de 1927 que Trotsky conclut que la théorie de la révolution permanente s'appliquait de façon générale aux pays à développement capitaliste retardataire lorsqu'il y avait une concentration prolétarienne suffisante (voir la brochure spartaciste *The Development and Extension of Leon Trotsky's Theory of Permanent Revolution* [L'élaboration et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky], avril 2008). Trotsky a abondamment écrit sur la crise en Chine; en 1928, il écrivit sa Critique du programme de l'Internationale communiste, où il faisait la synthèse de ce qu'impliquait internationalement la promulgation du «socialisme dans un seul pays» par le Comintern de Staline. Cette Critique fut publiée plus tard dans *l'Internationale communiste après Lénine*. Des centaines de jeunes communistes chinois étudiant à Moscou ainsi que des figures de proue du PCC en Chine, dont Chen Duxiu qui deviendra le principal dirigeant du trotskysme chinois, se joignirent à la lutte de Trotsky contre la collaboration de classes et pour l'indépendance de classe du prolétariat vis-à-vis de toutes les ailes de la bourgeoisie.

Dans les années qui suivirent, Mao arriva à la tête du PCC. Le parti quitta les villes pour prendre la voie de la guérilla paysanne, ce qui changea sa nature même (voir Benjamin I. Schwartz, *Chinese Communism and the Rise of Mao* [Le communisme chinois et l'ascension de Mao], New York, Harper and Row, 1967). Le parti s'était arraché à la classe ouvrière, comme le disait Trotsky. Durant les années 1930, le PCC se transforma en force militaire paysanne dirigée par des petits-bourgeois déclassés. Les trotskystes, qui rejetaient cette perspective antimarxiste, demeurèrent dans les villes et, en proie à une persécution intense, luttèrent contre vents et marées pour garder des racines dans la classe ouvrière (voir «Les origines du trotskysme chinois», *Spartacist* édition française n°31, automne 1997).

La libération des femmes et la Révolution de 1949

La transformation du PCC en parti paysan eut évidemment un impact sur sa politique envers les femmes. La direction maoïste ne pouvait pas se permettre de faire offense aux mœurs traditionnelles des hommes de la paysannerie, surtout si ceux-ci servaient dans l'Armée rouge du PCC. Le travail parmi les femmes dans les zones libérées fut par conséquent



Photos University of Washington Press

Xiang Jingyu, première dirigeante de la section femmes du PCC. De nombreux membres de la Société du réveil (photo ci-dessus en 1920), qui luttait notamment pour les droits des femmes, devinrent ensuite communistes, y compris Zhou Enlai (debout, dernier à droite).

plus conservateur que ce qu'il avait été dans les années 1920, lorsque les communistes menaient dans les villes des luttes radicales pour la libération des femmes.

En 1931 le Japon envahit la Mandchourie et l'occupa. A partir de 1935, conformément à la politique de collaboration de classes dite de « front populaire » promulguée par le Septième Congrès de l'IC, le PCC appela à former une large coalition « antijaponaise » qui inclurait la bourgeoisie et les propriétaires terriens « patriotes ». En 1937, alors que les impérialistes japonais commençaient à étendre leur emprise sur le reste de la Chine, cette politique se concrétisa dans un second « front unique » avec le Guomindang de Chiang Kai-shek. Cette alliance entre le PCC et le Guomindang était plutôt une sorte de pacte de non-agression, qui plus est très instable, les forces de Chiang attaquant de façon répétée les armées paysannes dirigées par les communistes. Mao avait promis (sur le papier) de démanteler les gouvernements « soviétiques » établis par le PCC dans les régions dont il avait le contrôle pour en partager l'administration avec le Guomindang, mais dans la pratique les communistes gardèrent le contrôle exclusif de ces régions. Aussi, lorsque Chiang se subordonna à l'impérialisme américain après l'entrée des Etats-Unis dans la guerre du Pacifique en décembre 1941, et que le général américain Joseph Stillwell prit les commandes des forces armées du Guomindang, l'Armée rouge de Mao continua de mener une lutte indépendante contre les occupants japonais, ce qui justifiait un soutien militaire de la part des marxistes révolutionnaires. Le fait que l'Armée rouge de Mao avait joué le rôle principal dans les seules luttes véritables pour l'indépendance nationale de la Chine rehaussa beaucoup l'autorité et l'influence du PCC ; le territoire sous son contrôle s'était grandement étendu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Toutefois, pendant toute la période du « front unique », Mao tint religieusement ses engagements envers les capitalistes et propriétaires fonciers « patriotes », et il s'opposa à l'expropriation de ces derniers dans les territoires contrôlés par l'Armée rouge. Les campagnes restèrent ainsi figées dans le vieil ordre social, les paysannes demeurant les esclaves du travail domestique et de leur mari. Ce n'est que lorsque la guerre civile contre le Guomindang éclata en 1946 que le PCC se plaça à la tête d'une révolution agraire et jeta les bases de l'émancipation sociale des paysannes.

Les femmes jouèrent un rôle de premier plan dans la victoire finale de l'armée paysanne de Mao. A l'époque, Jack

Belden, militant de gauche américain qui fut témoin des événements, écrivait :

« Avec les femmes, en Chine, les communistes possédaient, toute faite, une des plus grandes masses d'êtres déshérités que le monde ait jamais vue. Et parce qu'ils ont trouvé la clé qui leur a ouvert le cœur des femmes, ils ont également trouvé la clé qui leur a ouvert les portes de la victoire sur Chang Kai Shek. »

— Belden, *la Chine ébranle le monde*, Paris, Gallimard, 1951

Dans les zones rurales conquises par le PCC, la loi sur la réforme agraire de 1947 donna aux hommes et aux femmes les mêmes droits de propriété sur la terre. Cette révolution dans les rapports de propriété pour les femmes eut un impact électrisant. En 1949, dans les zones libérées depuis plus longtemps, 50 à 70 % des femmes travaillaient la terre. Dans certains villages, les paysannes constituaient la force la plus active dans la confiscation des terres des propriétaires fonciers. Quand les communistes remportèrent enfin la victoire dans la guerre civile, ils libérèrent les Chinoises d'une bonne part de la fange féodale qui les étouffait (les mariages arrangés, l'infanticide féminin, la vente des jeunes filles comme



Musée militaire, Pékin

Paysanne aux pieds bandés dénonçant un propriétaire terrien. Les femmes étalent à l'avant-garde de la lutte contre l'ordre ancien.



www.transsib.ru

Harbin 1945: Les troupes soviétiques chassèrent les occupants impérialistes japonais de Mandchourie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

concubines à de riches propriétaires terriens, marchands et usuriers, etc.).

La proclamation de la République populaire de Chine en octobre 1949 marqua la naissance d'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Le prolétariat était morcelé après s'être fait réprimer pendant 20 ans tant par le Guomindang que les Japonais, et de plus il était affaibli par le sérieux déclin économique des années 1930: il ne joua aucun rôle en tant que classe dans la Révolution de 1949. Ce sont des circonstances historiques exceptionnelles qui permirent à la paysannerie d'accomplir cette révolution sociale, entre autres la décomposition interne du régime corrompu du Guomindang et l'existence de l'Union soviétique, qui apporta son aide matérielle aux forces maoïstes. L'armée soviétique, qui entra en guerre contre le Japon dans les dernières semaines du conflit, pénétra rapidement en Mandchourie (où elle resta jusqu'en mai 1946), dans le nord de la Corée (y demeurant jusque fin 1948), et dans plusieurs autres secteurs sous occupation japonaise.

La Révolution de 1949 apportait l'instruction aux nouvelles générations de femmes grâce à l'éducation universelle gratuite, une étape cruciale pour leur intégration à la vie économique et sociale. Le Premier Mai 1950, le gouvernement promulgua une loi sur le mariage interdisant les mariages arrangés, interdisant de posséder des concubines, et donnant aux femmes le droit au divorce et à la propriété. Pour la première fois dans l'histoire de la Chine, bien des filles, brus ou épouses étaient en mesure de choisir leur compagnon, de répudier leur époux violent ou de quitter le foyer dans lequel elles étaient exploitées. On popularisa ces droits nouvellement acquis par des campagnes d'agitation de masse et par des slogans comme « Les femmes soutiennent la moitié du ciel » et « Tout ce que peut faire un homme, une femme peut le faire aussi ».

Mais la loi sur le mariage rencontra une résistance obstinée dans les campagnes. Au cours des années qui suivirent sa promulgation, quelque 80 000 personnes, dont une

majorité de jeunes femmes cherchant à faire prévaloir leurs droits, étaient tuées chaque année pour des questions de mariage. Les cadres du PCC responsables de l'application de la loi dans les villages avaient souvent des liens de parenté avec les chefs de famille et beaucoup capitulaient sous la pression écrasante de ceux qui voulaient maintenir les normes familiales traditionnelles. De plus, même si les jeunes femmes célibataires ou celles qui voulaient quitter leur mari avaient formellement des droits, ceux-ci étaient limités dans la pratique par le manque d'indépendance économique. Car non seulement l'économie agricole primitive fournissait à peine de quoi vivre, mais c'était le chef de famille (le plus souvent le père, le beau-père ou le mari) qui contrôlait le lopin de terre. La collectivisation de l'agriculture et l'établissement des communes rurales dans les années 1950 ne réduisit guère non plus la dépendance économique des femmes vis-à-vis de la structure patriarcale traditionnelle.

Même si elle obtenait le divorce, une femme ne recevait pas sa part de la propriété de la famille de son ancien mari.

Les paysannes dans la Chine de Mao

La Chine de Mao n'avait pas de ressources suffisantes pour offrir des emplois dans l'industrie ou dans les autres secteurs économiques urbains à la grande masse des paysannes (ni des paysans). Cela dit, outre ces limitations objectives, les orientations et les pratiques du gouvernement de Mao ont elles-mêmes contribué à perpétuer l'oppression des femmes, particulièrement dans les campagnes. A cette époque, la stratégie économique consistait à extraire le surplus maximum de l'agriculture et à le réaffecter à des technologies requérant des investissements lourds, pour la production industrielle dans les villes. Entre 1952 et 1975, la production industrielle est passée de 20 à 45% de la production matérielle nette. Mais la part de la main-d'œuvre employée dans les secteurs non agricoles n'est passée dans la même période que de 16 à 23% (Carl Riskin, *China's Political Economy: The Quest for Development Since 1949* [L'économie politique de la Chine: La quête du développement depuis 1949], Oxford, Oxford University Press, 1987).

En plus des mœurs confucianistes traditionnelles, le fait que les méthodes de production agricole demandaient tellement de main-d'œuvre créait une pression économique sur les familles paysannes pour qu'elles aient beaucoup d'enfants (de préférence des garçons), ce qui alourdissait encore plus le fardeau des femmes. Dans le cadre des communes rurales, c'est la vente de produits artisanaux et des produits agricoles des lopins privés qui fournissait à la famille le plus gros de ses revenus. La réglementation et les pratiques courantes dans les communes étaient discriminatoires envers les femmes, qui avaient en moyenne un revenu inférieur (en points-travail) à celui des hommes, même pour un travail similaire. De plus, même si les revenus des femmes étaient calculés séparément, c'est au chef du foyer, le plus souvent un homme, qu'on remettait la somme des revenus de la famille.

A la fin des années 1950 fut lancé le « grand bond en avant », une tentative aventuriste et utopique de catapulte la Chine au niveau des pays industriels avancés en mobilisant la main-d'œuvre paysanne en masse. Dans ce cadre, on tenta d'établir des cuisines collectives. Mais ces cuisines étaient de piètre qualité et de ce fait provoquèrent un énorme mécontentement. On les abandonna aussitôt après l'échec du « grand bond en avant », qui avait plongé le peuple épuisé dans l'une des pires famines de l'histoire. Nous sommes opposés à la communalisation forcée de la main-d'œuvre paysanne et à l'élimination de toutes les restrictions de durée et d'intensité du travail, qui étaient deux aspects caractéristiques du catastrophique « grand bond en avant » de Mao.

Dans le cadre des « réformes de marché » de l'après-Mao, les communes agricoles furent supprimées et remplacées au début des années 1980 par le « système de responsabilité des ménages ». Basé sur la location de terres à long terme (jusqu'à 30 ans), ce système était en fait un retour à l'exploitation familiale individuelle. Au début la productivité augmenta. Mais ces « réformes » eurent aussi un effet dévastateur sur la condition de la femme paysanne. Il y eut notamment un écart de plus en plus grand à la campagne entre le niveau d'éducation des hommes et celui des femmes, et l'on vit réapparaître à grande échelle l'infanticide des petites filles, ainsi que les avortements sélectifs.

Les communes dispensaient auparavant une éducation primaire et secondaire gratuite à tous les enfants. Avec leur démantèlement, cette responsabilité passa aux municipalités rurales. Mais comme le gouvernement central avait radicalement réduit les financements (ceux-ci ont été graduellement réaugmentés depuis), les municipalités imposèrent toutes sortes de frais de scolarité onéreux. En conséquence, entre 1978 et 1993, le nombre d'élèves inscrits à l'école primaire chuta de 129 à 90 millions et ceux du secondaire de 48 à 26 millions (Tamara Jacka, *Women's Work in Rural China: Change and Continuity in an Era of Reform* [Le travail des femmes dans la Chine rurale : changement et continuité à l'ère des réformes], Cambridge, Cambridge University Press, 1997). Etant donné que bien des familles paysannes étaient prêtes à faire des sacrifices pour leurs garçons, ce sont les filles qui furent le plus durement touchées par ce déclin. Dans une étude plus récente publiée par le quotidien d'Etat *China Daily* (2 avril 2007), on constate qu'entre 2000 et 2005 le nombre d'adultes illettrés en Chine a augmenté d'un tiers, passant de 87 à 116 millions, et ce sont en grande partie des femmes.

Il est encore courant de nos jours que la jeune mariée emménage dans le village de son époux, et souvent dans la maison des parents de celui-ci. Elle se retrouve donc sous l'autorité de ses beaux-parents, et de sa belle-mère en particulier. Le système des mariages arrangés, tel qu'il existait dans les campagnes avant 1949, a fait place à celui des mariages semi-arrangés. Il est rare que les couples soient contraints de se marier contre leur gré, mais se marier sans le consentement des parents est très mal vu. Des coutumes traditionnelles comme la dot et le prix de l'épousée restent courantes. Elles ont connu en fait une recrudescence à l'ère des « réformes » de l'après-Mao, étant donné le retour à l'exploitation agricole familiale individuelle. Le gouvernement a récemment annoncé que les paysans pourraient vendre leur bail d'exploitation à d'autres paysans ou à des entreprises privées. Mais il est difficile de prévoir à

l'heure actuelle comment ces mesures s'appliqueront dans la réalité.

Le retour de l'infanticide des filles

Malgré la montée des inégalités, même les femmes paysannes ont en moyenne un sort nettement meilleur aujourd'hui que par le passé. L'électrification des campagnes représente un énorme progrès, car elle permet l'utilisation d'appareils ménagers (réfrigérateur, machine à laver) qui allègent les tâches ménagères de la femme ; elle donne aussi accès à des technologies de base comme la télévision. Dans les villes, les femmes qui ont atteint un certain niveau d'indépendance financière jouissent de ce fait d'une plus grande liberté sexuelle. Les relations sexuelles avant le mariage, autrefois interdites par le code de moralité puritain des staliniens, sont aujourd'hui monnaie courante. Le divorce est aussi beaucoup plus facile à obtenir : d'après les statistiques du ministère chinois des Affaires civiles, son taux a plus que triplé depuis 1985.

Mais les forces du marché ont amené un certain nombre de phénomènes rétrogrades qui vont de pair avec l'exploitation. On voit la recrudescence de certaines des pires abominations de la Chine ancienne. L'un des effets les plus alarmants est la résurgence de l'infanticide des filles, comme le montre la hausse importante de la mortalité infantile chez les petites filles. L'avortement sélectif des filles, que l'échographie rend désormais possible, est également devenu pratique courante. Liu Bohong, directrice adjointe de l'Institut de recherche sur la femme de la Fédération chinoise des femmes, estime qu'en 2005 il y avait parmi les nouveaux-nés 123 garçons pour 100 filles (la moyenne internationale étant de 104 à 107 garçons pour 100 filles).

Contrairement à Mao, Deng estimait qu'une croissance démographique incontrôlée était un sérieux handicap à la modernisation de la Chine. A la fin des années 1970, le gouvernement imposa des mesures draconiennes de contrôle des naissances et des amendes sévères limitant les familles urbaines à un enfant et les familles rurales à deux (mais

Volumes reliés

Spartacist (édition française)

Volume 1 : nos 1 à 14, mai 1972 à décembre 1977

Spartacist (édition anglaise)

Volume 1 : nos 1 à 20, février 1964 à juillet 1971 (épuisé)

Volume 2 : nos 21 à 30, automne 1972 à automne 1980 (épuisé)

Volume 3 : nos 31 à 40, été 1981 à été 1987 (épuisé)

Volume 4 : nos 41-42 à 47-48, hiver 1987-1988 à hiver 1992-1993

Spartacist (édition allemande)

Volume 1 : nos 1 à 10, printemps 1974 à hiver 1981-1982

Volume 2 : nos 11 à 18, hiver 1983-1984 à printemps 1997

France : 25 €, Canada : 35 \$Cdn, USA : 30 \$ (par volume)

Certains volumes sont disponibles sur demande en microfilm.

Commande :

France : LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
(Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L)

Canada : SCPA, C.P. 6867,
succursale A, Toronto ON M5W 1X6

uniquement si la première naissance est une fille ou un enfant handicapé; il n'y a aucune limite pour les minorités nationales). Au milieu des années 1980, le régime de Deng entreprit d'éliminer le «bol de riz en fer», ce programme d'emploi à vie et d'avantages sociaux élémentaires offert aux employés des entreprises d'Etat. Exception faite d'une petite minorité d'employés plus âgés ayant droit à des pensions de l'Etat, la plupart des travailleurs ne peuvent plus compter aujourd'hui pour leur retraite que sur leurs économies ainsi que sur le soutien de leurs enfants. Comme les filles qui se marient rejoignent normalement la famille de leur mari, c'est des parents âgés de leur mari qu'elles prennent soin. La politique de «l'enfant unique» se conjugue à la structure familiale patriarcale et à la forte inégalité des salaires entre hommes et femmes pour induire un profond déséquilibre démographique, y compris dans les villes. En 2005 à Pékin par exemple, on comptait 109 naissances de garçons pour 100 naissances de filles.

La situation est encore pire au village, ce qui contraste fortement avec ce qui prévalait immédiatement après la Révolution, quand la nationalisation des terres, leur distribution égalitaire aux paysans, puis la collectivisation de l'agriculture, assuraient à tous un niveau de subsistance minimal. Durant les trente premières années de la République populaire, la proportion des naissances de filles par rapport à celle des garçons correspondait à la norme démographique naturelle. Comme les techniques agricoles primitives des communes demandaient beaucoup de main-d'œuvre, plus il y avait de membres de la famille (filles ou garçons) occupés à la culture ou à des activités de construction connexes, plus la famille paysanne accumulait de points-travail et donc de revenus.

Aujourd'hui, les familles paysannes et les ouvriers migrants sont particulièrement touchés par une autre facette importante des «réformes de marché»: l'élimination des soins médicaux gratuits. Il est courant que les garçons naissent à l'hôpital ou dans une clinique et les filles à la maison. Si un garçon est malade, on l'amène chez le médecin, mais pas une fille. Depuis l'abolition des communes, la plupart des lopins de terre chinois sont si petits qu'il suffit d'un ou deux paysans expérimentés pour s'en occuper. Avoir d'autres membres de la famille au travail à la ferme est donc une surcharge économique.

La liquidation du système de santé gratuit provoque aussi une recrudescence des superstitions et des sectes religieuses (comme Falun Gong), avec un retour aux «médecines traditionnelles» et autres survivances de la vieille Chine (voir «Falun Gong, une force pour la contre-révolution en Chine», *Workers Vanguard* n°762, 3 août 2001).

Le contrôle des naissances est essentiel pour que les femmes puissent avoir un certain contrôle sur leur propre existence; c'est une question particulièrement importante dans un pays qui compte 20% de la population de la planète mais seulement 7% de ses terres arables. Un gouvernement ouvrier et paysan en Chine aurait recours à des mesures éducatives pour encourager les familles à limiter *volontairement* le nombre de leurs enfants. Nous défendons le droit des femmes de décider si elles veulent ou non avoir des enfants, et combien. Comme nous l'écrivions il y a plus de dix ans: «Le régime de l'Etat ouvrier déformé chinois, avec son appareil d'Etat brutal et répressif, utilise toutes sortes de moyens pour limiter les naissances, allant d'avantages économiques à des méthodes de contrôle bureaucratique inflexible des masses ouvrières et paysannes. Ces méthodes, lorsqu'elles ont trait à la question très personnelle d'avoir des enfants, peuvent constituer des ingérences odieuses» («Chine: les femmes menacées par la misère du "libre marché"», *Women and Revolution* n°45, hiver-printemps 1996).

Une priorité que se donnerait un gouvernement des conseils ouvriers et paysans serait de corriger le déséquilibre sexuel actuel. Il s'efforcerait de fournir, grâce à la planification économique centralisée, des soins médicaux gratuits et de qualité à tous les citoyens de Chine, et à payer des retraites financées par l'Etat à tous les travailleurs des villes et des campagnes. C'est dans le surplus économique collectif produit par l'ensemble de la population active qu'il faudrait puiser les ressources nécessaires pour soutenir ceux qui ne peuvent pas travailler parce qu'ils sont trop âgés (ou malades ou infirmes) et non dans leurs économies ou dans les revenus de leurs enfants. Pour vaincre les préjugés culturels en faveur des garçons, préjugés encore renforcés par les réformes de marché de la bureaucratie, un gouvernement ouvrier encouragerait l'éducation et la formation professionnelle des jeunes femmes.

Pour libérer les femmes de la famille patriarcale paysanne, il faut collectiviser et moderniser rationnellement l'agriculture. Comme la majorité de la population vit encore à la campagne où les méthodes de production demeurent primitives et où les infrastructures modernes sont réduites, cette collectivisation entraînerait une profonde transformation de la société chinoise.

Pour pouvoir introduire les techniques modernes (engrais chimiques, moissonneuses-batteuses, en bref tout ce qui implique l'agriculture scientifique), il faut que l'industrie se

BOLCHEVIK

Genèse du pablisme

Cet article est tiré de *Spartacist*, édition anglaise, n° 21, automne 1972. Une première traduction française dans *Spartacist* édition française n° 4 de 1974.

Le révolutionnaire Michel Pablo (1897) a été l'un des principaux auteurs de ce courant révisionniste, et à son aune d'ailleurs, dans le contexte communiste international, jusqu'à la fin des années 1950, ainsi que «révisionnisme» dans l'histoire qui se joue dans le monde entier. Ce courant révisionniste a été le principal responsable de la dégradation de la révolution chinoise en 1951-1953, malgré la bataille menée notamment par le SWP américain de James P. Cannon. (Le Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot est le dernier avatar du pablisme en France.)

Le révolutionnaire Michel Pablo, qui a été l'un des principaux auteurs de ce courant révisionniste, et à son aune d'ailleurs, dans le contexte communiste international, jusqu'à la fin des années 1950, ainsi que «révisionnisme» dans l'histoire qui se joue dans le monde entier. Ce courant révisionniste a été le principal responsable de la dégradation de la révolution chinoise en 1951-1953, malgré la bataille menée notamment par le SWP américain de James P. Cannon. (Le Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot est le dernier avatar du pablisme en France.)

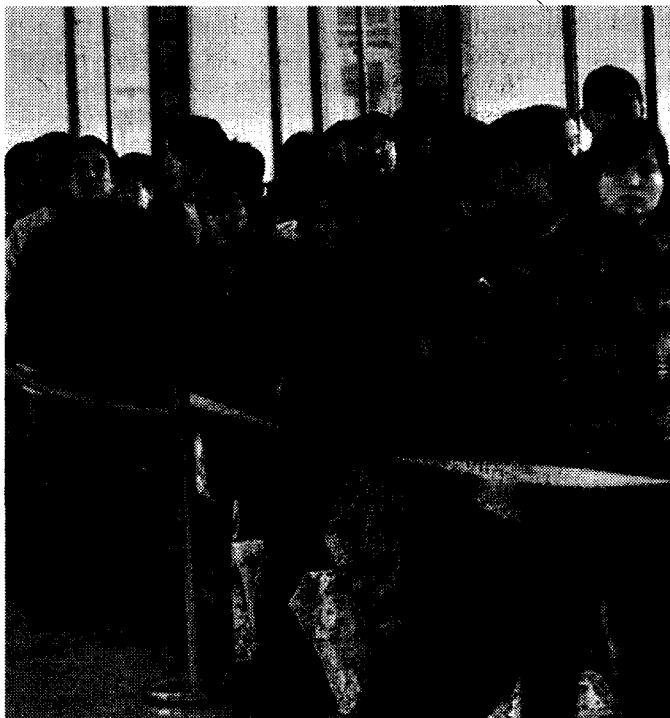
Supplément au *Bolchévik* n° 186
0,50€ / 0,50\$Cdn (16 pages)

Nouvelle traduction de l'article «Genesis of Pablism», paru dans *Spartacist* édition anglaise n° 21, automne 1972

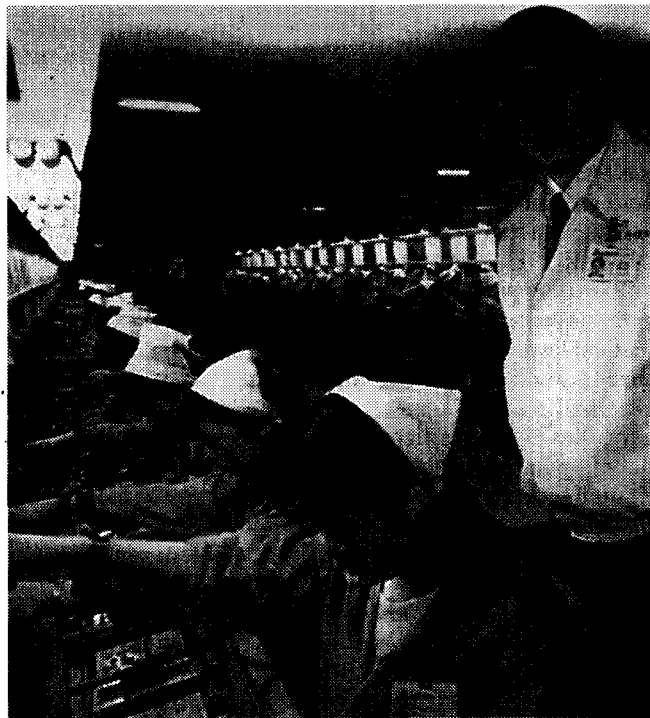
«Genèse du pablisme» décrit l'origine et l'évolution du courant révisionniste de Michel Pablo, qui détruisit la Quatrième Internationale trotskyste en 1951-1953, malgré la bataille menée notamment par le SWP américain de James P. Cannon. (Le Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot est le dernier avatar du pablisme en France.)

France: LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
(Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L)

Canada: SCPA, C.P. 6867,
succursale A, Toronto ON M5W 1X6



AFP



Morris/Far Eastern Economic Review

Des migrants dans une gare de Chine retournent dans les villes où ils travaillent. A droite, dans le Guangdong, usine de produits électroniques à capitaux taïwanais.

développe qualitativement par rapport à son état actuel. La hausse de la productivité agricole créerait à son tour le besoin d'une expansion considérable des emplois industriels dans les villes afin d'absorber le surplus de main-d'œuvre qui apparaîtrait dans les campagnes. Tout cela prendrait évidemment du temps, surtout étant donné le niveau actuel de productivité, relativement bas, de l'industrie chinoise. Mais en dernière analyse, la possibilité même de réaliser cette perspective, et le rythme auquel cela se produirait, dépendent de l'assistance que la Chine recevrait d'un Japon ou d'une Amérique socialiste, ce qui souligne une fois de plus qu'il faut une révolution prolétarienne internationale.

De jeune paysanne à ouvrière migrante

Après la révolution de 1949, grâce à la nationalisation de l'économie et l'introduction de la planification centralisée, des millions de femmes prirent part pour la première fois à la production socialisée. La plupart d'entre elles étaient cependant reléguées aux emplois les moins qualifiés, les moins bien rémunérés et les moins équipés en machines. Elles constituaient la majorité de la main-d'œuvre dans les coopératives de production, alors que, dans les entreprises d'Etat, la main-d'œuvre était généralement masculine et faisait un travail plus qualifié, mieux payé et plus mécanisé. En outre, plus de la moitié des quelque 30 millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi lors de la privatisation et de la restructuration des entreprises d'Etat dans la deuxième moitié des années 1990 étaient des femmes. Mais si d'un côté le nombre de femmes travaillant dans les entreprises d'Etat a chuté, il est monté en flèche dans l'industrie privée, en particulier dans les usines appartenant aux étrangers et aux Chinois de l'extérieur. Avec la crise économique mondiale qui sévit actuellement, cette tendance risque de s'inverser.

Dans leur grande majorité, les ouvrières migrantes sont jeunes et célibataires; elles n'ont généralement même pas vingt ans lorsqu'elles arrivent en ville. La plupart subissent une exploitation brutale, travaillant en moyenne de onze à douze heures par jour, souvent sept jours sur sept. Elles sont soumises à une discipline de fer, souvent payées à la pièce, avec des amendes prélevées de leur salaire pour tout produit défectueux. Elles sont parquées dans des dortoirs non mixtes surpeuplés. Les mesures de sécurité au travail sont rudimentaires ou inexistantes. Selon une étude gouvernementale du milieu des années 1990, il y avait des produits toxiques ou plus généralement des conditions de travail dangereuses dans 40% des entreprises de Shenzhen, un important centre industriel du Guangdong (*Holding Up Half the Sky: Chinese Women Past, Present and Future* [Elles soutiennent la moitié du ciel: Les femmes chinoises hier, aujourd'hui et demain], sous la direction de Tao Jie, Zheng Bijun et Shirley L. Mow, New York, Feminist Press at the City University of New York, 2004).

Et pourtant, chaque année, des millions de jeunes femmes quittent leur village pour les usines de la Chine urbaine. Elles savent pour la plupart ce qui les attend, car elles cherchent souvent à se faire embaucher dans des entreprises où des parents ou amis de leur village travaillent déjà. Même si l'on tient compte du fait que la vie est chère dans les villes, il y a des avantages économiques considérables à être ouvrier migrant. D'après les statistiques officielles du gouvernement pour 2007, le revenu moyen net annuel était de 4 140 yuans par personne à la campagne et de 14 400 par personne chez les ouvriers migrants, soit plus du triple. Une jeune femme évoquait ainsi les conditions misérables à la ferme familiale qu'elle avait fuies: «Pour alléger leur fardeau [à ses parents], j'allais dans la montagne chercher de la nourriture pour les cochons, puis je donnais à manger aux

cochons et aux canards ; au moment de la moisson, j'aidais aux champs, dans la boue à longueur de journée comme un singe de boue. Et je ne pouvais même pas m'acheter quelque chose de mettable» (cité par Dorothy J. Solinger, *Contesting Citizenship in Urban China: Peasant Migrants, the State and the Logic of the Market* [Contester la citoyenneté en Chine urbaine : les paysans migrants, l'Etat et la logique du marché], Berkeley, University of California Press, 1999).

Bien des jeunes femmes cherchent à se soustraire aux pressions des parents et de leur entourage qui veulent qu'elles se marient jeunes ; elles veulent profiter, au moins pour quelques années, des avantages culturels de la vie urbaine. Lorsque la chercheuse australienne Tamara Jacka leur demanda pourquoi elles étaient parties, bien des jeunes femmes lui répondirent «pour m'épanouir», « largir mes horizons», «acquérir mon indépendance», «pour mon éducation», etc. (Jacka, *Rural Women in Urban China: Gender, Migration and Social Change* [Les femmes rurales en Chine urbaine : genre, migration et changement social], Londres, M.E. Sharpe, 2006).

Dans son ouvrage *Made in China: Women Factory Workers in a Global Workplace* [Fabriqué en Chine : ouvrières d'usine sur un lieu de travail mondialisé] (Durham, Caroline du Nord, Duke University Press, 2005), Pun Ngai, une universitaire de Hongkong qui a des sympathies féministes, cite une des rares ouvrières relativement plus âgées de l'usine, cuisinière à la cafétéria : «Nous n'aurions jamais os  imaginer quitter la famille et le village. Les femmes restaient toujours à la maison à faire la cuisine et les tâches ménagères, en attendant de se marier et de donner naissance à des fils.» La condition des ouvrières migrantes travaillant à l'usine, si dure soit-elle, reste donc tout de même meilleure que celle des villageoises avant 1978. Travailler en ville met en lumière les différences entre la ville et la campagne : «Quand on a vécu en ville un certain temps», note une ouvrière migrante, «on pense différemment, on se demande

constamment comment on pourrait améliorer la vie à la campagne» (cité par Leslie T. Chang : *Factory Girls* [Jeunes ouvrières], New York, Spiegel & Grau, 2008).

La relative indépendance économique et les libertés individuelles de beaucoup d'ouvrières migrantes ne durent que quelques années, après quoi elles retournent au village pour se marier. Mais elles y reviennent avec une conscience sociale nouvelle et une perception nouvelle de la puissance du prolétariat, souvent acquise parce qu'elles ont elles-mêmes participé à des luttes contre les patrons capitalistes.

On pouvait voir au printemps 2007 l'énorme potentiel du prolétariat industriel chinois, lors d'une série de grèves des dockers   Shenzhen, quatrième port à conteneurs du monde. Il y avait d j à eu des grèves   Shenzhen en 2004, auxquelles 300 000 ouvriers avaient participé. Non loin de là, à Huizhou, ce sont des ouvrières qui avaient lancé une série de luttes combattives – stoppant la production et bloquant des routes d'accès – contre la Gold Peak Industrial Holding Ltd., une multinationale basée à Hongkong et à Singapour, qui y possédait deux usines de piles électriques.

Abolition du système stalinien discriminatoire du hukou !

Le système d'enregistrement des ménages (le *hukou*) instauré par la bureaucratie restreint sévèrement le droit de séjour et l'accès aux soins médicaux et à l'éducation des Chinois ruraux dans les villes ; il y rend le séjour des migrants précaire et incertain. Les ouvriers migrants ne reçoivent qu'un permis de séjour temporaire, moyennant une somme relativement importante ; certains n'ont pas de permis du tout. Si une migrante se marie, et surtout si elle tombe enceinte, elle a de bonnes chances de se faire renvoyer de son travail et de ne pas en retrouver un autre. Dans les villes, les hommes ne veulent pas épouser les femmes qui n'ont qu'un *hukou* rural. Les couples mariés de migrants payent souvent beaucoup plus cher les soins médicaux et

SPARTACIST 

NUMERO 31 EDITION FRANCAISE AUTOMNE 1997

Pour un parti leniniste-trotskyiste !

**LA CHINE   LA MARCHÉ :
Révolution prolétaire ou
révolution capitaliste ?**

Publication d'inédites tirées des archives soviétiques
**Le combat de Trotsky contre la traision
stalinienne de la Révolution bolchévique**

PAGE 40

Regroupement révolutionnaire ou
alchimie centriste ?

PAGE 64

NUMERO 31A REVOLUTION 31B CANADA 31C FRANCE 31D MAROC 31E TUNISIE 31F USA 31G 1997

Spartacist
 dition française
n  31

(automne 1997)
1,50 à / 2  Cdn
(64 pages)

**Collection
d'articles
sur la Chine**

1   / 2  Cdn

"BOLCHEVIKS"

Pour la défense de la Chine contre
l'impérialisme et la contre-révolution !
Pour la révolution politique prolétaire !

Collection d'articles sur la Chine

- Les réformes de marché – en Chine
Il faut défendre l'Etat ouvrier défendu chinois !
Pour la révolution politique prolétaire !
Le Bolchévik n  177, septembre 2006
- Les tests d'armements chinois piquent
au vif les impérialistes
Pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine
Le Bolchévik n  179, mars 2007
- Lutte ouvrière mûrie à sa tête
un contre-révolutionnaire chinois
Le Bolchévik n  181, septembre 2007
- Embutes contre-révolutionnaires au Tibet
Défense de l'Etat ouvrier défendu chinois
Le Bolchévik n  183, mars 2008 (Corrections sur
le Tibet, Le Bolchévik n  185, septembre 2008)
- Charta de programme pour
la contre-révolution – démocratique –
Le Bolchévik n  189, juin 2009

1   / 2  Cdn

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10 (Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L)

France: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10 (Chèques à l'ordre de: Société d'édition 3L)

Canada: SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6

l'éducation de leurs enfants que ceux qui ont un droit de séjour permanent en ville.

Avec le système du *hukou*, la bureaucratie a dans les faits créé une population d'immigrés à l'intérieur du pays, concentrée dans les couches inférieures de la classe ouvrière. Le *hukou* avait été établi en 1955 par Mao. Il s'agissait à l'origine de rationner les biens dans une économie de pénurie en empêchant en particulier les paysans de migrer en masse dans les villes pour travailler dans les entreprises d'Etat, dont les emplois étaient réservés à ceux qui résidaient légalement dans les villes. Quand la Chine s'ouvrit aux investissements étrangers, le *hukou* prit une fonction différente. L'expansion des usines étrangères est basée sur l'existence d'un immense réservoir de main-d'œuvre de migrants qui sont mobiles et ont un statut légal précaire, et à qui on peut payer des salaires dérisoires. Il arrive que des migrants soient embauchés temporairement dans des entreprises d'Etat, le secteur névralgique de l'économie chinoise, mais ces entreprises sont généralement la chasse gardée des ouvriers titulaires d'un *hukou* urbain. La bureaucratie s'est ainsi transformée en une sorte de pourvoyeur de main-d'œuvre pour le capital impérialiste et pour les capitalistes chinois de l'extérieur. Le *hukou* permet aussi de renforcer l'institution de la famille : il est héréditaire, et c'est le chef de famille qui détient les documents qu'il doit par exemple présenter pour permettre à son enfant de se marier.

Au sein de la population migrante elle-même, il y a une division entre ceux qui ont un statut légal et ceux qui n'en ont pas : presque tous les migrants qui travaillent dans des usines ou des grandes entreprises comme Wal-Mart possèdent un permis de séjour temporaire en ville. Mais il y a aussi des millions de migrants « sans papiers » (personne n'en connaît le nombre exact) qui survivent péniblement comme journaliers, femmes de ménage, nourrices, vendeurs ambulants, etc. Dans le souci d'atténuer le mécontentement social tant dans les villes que dans les campagnes, et d'assurer un réservoir de main-d'œuvre stable, le régime a dû envisager de réformer ou de remplacer le système du *hukou* ; des essais dans ce sens ont déjà été faits dans certaines régions. Cela n'a pas empêché les autorités de Pékin, à la veille des Jeux olympiques de 2008, de lancer une vaste campagne contre les ouvriers migrants et de forcer des centaines de milliers d'entre eux, dont beaucoup avaient travaillé dans des conditions épuisantes à la construction des installations olympiques, à quitter la ville. Nous sommes contre le système arbitraire et discriminatoire du *hukou*. Nous sommes pour que les ouvriers migrants aient les mêmes droits et les mêmes avantages sociaux que les résidents qui ont un statut légal.

Ce dont les ouvriers chinois ont besoin, c'est d'un parti trotskyste qui dirige une révolution politique pour chasser la caste bureaucratique stalinienne privilégiée et établir un gouvernement des conseils ouvriers et paysans démocratiquement élus, représentant toutes les couches du prolétariat, et les travailleurs ruraux. C'est seulement si les rênes du pouvoir sont aux mains des travailleurs que l'Etat ouvrier pourra résoudre de façon satisfaisante les grandes questions auxquelles il est confronté, que ce soit dans le domaine de la politique extérieure et de la stratégie militaire ou bien de l'économie ; et cela inclut d'éventuelles mesures administratives concernant la mobilité de la population ou concernant des pénuries ou des catastrophes naturelles. Comme le disait Trotsky : « Il ne s'agit pas de remplacer une coterie diri-

geante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique » (*la Révolution trahie*).

Les « démocrates » qui veulent un retour au capitalisme et les ouvriers migrants

Il y a maintenant dans la bureaucratie du PCC un certain nombre d'éléments qui ont des liens, de parenté ou autres, avec des chefs d'entreprise capitalistes ; en 2007, l'Assemblée populaire nationale, qui ne fait qu'entériner les décisions d'en haut, a passé une loi qui renforçait les droits de propriété des personnes et des sociétés. La base matérielle sur laquelle repose la bureaucratie n'en continue pas moins d'être la propriété collectivisée, fondement de son pouvoir et de ses revenus. Mais la bureaucratie ne défend les acquis de l'Etat ouvrier déformé chinois que dans la mesure où elle craint le prolétariat. Le régime Hu agit prudemment face à la colère qui gronde à la base de la société chinoise : il ralentit certaines mesures « de marché » au nom de la « société harmonieuse » et emprisonne, ou même exécute, certains membres de l'administration trop ouvertement corrompus.

En 2006, le département officiel de propagande du PCC a publié une déclaration exprimant des inquiétudes concernant le fait que les ouvriers migrants touchaient de trop bas salaires de leurs employeurs (*Face-to-Face with Theoretical Hot Spots* [Confronter d'épineux problèmes théoriques], Pékin, Study Press and People's Publishing House, 2006). Craignant surtout que les salaires de misère, et les conditions de travail pénibles n'engendrent une montée de la contestation parmi les ouvriers migrants, la bureaucratie a adopté une nouvelle législation du travail qui encourage les contrats à long terme et qui donne des avantages sociaux supplémentaires aux ouvriers migrants. La Fédération nationale des syndicats de Chine, contrôlée par l'Etat, crée maintenant des sections syndicales dans des entreprises appartenant à des capitalistes étrangers ou à des Chinois de l'extérieur.

Wal-Mart, le géant américain de la grande distribution, notoirement anti-syndicats, a ainsi été obligé de reconnaître les syndicats dans la centaine de magasins qu'il possède en Chine. En 2006, *Japan Focus* publiait un article sur la lutte pour organiser un syndicat dans un Wal-Mart du Fujian : « A 6 h 30, ils ont déclaré qu'ils avaient constitué une section syndicale et ils ont entonné l'Internationale sous une banderole proclamant : "Nous sommes déterminés à poursuivre le développement du syndicalisme aux couleurs de la Chine !" » (Anita Chan, « Syndicalisation à Wal-Mart : Le syndicalisme chinois à un tournant », *Japan Focus*, 8 septembre 2006).

Un certain nombre d'universitaires féministes, occidentales et chinoises, dénoncent les conditions de vie des ouvrières migrantes et affirment que celles-ci peuvent trouver des alliés dans les organisations non gouvernementales (ONG) et autres agences « humanitaires » qui sont parrainées et financées par des fondations et des gouvernements capitalistes. L'idée que ces institutions impérialistes sont du côté des ouvriers migrants est pire que de la mystification ; c'est en fait prendre le côté des forces qui représentent l'ennemi de classe du prolétariat chinois.

Au cours de certaines luttes, des migrants revendiquent le droit de former leur propre syndicat indépendant. C'était le cas par exemple en 2005 lorsque 12000 travailleurs (en

majorité des femmes) ont déclenché une série de grèves contre l'entreprise japonaise de produits électroniques Uniden. Il est important que les travailleurs chinois en lutte se battent pour des syndicats indépendants de la bureaucratie, mais cette lutte doit avoir pour principe directeur la défense de l'Etat ouvrier fondé par la Révolution de 1949. C'est d'autant plus important que des forces procapitalistes sont en train de manœuvrer pour organiser des syndicats soi-disant « indépendants » au nom de la « démocratie » occidentale – qui n'est rien d'autre que la domination des exploiters capitalistes derrière une façade parlementaire.

C'est dans cette direction contre-révolutionnaire que les impérialistes et leurs lieutenants ouvriers cherchent à canaliser les luttes légitimes des ouvriers chinois. Ils soutiennent entre autres le *China Labour Bulletin (CLB)* de Hongkong, qui a pour figure de proue un certain Han Dongfang; ce dernier, se présentant comme défenseur des ouvriers chinois, anime une émission régulière sur Radio Free Asia, qui est financée par la CIA. Récemment, en référence au nouveau code du travail, le CLB a appelé à travailler à l'intérieur de la Fédération des syndicats de Chine. Le programme politique de Han Dongfang et de ses acolytes n'est pas au service des intérêts du prolétariat chinois, mais des forces qui veulent un retour à la domination et à l'exploitation impérialistes. On compare souvent le type de syndicat qu'ils veulent construire à Solidarność en Pologne; dans les années 1980, ce soi-disant « syndicat libre », soutenu par Washington et le Vatican, avait servi de fer de lance à la contre-révolution capitaliste dans le bloc soviétique. Une fois au pouvoir en 1989, le gouvernement Solidarność a présidé à la restauration d'une exploitation capitaliste débridée. Il a détruit les moyens de subsistance et le niveau de vie de la classe ouvrière, notamment des travailleuses, et il a attaqué de front les droits des femmes, avec notamment l'interdiction quasi-totale de l'avortement.

Diverses organisations dans le monde fournissent une couverture « de gauche » à ces formations qui se battent ouvertement pour le retour au capitalisme. Ainsi en France, Lutte ouvrière (LO) a invité un porte-parole officiel du CLB, Cai Chongguo, à prendre la parole lors d'un meeting à sa Fête annuelle de 2007 en région parisienne. Des camarades de la Ligue communiste internationale y sont intervenus pour cri-

tiquer le fait que LO avait invité ce contre-révolutionnaire et le soutien que LO avait apporté à Solidarność et autres forces pro-impérialistes en URSS et en Europe de l'Est.

Le Comité pour une internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe, basé en Grande-Bretagne, se gêne encore moins dans son journal en ligne *China Worker*. Il appelle à une « alternative socialiste démocratique » au régime du PCC. Pour comprendre ce que cela veut dire en pratique, il suffit de voir la participation du CIO à un rassemblement « pour la démocratie » le 4 juin 2008 à Hongkong (soi-disant pour commémorer le massacre de Tiananmen en 1989), qui était organisé par des groupes qui prônent ouvertement le retour au capitalisme. *China Worker* du 6 juin 2008 la qualifie d'« excellente mobilisation » et cite sans aucun commentaire critique un discours du groupe qui l'organisait, l'Alliance de Hongkong pour le soutien aux mouvements patriotiques et démocratiques en Chine, dont l'un des « objectifs opérationnels » est une « Chine démocratique ».

Les organisations du CIO, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays impérialistes, se comportent comme de parfaits sociaux-démocrates qui sèment des illusions dans le parlementarisme bourgeois, c'est-à-dire en fait la dictature des exploiters sous le couvert de la « démocratie ». Si l'on transpose cela au niveau des Etats ouvriers, cela devient un programme pour la contre-révolution, comme on l'a vu lorsque les taaffistes ont soutenu le « syndicat » Solidarność en Pologne en 1981. En 1991, ils étaient sur les barricades de Boris Eltsine au moment où celui-ci ouvrait les vannes de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique. Depuis la Révolution bolchévique de 1917, les sociaux-démocrates condamnent les Etats ouvriers au nom de la « démocratie ». Le social-démocrate allemand « de gauche » Karl Kautsky, l'aïeul idéologique du CIO, fulminait contre la dictature du prolétariat et propageait des illusions sur la « démocratie pure ». Pour les marxistes, la question qui se pose toujours c'est : *démocratie pour quelle classe ?* Comme le soulignait Lénine, la lutte pour libérer la classe ouvrière est une lutte pour « la nouvelle démocratie [...] la démocratie prolétarienne, qui doit être substituée à la démocratie bourgeoise et au parlementarisme » (Lénine, « Résolution sur les thèses relatives à la démocratie bourgeoise et à la dictature du prolétariat », mars 1919).

Cette brochure de la LTF contient deux articles documentant la lutte de la Ligue communiste internationale en RDA en 1989-1990, et en URSS en 1991-1992, pour défendre ces Etats ouvriers contre la contre-révolution capitaliste.

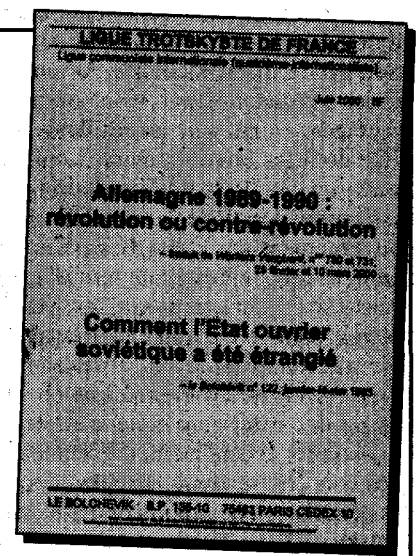
Le premier article est le texte d'une présentation de Steffen Singer, rédacteur en chef de *Spartakist*, le journal de notre section allemande, à l'occasion du dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin; cette présentation documente de façon très vivante et détaillée notre intervention trotskyste en 1989-1990 en RDA pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne qui abdiquait.

Le deuxième, publié en 1993 dans *le Bolchévik*, analyse la crise terminale du stalinisme en URSS et comment nous avons dans des conditions difficiles cherché à recruter au programme de la Quatrième Internationale de Trotsky.

1€ / 1\$Cdn (26 pages)

Pour toute commande :

France : LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10 (Chèques à : Société d'édition 3L)
Canada : SCPA, C.P. 6867, succursale A, Toronto, ON M5W 1X6





Han Dongfang anime depuis Hongkong une émission contre-révolutionnaire sur Radio Free Asia, financée par la CIA.

Taaffe prétend que «les tâches auxquelles sont confrontés aujourd'hui les ouvriers chinois confirment de manière nouvelle et originale la théorie de la révolution permanente de Trotsky», et il appelle à «lier la lutte pour les droits démocratiques à la lutte pour le socialisme» («La Chine à un tournant», *China Worker* en ligne, 24 mai 2007 [traduit par nos soins]). Quelle falsification grossière de la théorie de Trotsky! Taaffe affuble la révolution permanente d'un habillage capitaliste «démocratique», l'applique à un Etat ouvrier pour ensuite la transformer en appel à la contre-révolution «démocratique»! La lutte pour une direction léniniste-trotskyiste authentique et pour la révolution politique prolétarienne en Chine se base d'abord et avant tout sur la *défense militaire inconditionnelle* de l'Etat ouvrier contre les forces de la contre-révolution.

Pour une direction révolutionnaire prolétarienne

La bureaucratie chinoise, pour se concilier l'impérialisme mondial, part de fausses prémisses: elle prétend que si elle peut «neutraliser» les risques d'intervention militaire grâce à une politique de «coexistence pacifique», elle pourra devenir une superpuissance et effectivement construire le «socialisme dans un seul pays». Mais les impérialistes ont un arsenal qui ne se limite pas à la force armée: ils cherchent notamment à affaiblir le contrôle du gouvernement chinois sur les banques et sur les mouvements de devises. Etant donné l'énorme excédent de la balance commerciale chinoise, il y a de fortes pressions dans les milieux dirigeants aux Etats-Unis et dans certains pays européens en faveur d'une politique protectionniste vis-à-vis de la Chine. Aux Etats-Unis, le Parti démocrate prône cette politique. En Chine, la crise économique mondiale actuelle pourrait aussi déclencher de sérieuses luttes sociales.

Tôt ou tard, sans doute lorsque des éléments bourgeois à l'intérieur de la bureaucratie et dans sa périphérie décideront de se débarrasser du pouvoir politique du PCC, les tensions sociales grandissantes en Chine feront voler en éclats les structures politiques de la caste bureaucratique. Le jour où cela se produira, le destin de la Chine se jouera. Soit les ouvriers balayeront du pouvoir l'élite parasitaire par une révolution politique prolétarienne, en défendant et cher-

chant à étendre les acquis de la Révolution de 1949 pour faire de la Chine un bastion de la lutte pour le socialisme mondial, soit la contre-révolution capitaliste triomphera, ramenant avec elle les ravages de la domination impérialiste et de l'exploitation.

Le soulèvement de mai-juin 1989, dont le foyer était la place Tiananmen, a montré qu'une insurrection ouvrière en faveur du socialisme était possible. Des étudiants furent à l'initiative de manifestations, en opposition à la corruption et pour la libéralisation politique, auxquelles se joignirent des millions d'ouvriers à travers toute la Chine; ces ouvriers se mobilisaient autour de leurs propres revendications contre les effets de plus en plus importants des mesures de marché en Chine, en particulier une importante hausse des prix. Ils lancèrent des assemblées ouvrières et montèrent des piquets volants motorisés, ce qui signalait la possibilité que se constituent de véritables conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.

L'entrée en lutte de la classe ouvrière terrifia les bureaucrates du PCC qui finalement déclenchèrent une répression sanglante. Mais la bureaucratie, y compris le corps des officiers, avait commencé à se scinder sous l'impact du soulèvement prolétarien. Confrontées à l'énorme popularité du mouvement parmi les masses travailleuses de Pékin, les premières unités de soldats déployées contre les manifestants refusèrent d'intervenir. Ce n'est qu'en mobilisant des troupes plus fidèles à Deng que l'on put procéder aux massacres de juin 1989, dont la cible principale était les ouvriers.

La LCI a abondamment couvert ces événements dans ses journaux, avançant les mots d'ordre: «Chassez la bureaucratie! Pour le communisme de Lénine! Des soviets d'ouvriers et de soldats au pouvoir!» (voir «Soulèvement en Chine», *Workers Vanguard* n°478, 26 mai 1989, et «Chine: pour la révolution politique prolétarienne!», *le Bolchévique* n°94, juin-juillet 1989). Une révolution politique prolétarienne en Chine aurait posé à brûle-pourpoint la question de défendre et d'étendre les acquis sociaux de l'Etat ouvrier en combattant la contre-révolution capitaliste. Ce qui manquait c'était une direction léniniste-trotskyiste.

On a pu voir plus tard la même année le rôle que jouerait une telle direction révolutionnaire lors du soulèvement en République démocratique allemande (RDA), qui a été influencé par la lutte héroïque des ouvriers et des étudiants chinois. Lorsque la population est-allemande s'est soulevée contre les privilèges et la mauvaise gestion de la bureaucratie, le régime stalinien a commencé à se désintégrer. Des manifestations allant jusqu'à un million de personnes se sont produites sous des mots d'ordre comme «Pour les idéaux communistes – non aux privilèges!» La LCI a entrepris la plus grande mobilisation de son histoire, nos camarades luttant pour que des comités d'ouvriers et de soldats se forment et prennent le pouvoir. La force de notre programme trotskyiste a été mise en évidence avec la manifestation de 250 000 personnes le 3 janvier 1990 à Berlin-Est. C'était une manifestation contre la profanation par des fascistes d'un monument dans le parc de Treptow honorant la mémoire des soldats soviétiques, et pour la défense de l'URSS et de la RDA. C'est nous qui avons lancé l'appel à cette mobilisation avant qu'il ne soit repris par le parti stalinien au pouvoir qui, effrayé par l'écho que notre programme avait parmi les ouvriers de Berlin-Est, se sentait obligé de mobiliser sa base. Treptow a été un tournant: confrontée à la possibilité



Peter Turnley

Maï 1989: Un contingent de la Fédération ouvrière autonome de Pékin arrive sur la place Tiananmen. La participation du prolétariat aux manifestations étudiantes annonçait le début d'une révolution politique.

croissante d'une résistance ouvrière à la contre-révolution, la bureaucratie soviétique de Mikhaïl Gorbatchev s'est empressée de donner le feu vert à la réunification capitaliste, et le régime stalinien de la RDA lui a emboîté le pas.

Notre combat pour la révolution politique prolétarienne en RDA, conjuguée à la révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest – donc pour la réunification *révolutionnaire* de l'Allemagne –, allait directement à l'encontre du bradage de la RDA à l'impérialisme ouest-allemand. Le document de notre conférence internationale de 1992 a décrit ainsi la situation: «Comme l'a montré par la suite Treptow, nous étions dès le début en lutte avec le régime stalinien démissionnaire sur la question de l'avenir de la RDA. [...] Il y eut en fait un affrontement, marqué toutefois par la disproportion des forces, entre le programme de la révolution politique de la LCI et le programme stalinien de capitulation et de contre-révolution» («Pour le communisme de Lénine et Trotsky!», *Spartacist* édition française n°27, été 1993). Mais nous n'avons eu ni le temps ni assez de forces pour nous enraciner dans la classe ouvrière autant que nécessaire. Nous avons perdu, mais notre intervention a montré que, lorsqu'une série d'événements dans un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé engendre finalement un soulèvement et crée des fissures dans le pouvoir de la bureaucratie, il est possible même pour une petite organisation léniniste-trotskyiste munie d'un programme révolutionnaire internationaliste d'avoir un impact de masse.

La lutte pour la libération des femmes doit être un élément central du combat pour la révolution politique prolétarienne en Chine. Un gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire procéderait à l'expropriation de la classe nouvelle d'entrepreneurs capitalistes chinois; il renégocierait dans l'intérêt des travailleurs les termes des investissements étrangers, en insistant par exemple pour que les salai-

res, les avantages sociaux et les conditions de travail des femmes et de tous les ouvriers soient au moins aussi favorables que dans le secteur d'Etat. Il mettrait fin à l'arbitraire et à la corruption bureaucratiques. Il établirait une économie centralisée et planifiée régie par la démocratie ouvrière, et prendrait les mesures nécessaires afin d'éliminer le chômage touchant particulièrement durement les travailleuses, ainsi que pour fournir un niveau élémentaire de sécurité économique à l'ensemble de la population. Il demeurerait cependant toujours conscient que seul le renversement de l'impérialisme dans le monde entier pourra assurer la prospérité à tous les travailleurs chinois.

Pour forger un parti léniniste-trotskyiste en Chine, il faut faire revivre le marxisme internationaliste libérateur qui inspirait Chen Duxiu et les autres fondateurs du Parti communiste chinois. Ceux-ci avaient pour motivation première le combat mondial pour la révolution socialiste. S'inscrivant en faux contre la glorification stalinienne de la famille, les trotskystes comprennent que l'émancipation complète de la femme ne se fera qu'avec l'avènement d'une société

communiste mondiale marquant l'élimination une fois pour toutes de la pénurie matérielle. Les femmes prendront alors pleinement part à l'émancipation à un niveau inconcevable jusque-là du potentiel humain et à une avancée monumentale de la civilisation. Comme le notaient Marx et Engels il y a plus de 160 ans: «La "libération" est un fait historique et non un fait intellectuel, et elle est provoquée par des conditions historiques, par le [progrès] de l'industrie, du com[merce] [de l'agri]culture» (*l'Idéologie allemande*, 1846).

Une révolution politique prolétarienne en Chine, brandissant le drapeau de l'internationalisme socialiste, ébranlerait le monde. Elle aurait entre autres un fort impact sur le territoire capitaliste de Taïwan. Elle mettrait fin au climat idéologique de la soi-disant «mort du communisme», que les impérialistes propagent depuis la chute de l'URSS. Elle radicaliserait la classe ouvrière du Japon, qui est aujourd'hui le bastion industriel de l'Asie et qui cherche à en être le maître impérialiste sans partage. Elle serait l'étincelle de la lutte pour la réunification révolutionnaire de la Corée par la révolution politique dans l'Etat ouvrier déformé du Nord et la révolution socialiste dans le Sud capitaliste. Il y aurait des réverbérations parmi les masses du sous-continent indien, d'Indonésie, des Philippines, d'Australie et plus loin encore, y compris en Afrique australe et dans les forteresses impérialistes d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest. Cela déclencherait à nouveau la lutte pour la révolution socialiste dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est, où les ravages de la contre-révolution ont engendré ruine, maladie et barbarie, causant une chute dramatique de l'espérance de vie. C'est pour donner une direction à toutes ces luttes que la LCI combat pour reforgier la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste internationale! ■

Centre international : Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA
 Site web : www.icl-fi.org

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
 GPO Box 3473, Sydney, NSW 2001, Australie

Australasian
SPARTACIST 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia
 A\$5/4 issues (1 year) in Australia
 A\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
 PO Box 42886, London N19 5WY, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
 £3/1 year International rate: £7—Airmail
 Europe outside Britain and Ireland: £5

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
 C.P. 6867, succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

*English-language newspaper of the Trotskyist League/
 Ligue trotskyste*

Cdn\$3/4 issues International rate: Cdn\$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
 Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 4

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
 Deutschlands

Jahresabo (6 Ausgaben): 4 €
 Auslandsabo: 7,50 € Übersee Luftpost: 10 €

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France
 4 numéros: 3 € Europe: 4,50 € Hors Europe: 6 €
 Canada: 5 \$Cdn

Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L

Groupe trotskyste de Grèce

Box 8274, Athènes 10010, Grèce

Spartacist Group Ireland

PO Box 2944, Dublin 6, République d'Irlande

Lega trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Organo della Lega trotskista d'Italia
 Abbonamento a 4 + supplemento: 5 €
 Europa: 6 € Paesi extraeuropei: 8 €

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku
 Tokyo 115-0091, Japon

スバルタシスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
 Abonnement (2 ans) : ¥500 International : ¥1000

Grupo Espartaquista de México

Román Burgos, Apdo. Postal 302
 Admón. Postal 13, CP 03501, México, D.F., Mexique

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México
 México: Méx. \$15/4 números (por correo)
 Extranjero: US \$4/4 números (via aérea)
 US \$2/4 números (via terrestre/marítima)

Spartakusowska Grupa Polski

Jan Jędrzejewski, Skr. 148
 02-588 Warszawa 48, Pologne

Platforma
SPARTAKUSOWCÓW 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski
 Cztery kolejne numery: 6,- zł

Spartacist/South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248, Private Bag X2226
 Johannesburg 2000, Afrique du Sud

SPARTACIST SOUTH AFRICA 

Marxist publication of Spartacist South Africa
 International rate: US\$4/4 issues—Airmail

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

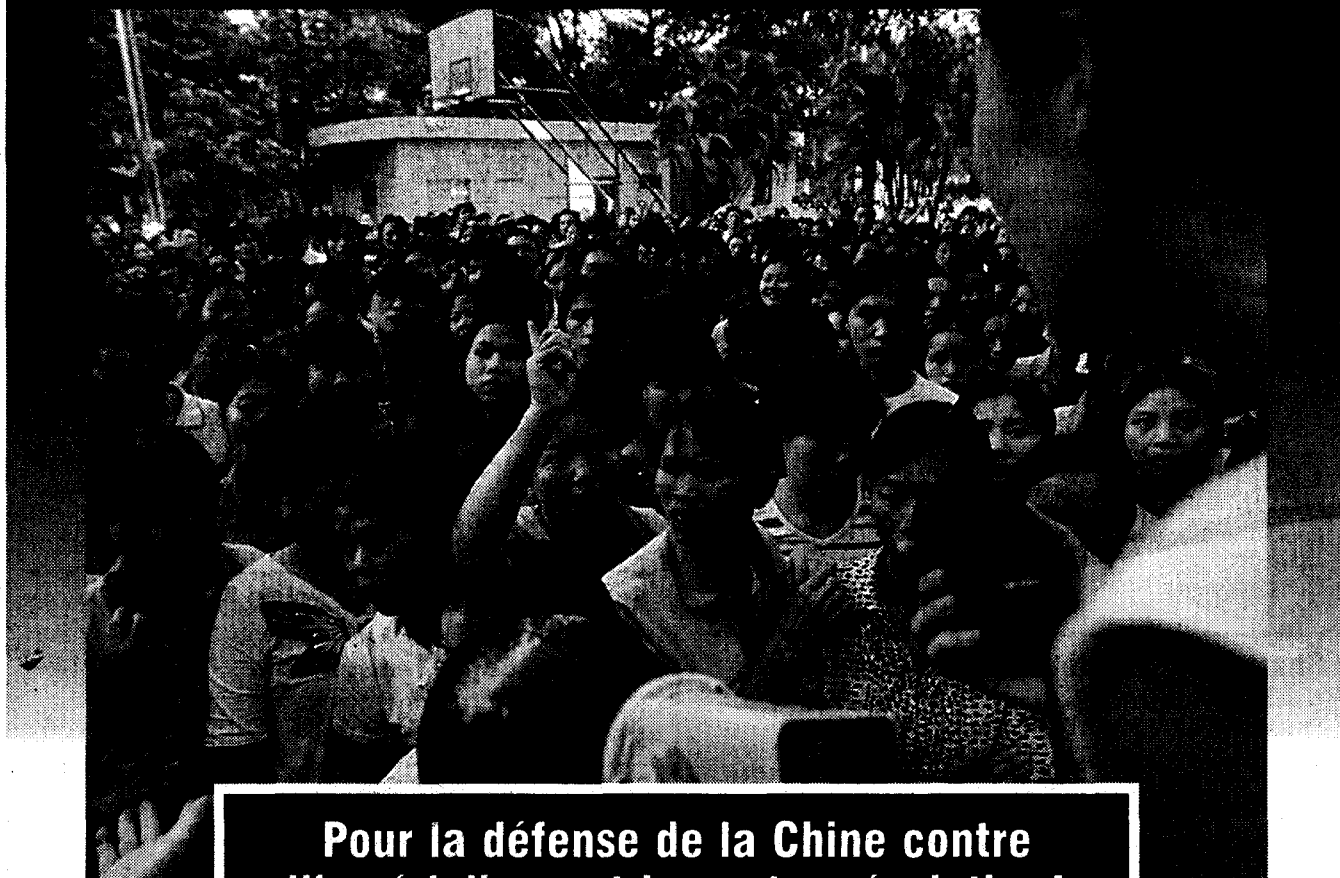
WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
 US\$10/22 issues (1 year)
 International:
 US\$25/22 issues—Airmail US\$10/22 issues—Seamail

Femmes et Révolution



Les ouvrières et les contradictions de la Chine contemporaine



China Photos

**Pour la défense de la Chine contre
l'impérialisme et la contre-révolution!
Pour la révolution politique prolétarienne!**

Octobre 2007: Les travailleuses d'une usine de papeterie à Shenzhen réclament le paiement de leurs arriérés de salaires.

Le statut de la femme dans la Chine d'aujourd'hui donne une mesure précise des contra-

dictions énormes de cette société, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé que nous trotskystes défendons inconditionnellement contre l'impérialisme et contre toute tentative de contre-révolution interne. La condition féminine en Chine montre quels acquis considérables la Révolution chinoise de 1949 a apportés dans un pays arriéré qui était autrefois écrasé sous la domination de l'impérialisme et le poids des traditions. Le renversement de la domination de classe capitaliste a permis un formidable développement

de la production socialisée et du niveau de vie, ainsi que des droits des femmes; il a

arraché des centaines de millions de Chinois et de Chinoises à l'arriération des campagnes en les intégrant aux masses ouvrières d'une société de plus en plus industrialisée.

Les progrès de la Chine depuis la Révolution de 1949 et la collectivisation de l'économie qui l'a suivie sont basés sur l'expropriation de la bourgeoisie en tant que classe. Ils montrent les avantages incomparables d'une économie dont la force motrice n'est pas la production pour le profit

suite page 54